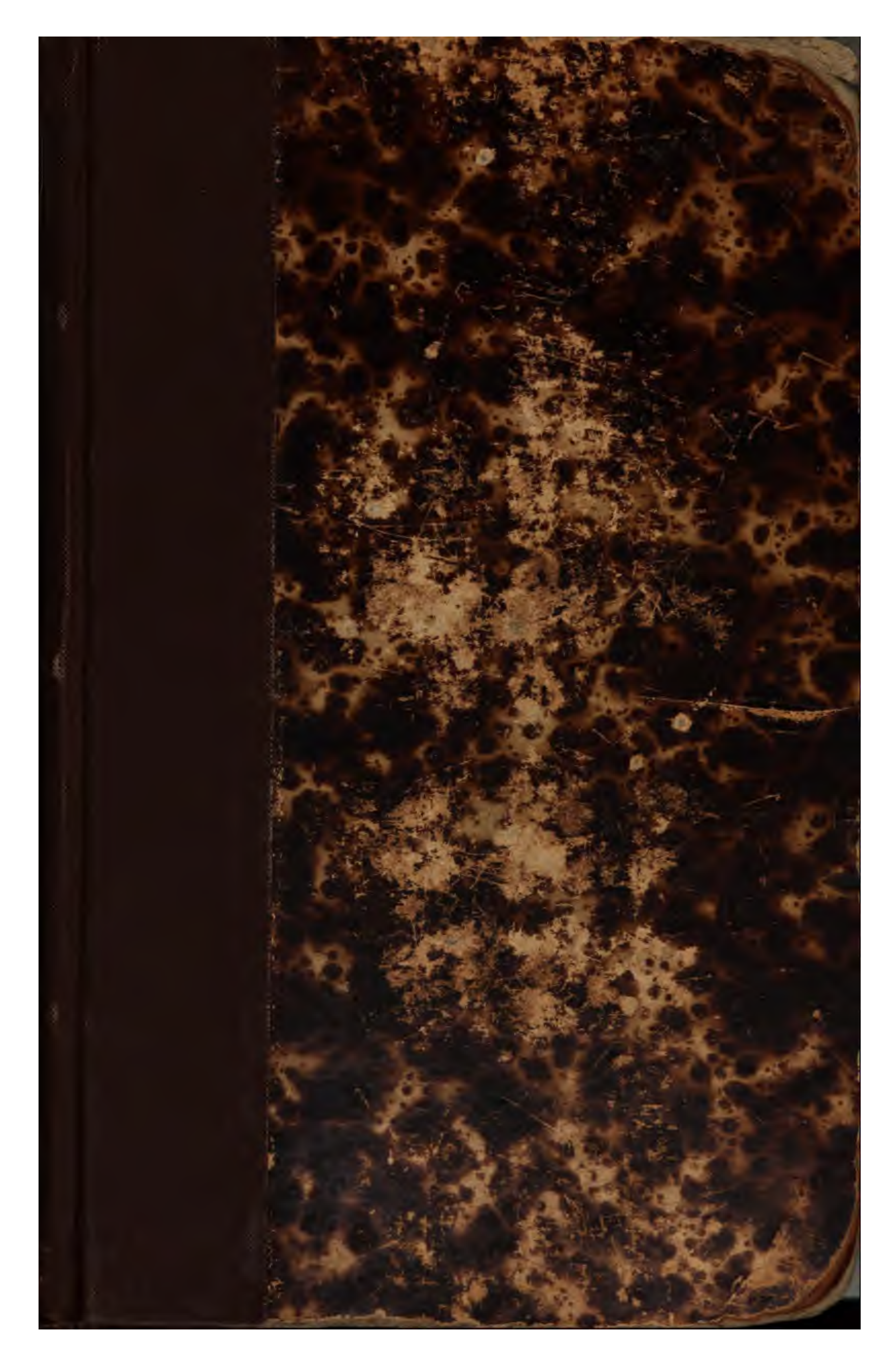



SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET ET JOUAUST,
rue Saint-Honoré, 315.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

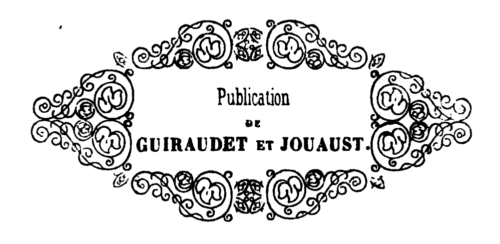
DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1844,

PAR

LE Bon JUCHEREAU DE St-DENYS,

MARÉCHAL DE CAMP, MINISTRE DE FRANCE EN GRÈCE EN L'ANNÉE 1828,
ANCIEN DIRECTEUR DU GÉNIE MILITAIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN.

TOME II.



PARIS.
AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS,
QUAI MALAQUAIS, 15.

1844

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

—

3e Partie.

Population, Gouvernement.

POPULATION.

La population des deux Turquies se compose de plusieurs nations que le droit de conquête, la force et l'habitude, ont liées ensemble, et dont une, qui a conquis les autres, domine et tient celles-ci sous sa dépendance.

DES MUSULMANS.

Les Osmanlis forment la partie dominante de la population de la Turquie. C'est à leurs victoires que cet empire doit son existence. C'est d'eux principalement que dépendent sa défense et sa conservation. Ils s'arrogent une grande supériorité, non seulement sur les chrétiens et les juifs qui habitent le même empire, mais encore sur d'autres nations musulmanes qui y étaient établies avant eux. Dans cette dernière catégorie sont compris

les Arabes, les Curdes, les Turcomans, les hordes des Juruks et des Jézidis, les Druses et Mutualis du Liban et les Fellahs de l'Égypte.

Le gouvernement des provinces, les commandements militaires et les principaux emplois, appartiennent presque exclusivement aux Osmanlis. Ils sont, relativement aux autres nations soumises, ce que les Francs étaient à l'égard des Gaulois dans les premiers siècles de notre monarchie. On peut les regarder comme composant la noblesse de l'empire ottoman, dont les autres nations seraient les classes roturières.

Le souvenir de leurs anciennes victoires et les priviléges dont ils jouissent donnent aux Osmanlis un caractère noble, fier et hardi.

L'islamisme, en élevant l'âme de ses sectateurs vers des contemplations séduisantes, leur prêche des vertus simples, l'aumône, la charité, l'obéissance. Il tend à rendre les Osmanlis, comme tous les autres musulmans, charitables, hospitaliers, probes et respectueux envers leurs chefs. Le dogme de la prédestination leur procure, dans la douleur et au milieu des plus grandes calamités, une résignation sincère et supérieure à celle des anciens stoïciens.

L'égalité politique qui existe entre tous les Osmanlis et l'espoir que chacun d'eux a de parvenir aux plus hautes dignités donnent à tous un air de fierté et d'importance. L'Osmanli qui, du dernier rang, est parvenu à occuper une place éminente, prend sans effort et sans exciter le moindre étonnement le ton et la gravité nécessaires à son nouvel emploi.

L'influence d'un clergé ambitieux, qui craint l'introduction des lumières, porte les Osmanlis à confondre dans un égal mépris les peuples civilisés de l'Europe

avec les rayas de leur empire, et à rejeter avec dédain des institutions qui amélioreraient leur sort politique et les arts qui adouciraient leur existence sociale. Ces funestes préjugés en ont fait jusqu'ici un peuple isolé et barbare sur le continent européen, dont ils occupent une des plus belles parties.

Nous avons fait connaître dans les tableaux précédents les lois et les institutions qui gouvernent ce peuple, sa force naturelle, sa puissance dégénérée, et les vices de son ancienne administration. Nous ferons connaître plus bas les efforts qui ont été faits pour régénérer ce peuple, les luttes qu'ils ont fait naître, les révolutions qu'ils ont produites et les résultats qui doivent amener sa chute ou son salut.

Les Arabes qui composent la population de la Syrie, des bassins de l'Euphrate et de l'Egypte, de la péninsule arabique, quoique professant l'islamisme, sont bien loin de jouir de l'importance politique et des priviléges que possèdent les Osmanlis. Ils sont constamment tenus dans un état de dépendance absolue. Les gouverneurs, les commandants et les principaux officiers civils et militaires des provinces qu'ils habitent, sont toujours pris parmi les Osmanlis. Il est extrêmement rare et presque sans exemple qu'un Arabe mahométan soit appelé à commander ou à exercer des fonctions importantes dans les pays occupés par les hommes de sa race.

Il n'est pas étonnant que, traités par les Osmanlis avec dureté, mépris et tyrannie, les Arabes regardent ces derniers comme des étrangers et des ennemis plutôt que comme des frères.

La population arabe se divise en deux classes distinctes qui, semblables par le langage et par la croyance religieuse, ont entre elles peu d'analogie pour la manière

de vivre, les usages et le caractère. Ces deux classes sont les Arabes *sédentaires* et les Arabes *errants* ou *bédouins*.

Les Arabes sédentaires sont une classe laborieuse, docile et honnête. Maîtrisés par des étrangers depuis la chute du pouvoir souverain des califes, ils ne pensent guère qu'à travailler et à obéir. Ils ont été souvent employés comme instruments utiles dans les mouvements insurrectionnels et dans les guerres; mais ils n'ont jamais eu l'idée jusqu'ici de se battre pour eux-mêmes, d'expulser leurs tyrans et de proclamer leur indépendance.

L'Arabe bédouin n'a d'autre patrie que le désert et ne connaît pas d'autre habitation que sa tente. Il ne pénètre dans les pays cultivés que pour détruire et pour piller, en tuant ceux qui lui résistent. Il ne voit que des ennemis dans les hommes qui ne sont pas de sa tribu ou qui n'appartiennent pas aux tribus alliées à la sienne. Hospitalier et plein de soins et d'égards pour les personnes qui se sont mises volontairement sous sa protection, l'Arabe bédouin redevient barbare et voleur, même envers ces dernières, lorsque le pacte qui les liait à elles a cessé d'exister. Il est depuis un temps immémorial l'ennemi du genre humain. Le *désert* et sa misère lui servent de sauvegarde.

Sont exclus également des privilèges dont jouissent les Osmanlis les peuples musulmans ci-après désignés :

1° Les *Turcomans* venus de la Haute-Asie et des bords de l'Oxus. Ils paraissent avoir la même origine que les Osmanlis. Ils habitent le haut plateau et les plaines élevées de l'Asie-Mineure, et changent de séjour suivant les saisons pour faire paître leurs troupeaux. Ils s'adonnent cependant, pendant le printemps, à la culture des céréales et de quelques plantes légumineuses, qu'ils ré-

coltent vers le milieu de l'été. De toutes les peuplades errantes de la Turquie, les Turcomans se distinguent par la pureté de leurs mœurs, par la douceur de leur caractère et par leur probité. On ne voit presque jamais parmi eux des brigands qui infestent les routes et attaquent les caravanes et les voyageurs.

Gouvernés par leurs scheiks, ils paient un tribut à la Porte et mènent une vie libre et indépendante.

2° Les *Curdes* ou *Kourdes*, qui habitent la chaîne Médique entre la Turquie et la Perse, et les plaines environnantes, forment un peuple cultivateur et berger. Ils ressemblent, sous ce rapport, aux Turcomans de l'Asie-Mineure, mais ils n'ont pas les dispositions tranquilles et honnêtes de ces derniers. Les routes du Kourdistan sont infestées de brigands qui étendent leurs déprédations jusqu'à une distance considérable à l'est et à l'ouest de leurs montagnes. Semblables aux anciens Parthes, ils attaquent avec impétuosité, se retirent avec ordre et combattent en fuyant.

Gouvernés par leurs princes, sous la surveillance des pachas nommés par la Porte, les Curdes sont rarement tranquilles et soumis. Le gouvernement turc les traite avec assez de ménagement et de douceur, parce que, placés sur les frontières de la Perse et de la Turquie, les Curdes font pencher la balance en se déclarant en faveur de l'une ou de l'autre de ces deux puissances.

3° Les *Yuruks*. Ces musulmans présentent des réunions peu nombreuses, qui tantôt errent dans les provinces avec leurs troupeaux, et tantôt se fixent, durant un temps indéterminé, dans quelques localités favorables. On en voit dans la Macédoine, dans la Thrace, dans la Bulgarie, et dans les montagnes de l'Asie-Mineure.

4° Les *Yézidis*. Ils habitent dans les environs d'Alep

et d'Alexandrette, dans le bassin de l'Euphrate, et dans quelques vallées du Liban. Ces peuples sont agriculteurs et bergers. Leur avidité et leurs dispositions immorales et vicieuses les portent à prostituer leurs femmes et leurs filles aux voyageurs, qu'ils attaquent et assassinent lorsqu'ils croient pouvoir le faire avec impunité.

On regarde les Yézidis dans l'Orient comme ayant fourni autrefois au Vieux de la Montagne ces compagnies d'assassins fanatiques dont on parle tant dans l'histoire des croisades.

5º *Montagnards de la Syrie*. Les habitants des montagnes du Libàn (Druses, Mutualis et Naplousins) sont des peuplades musulmanes presque toujours libres qui ont dû leur indépendance aux lieux difficiles qu'ils habitent et à leur courage. Ils ne paient pas un tribut fixe à la Porte, et font des traités avec les pachas de la Syrie; mais ils ne dépendent pas d'eux, et n'exécutent leurs ordres que lorsqu'ils y trouvent quelques avantages pour eux-mêmes.

Aucun de ces musulmans n'est appelé à partager les avantages politiques qui appartiennent aux Osmanlis.

On voit par ces détails combien sont différentes et hétérogènes les diverses parties qui composent la population musulmane de la Turquie.

DES GRECS.

Les Grecs, vaincus par Rome, conservèrent le nom et une partie de la gloire du peuple romain pendant plus de dix siècles après la chute de cette orgueilleuse capitale. Ce ne fut qu'en 1453 que la nouvelle Rome, après avoir résisté à tant de siéges, tomba enfin sous la domination des Barbares. Elle aurait probablement évité

ce sort si, dans les derniers temps qui ont précédé sa chute, elle n'avait pas été courbée sous le joug d'un clergé arrogant et ambitieux, et si les patriarches n'étaient devenus plus puissants que les empereurs, et les moines plus nombreux que les soldats.

Mahomet II, qui joignait à ses talents guerriers une sagacité extraordinaire, ne tarda pas à apprécier les Grecs, et à découvrir la véritable cause de leur faiblesse et de leur chute. Il résolut de les contenir en les remettant sous la domination du patriarche et du clergé. Tel fut le motif politique qui dicta ce fameux katty-chérif que les Grecs regardent comme leur charte constitutionnelle.

Ce prince judicieux établit, par ce katty-chérif, le patriarche de Constantinople chef de la nation grecque, président du synode, et juge suprême de toutes les affaires civiles et religieuses. Il l'exempta du kharadge, aussi bien que tous les membres du synode (1), lequel, composé de douze métropolitains, fut destiné à former le grand-conseil de la nation.

Tous les cadis et gouverneurs militaires turcs reçurent l'ordre de faire exécuter les sentences judiciaires du patriarche à l'égard des chrétiens du rit grec, celles des évêques à l'égard de leurs diocésains, et d'assister le clergé dans le recouvrement de ses droits et de ses revenus. Le patriarche de Constantinople et tous les autres métropolitains furent autorisés à exiger

(1) Les douze métropolitains qui composent le synode, et qui résident constamment à Constantinople, sont ceux de Césarée, d'Éphèse, d'Héraclée, de Cizique, de Nicomédie, de Nicée, de Calcédoine, de Salonique, de Darcon, de Ternova, d'Andrinople, d'Amasie, et le patriarche de Jérusalem.

une contribution annuelle de douze aspres (1) de chaque famille, et d'un sequin de chacun des papas de leur diocèse. Tous les legs pieux furent déclarés légitimes. Il fut ordonné aux Osmanlis de regarder les églises comme des lieux sacrés et inviolables. Aucun Grec ne put être contraint d'abjurer la foi de ses pères pour embrasser celle du peuple conquérant.

Mais tous les avantages de cette charte sont principalement pour les prêtres : leurs droits, leurs priviléges et leurs pouvoirs, y sont déterminés et garantis; le peuple n'y est mentionné que pour payer et pour servir.

Cependant Mahomet II, voulant flatter un peu la nation grecque, déclara, dans son katty-chérif, que l'élection du patriarche de Constantinople ou du chef suprême de l'église œcuménique serait faite par les représentants du clergé et de la nation, et que ce pontife ne pourrait être déposé que par le consentement et d'après la demande du corps qui l'aurait élu. Cette considération, qui paraissait si favorable, est devenue une cause de dissensions continuelles parmi les Grecs, et une mine abondante dans laquelle le gouvernement et les ministres turcs ont coutume de puiser pour satisfaire leur avarice.

Le premier patriarche qui fut élu d'après le katty-chérif de Mahomet II reçut le caffetan et le hazeran ou bâton de commandement en présence de ce monarque, qui lui fit remettre une gratification de mille sequins. Les patriarches grecs conservèrent cette prérogative jusqu'à Parthénius, qui, égaré par l'ambition ou le fanatisme, se rendit coupable et parjure envers la Porte.

(1) Ces douze aspres correspondaient alors à la valeur actuelle de dix sous ou 50 centimes de France.

Depuis cette époque les patriarches de Constantinople ne sont plus admis en la présence du sultan, et ne reçoivent le caffetan d'honneur et le hazéran que sous les yeux du grand-visir. Au lieu de toucher, comme autrefois, une gratification de mille sequins, ils sont obligés de payer à la Porte une somme de cent bourses à titre de présent d'installation.

Le patriarche tient divan chez lui deux fois par semaine pour juger les causes civiles. Ses sentences ne devraient pas être définitives, puisque les parties ont le droit d'appeler de son tribunal à celui des Turcs; mais on les engage toujours d'avance, par un serment et par un compromis, à s'en tenir à la sentence qui aura été prononcée par le chef de l'Eglise.

Les crimes ne sont pas de son ressort : les tribunaux turcs peuvent seuls s'en occuper. Cependant, pour conserver la dignité du nom chrétien, il est rare que les Grecs remettent à la justice des Turcs les voleurs et les assassins qui sont de leur rit. Ceux-ci, jugés par le patriarche, sont condamnés ordinairement aux galères, et vont grossir, d'après la simple demande de ce pontife, la foule des esclaves enchaînés qui travaillent dans les arsenaux de Constantinople.

L'administration de la justice forme un des revenus du patriarche et de tous les métropolitains. Tous prélèvent un droit de dix pour cent pour chaque cause sur la valeur de l'objet contesté. Les profits du patriarche doivent être considérables, puisqu'il est obligé de remettre 70 bourses par an au miri pour ce seul article de revenus.

Mais, outre les produits des revenus permanents autorisés par le katty-chérif de Mahomet II, et les profits considérables qui proviennent de l'administration de la

justice, le patriarche a coutume de réclamer 20 bourses de chaque métropolitain pour les frais de son installation, et vend aux prêtres subalternes le droit d'exercer leurs fonctions.

Ces prêtres subalternes sont divisés en trois classes : 1° celle des proestos, qui sont les économes des églises. Ceux-ci prennent part aux produits des quêtes, se font payer chèrement les cérémonies des mariages, des enterrements et des baptêmes, et retirent un revenu assez considérable de la coutume qu'ils ont établie de bénir tous les mois les maisons, les terres et les personnes de leurs paroissiens.

2° Celle des pneumaticos ou confesseurs.

3° La classe des éphemerios ou journaliers. C'est sous cette modeste dénomination que sont connus les prêtres célébrants, qui n'ont d'autres revenus que le prix de leurs messes.

Les évêques imitent le patriarche œcuménique, et retirent comme lui leurs principaux revenus de l'administration de la justice et de la vente des fonctions ecclésiastiques.

Tous les dignitaires de l'église grecque rançonnent les prêtres subalternes, et ceux-ci rançonnent le public (1).

Mais, outre le patriarche œcuménique et tous les of-

(1) Le logothète ou chancelier qui expédie les patentes de nomination des archevêques, des évêques et de tous les principaux dignitaires de l'église, vit des droits qu'il retire de ces expéditions.

Le primicier retire les espèces dues au patriarche pour toutes les causes soumises à son tribunal, s'en réserve une portion, et vend les excommunications et les divorces.

Le protosingelos inspecte la conduite des prêtres, les punit, les soumet à des amendes dont il profite comme les proestos, et préside le petit divan, dont la principale occupation consiste à arranger les querelles de ménage.

L'archimandrite, qui est le premier des curés de l'Église patriarchale,

ficiers de sa suite, dont le logothète, le protosingélos, l'archidiacre, l'archimandrite et le primicier, sont les principaux membres et forment le conseil privé, l'église grecque a encore à soutenir les trois patriarches de Jérusalem, d'Antioche et d'Alexandrie, trente-deux archevêques et cent-quarante évêques, qui tous, n'ayant ni biens-fonds ni rentes, sont obligés de vivre aux dépens du public. Cependant quelques uns d'entre eux, entre autres celui d'Ephèse (1), possèdent jusqu'à 100 bourses ou plus de 50 000 francs de revenus.

Mais, pour tirer tant d'argent d'un peuple déjà accablé par le fardeau de la nation dominante, et pour le retenir dans les principes d'une croyance qui est la seule cause de sa servitude, il fallait l'enchaîner par les moyens les plus propres à maîtriser son esprit. C'est en cela que les prêtres grecs du Levant ont montré beaucoup d'adresse et une connaissance approfondie du cœur humain. Ils ne se contentent pas de prêcher la morale sublime de l'Evangile, et de faire connaître à leurs disciples les vertus chrétiennes qui disposent les hommes à se regarder comme frères. Ces principes suffisent pour former des hommes vertueux, des sujets loyaux, mais non des sectaires enthousiastes.

Voulant des disciples aveuglément soumis à la voix de leurs chefs ecclésiastiques, les prêtres grecs com-

recueille les successions des prêtres morts sans héritiers légitimes, en verse la valeur dans les caisses du patriarche, et vit aux dépens des douze curés de la capitale.

L'archidiacre, qui est chargé de délivrer les promesses de mariage et la dispense des bans, profite de ces fonctions et vit aux dépens des diacres.

(1) Les patriarches et les évêques, ainsi que les proestos des églises, ne peuvent pas être mariés, et sortent du corps des caloyers ou moines. Les papas ne peuvent plus se marier après avoir reçu les ordres; mais ils sont autorisés à garder les femmes qu'ils avaient avant de devenir prêtres.

mencent à leur inspirer une haine violente contre les chrétiens d'un autre rit. Les Latins eux-mêmes, dont la croyance religieuse ne diffère de celle des Grecs que par quelques changements dans les cérémonies et par l'adoption de certains mots qui ne tiennent pas aux vrais dogmes, sont représentés par ces prêtres intéressés comme des skilos ou chiens non baptisés, avec qui tout commerce est dangereux. Des cérémonies superstitieuses, des abstinences continuelles, des exorcismes fréquents, et une foule d'actions propres à inspirer une terreur religieuse, occupent fortement l'esprit de ces Grecs, et fixent tellement leur attention, qu'il leur reste peu de respect à accorder aux saintes vertus du christianisme (1). Aussi voit-on parmi eux des hommes coupables des plus grands crimes se regarder comme moins blâmables ou plus dignes de la miséricorde divine que ceux qui, ayant plus de respect pour les lois sociales, osent enfreindre les abstinences ou négliger les nombreuses cérémonies recommandées par leurs prêtres.

C'est à ces maximes funestes, qui tendent à dégrader le cœur de cette nation si sensible, qu'on doit attribuer les vices que plusieurs écrivains reprochent aux Grecs. On les a accusés d'être superstitieux, hypocrites, fourbes, ignorants, orgueilleux et lâches.

Nourris dans la haine des nations qui professent une religion différente de la leur, il n'est pas étonnant qu'ils soient disposés à montrer de l'éloignement pour tout ce

(1) Pierre le Grand, voulant diminuer l'influence du clergé dans ses états, dispensa ses troupes et ses ouvriers des trois grands carêmes de l'Église grecque, ainsi que de l'abstinence dans les jours maigres. Il ordonna qu'on n'entrerait dans les cloîtres qu'à cinquante ans, et défendit qu'on y reçût, à quelque âge que ce fût, un homme revêtu d'un emploi public. (*Voyez Histoire de Russie*, par VOLTAIRE.)

qui n'est pas Grec. Élevés par des prêtres pour qui une vaine érudition théologique tient lieu de toutes les sciences, les Grecs du commun méprisent les connaissances que leurs *papas* n'ont pas. Leur fourberie à l'égard des étrangers pourrait être, comme dans les Juifs, la suite immédiate de la haine qu'ils leur portent. Tous ces défauts proviennent du fanatisme religieux, et doivent disparaître avec lui.

Quant à la lâcheté qu'on leur reproche, et qui, d'après le souvenir des anciens héros de la Grèce, paraît si contraire au caractère de cette nation comprimée et égarée, elle n'est qu'apparente. On a vu des Grecs du Levant admis dans les armées russes et françaises y déployer la bravoure et les qualités brillantes qui ont caractérisé leurs ancêtres.

Le courage montré par les Grecs durant leur dernière insurrection, et leur noble persévérance au milieu des plus cruels malheurs et des plus grandes privations, leur ont acquis l'estime générale et exciteront à jamais l'admiration de la postérité.

Les voyageurs judicieux avaient déjà remarqué avant l'insurrection de la Grèce que depuis environ quarante ans les Grecs du Levant commençaient à sortir de leur long état d'engourdissement, et que les principaux d'entre eux avaient donné à leur nation une impulsion qui tendait à la régénérer. C'était aux familles grecques du Fanar (1) qu'on devait attribuer ce changement heureux. Celles-ci, en fournissant des drogmans à la Porte et des souverains temporaires aux deux provinces de

(1) Le Fanar est un faubourg de Constantinople où habitent les principales familles grecques de cette capitale.

Valachie et de Moldavie (1), s'étaient vues obligées d'étudier avec soin les langues et la politique des cabinets de l'Europe, afin de conserver leur ascendant sur les ministres turcs.

Devenus riches et puissants, les Grecs nobles du Fanar ont cherché à diminuer l'influence des prêtres pour augmenter la leur, et ont senti que le meilleur moyen d'y réussir était de répandre les lumières parmi leurs concitoyens. Des écoles avaient été établies par eux à Constantinople, à Smyrne, à Salonique, à Ayvaly, et dans les principales villes de la Grèce, pour enseigner aux jeunes gens du rit grec la langue française, les belles-lettres, la médecine, et les sciences physiques et mathématiques.

Ces établissements, qui furent approuvés par le sultan Sélim, à qui tout projet de cette nature était toujours agréable, répandirent les lumières, les connaissances, et une partie des usages des Européens parmi les Grecs, et adoucirent les mœurs dans les familles aisées, en leur ôtant cette austérité farouche qui ne leur permettait d'admettre dans l'intérieur de leurs maisons que des parents ou des prêtres.

(1) Les habitants des provinces de Valachie et de Moldavie, en se soumettant aux Turcs, demandèrent et obtinrent la condition de n'être gouvernés que par des vaivodes de leur religion, dont le choix dépendrait de la Sublime-Porte. Ils oublièrent d'exiger que ces princes fussent nés parmi eux. La Porte, en n'y envoyant que des Grecs appartenant à des familles établies à Constantinople, en changeant souvent ces agents de son autorité, et en les mettant dans l'obligation de fouler leurs sujets pour soudoyer le gouvernement et capter la bienveillance des ministres, a établi entre ces vaivodes étrangers au pays et leurs administrés une défiance et un éloignement inévitables. C'est ainsi que la Porte a pu conserver jusqu'à nos jours sa domination sur ces deux provinces importantes par leur position et susceptibles de devenir extrêmement riches sous un gouvernement protecteur.

Les élèves de ces écoles, en se répandant dans toutes les classes, travaillaient à faire disparaître insensiblement du sein de cette nation si ingénieuse, et autrefois si éclairée, sa haine pour les Européens, et ces funestes préjugés qui depuis près de dix siècles perpétuaient son avilissement politique.

Le réveil et la régénération des Grecs devaient être funestes aux Turcs. Ceux-ci, fascinés par leur stupide engoûment pour leurs anciens usages, fermaient les yeux aux dangers qui les menaçaient. Cultivateurs ou matelots, et généralement habitués à la fatigue et au travail, les Grecs ont les qualités physiques qui sont nécessaires à des soldats. Leur âme ardente est susceptible des sentiments les plus élevés. Du moment qu'ils commencèrent à connaître leurs droits, leur force, et la faiblesse de leurs ennemis, ils profitèrent de la première occasion favorable pour les attaquer et se venger.

DES ARMÉNIENS.

Les Arméniens venus de l'Asie en Europe à la suite de leurs maîtres forment un dixième de la population de Constantinople, et sont répandus dans toutes les villes commerçantes de l'empire. Ils ont conservé leurs mœurs asiatiques.

Vivant à la manière des Turcs, ils ont leur démarche grave, lente et silencieuse. Leurs femmes sont voilées comme les musulmanes. Ne pouvant pas, comme leurs maîtres, s'adonner au métier de la guerre, et suivre la carrière de l'ambition, ils ont tourné toutes leurs vues vers le commerce et les manufactures, et y ont porté un esprit spéculatif, entreprenant, beaucoup de sagesse et d'économie, et un fond général de droiture.

Les caravanes qui viennent de l'Inde et traversent la Perse et l'Asie-Mineure sont composées en grande partie de négociants arméniens. C'est à cette nation laborieuse que la Turquie doit la plupart des manufactures qui y existent. C'est à des Arméniens que les Turcs confient la fabrication des monnaies et la direction de leurs moulins à poudre.

Les Arméniens doivent à leur modération et à leur probité d'avoir réussi à accaparer les emplois de seraffes ou de banquiers des ministres et des principaux personnages de l'empire (1), et à supplanter les Juifs dans cette branche de commerce.

La nation arménienne se divise en deux sectes : la première, qui est la plus nombreuse, est celle qui a adopté et conservé les idées religieuses d'Eutychès ; la deuxième est celle des catholiques romains. Des luttes fréquentes s'élevaient autrefois entre les Arméniens des deux rites. Les catholiques, moins nombreux et moins riches, étaient toujours persécutés. C'est ainsi que saint Comidas, ayant renoncé aux dogmes d'Eutychès pour se faire catholique, paya de son sang sa nouvelle croyance.

Mais, pour mettre fin à ces querelles, la cour de Rome décida que les papas schismatiques auraient seuls le droit

(1) Les seraffes sont les banquiers des ministres de la Porte et des principaux employés. Chargés de retirer les revenus de leur maître, de les accroître par tous les moyens connus dans ce gouvernement corrompu, et de payer toutes les dépenses, ils identifient leur fortune avec celle du ministre qui les emploie. Si ce dernier succombe avant d'avoir pu s'enrichir, le seraffe perd alors non seulement ses avances, mais il est quelquefois mis à la torture pour payer la valeur des trésors supposés du ministre disgracié. Il paraît que, malgré de pareils dangers, ce commerce offre de bien grands avantages, puisque les Juifs, qui l'avaient autrefois et qui l'ont perdu par leur trop d'avidité, le regrettent encore et envient le bonheur des Arméniens.

d'administrer les sacrements, de faire les mariages, les baptêmes, les enterrements, et de retirer les profits qui y sont attachés, et que les prêtres arméniens catholiques n'auraient que le prix de leurs messes et le produit de la charité des fidèles. Les prêtres schismatiques, qui n'étaient persécuteurs que par intérêt, cessèrent de l'être depuis cet arrangement. Les prêtres arméniens catholiques, favorisés par quelques ambassadeurs, ont la consolation de voir accroître journellement par des conversions le nombre de leurs disciples.

Le sultan Mahmoud a accordé aux Arméniens catholiques, à la sollicitation des ambassadeurs de France et d'Autriche, par un katty-chérif spécial, une existence distincte et des priviléges particuliers.

Les Arméniens ont quatre patriarches, dont un réside à Constantinople, un à Césarée de Cappadoce, et les deux autres dans l'ancienne Arménie. Les patriarches, ainsi que leurs évêques suffragants, administrent la justice dans leurs diocèses au même taux et aux mêmes conditions que les Grecs, et vendent comme eux les sacrements. Mais le clergé arménien ne possède pas les priviléges et l'influence dont le clergé grec est redevable au katty-chérif de Mahomet II.

Les Arméniens sont humbles, froids, timides et ignorants. Le commerce est leur seule occupation. Les sciences, les lettres, les beaux-arts, sont dédaignés par eux. Ils n'apprennent dans leur enfance qu'à lire, écrire et compter. Aussi ignorants que leurs maîtres, ils paraissent attachés à leur servitude et ne conçoivent pas qu'il puisse y avoir pour eux un autre état politique. Pacifiques et craintifs, ils détestent les secousses révolutionnaires et verraient avec peine la chute de l'empire ottoman. Ils ne donnent aucun ombrage aux Turcs, qui,

pour les caractériser d'une manière aussi exacte qu'expressive, les comparent aux chameaux, ces animaux si doux, si patients et si utiles.

DES JUIFS.

Les Juifs qu'on voit dans la Turquie d'Europe et dans l'Asie-Mineure descendent presque tous de ces malheureux Israélites qu'une politique aussi absurde que barbare chassa de l'Espagne au commencement du 16e siècle. Ils ne parlent entre eux que la langue espagnole, conservent plusieurs usages de leur ancienne patrie, et donnent encore à leurs officiers municipaux le nom de régidors, sous lequel ils sont connus en Espagne.

Les Turcs, moins fanatiques et plus éclairés que les Espagnols du 16e siècle, accueillirent ces exilés et leur accordèrent quelques priviléges. Loin de les regarder comme des hommes dangereux à cause de leurs principes et de leur croyance religieuse, ils se contentèrent de voir en eux des rayas utiles qui venaient augmenter les revenus de la capitation. Les Juifs profitèrent des dispositions favorables des Turcs à leur égard, se livrèrent au commerce, à la banque, devinrent séraffes des grands de l'empire et courtiers des négociants européens.

Un de leurs négociants obtint le titre de bazirghian-bachi ou chef de marchands, et devint l'agent commercial chargé de l'habillement de la milice des janissaires. Cet emploi était resté entre les mains des Juifs. Mais leurs dispositions frauduleuses, une avidité insatiable, des banqueroutes trop fréquentes, leur firent perdre peu à peu la confiance des grands de la Porte. Ils ont été supplantés par les Arméniens dans les fonctions lucratives des séraffes.

Les Juifs de Constantinople, qui sont au nombre d'environ 50 mille, répartis dans les trois quartiers populeux de Balata, Hassekeuy et d'Ortakeuy, sont régis par une forme particulière de gouvernement, laquelle contraste avec le régime des autres nations soumises à la domination des Turcs.

Un kakam-bachi ou grand rabbin et deux rabbins adjoints, choisis à vie par la nation, forment un triumvirat qui est chargé de l'autorité principale. Il participe à la formation des lois et sert en même temps de tribunal suprême.

Un conseil de sept membres nommés à vie par la nation forme la seconde branche du pouvoir législatif. Il a le droit de faire des remontrances au triumvirat et peut seul convoquer l'assemblée nationale.

Toutes les questions agitées et approuvées dans l'assemblée nationale doivent obtenir le consentement du triumvirat et du conseil des sept pour devenir obligatoires et faire partie des lois de la nation.

Cette constitution assez extraordinaire se rapproche beaucoup de celle que nous avons essayée en 1795, lorsque, égarés par l'incertitude de nos systèmes de constitution et par la manie des innovations, nous faisions des expériences politiques et des révolutions journalières. Il est probable que le peuple juif, renommé par son indocilité, n'aurait pas conservé plus long-temps que nous cette constitution bizarre, si la verge de fer qui pèse sur eux n'avait pas été un frein suffisant pour les forcer à vivre tranquilles, et n'avait transformé leurs lois constitutionnelles en des mesures de police et de surveillance mutuelle entre leurs principales autorités.

La justice est administrée aux Juifs à très peu de frais. Les émoluments des employés ont été déterminés par la

plus stricte économie. Il est rare que les Juifs s'adressent par un appel aux tribunaux turcs pour faire casser les sentences de leurs juges particuliers.

Les Juifs de Turquie, qui, par éducation et par habitude, détestent la guerre et l'agriculture, n'ont aucune des qualités des peuples guerriers et agricoles, et sont regardés par les Turcs comme des êtres faibles et sans énergie. N'ayant d'autre profession que le commerce et d'autre passion que l'amour de l'argent, ils cherchent le gain jusque dans les métiers les plus vils et les plus dégoûtants. Les principes d'une religion intolérante les disposent à détester tous les autres peuples et à les tromper. Les Turcs ont pour les Juifs le plus profond mépris, et d'ordinaire ne les désignent que par des épithètes déshonorantes. Ceux-ci, qui ont cessé d'aimer leurs anciens bienfaiteurs depuis que ces derniers leur ont retiré leur confiance, verraient tomber l'empire ottoman sans faire aucun effort pour le soutenir ou pour hâter sa chute.

Le Juif n'est attaché à personne. Toutes les révolutions lui sont indifférentes; il ne désire ni le triomphe des chrétiens, ni la chute des Turcs : les uns et les autres lui sont également étrangers et odieux. Si l'empire ottoman vient à s'écrouler, on verra les Juifs trafiquer au milieu des décombres et brocanter avec les dépouilles de tous les partis.

On a beaucoup écrit sur le sort malheureux des rayas ou sujets non musulmans de la Porte; mais l'équité nous oblige à dire que ces publications, dictées souvent par l'esprit de parti, contiennent de très grandes exagérations.

Nous venons de voir que les Grecs, les Arméniens et les Juifs, possèdent des droits constitutionnels basés sur d'anciens katty-chérifs impériaux. Ils sont administrés,

dans les affaires qui les concernent directement, par leurs propres coréligionnaires. Ils sont jugés, d'après leurs propres lois, par des ministres de leur religion. Dans les transactions de la vie civile ils peuvent acheter et vendre des propriétés avec la même liberté et la même sécurité que les musulmans. Un Osmanli qui les attaque dans leurs personnes et les tue est puni de mort ; s'il les frappe, il est assujetti à la peine du talion ; s'il les dépouille, il est condamné à une punition sévère et à la restitution.

Les rayas ne sont pas attachés à la terre et peuvent voyager librement partout, et même quitter la Turquie, sans rencontrer d'obstacle et sans demander un passeport aux autorités ottomanes.

Quelle différence entre le sort de ces rayas et celui des paysans serfs de la Pologne, de la Russie, de la Hongrie et de la Bohême !! Ces derniers ne possèdent rien ; eux et leur famille dépendent entièrement de leurs maîtres. Attachés à la glèbe, ils ne peuvent pas quitter le pays et échapper à la servitude.

Mais le raya turc est obligé, dira-t-on, de payer le karadge ou droit de capitation. Cet impôt, qui est peu onéreux pour le pauvre et qui pèse faiblement sur le riche, dispense le raya de payer le tribut du sang et de concourir à la défense de l'empire. Lorsqu'il sert dans les armées ou sur les flottes ottomanes, cette redevance n'est plus exigée de lui.

On a cité des traits de tyrannie sanguinaire et d'une barbarie atroce à l'égard des rayas. Mais ces traits n'avaient lieu ordinairement que dans les temps de guerre et d'insurrection. Ils étaient considérés alors comme étant hors du droit commun qui gouverne les rayas.

Quelques pachas se sont conduits avec une barbarie

révoltante à l'égard des rayas. Mais ces gouverneurs avaient secoué le joug de la Sublime-Porte. Foulant aux pieds toutes les lois et repoussant les priviléges accordés aux sujets non musulmans de l'empire, ils traitaient avec une égale barbarie les musulmans et les rayas. Tel fut Dgezzar-Pacha pendant son règne sanguinaire à Saint-Jean-d'Acre. Tel fut Ali-Pacha (de l'Epire), qui fut le tyran des Grecs tant qu'il n'eut pas besoin d'eux, et qui devint leur protecteur et leur ami lorsqu'il crut qu'un mouvement insurrectionnel de leur part pourrait faire une diversion utile en sa faveur et le tirer de la position critique où ses crimes l'avaient fait tomber.

La plus grande peine qu'éprouvaient les rayas était d'être humiliés par les insultes impunies des hommes des classes inférieures des musulmans, et de ne pas être admis à prendre part à la carrière des emplois publics. Les Juifs et les Arméniens étaient peu sensibles aux insultes de quelques mahométans grossiers; ils ne recherchaient pas les emplois de l'état, qui auraient pu les exposer aux dangers de la guerre.

Il n'en était pas de même des Grecs, qui, supérieurs en général par leur esprit et leurs lumières aux Osmanlis, et ne craignant pas les périls des combats, auraient voulu gouverner ces derniers au lieu de se trouver sous leur dépendance. Tel est l'état réel des rayas non musulmans dans l'empire turc. Telle est la cause des dernières insurrections, auxquelles les Arméniens et les Juifs restèrent entièrement étrangers, et dans lesquelles les Grecs seuls parmi les rayas furent les acteurs.

Le sort des rayas aurait été garanti par le nouveau katty-chérif de Gulhané, si ce décret impérial avait reçu son exécution. Une sage politique doit avoir pour but d'assimiler entièrement les rayas aux Osmanlis dans la

jouissance des mêmes droits, et à les appeler tous à participer aux mêmes honneurs et aux mêmes emplois, en leur imposant sans distinction l'obligation honorable de défendre la terre natale et le gouvernement du pays contre les invasions des ennemis extérieurs, et contre les entreprises criminelles des ambitieux qui voudraient s'élever et devenir puissants au milieu des ruines de leur patrie.

MÉCANISME DU GOUVERNEMENT.

DU SÉRAIL.

Après avoir exposé les lois de l'empire ottoman, sa puissance militaire, ses finances, son commerce, et fait connaître les différentes portions de sa population, il nous reste à présenter au lecteur les forces motrices qui mettent en jeu les nombreux ressorts de cette machine compliquée.

Nous commencerons par le sérail. Mais, en parlant du sérail, je ne chercherai pas à décrire la vie intérieure du harem, ni à lever le voile qui couvre les mystères amoureux de cette enceinte. Nous ne parlerons que des personnages puissants dont l'influence s'étend au delà du palais du Grand-Seigneur, et que les Turcs distinguent sous le nom de *faction de l'intérieur*.

Le premier personnage du sérail, après le sultan régnant, est la sultane validé ou sultane-mère. Si cette princesse, qui peut habiter hors du sérail, et qui seule entre toutes les musulmanes a le droit de se montrer à visage découvert aux yeux du peuple, comme une mère

au milieu de ses enfants, est intrigante, et que le monarque régnant soit doux et facile, elle devient un des principaux ressorts de cet empire.

Le kislar-agassi ou le chef de ces eunuques noirs pour qui la laideur et la difformité sont des qualités utiles, ne peut pas manquer d'acquérir une grande influence par la nature des fonctions dont il est chargé. Dans ce pays, où tout appartient à la race ottomane, le conservateur de ce sang précieux doit être nécessairement un homme puissant dans l'intérieur du sérail, et vénérable aux yeux de tous les Osmanlis : aussi lui donne-t-on le rang de pacha à trois queues.

Le hasnadar ou trésorier du Grand-Seigneur appartient également à cette classe d'esclaves noirs et mutilés. Comme trésorier et comme second chef des eunuques noirs, il jouit d'un très grand crédit dans le harem et hors du sérail.

Les eunuques blancs, qui sont chargés de la garde extérieure du harem, et qui n'ont aucun rapport immédiat avec le Grand-Seigneur et les sultanes, jouissent de très peu de considération politique. Cependant leur chef (le capi-aga) est un des grands officiers du sérail.

Lorsque le Grand-Seigneur quitte l'enceinte du harem, il laisse les eunuques, ses concubines et leurs esclaves, pour passer entre les mains de ses domestiques et de ses pages. Ceux-ci, dans lesquels la nature n'a pas été outragée, présentent, par leur beauté et l'élégance de leurs formes, un contraste frappant avec les hideux gardes de l'intérieur du harem. C'était autrefois parmi cette jeunesse brillante que les empereurs ottomans avaient coutume de choisir les principaux officiers de l'empire. Cette coutume n'est pas tombée, puisque nous

avons vu de nos jours sortir de la classe des pages ce fameux Hussein-Pacha qui fut le régénérateur de la marine turque.

Ces pages, dont quelques uns ont été achetés comme esclaves, et dont la plupart appartiennent aux premières familles de Constantinople, languissent long-temps dans la captivité du sérail, s'ils n'ont pas des qualités distinguées. Ils n'ont plus la perspective brillante qu'ils avaient autrefois, parce que la prépondérance que les janissaires avaient acquise depuis l'affaiblissement de l'autorité souveraine obligeait souvent le Grand-Seigneur à prendre parmi ces derniers ceux qu'il élevait au commandement des troupes ou au gouvernement des provinces (1).

Les titres de salahors et les fonctions de capidgi-bachi (ces derniers sont ordinairement chargés de faire exécuter les ordres secrets du Grand-Seigneur) étaient ordinairement le terme de leur grandeur et de leur élévation. C'est cependant parmi eux que le Grand-Seigneur choisit son bach-tchoordar ou premier valet-de-chambre, son selictar-agassi ou porte-glaive, son séir-kiatib ou secrétaire privé, son buyuk-émirahor ou grand-écuyer, et son cutchuk-émirahor (2) ou petit-écuyer, qui tous, ayant l'honneur d'être sans cesse auprès de leur maître, acquièrent facilement un grand crédit, et deviennent souvent les dispensateurs des grâces.

Les muets, sur lesquels on a écrit tant de contes ridicules, ne sont que des pages nés sourds, qui sont em-

(1) Depuis la chute des janissaires, on a vu beaucoup de pages occuper, comme auparavant, plusieurs des dignités principales et des commandements militaires.

(2) Le cutchuk-émirahor est chargé d'avoir soin des mulets et chameaux appartenant au Grand-Seigneur.

ployés, à cause du défaut qui les distingue, à servir le Grand-Seigneur durant les délibérations des conseils secrets auxquels ce monarque appelle ses ministres dans l'intérieur du sérail.

Bostangis. — Les révoltes fréquentes des janissaires, la crainte que cette milice séditieuse ne vînt à porter sa fureur jusque dans l'intérieur du palais, ont fait prendre, depuis environ deux siècles, le parti d'armer et d'organiser militairement les bostangis ou jardiniers, et les baltagis ou bûcherons du sérail. Ces hommes ont été enlevés à leurs fonctions primitives pour être employés à la garde des palais impériaux. Leur chef, connu sous le titre de bostangi-bachi, accompagne partout le Grand-Seigneur, tient le gouvernail du bateau impérial lorsque ce monarque sort par mer. Il remplit les fonctions d'intendant du sérail pour tout ce qui est relatif aux subsistances. C'est sous ce rapport qu'il prélève un droit de dix pour cent sur tout le poisson mis en vente sur les marchés de Constantinople, et qu'il étend son autorité et sa surveillance sur le canal du Bosphore et sur les deux rives adjacentes.

Seul entre tous les employés du sérail le bostangi-bachi avait le droit de porter la barbe, à cause de son commandement militaire hors de l'enceinte du palais. Ses prérogatives, son autorité et son importance, sont très étendues; mais elles l'exposent à la haine de ses rivaux et à des dangers continuels.

Les employés du sérail, étant nourris aux dépens du Grand-Seigneur, reçoivent très peu de salaire; mais il leur est permis d'étendre leur influence au dehors, d'agir en faveur ou contre les ministres, d'intriguer dans les provinces, et de trafiquer des emplois. C'est ce que les Turcs appellent les cabales de la faction de

l'intérieur. C'est d'elle que dépend souvent le choix des ministres, des pachas, des muphtis même. C'est en s'adressant, par le moyen puissant de l'or et des présents, aux chefs de cette faction, que les ambassadeurs étrangers ont réussi quelquefois à obtenir des avantages qu'ils n'auraient jamais eus par la voie officielle des ministres de la Porte.

Mais cette faction, mue par l'avidité, est sujette à des dissensions continuelles, et voit sans cesse ses membres se détruire et se déchirer entre eux. Le Grand-Seigneur contemple avec indifférence, et quelquefois avec plaisir, ces scènes de discorde entre des esclaves dont il est l'héritier, et dont la vie dépend de ses caprices.

DE LA PORTE.

Le premier des ministres de la Porte, et qu'on serait tenté de regarder comme le seul, est le grand-visir. Il est le lieutenant du Grand-Seigneur, et le dépositaire de son autorité temporelle. Son pouvoir est basé sur la faculté de se servir du cachet du monarque, que celui-ci lui remet en le nommant à cette place éminente, et dont l'impression seule suffit pour constater la volonté du souverain. Ce n'est que par un katty-chérif écrit de la main du Sultan que tout acte signé par le grand-visir, et portant l'impression du cachet impérial, peut être annulé.

Le grand-visir commande toutes les armées, possède seul, comme le Grand-Seigneur, le droit de vie et de mort dans toute l'étendue de l'empire contre les criminels pris en flagrant délit, et peut nommer, destituer et faire mourir tous les ministres et les agents de l'autorité souveraine. Il proclame et fait exécuter les nouvelles lois. Il est le chef suprême de la justice, qu'il admi-

nistre cependant avec l'assistance et d'après l'opinion des oulémas. Il représente enfin son maître dans toute l'étendue de sa dignité et de sa puissance temporelle non seulement dans l'empire, mais encore auprès des autres puissances étrangères. Mais autant ce pouvoir est beau et étendu, autant il est dangereux et précaire.

Les premiers empereurs ottomans remplissaient eux-mêmes leurs fonctions souveraines. Tous leurs commandements étaient datés de l'Etrier impérial, parce que c'était à cheval et sur leurs étriers que ces princes actifs et infatigables étaient supposés se tenir au moment où ils écrivaient ou expédiaient leurs ordres. Mais, en exerçant leurs fonctions souveraines, les monarques ottomans devenaient eux-mêmes l'objet immédiat de la haine et des murmures que pouvaient exciter parmi le peuple leurs injustices et leurs erreurs.

Amurat Ier, à qui la Turquie doit ses plus sages et ses plus utiles institutions, fut le premier qui remit l'exercice de son pouvoir à un grand-visir. Celui-ci devint aussitôt le but contre lequel se dirigèrent les plaintes et les cris des sujets. Le sacrifice de ce lieutenant, qui souvent n'était coupable que de trop de fidélité envers son maître, fut dès lors, comme il l'a été depuis, un moyen politique et presque toujours certain de ramener le calme et de satisfaire la nation.

Dans ce pays, où tout se vend, où les grands donnent peu et reçoivent de tous côtés, les immenses avantages attachés à la place de grand-visir, et qui lui procurent, dit-on, un revenu très considérable, donnent naissance à une foule d'intrigues pour le rançonner, le destituer ou le faire périr. C'est surtout contre ce premier agent de l'autorité souveraine que les principaux acteurs de la faction du sérail dirigent leurs intrigues et qu'ils s'ef-

forcent de satisfaire leur avidité dévorante en le rançonnant ou en travaillant à le renverser.

Exposé à ces intrigues, aux fureurs du peuple et aux soupçons d'un monarque ombrageux, le grand-visir mène une vie misérable par les inquiétudes qu'il éprouve, et pénible par les nombreuses occupations dont il est accablé.

Comme juge, il est obligé de tenir divan trois fois la semaine, la première pour des affaires générales avec les deux cadis-askers; la deuxième pour les affaires de Constantinople avec le stamboul-cadissi, et la troisième avec les mollas de Eyoub, Galata, et Scutari, pour les causes relatives aux habitants de ces trois faubourgs. Mais il se contente le plus souvent de confirmer l'opinion des hommes de loi, et ne fait qu'ajouter le mot *sah* (ainsi soit fait) aux sentences préparées par ces oulémas.

Comme chef du ministère, tout le fardeau des affaires publiques pèse sur lui. Le kiaya-bey, le terfterdar, le réis-effendi, ne sont pas (comme tant d'auteurs ont cherché à les définir), les ministres de l'intérieur, des finances et des affaires étrangères; il ne sont que les subordonnés du grand-visir, ne travaillent qu'avec lui et reçoivent leurs ordres de lui seul. Le grand-visir a seul le droit de correspondre directement avec le sultan.

Comme commandant en chef de toutes les forces militaires, il nomme les généraux et les gouverneurs des villes et des provinces, dispose des mouvements des troupes, et dirige lui-même, en temps de guerre, les opérations des armées ottomanes. C'est en cette occasion que les ministres, qui ne peuvent agir que par lui et en son nom, quittent Constantinople pour le suivre dans tous ses mouvements militaires. Il est alors remplacé lui-même auprès du Grand-Seigneur par un caïmacan,

et ses subordonnés le sont par des vekils, dont l'autorité expire après le retour de ceux dont ils ne sont que les substituts.

Comme chef de la police, le grand-visir parcourt lui-même avec ses gardes, et le plus souvent incognito, la ville de Constantinople et ses immenses dépendances. C'est dans ces courses fréquentes qu'à l'exemple du Grand-Seigneur, il déploie cette autorité prévotale que plusieurs écrivains ont représentée comme l'unique essence de ce gouvernement, et qu'en frappant comme la foudre un prévaricateur pris en flagrant délit, il inspire à la populace une terreur salutaire (1).

Le kiaya-bey est le lieutenant du grand-visir pour toutes les affaires de l'empire. C'est par ses mains que doivent passer tous les rapports relatifs au service public. Il les examine, entre dans les détails et prépare les décisions. Cet emploi est très important. Lorsque l'individu qui l'occupe est souple, adroit et insinuant, il s'entend avec son chef et devient la cheville ouvrière du gouvernement. Mais il arrive quelquefois que le kiaya-bey, quoique entretenu aux frais du grand-visir, se met en opposition avec lui, épie sa conduite et cherche à lui nuire par ses intrigues dans le sérail.

Nous avons vu à l'article des finances quels sont les droits, les fonctions et les prérogatives du terfterdar. Ce ministre, s'appuyant sur les formalités nombreuses de sa

(1) La réunion de tant de pouvoirs dans le grand-visir, et le désir d'assimiler son système de gouvernement à celui des grandes puissances européennes, avaient fait adopter par le sultan Mahmoud le principe de l'abolition du grand-visiriat. L'action gouvernementale avait été divisée par ce prince en plusieurs ministères qui, en se réunissant, formaient le conseil supérieur ou grand divan. Peu de temps après la mort du sultan Mahmoud, la dignité et les fonctions de grand-visir ont été rétablies.

comptabilité très compliquée, trouve souvent le moyen d'échapper à la dépendance et aux demandes du grand-visir.

Le réis-effendi n'était autrefois que le chef de tous les écrivains de la chancellerie, comme son titre l'annonce. Toutes les archives sont sous sa garde. Tous les diplômes, ordres ou firmans de la Porte, sont faits dans ses bureaux. Étant chargé de rédiger les rapports du grand-visir à Sa Hautesse, il est devenu le pivot principal de la politique extérieure de ce gouvernement.

C'est par ses mains que doivent passer toutes les notes que les ambassadeurs adressent à la Sublime-Porte.

Lorsque la Porte, fière de sa puissance, regardait avec une espèce de mépris tous les souverains de l'Europe, le réis-effendi ne jouait qu'un rôle secondaire dans le ministère ottoman. Mais depuis que les Turcs, affaiblis, ont appris à connaître la force des grandes monarchies de l'Europe, et ont commencé à craindre pour leur existence politique, la place de réis-effendi est devenue une des plus importantes, et celle qui est la plus difficile à remplir, à cause de la difficulté de trouver des sujets qui possèdent une connaissance suffisante de la marche des affaires et de la politique des cabinets de l'Europe.

Le beylikchi est le chef des bureaux de la chancellerie pour l'expédition de tous les ordres et firmans de la Porte. Il dépend du réis-effendi.

Le nischandgi n'a pas d'autres fonctions à remplir que celle de mettre le chiffre du Grand-Seigneur au dessus des firmans. Comme cet officier a le droit de faire des représentations motivées avant d'apposer sur les ordres émanés de la chancellerie ce signe indispensable, il devient une espèce d'entrave à l'autorité des autres ministres.

Le tchiaous-bachi est le chef de ces tchiaous qui formaient autrefois un corps de cavalerie, et qui ne sont plus que des agents de police et les huissiers des tribunaux. Cet officier accompagne partout le grand-visir, fait exécuter ses volontés, confirme ses ordres en y ajoutant sa signature, amène les accusés et les plaideurs à son tribunal, et lui présente les ministres étrangers (1).

Le grand-visir, le kiaya-bey, le terfterdar, le réis-effendi, le beylikchi, le nischandgi, le tchiaous-bachi, et le capitan-pacha, lorsque ce dernier se trouve à Constantinople, formaient, sous le sultan Sélim, le conseil des ministres de la Porte. L'ordre donné par ce prince de soumettre toutes les affaires aux délibérations de ce conseil avait beaucoup diminué l'influence et l'autorité du grand-visir. Après la mort de ce monarque, le grand-visir ne chercha à s'étayer de l'approbation du conseil des ministres que dans les affaires importantes, et lorsqu'il craignait de compromettre sa sûreté personnelle.

Mais le sultan Mahmoud ne tarda pas à remettre en vigueur l'ordre donné par le sultan Sélim, et le conseil des ministres fut chargé collectivement de la décision des affaires relatives aux intérêts de l'état. Nous avons vu qu'après avoir été supprimée dans les dernières années du règne du sultan Mahmoud, la charge de grand-visir vient d'être rétablie par son fils le sultan Abdul-Medgid.

(1) Le buyuk et cutchuk-teskeredgis sont chargés de lire, dans les audiences où le grand-visir administre la justice, les placets des plaideurs et d'écrire les procédures. On peut les regarder comme les greffiers de ce tribunal suprême. Cet emploi a été souvent un échelon pour parvenir au ministère.

Le grand-conseil d'état, composé des ministres actuels, des anciens titulaires, des principaux dignitaires du corps des oulémas, ainsi que de tous les pachas ou gouverneurs qui se trouvent dans la capitale, n'est rassemblé que pour déterminer la paix, la guerre, les alliances politiques, et toutes les opérations qui regardent la tranquillité générale et les grands intérêts de l'empire.

Lorsqu'il s'agit de modifier les anciennes ordonnances des empereurs, ou de faire une loi qui, en déracinant un abus, tendrait à heurter une portion nombreuse de la population, le grand-visir a coutume de convoquer, au nom du sultan, le conseil général des chefs de la nation. Tous les pachas, les sandjaks, les beys, les ayans et les principaux officiers militaires, reçoivent l'ordre de s'y rendre ou de s'y faire représenter. Tel fut le conseil général que Moustapha-Baïractar assembla, après la mort du sultan Sélim, pour proposer des changements dans l'organisation des janissaires et la création du corps des seymens.

Les résolutions de tous ces conseils sont communiquées au Grand-Seigneur par son visir. Ce prince ne tarde jamais à faire connaître, par un katty-chérif écrit de sa main, son approbation ou son rejet.

D'après les changements fréquents qui ont été opérés dans la composition du ministère ottoman durant les dernières années du règne du sultan Mahmoud, et depuis l'avénement de son fils le sultan Abdul-Medgid, on voit que les Turcs, tiraillés par la faction du sérail, par les efforts des oulémas et par ceux des amis des anciennes institutions, et enfin par les conseils des partisans de la réforme, sont bien loin d'avoir su fixer leurs idées sur le système de gouvernement qui leur convient. Dans cet état d'instabilité politique, ils ne suivent au-

con plan; ils ne font rien d'utile, et, fermant les yeux pour ne pas voir les dangers qui les menacent, ils s'abandonnent aux douceurs du *statu quo* sans considérer la fatalité qui les entraîne.

DES PACHAS, DES SANDJAKS ET DES AYANS.

Ce mode simple de gouvernement se reproduit dans les provinces. Chaque pacha exerce dans le pays qui lui est soumis la même autorité que le grand-visir déploie à Constantinople.

Son kiaya ou lieutenant, son hasnadar ou trésorier, son divan-effendi ou chancelier, forment son conseil, et remplissent auprès de lui les mêmes fonctions que le kiaya-bey, le terfterdar et le réis-effendi, exercent à Constantinople.

Un muphti particulier est chargé de le diriger par ses fetfas, et de lui faire connaître le véritable sens des lois dans les cas extraordinaires et épineux.

Il a le droit d'appeler auprès de lui tous les chefs militaires et les notables de son pachalik pour les consulter sur les grands intérêts de la province.

Les pachas avaient coutume d'acheter aux enchères publiques de Constantinople les malikianés ou les revenus affermés de leur gouvernement. Ils en tiraient un grand parti pour s'enrichir; mais ils se trouvaient par là intéressés à persécuter ceux dont ils auraient dû être les protecteurs contre la rapacité des traitants.

Les fonctions des pachas, quoique brillantes et lucratives, sont presque aussi dangereuses que celles du grand-visir. Surveillés par les hommes de loi et par les notables du pays, ils doivent se tenir constamment en garde contre les intrigues avides de la faction du sérail et des ministres de la Porte. Comme ce n'est que par

l'argent qu'ils peuvent se soutenir et se faire confirmer chaque année dans l'exercice de leurs fonctions (car ils ne sont nommés que pour un an), toutes leurs vues tendent à se procurer ce métal corrupteur, afin de contenter leurs soldats, et de satisfaire l'avarice des principaux valets du sérail.

Le sultan Mahmoud avait défendu aux pachas de concourir aux fermages des malikianés. Mais cette prohibition n'est plus en force : l'ancien système abusif a été promptement rétabli.

L'empire ottoman est divisé en trente-quatre pachaliks de première classe, dont onze en Europe, dix-neuf en Asie, et quatre en Afrique.

Ceux d'Europe sont les pachaliks de Romélie, dont Sophie est le chef-lieu ; de Belgrade, de Bosnie, de Négrepont, de Candie, de Scutari, en Albanie ; de Yanina, de la Morée, de la Moldavie, de la Valachie et de l'Archipel. Ce dernier dépend du capitan-pacha.

Les pachaliks de l'Asie sont ceux d'Anadhouly, dont le chef-lieu est Kutaya ; de Trébisonde, de Sivas, de Konié, de Mérasche, d'Adana, du Diarbeckir, de Kars, d'Erzerum, de Vau, de Mossoul, de Bagdad (ce dernier a englouti les pachaliks d'Orfa et de Bassora), de Chypre, dont les revenus appartiennent au grand-visir ; d'Alep, de Tripoli de Syrie, de Seïde ou Acre, et de Damas.

Les pachas ou gouverenurs de l'Afrique ottomane sont le pacha du Caire, et les beys des régences de Tunis et Tripoli.

Quelques pachas ont le titre de *beylerbey* et le droit de se faire précéder par trois queues de cheval. Les pachas d'Anadhouly et de Romélie sont de droit beylerbeys et pachas à trois queues, parce que ces gouverneurs

commandaient autrefois en chef les troupes d'Europe et d'Asie. Mais ce titre honorable est accordé aussi pour des services importants à des pachas qui possèdent des gouvernements inférieurs.

Les pachas ont sous leurs ordres des sandjaks ou gouverneurs de district. Ceux-ci exercent dans l'arrondissement qui leur est confié une autorité semblable à celle des pachas; mais ils ne peuvent faire porter devant eux qu'une seule queue de cheval. Il existe cinquante-huit sandjaks en Europe et cent quatre-vingt-seize en Asie.

Les villes sont administrées par des ayans qui, laissant aux cadis la justice, exercent l'autorité civile et militaire (1). Il arrive quelquefois qu'un simple ayan parvient, par son courage, son adresse ou ses richesses, à se procurer une troupe soldée et de nombreux adhérents. Il se rend alors indépendant du pacha et du sandjak et devient même redoutable ou incommode au ministère ottoman.

Les ayans ont un divan ou conseil, auquel ils appellent les principaux citoyens de la ville et les hommes de loi. C'est dans ces divans qu'on discute les intérêts de la commune et qu'on rédige les représentations à faire au pacha de la province, ou bien les plaintes à élever contre lui auprès des ministres de la Porte.

L'ayan et son conseil composent la corporation municipale, qui représente le corps entier des habitants. Les diverses professions forment des corporations particulières dont les chefs sont chargés de défendre les intérêts collectifs ou individuels des membres de l'association.

Les villages sont administrés par des kyass, qui ont

(1) Tels sont les ayans de Sérès et de Philippopoli ; tels étaient dernièrement le sayans de Burgas et de Rutschouk.

également un conseil municipal, et qui dépendent directement des pachas, lorsqu'ils ne sont pas subordonnés à un ayan principal. Les kyass et les membres de leur conseil sont toujours choisis parmi les habitans les plus riches ou les plus éclairés de la commune.

Les chrétiens et les Juifs ont aussi, dans chaque ville ou village, leur kiaya particulier pour protéger leurs frères de la même religion et répartir les impôts.

Tel est le gouvernement turc : simple dans sa composition, uniforme dans sa marche, expéditif dans ses opérations, il annonce son origine militaire. Il donnait une grande force au souverain lorsque celui-ci trouvait dans les agents de son autorité l'obéissance absolue que des subordonnés militaires doivent à leurs chefs.

Depuis l'affaiblissement de la puissance souveraine, ce mode de gouvernement semblerait propre à favoriser la chute de la maison ottomane et la dissolution de cet empire par la facilité que des pachas audacieux trouvent à rassembler des troupes et à lutter contre leur maître. Cependant, malgré tant de guerres, de révoltes et de changements dans les monarques régnants, l'empire turc est encore intact, et la maison ottomane continue à régner.

Cette force et cette stabilité tiennent aux principes que j'ai expliqués plus haut, surtout à celui qui représente la nation des Osmanlis comme une agrégation d'individus plutôt que de familles. L'égalité politique de tous les Turcs, et le droit incertain des successions, empêchent le fils d'un pacha de penser à hériter de l'autorité de son père, à moins qu'inspirant à celui-ci une entière confiance (ce qui est assez rare), il n'ait l'habitude d'être son lieutenant dans le commandement des troupes.

La nécessité, qui oblige les pachas de vexer les habi-

tants de leur province pour soudoyer leurs troupes, les fait détester par leurs administrés, et les force à avoir recours à des étrangers mercenaires. Ceux-ci, indociles et capricieux, sont toujours prêts à déserter, ne peuvent être retenus que par des présents et des caresses, et ne manquent presque jamais de se disperser après la mort de leur maître temporaire pour aller offrir leurs services à de nouveaux aventuriers.

C'est pour cette raison qu'on a vu depuis plus d'un siècle tant de pachas refuser d'obéir aux ordres du Sultan, combattre ses troupes, se soutenir long-temps, et conserver même jusqu'à la mort les rênes du pouvoir. Mais aucun d'eux n'a laissé jusqu'ici son titre et son autorité à ses descendants directs, et la Porte a rarement trouvé des obstacles pour s'emparer, après leur mort, des trésors qu'ils avaient accumulés pendant leur vie.

Tels ont été Passavan-Oglou, pacha de Viddin, et Dgezzar-Pacha, gouverneur de Saint-Jean-d'Acre et d'une grande partie de la Syrie, sous le sultan Sélim. Ils ont défié la Porte pendant leur administration; ils ont combattu ses troupes avec succès. Mais après leur mort leur pouvoir a disparu; leurs troupes se sont dispersées, et le trésor public a recueilli leur immense fortune.

Ali, pacha de Yanina, avait obtenu de la Porte, pour lui-même et pour ses enfants, tous les pachaliks du midi de la Turquie d'Europe. Il tranchait du souverain, n'obéissait à aucun ordre, et parvenait quelquefois, par sa hardiesse, et plus souvent par des moyens corrupteurs, à faire adopter ses volontés et ses projets par les ministres du divan de Constantinople.

Mais, plus énergique que le sultan Sélim, le sultan Mahmoud résolut d'anéantir ce pouvoir colossal qui lui donnait ombrage. Des forces considérables furent diri-

gées contre le tyran de l'Epire; des anathèmes religieux furent lancés contre lui. Quoique entouré de troupes nombreuses, quoique possédant un trésor considérable, quoique favorisé par les premiers mouvements de l'insurrection des Grecs, Ali-Pacha tomba, et sa tête, portée en triomphe à Constantinople, fut placée dans une des niches de la porte extérieure du sérail.

Les familles asiatiques des Tchiapan-Oglou et des Cara-Osman-Oglou, et celles des beys de Sérès en Macédoine, exerçaient depuis plusieurs siècles, par droit héréditaire, un pouvoir sans contrôle dans les pays riches et fertiles dont les beyliks et les timars étaient réunis entre leurs mains. Elles se mêlaient de toutes les grandes affaires de l'état, et gênaient souvent les ministres par leurs intrigues dans le sérail et à la Sublime-Porte.

Le pouvoir de ces familles était contraire à l'essence de ce gouvernement, qui repose sur le principe d'une parfaite égalité entre tous les Osmanlis. Mahmoud résolut de faire disparaître cette anomalie politique. Les priviléges de ces familles furent anéantis; leurs timars furent dispersés; et ces puissantes maisons rentrèrent dans la masse de la nation turque.

Un vice radical existait dans le système des gouvernements des provinces. Les pachas étaient non seulement gouverneurs militaires, mais encore juges suprêmes chargés de l'administration de la justice criminelle. En leur qualité de fermiers-généraux des revenus du pays, ils percevaient les contributions de tout genre, en versaient une partie dans les caisses du miri, et conservaient le restant, c'est-à-dire les trois quarts et souvent au delà, pour payer les dépenses spéciales de leur province.

En entrant dans l'exercice du pouvoir, le premier travail du pacha était de se procurer une armée parti-

culière. Cette entreprise lui aurait coûté autrefois la vie. Mais le gouvernement ottoman, ne pouvant plus compter sur les janissaires, se trouvait contraint non seulement à approuver, mais encore à favoriser ces rassemblements militaires qui, dans les derniers temps, composaient la principale force des armées ottomanes.

Le pacha, maître d'une troupe entièrement dévouée parce que c'était de lui qu'elle recevait sa solde et sa subsistance, donnait une plus grande extension au cercle de ses déprédations et finissait par empiéter sur les revenus réservés au gouvernement. C'était alors que la Porte mécontente menaçait de le punir. Ce pacha augmentait aussitôt ses forces et ses dépenses et par conséquent ses extorsions, et cherchait à gagner du temps par quelques remises au miri et par des cadeaux envoyés aux principaux chefs du sérail et aux ministres de la Porte.

Lorsque l'ordre de destitution était définitivement lancé contre le pacha prévaricateur, il n'était souvent plus temps. Le gouverneur déclaré rebelle se trouvait en état de se défendre et de conserver ses fonctions malgré le gouvernement.

Ayant détruit les janissaires et ayant organisé une armée régulière disponible dans tous les temps et sur toutes les parties de l'empire, le sultan Mahmoud n'avait plus aussi besoin qu'auparavant des troupes particulières soudoyées par les pachas. Il résolut donc d'abolir ou du moins d'affaiblir considérablement l'effectif de ces corps indépendants qui faisaient la force et soutenaient les prétentions des pachas.

Mais pour arriver plus facilement à ce résultat il était indispensable d'enlever aux pachas le droit de lever les impôts et le maniment des deniers publics. — Des tentatives ont été faites avec succès à ce sujet dans quelques

pachaliks du second ordre. Mais l'ancien système règne encore dans les grands gouvernements de la Turquie.

Il est urgent que le jeune sultan, successeur de Mahmoud, fasse des efforts persévérants pour achever l'ouvrage commencé par son père et pour séparer entièrement, dans toutes les provinces de l'empire, l'administration des finances du commandement militaire.

Dans chaque gouvernement un nasir ou intendant, correspondant directement avec le terfterdar de Constantinople, devrait recevoir tous les revenus de la province et ne remettre au pacha que les sommes reconnues nécessaires par le ministère ottoman pour les dépenses administratives et militaires de son pachalik.

L'action du nasir pour la perception ne souffrirait pas autant de difficultés qu'on pourrait le supposer, puisque depuis le commencement de la monarchie ottomane les impôts de toute nature sont perçus et répartis par les conseils municipaux, composés généralement des notables de la commune.

Les conseils municipaux, qui sont chargés en même temps de la police locale, sont une ancienne et excellente institution qu'il convient au gouvernement turc de conserver et de protéger en lui appliquant successivement et avec prudence toutes les améliorations dont le temps aurait démontré l'utilité.

Nous avons vu que dans l'administration de la justice les pachas sont assistés par des hommes de loi tirés du corps des oulémas. Mais cette garantie n'existe guère que pour les affaires civiles. L'action du pacha était tout à fait libre et indépendante dans le jugement des crimes et dans l'application des peines. C'était pour empêcher les abus de ce pouvoir arbitraire que le sultan Mahmoud avait ordonné de ne mettre à exécution aucune con-

damnation capitale avant qu'elle n'eût obtenu son approbation.

Ce monarque avait beaucoup fait pour garantir ses sujets de l'exercice abusif de l'autorité déléguée à ses principaux agents. Mais plusieurs de ses actes ont été modifiés depuis sa mort. Le système des malikianés vient d'être remis en vigueur. Financiers, juges et commandants militaires, les pachas ne tarderont pas probablement à reprendre une partie de leur ancienne puissance et à se rendre redoutables à la Porte.

FIN DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

CHAPITRE Ier.

COUP D'OEIL SUR L'HISTOIRE DE TURQUIE AVANT LA PAIX DE YASSY.

Avant de faire le récit détaillé des grands événements qui ont eu lieu dans l'empire ottoman depuis 1792 jusqu'en 1844, nous allons présenter un tableau rapide de l'histoire de ce peuple conquérant depuis sa première apparition sous Osman Ier jusqu'à la paix de Yassy en 1792.

Cette histoire se divise en deux parties distinctes : celle de la marche progressive de cet empire, et celle de sa lente décadence. La première commence au 14e siècle et finit à la fin du 16e. La seconde, qui s'est prolongée jusqu'aux temps actuels, ne se fait pas remarquer comme la précédente par des guerres glorieuses et des conquêtes considérables ; mais elle offre les premiers symptômes de l'affaiblissement successif des anciennes institutions, les résultats funestes produits par la lutte entre le souverain et les principaux corps de l'état, et le dépérissement successif de cet empire.

Après avoir fait trembler l'Europe, la Turquie est

tombée dans un état de faiblesse progressive qui annonce sa chute prochaine, si les efforts qui ont été tentés pour régénérer ce peuple et le mettre au niveau des autres nations européennes n'atteignent pas le but qu'on s'est proposé.

L'histoire des nations n'offre pas comme celle de Turquie la série brillante des dix premiers souverains qui tous, sans interruption, coopérèrent par leur exemple et par leurs efforts personnels à la gloire et à l'agrandissement de cet empire.

Osman Ier fonde la monarchie ottomane au commencement du 14e siècle. Il partage avec six autres émirs ou chefs les domaines d'Aladin, dernier sultan de la dynastie des Seljoucides, et obtient pour sa part la Bythinie, qu'il agrandit bientôt par la conquête d'Iconium.

Orcan s'empare de Nicée et de Nicomédie. Sous son règne les Osmanlis passent l'Hellespont et s'établissent en Europe en 1356.

Amurath Ier se rend maître de toute la Thrace à l'exception d'un faible rayon autour de Constantinople. Il établit le siége de l'empire à Andrinople, crée la dignité de grand-visir, fait des lois très sages pour le gouvernement de ses états, institue les janissaires, et rompt par le gain de la bataille de Cassovie la ligue des armées chrétiennes qui voulaient forcer les Turcs à repasser en Asie en 1382.

Bajazet Ier achève la conquête de l'Asie-Mineure et détruit ou soumet les descendants des émirs qui avaient partagé avec Osman Ier les dépouilles d'Aladin. La Macédoine, la Thessalie et une partie de l'ancienne Grèce, se soumettent à son pouvoir. La victoire de Nicopolis

fait échouer une nouvelle croisade des chrétiens d'Europe contre les musulmans. Mais Bajazet Ier dut céder à la puissance irrésistible de Tamerlan; qui, ayant réuni autour de lui 400 000 hommes, défit et prit à la bataille d'Angora le monarque turc, qui n'en avait pas 200 000 (1402).

Mahomet Ier eut à combattre ses frères et à réparer les malheurs de la défaite et de la prise de Bajazet. Ce prince, mort en 1421, sauva l'empire, déchiré par des guerres intestines et menacé par les chrétiens, et conserva les conquêtes de ses aïeux.

Amurath II assiége en vain Constantinople et Belgrade, mais il s'empare des forts grecs du Pont-Euxin, ainsi que de la Grèce et d'une partie de la Morée. Il oblige la Bosnie à lui payer un tribut; il assure ses conquêtes en remportant la victoire de Varna contre le jeune et imprudent Ladislas, roi de Pologne et de Hongrie.

Mahomet II s'empare de Constantinople et donne le coup de mort à l'empire romain. L'empire de Trébisonde, la Caramanie, la Bosnie, la Valachie et l'Albanie, se soumettent au pouvoir de ce conquérant. Il chasse les Génois de la Crimée et les Vénitiens de l'île de Négrepont, débarque des troupes en Italie, s'empare d'Otrante et porte l'effroi dans toute la chrétienté. Ce prince, qui aimait les arts et les sciences, fut aussi distingué par ses connaissances scientifiques et littéraires que par ses talents guerriers. Il mourut en 1481.

Bajazet II, entravé par les guerres intérieures qu'il eut à soutenir contre Zizim ou Gem, son frère, qui lui disputait le trône, fit peu pour l'agrandissement de l'empire ottoman. Cependant ses flottes battirent celles de Venise; les places de Lépante, Modon et Coron, dans la Morée, se soumirent à son autorité. Un corps d'armée

ottoman, débarqué dans le Frioul à la sollicitation de Ludovic Sforce, duc de Milan, y fit une diversion utile en faveur de ce prince contre Louis XII et les Vénitiens.

Sélim Ier, devenu empereur en 1512, après avoir fait déposer et empoisonner Bajazet II, son père, fut le plus grand conquérant de la dynastie ottomane. Victorieux contre le shah Ismaël, souverain de la Perse, à la bataille de Tchaldiran, il soumit l'Arménie et le Diarbeckir. La bataille de Bury, qu'il gagna contre Gauri, soudan d'Egypte, lui valut la conquête de toute la Syrie. La bataille de Matarée, dans laquelle les cavaliers circasses Mamelouks, qui avaient vaincu d'abord la cavalerie ottomane, furent défaits et mis en déroute par les janissaires, procura à Sélim le trône de l'Egypte, et fit disparaître le fantôme de calife fatimite, dont l'ombre de puissance, réduite à un vain titre, ne servait qu'à sanctionner les opérations des soudans électifs qui gouvernaient l'Egypte et la Syrie.

Sélim Ier, qui faisait trembler ses ministres autant que ses ennemis, et à qui ses cruautés valurent le nom de *yavus* ou féroce, avait formé le projet de s'emparer de la Perse. Il l'aurait exécuté si la mort ne l'eût pas surpris en 1520, au bout de neuf ans de règne.

Soliman Ier, dit le Sage et le Magnifique, commença son règne par la conquête de Belgrade. Il soumit l'île de Rhodes, envahit la Hongrie, gagna la bataille de Mohatz, et fit proclamer Jean Zapoli roi de Hongrie, comme successeur de Louis II, tué dans ce combat. Il porta ses ravages jusqu'à Vienne, qu'il assiégea. La Moldavie se soumit volontairement à son autorité. Les royaumes de la côte africaine, dite Barbarie, le reconnurent pour leur maître. Ses flottes, victorieuses dans l'Archipel,

l'Adriatique et la mer Rouge, portèrent les ravages de la guerre jusque dans l'Inde. Plus éclairé et moins fanatique que ses ancêtres, il chercha des alliés parmi les princes chrétiens, et seconda, par politique, François Ier contre Charles-Quint. Législateur éclairé aussi bien que guerrier intrépide, il mit de l'ordre, de la clarté et de l'uniformité, par ses célèbres *canouns* ou règlements, dans la législation confuse et obscure de ses vastes états. Son règne de quarante-six ans affermit ses lois, ses nouvelles conquêtes et celles de ses aïeux, et doit être considéré comme l'époque où la grandeur, la puissance et la gloire des Osmanlis, parvinrent à leur zénith.

Aucun des successeurs de Soliman Ier n'alla aussi loin que lui. Le courage des janissaires et les divisions des princes chrétiens permirent aux Turcs, pendant près de cent ans après la mort de ce grand empereur, de conserver la Hongrie, de conquérir quelques îles, et de menacer de nouveau la ville de Vienne. Mais l'empire ottoman s'affaiblit dès le règne de Sélim II, fils de Soliman, et la décadence commença par la marine. La bataille navale de Lépante, en 1571, terrassa la marine ottomane, qui n'a plus eu d'éclat depuis ce coup funeste. Sélim II mourut en 1574.

Amurath III, fils de Sélim II, s'abandonna aux astrologues, et à l'influence des femmes et des eunuques. Il dédaigna la gloire militaire, et ne commanda jamais ses armées. Méprisé par les janissaires, il ne parvint à les calmer dans dix révoltes successives qu'en leur distribuant de l'argent, et en leur livrant ses plus fidèles serviteurs. Ce fut sous le règne de ce prince que les oulémas commencèrent à exercer avec succès leur influence politique, et que les janissaires, qui méprisaient leur monarque lâche, cruel, efféminé, secondèrent les

prêtres, afin de légitimer, par la sanction des ministres de la religion, leurs mouvements séditieux.

Mahomet III, fils d'Amurath III, commença son règne, en 1595, par faire périr dix-neuf de ses frères. Barbare envers sa famille, il le fut envers ses ministres et ses sujets, et vécut sans cesse dans la défiance et dans la crainte. Ce fut sous son règne que les Ottomans, qui avaient toujours été agresseurs, commencèrent à être attaqués par les impériaux. Gran fut repris par ces derniers. Le grand-visir, Sinan-Pacha, fut battu par un simple prince de Transylvanie. Les Turcs ne possédèrent bientôt plus en Hongrie que quelques places fortes. La bataille indécise de Careste, dans laquelle Mahomet III prit la fuite avant de connaître le dénoûment de l'action, compléta les désastres de ce règne.

Ahmed Ier, en montant sur le trône, en 1602, épargna son frère. Mais, plus remarquable encore par la faiblesse de son caractère que par sa douceur, il s'abandonna aux plaisirs du harem, et négligea ses armées. Le sophi de Perse, Abbas le Grand, profitant des circonstances, attaqua la Turquie, défit le grand-visir Cicala, reprit Bagdad, l'Irack-Agémi, et tout ce que le grand Soliman avait enlevé aux Persans.

Moustapha Ier, frère d'Ahmed, était imbécile et presque fou. Les Osmanlis en eurent honte, et le déposèrent au bout de quatre mois de règne, en 1618. Mais le jeune Osman II, son successeur, fougueux, étourdi et avare, entreprit contre les Polonais, malgré l'avis de tout son divan, une guerre que ses mauvaises dispositions rendirent malheureuse. Ayant mécontenté les janissaires par ses reproches, et leur refusant les gratifications promises, il eut l'imprudence d'annoncer qu'il allait opposer à cette milice séditieuse une autre milice tirée de la

province d'Egypte, où il n'existait pas de janissaires. Ce prince devint la victime de la fureur de ses soldats. Il fut accablé d'injures et abreuvé d'amertume avant de périr par le fatal cordon.

Moustapha Ier, tiré de nouveau de captivité en 1621, reparut sur le trône. Mais, se montrant encore plus stupide, plus inepte et plus cruel que la première fois, il fut déposé en 1622, renfermé dans une tour du sérail, et bientôt étranglé.

Amurath IV, frère de l'infortuné Osman II, avait reçu de la nature une grande force physique, beaucoup d'adresse, et des passions fougueuses. Sa force et sa valeur lui acquirent l'estime des soldats. Sa cruauté et sa vigilance les firent trembler, ainsi que tous les agents de son autorité souveraine. Son courage le porta à entreprendre lui-même le siége de Bagdad, où il montra sa férocité par le massacre de 30 000 Persans. Aussi grand guerrier que les premiers empereurs de sa dynastie, il n'eut aucune de leurs vertus, et mourut en 1640, à trente-un ans, victime de ses débauches et de son ivrognerie. Il aurait été, par ses exploits et sa valeur, une exception à la ligne honteuse des sultans dégénérés, si ses dispositions crapuleuses ne l'avaient rendu encore plus méprisable. Ce n'était pas d'un pareil prince qu'on pouvait attendre des réformes utiles. Il se contenta de faire trembler ses ministres, ses pachas et ses sujets. Les oulémas, dont il avait fait étrangler plusieurs des principaux chefs, malgré l'inviolabilité prétendue de leurs personnes, se prosternèrent humblement devant son sceptre de fer.

Ibrahim Ier, frère d'Amurath, ne vit dans le pouvoir suprême que la liberté de s'abandonner à tous les plaisirs. Il porta l'oubli des convenances au point de faire

enlever par force la fille du grand-muphti pour satisfaire sa lubricité capricieuse. Les janissaires et les oulémas, qui avaient tremblé devant Amurath IV, ne craignirent pas un souverain efféminé, le déposèrent en 1648, et le firent périr par le lacet.

Mahomet IV, âgé de sept ans, succéda à Ibrahim Ier, son père. Il n'y eut pas de régent de nommé. Sa mère et sa grand'mère furent chargées de la garde de sa personne. Le grand-visir exerça en son nom la même autorité que de coutume. Mais la minorité de Mahomet IV fut l'époque des plus grands orages politiques. Les deux sultanes, chargées de la tutelle du jeune prince, se querellèrent pour la vente des emplois. Le sérail, divisé, devint un foyer d'intrigues et de crimes. L'aïeule du sultan dut céder à la mère, et fut étranglée. Les plus grands désordres régnèrent à Constantinople et dans les provinces; plusieurs pachas se révoltèrent; six visirs furent déposés et périrent. Les janissaires et les spahis, unis pour demander la déposition ou la mort des ministres, se battaient entre eux pour partager leurs dépouilles. Ces excès durèrent jusqu'à ce que Mahomet IV, parvenu à l'âge de quinze ans, eut choisi Méhémed-Kiuproli pour son grand-visir.

Méhémed-Kiuproli, qui mourut grand-visir, et qui laissa en mourant cette place éminente à son fils Ahmed, digne de marcher sur ses traces, sentit que, dans un pays agité depuis long-temps, les ménagements et la douceur étaient dangereux. Il se montra sévère et inflexible, fit périr les pachas rebelles et tous les auteurs des derniers désordres, déclara la guerre à l'Autriche pour occuper les janissaires et les spahis, et transféra le siége de l'empire à Andrinople, afin d'éloigner Mahomet IV d'une population séditieuse.

La longue et vigoureuse administration de Kiuproli ranima la gloire du nom ottoman. Candie, après un siége de vingt-cinq ans, fut enlevée aux Vénitiens. Les armées ottomanes, favorisées par Tékéli et par plusieurs magnats hongrois qui étaient ennemis de la maison d'Autriche, eurent des succès, prirent Gran, et allèrent mettre une seconde fois le siége devant Vienne. Mais à cette dernière époque les deux Kiuproli n'existaient plus. L'ambitieux et ignorant Cara-Moustapha commandait les Turcs; l'illustre Jean Sobiesky dirigeait l'armée chrétienne de secours. Les Turcs furent vaincus; le siége de Vienne fut levé; Bude rentra au pouvoir des Autrichiens, qui reprirent la Hongrie presque entière, tandis que les Vénitiens enlevaient à la Porte les îles Ioniennes et la Morée.

Les janissaires vaincus dirigèrent leur fureur contre leurs maîtres et furent soutenus par les oulémas, toujours disposés à entraver et à affaiblir l'autorité souveraine pour affermir leurs prérogatives et accroître leur influence. Mahomet IV, qui, pendant un règne de quarante-un ans, avait mieux aimé faire la guerre en personne aux bêtes fauves des forêts d'Andrinople qu'aux ennemis de son empire, se vit obligé de quitter le trône en 1687, en faveur de Soliman II, son frère.

Le nouvel empereur avait cinquante ans d'âge et de captivité lorsqu'il monta sur le trône. Sous le règne de ce prince craintif, irrésolu et livré aux pratiques d'une dévotion minutieuse, les désordres intérieurs recommencèrent et les malheurs de la guerre continuèrent malgré la diversion que Louis XIV fit à cette époque en faveur des Osmanlis. Belgrade fut pris par le duc de Lorraine; les Hongrois, délivrés de la funeste protection de la Porte, reconnurent enfin les droits héréditaires de

la maison d'Autriche ; le souverain de la Transylvanie, qui avait été si long-temps tributaire du sultan, passa sous la protection de l'empereur Léopold.

Mais un troisième Kiuproli, fils d'Ahmed, parut alors sur la scène. Devenu grand-visir, il retrempa sa nation, reprit Nissa, Orsova et Belgrade, et alla ravitailler Témeswar. Le mérite de ce grand homme effraya le sultan Ahmed II, successeur de Soliman en 1691.

Ce prince, cédant aux sollicitations du chef des eunuques, avait déjà ordonné la mort du grand-visir, qui était le soutien et la gloire de l'empire. Mais Kiuproli, protégé par les janissaires, garda les sceaux de l'état malgré le sultan et fit périr les intrigants du sérail qui avaient juré sa perte. Résolu de reprendre la Hongrie, ce grand-visir audacieux et infatigable se mit en marche contre les impériaux, à la tête de 200 mille hommes, et manœuvra avec habileté. Ses sages dispositions allaient lui assurer la victoire à Salankémen, sur le prince Louis de Bade, lorsqu'une balle de mousquet, l'atteignant à la tempe, termina sa carrière glorieuse et causa la défaite de l'armée ottomane. La Hongrie fut perdue à jamais pour les Turcs.

Mustapha II, fils de Mahomet IV, montra à son avénement au trône, en 1695, des dispositions belliqueuses, et alla commander ses armées. Mais la bataille de Zenta, gagnée par le prince Eugène de Savoie, dans laquelle le sultan, effrayé par la défaite de son armée, prit la fuite et disparut pendant quelques jours aux yeux de ses soldats, qui le crurent mort, termina par le traité de Carlowitz la longue lutte des Osmanlis et des Autrichiens. Ce traité assura à l'Autriche la Hongrie, la Transylvanie et l'Esclavonie, laissa les Russes en possession d'Asoph, et fit restituer à la Pologne la Podolie

et l'Ukraine. Ces revers et les conditions de la paix soulevèrent les janissaires; ceux-ci forcèrent Mustapha II à résigner en 1702 son autorité entre les mains d'Ahmed III, son frère.

Le nouveau sultan vit bientôt arriver dans ses états Charles XII, roi de Suède, qui, ne faisant consister la gloire que dans les combats, avait parcouru l'Europe pour en changer la face politique, sans que la Suède eût profité de ses victoires. Soldat audacieux plutôt que général habile, Charles XII avait vu périr toute son armée à la bataille de Pultava, et s'était trouvé réduit à demander un asile à un souverain mahométan. Traité généreusement par le sultan Ahmed et parvenu à faire déclarer la guerre par les Turcs à la Russie, Charles XII vit bientôt le moment où Pierre le Grand, engagé imprudemment sur les bords du Pruth, allait périr avec toute son armée. Mais, tiré d'embarras par l'adresse de sa femme et par l'attitude fière de son armée, Pierre répara promptement sa faute et reprit l'ascendant que lui assurait son génie.

Charles XII, ne cessant pas de se plaindre des ministres ottomans, les dégoûta. Il fatigua le sultan, n'obtint rien, refusa de partir, combattit l'escorte d'honneur qui devait l'accompagner jusqu'aux frontières, et oublia pendant près de trois ans son royaume, sa gloire et ses intérêts, pour persister sans succès, avec une obstination inébranlable, dans son projet de renouveler la guerre de la Porte contre la Russie. Le règne d'Ahmed III eut un moment d'éclat par la reprise de la Morée, dont les habitants grecs schismatiques préféraient le joug des musulmans à celui des Vénitiens catholiques.

Mais le prince Eugène, chargé de punir cette infraction du traité de Carlowitz, qui garantissait la Morée

aux Vénitiens, gagna la fameuse bataille de Péterwaradin, prit Temeswar et soumit Belgrade. Le traité de Passarowtz procura à l'Autriche le bannat de Temeswar et Belgrade, et força les Vénitiens à renoncer à la Morée, quoique l'invasion de cette province par les Turcs eût été la cause de cette campagne.

Cette paix, et la guerre que le célèbre Thamas-Koulikhan déclara peu après à la Porte, excitèrent au plus haut degré l'indignation des janissaires de Constantinople contre le gouvernement. Ahmed, dominé par une avarice sordide, refusa de toucher, pour les frais de la guerre de Perse, aux trésors accumulés dans le sérail, et établit un nouvel impôt sur le débit des marchandises.

Tous les marchands turcs de Constantinople étaient affiliés à la milice des janissaires.

Un cri général s'éleva contre le sultan et ses ministres. Patrona Calil, marchand de chiffons, se chargea du mouvement populaire et lui donna l'impulsion. Les rebelles demandèrent au Grand-Seigneur les têtes de ses ministres; après les avoir obtenues de ce prince pusillanime, ils déclarèrent que Mahmoud Ier, neveu d'Ahmed et fils de Mustapha II, était le nouvel empereur des Osmanlis.

Mahmoud crut, en montant sur le trône en 1730, devoir ménager les auteurs de la rébellion; mais ces hommes, qui appartenaient à la dernière classe du peuple, commirent tant d'injustices et se livrèrent à de tels excès, que les habitants de Constantinople les virent tomber avec plaisir et furent dégoûtés pendant longtemps de tout mouvement séditieux.

L'Autriche, voulant profiter de ces désordres, déclara la guerre; mais le prince Eugène n'existait plus. Les Autrichiens furent battus; Belgrade et Orsova rentrèrent

par un nouveau traité, en 1740, sous la domination de la Porte. Les Russes, mieux dirigés par le célèbre Munich, conservèrent Asoph.

Osman III succéda à Mahmoud Ier en 1754, à l'âge de 53 ans. Quoique n'étant plus jeune, il avait les goûts et la curiosité de l'enfance. Ombrageux et défiant autant qu'amateur de plaisirs frivoles et de vaines cérémonies, il changea huit fois de visirs en deux ans. Son règne fut court; aucun événement important ne l'a signalé. Une mosquée impériale, commencée par Mahmoud et achevée par son frère Osman III, est le seul monument qui serve à faire connaître que ce dernier prince a occupé le trône ottoman.

Moustapha III, fils d'Ahmed III et neveu du dernier sultan, se vit libre et sur le trône en 1757, à l'âge de 42 ans. Sa santé était faible, mais la nature l'avait doué d'une grande intelligence; son esprit éclairé lui faisait connaître les abus enracinés qui causaient la décadence de son empire. Une dévotion vraie et pure servait de base à ses vertus solides. Admirateur de ses premiers aïeux, il désirait rendre à la Turquie sa gloire et sa puissance. Raghib-Pacha, son grand-visir, était digne de seconder un tel maître, dont il conserva la confiance jusqu'à sa mort.

Les troubles de la Pologne excités par la Russie, et dans lesquels l'impératrice Catherine faisait valoir sa médiation, non par des agents diplomatiques, mais par des corps d'armée, étaient vus avec inquiétude par le sultan Moustapha. La France l'excitait à la guerre pour faire une diversion utile en faveur des Polonais. Mais, fidèles aux traités, les Turcs attendaient un acte d'agression pour se prononcer contre les Russes. Quelques ex-

cès commis par des soldats moscovites à Balta, sur la ligne des frontières polonaises, parurent un prétexte suffisant, et la guerre fut déclarée contre la cour de Saint-Pétersbourg.

Les Tartares sous les ordres de Crim-Gueray, khan de Crimée, la commencèrent par l'invasion rapide et l'embrasement de la Nouvelle-Servie. Mais la fortune abandonna bientôt les drapeaux des troupes ottomanes pour favoriser les armées russes, plus instruites et mieux disciplinées. Khotym fut pris; les armées des visirs Méhémet-Emir et Moldovandgi furent constamment battues par les généraux Galitzin et Romantzof. Les habitants grecs de la Morée se soulevèrent contre les Turcs; mais, n'étant pas appuyés par les Russes, ils furent bientôt punis. Le combat de Tchesmé détruisit dans une seule affaire toutes les forces navales de la Turquie. De nouvelles victoires des Russes accélèrèrent la reddition de Bender et la conquête de la Crimée. Le congrès de Focsani fut rompu par les prétentions exagérées du cabinet de Saint-Pétersbourg. Moustapha III, faible de santé et accablé de chagrins, ne put résister à tant de disgrâces, et mourut en 1774 en laissant à son frère, Abdul-Hamid, le soin de terminer cette malheureuse guerre.

Abdul-Hamid, prince faible, timide et peu intelligent, commença son règne sous de tristes auspices. Non seulement les Russes étaient maîtres de la Crimée et de toutes les provinces ottomanes au nord du Danube; mais Héraclius, prince de Géorgie, s'était déclaré pour l'impératrice Catherine; le pacha de Scutari, en Albanie, était en état de révolte; Ali-Bey, chef des Mamelouks, et Daher, scheik de Saint-Jean-d'Acre, agissaient comme des princes indépendants. Au milieu de ces difficultés,

Abdul-Hamid fit un appel aux Osmanlis et 400 mille hommes marchèrent aussitôt à la voix de leur nouveau sultan.

Mais ces masses indisciplinées ne pouvaient être que mal dirigées par des généraux presque aussi inexpérimentés et aussi ignorants que leurs soldats. Les derniers revers avaient fait naître la défiance entre les troupes et leurs chefs. Le maréchal Romantzow, n'ayant aucun égard au nombre de ses ennemis, se porta avec son armée toujours victorieuse au milieu de leurs colonnes éparses, les attaqua avec vigueur et excita parmi les Osmanlis une terreur générale, qu'il augmenta en passant les Balkans.

Effrayés par les succès des Russes, les soldats turcs commencèrent à se disperser de toutes parts. Resté avec 12 mille hommes et le sandjack-shériff, le grand-visir fut obligé de recevoir la loi du vainqueur, et signa en 1774 à Kaïnardgi, un traité qui assurait l'indépendance de la Crimée et confirmait les derniers changements opérés en Pologne.

La Crimée convenait trop bien aux Russes pour qu'ils la laissassent sous la domination d'un prince tartare. Les intrigues des agents secrets de la cour de Russie et les haines qui divisaient les diverses branches de la famille souveraine des khans de Crimée excitèrent bientôt des troubles dans cette péninsule. Un khan protégé par la Porte fut déposé; un autre khan favorisé par la Russie monta sur le trône. Ce dernier, dégoûté d'un trône entouré de périls, se vit bientôt réduit à la nécessité de céder tous ses droits à l'impératrice Catherine.

La Porte, indignée contre la Russie, avait déjà voulu lui déclarer la guerre. Mais, contenue par l'influence de M. de Saint-Priest, ambassadeur de France, elle avait

confirmé en 1779, par la convention d'Aïnaly-Cavack, le traité de Kaïnardgi.

Après la prise de possession de la Crimée par les Russes, il ne fut plus possible de contenir le mécontentement des Turcs. La guerre, demandée à grands cris par le peuple, fut déclarée en 1787; mais les ministres ottomans, qui comptaient sur l'appui de la Suède et de la Prusse, et sur les bons offices de la France (car la France, cédant depuis long-temps à l'influence funeste de l'Autriche, ne servait plus ses anciens et véritables amis que par les intrigues de ses agents diplomatiques), virent paraître tout à coup un nouvel ennemi, lequel se déclara contre eux sans aucun motif de provocation. Ce fut l'empereur Joseph II. Ce prince, ingénieux pour former des projets qui convenaient rarement aux temps, aux personnes, et même à ses intérêts, et toujours malheureux dans leur exécution, joignit ses forces à celles de l'impératrice Catherine dans l'espoir de profiter des dépouilles de l'empire ottoman. N'étant général qu'en théorie, il voulut diriger lui-même les opérations de ses armées et dissémina ses troupes sur une ligne immense coupée et sans appui.

Les Turcs, que cette agression injuste n'avait pas découragés, fondirent avec impétuosité sur les troupes allemandes, les battirent sur tous les points, prirent et brûlèrent plusieurs villes de Hongrie, furent au moment de s'emparer, à Karansébech, de la personne de Joseph II lui-même, et portèrent leurs ravages jusque dans le bannat de Temeswar. Le vieux maréchal Laudon, en prenant le commandement en chef des armées autrichiennes, ramena la victoire, contint les Turcs, et s'empara de Belgrade et d'Orsova. Joseph II étant mort à cette époque, Léopold II, son successeur, ayant moins

d'imagination, mais plus de sagesse, que son frère, et redoutant les menaces de la Prusse et de la Suède, ainsi que le mouvement rapide et désorganisateur de la révolution française, détacha ses intérêts de ceux de la Russie, et consentit, par le traité de Sistove, le 4 avril 1791, à laisser à la Porte tout ce qu'elle possédait avant la guerre.

La lutte entre les Turcs et les Russes eut un autre cours et d'autres résultats.

La prise de Khothim et d'Oczakow, les victoires navales du prince de Nassau sur Hassan, capitan-pacha, et l'invasion des provinces de Valachie et de Moldavie, avaient abreuvé de chagrin les derniers jours d'Abdul-Hamid, qui mourut en 1789.

De nouveaux désastres signalèrent le commencement du règne de Sélim III, fils du sultan Moustapha III. La prise d'Ismaïl, dernier boulevart de la Turquie, par l'intrépide et terrible Suvarow, jeta la terreur dans tout l'empire ottoman. Mais les puissances médiatrices exigèrent la paix. Elle fut conclue le 9 janvier 1792 par le traité de Yassy, qui confirma et garantit à la Russie la possession de la Crimée, de l'île de Taman, d'une partie du Cuban et de la Bessarabie. Le Dniester devint la nouvelle frontière des deux empires.

CHAPITRE II.

RÉVOLUTION DE FRANCE ET EXPÉDITION FRANÇAISE EN ÉGYPTE.

A l'époque de la conclusion de la paix de Yassy, la France était travaillée par une grande révolution qui tenait toute l'Europe en émoi. Le sceptre échappait des

mains de Louis XVI, monarque vertueux et bien intentionné, mais irrésolu et sans énergie.

Devenue une monarchie absolue depuis que les états-généraux du royaume avaient cessé d'être convoqués, la France possédait une noblesse nominale qui n'avait aucune puissance politique, et un clergé nombreux et opulent, dont les écrits des philosophes avaient détruit en grande partie l'influence religieuse.

La puissance royale avait tout absorbé. Ce fut une grande faute que commirent le cardinal de Richelieu et les ministres de Louis XIV chez une nation qui avait eu long-temps des états généraux, et qui avait conservé le souvenir historique de ses droits.

Isolés, et ne pouvant recevoir aucune assistance utile de la part des nobles et du clergé, les rois de France se trouvaient en face de la nation, et voyaient leur force s'accroître ou s'affaiblir suivant les dispositions favorables ou hostiles de leurs sujets.

Les grands événements du siècle de Louis XIV avaient fasciné la nation française et l'avaient disposée à identifier ses intérêts avec ceux de son glorieux monarque. Mais les turpitudes de la régence, le règne honteux de Louis XV, la dilapidation des deniers de l'état, l'insuffisance des revenus publics et l'accroissement des lumières et des richesses dans les classes qui composaient autrefois le tiers-état, avaient affaibli l'amour des Français pour leurs rois, et avaient fait naître dans tous les cœurs le désir de voir détruire les abus et modifier les institutions existantes.

On demanda à grands cris la convocation des états généraux du royaume pour remédier aux maux de l'état. Les parlements, qui depuis la fin du règne de Louis XIV luttaient en vain contre le parti de la cour,

s'associèrent eux-mêmes au vœu national, et réclamèrent la convocation des états généraux.

Les ministres de Louis XVI, voulant éviter cette dangereuse mesure, avaient réuni successivement deux assemblées de notables pour remédier aux désordres des finances. Mais, composés presque entièrement de membres appartenant à la noblesse et au clergé, ces notables se montrèrent égoïstes, et repousèrent à une grande majorité toutes les mesures qui, en faisant supporter aux prêtres et aux nobles une partie des charges publiques, devaient avoir pour résultat de combler le déficit des revenus du royaume. La convocation des états généraux devint inévitable; elle eut lieu le 5 mai 1789.

Mais, au lieu de suivre l'exemple de l'Angleterre et de diviser les représentants de la nation en deux parties distinctes, on ne forma qu'une seule chambre, dans laquelle le tiers-état, jouissant de l'avantage d'avoir autant de membres que le clergé et la noblesse réunis, ne tarda pas à prendre un ascendant irrésistible.

Après l'ouverture des états généraux la lutte s'établit presque aussitôt entre la royauté et les représentants de la nation. Aucun pouvoir modérateur ne se trouvait entre ces deux grandes autorités.

L'ancienne royauté tomba, et une royauté constitutionnelle sans force et sans appui se montra pendant quelque temps au milieu des débris pour servir d'acheminement à de plus grands désordres. Les courtisans effrayés, les prêtres et les nobles, au lieu de se grouper autour de leur roi, s'enfuirent en grand nombre pour aller chercher un asile dans les pays étrangers, et pour quêter l'assistance des rois de l'Europe. Abandonné et

seul au milieu de ses ennemis, Louis XVI fut renversé du trône et renfermé dans la tour du Temple.

Une convention nationale fut chargée de fixer les nouvelles destinées de la France. Son premier acte fut de décréter sans discussion l'abolition de la monarchie et l'établissement de la république. Comme aucun statut constitutionnel n'avait précédé la convocation de la convention nationale pour en limiter et régulariser les pouvoirs, cette assemblée se trouva investie d'une autorité absolue. La plus terrible de toutes les tyrannies pesa sur la France au nom de la liberté et de la souveraineté du peuple. Louis XVI, poursuivi par la convention et jugé par elle, fut condamné à périr sur l'échafaud.

Mais après la mort du monarque la convention ne tarda pas à se diviser en factions rivales et ennemies. Malheureusement pour la France la plus audacieuse et la plus immorale de ces factions triompha des autres et gouverna par la terreur. — Elle avait pour instrument et pour appui les dernières classes du peuple, qui, dans toutes les grandes crises, se montrent avides de sang et de désordres.

Cette faction, dite des Jacobins, périt par ses propres excès et devint un objet d'exécration pour la France et d'horreur pour la postérité.

Dégoûtée du pouvoir despotique et sans contrôle de la convention nationale, la nation française demanda une constitution qui séparât les pouvoirs, et soumît à une double discussion, dans deux chambres distinctes, le travail de la confection des lois. Telles furent les bases de la constitution de l'an III (1795). Un directoire composé de cinq membres fut chargé du pouvoir exécutif; deux

chambres dites des anciens et des députés, quoique formées des mêmes éléments, eurent dans leurs attributions spéciales la discussion et la formation des lois.

Cette constitution imparfaite, qui n'était qu'une ébauche, servit d'acheminement au rétablissement de la monarchie.

Une coalition générale des rois de l'Europe s'était formée contre la révolution française.

Mais non contents de leur déclaration de guerre contre les principes et les entreprises subversives de la république française, les principaux souverains, chefs de cette confédération, se concertèrent à Pilnitz pour affaiblir et démembrer la France. Cette résolution non désavouée, et les proclamations menaçantes et injurieuses des généraux en chef des armées coalisées, donnèrent à la masse du peuple français la force d'union que ne pouvaient pas manquer de produire dans les cœurs des habitants de la France le sentiment de leur conservation et le ressentiment des injures qui leur étaient adressées.

Agissant sans accord, les armées des alliés, après quelques succès non décisifs, finirent par être battues. Mises en mouvement par une force centrale et puissante et dirigées par des chefs habiles, les armées françaises furent victorieuses et portèrent la guerre sur le territoire ennemi.

La Porte avait été engagée à prendre part à la coalition générale des rois contre la république française; mais, retenu par ses anciens liens d'amitié pour la France, et ne craignant pas la propagation des principes révolutionnaires parmi ses sujets, le gouvernement ottoman conserva ses relations amicales avec les Français.

Le sultan Sélim III accueillit les ambassadeurs qui lui furent envoyés par la république française. Verninac

resserra par son adresse insinuante les liens qu'on voulait rompre. Descorches, ex-marquis de Sainte-Croix, mit beaucoup d'adresse, de courage et de dignité, dans ses relations avec les ministres de la Porte. Le général Aubert Dubayet arriva à Constantinople en 1796, comme ambassadeur, avec un détachement de toutes armes, composé d'officiers et de soldats instructeurs, et avec un matériel de bouches à feu, de fusils et d'armes blanches. Ces armes de guerre étaient destinées à servir comme modèles pour améliorer l'armement des troupes ottomanes.

La confiance des Turcs dans le gouvernement républicain de la France était d'autant plus grande, que par une guerre obstinée contre les Autrichiens, et quelque temps après contre les Russes, les Français paraissaient servir la cause de l'empire ottoman contre ses voisins dangereux et ses anciens ennemis.

Mais les affaires de la France changèrent d'aspect en 1798. Pendant sa glorieuse campagne d'Italie, le général Buonaparte, ayant reçu plusieurs agents qui lui avaient été envoyés par quelques chefs de la nation grecque, pour l'engager à prendre sous sa protection ce peuple malheureux, dirigea son attention vers l'empire ottoman. Portant dans ses recherches sa profonde sagacité, il ne tarda pas à acquérir une idée exacte de la véritable position de la Turquie.

La conduite versatile des habitants de la Morée, qui, dans les temps précédents, avaient tour à tour réclamé la domination des Vénitiens et recherché bientôt après celle des Ottomans, le disposa à n'accorder qu'une faible confiance aux promesses des Grecs, et à ne considérer leur insurrection que comme un événement secondaire.

Mais son regard d'aigle saisit immédiatement le point

le plus important des possessions ottomanes, celui qui convenait le mieux dans ces circonstances à la France, pour frapper directement la puissance de l'Angleterre.

De ce point on pouvait menacer les établissements des Anglais dans l'Inde, et la France acquérait en outre la plus belle colonie du monde, susceptible de tous les produits et placée de manière à embrasser trois grands continents dans le vaste cercle de ses relations commerciales.

La conquête de ce pays (l'Égypte) fut la première proposition que Bonaparte présenta au directoire français, après avoir terminé par la paix de Campo-Formio ses savantes et glorieuses campagnes d'Italie. Il avait eu l'adresse de faire céder à la France, par ce dernier traité, les îles Ioniennes parmi les débris de l'ancienne république de Venise. C'était un acheminement à l'exécution de ses projets dans l'Orient, et un moyen de faciliter, de protéger et de maîtriser l'insurrection des Grecs, si, contre son attente, elle venait à éclater, non isolément, mais en masse.

Une armée de 35 000 hommes fut mise à la disposition de ce grand capitaine, et une flotte de dix vaisseaux de ligne, accompagnée de plusieurs frégates, corvettes et bricks, et de 350 transports, fut chargée de porter ces troupes dans la vallée du Nil. Sortie de Toulon le 19 mai 1798, cette flotte arriva le 11 du mois suivant à la hauteur de Malte.

Le général Bonaparte demanda aussitôt que sa flotte tout entière fût admise dans les ports de cette île. Mais cette admission en masse aurait été un acte d'infraction à la neutralité maritime, et aurait attiré à l'ordre souverain de Saint-Jean-de-Jérusalem la colère et la vengeance de la Grande-Bretagne.

Le grand-maître Hompesch crut devoir refuser d'adhérer à la proposition du général français. Celui-ci, qui avait des partisans parmi les principaux dignitaires de l'ordre, se montra irrité de ce refus.

Les troupes françaises, débarquées presque sans résistance près de La Valette, marchèrent immédiatement contre cette forteresse réputée imprenable. Cette attaque téméraire et imprudente aurait pu devenir funeste aux assaillants, si, en employant à la fois les menaces, la terreur, l'argent, et l'appât de promesses flatteuses, les amis de la France n'avaient réussi à engager le grand-maître Hompesch, homme sans intelligence et sans énergie, ainsi que la majorité des membres du grand-conseil de l'ordre, non seulement à renoncer à toute défense, mais encore à remettre l'île entière à la république française.

Ce fut une lâcheté à jamais honteuse pour les chefs de l'ordre militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem de livrer sans combattre le siége glorieux de leur souveraineté. Ce fut une grande faute de la part du général Bonaparte d'enlever cette souveraineté à l'ordre de Saint-Jean, que l'Angleterre et toutes les puissances européennes regardaient alors comme un état indépendant et neutre. Ne devait-il pas prévoir que le gouvernement britannique s'empresserait d'établir un blocus rigoureux autour de cette île, devenue française, laquelle, à cause de sa stérilité naturelle, ne peut subsister que par des vivres venus de l'étranger? Ne devait-il pas s'attendre à la voir tomber par famine entre les mains des Anglais, qui, maîtres de ce boulevart imprenable, ne pouvaient manquer de s'en servir pour couper toute communication entre la France et l'Egypte, et pour entraver la navigation entre les mers du Levant

et la partie occidentale du bassin de la Méditerranée!

L'Assemblée constituante avait déjà commis, en 1791, à l'égard de l'ordre souverain de Malte, la grande faute politique de l'assimiler aux ordres monastiques de la France, et de confisquer ses propriétés. Cependant l'ordre de Malte était un état souverain qui possédait alors une des principales clefs de la Méditerranée. La France dominait dans les conseils de cet ordre par le moyen de trois langues françaises qui en faisaient partie. Elle tirait de grands avantages pour son commerce du Levant de l'état constant de guerre que l'ordre, par ses statuts fondamentaux, était obligé de faire aux ennemis du nom chrétien.

Mais les représentants du peuple français ne pensèrent alors qu'à appliquer à cet ordre militaire et souverain la décision législative prise à l'égard de tous les ordres conventuels de France. C'était l'époque où, dans le sein de cette assemblée, on criait : « Périssent les colonies, mais sauvons les principes! » L'influence de la France tomba à Malte. Elle s'y serait conservée si, par une politique conforme à celle qui avait été adoptée à l'égard des princes allemands propriétaires en Alsace, on avait laissé à cet ordre souverain ses propriétés situées en France.

Arrivé à la vue de l'Egypte à la fin de juin, Bonaparte, qui craignait l'apparition d'une flotte anglaise, ne perdit pas de temps en reconnaissances et en pourparlers, et ordonna immédiatement le débarquement de son armée. Ce fut le 1er juillet que les troupes françaises furent mises à terre dans la rade du Marabout, située à l'ouest et à peu de distance d'Alexandrie.

La garnison égyptienne de cette ville maritime refu-

;ant de se rendre, Buonaparte ordonna immédiatement l'assaut. L'enceinte, attaquée avec la plus grande ardeur à l'angle du nord-ouest par les troupes françaises, fut escaladée et emportée en peu d'instants. Au lieu d'abandonner cette ville importante et riche aux fureurs d'un assaut, on résolut de l'épargner comme un asile et comme un point d'appui dont on aurait besoin, et on parvint sans peine à contenir le soldat victorieux.

Ce premier succès fit naître dans les cœurs des Français l'espoir d'une prompte et entière conquête de l'Egypte. Mais afin de profiter du sentiment de terreur que la prise si expéditive d'Alexandrie avait excité dans la population musulmane, Bonaparte, agissant avec son activité ordinaire, résolut de commencer immédiatement ses opérations offensives.

Ses dispositions tactiques et ses manœuvres stratégiques dans cette courte et glorieuse campagne, sa conduite politique et administrative après son triomphe, ont mérité l'admiration générale. Comme ses actions sous les doubles rapports militaire et administratif sont propres à servir de modèles pour tout chef d'armée qui se trouverait dans une position semblable, nous allons entrer dans quelques détails sur la marche qu'il a suivie, sur les combats qu'il a livrés, sur la manière expéditive et habile avec laquelle il a profité de ses victoires, et sur le système d'administration et d'amélioration qu'il avait adopté pour opérer l'entière soumission des peuples et pour faire naître la prospérité générale de l'Egypte.

Une division reçut l'ordre de côtoyer la mer et d'arriver à Aboukir, ensuite au Nil en traversant une chaussée très étroite située à la bouche du lac Madieh. Le général en chef avec le reste de l'armée prit la direction

de Damanhour (1), y arriva le même soir et parvint le lendemain à Rhamanieh, sur le Nil, à travers le désert,

Dans cette dernière marche au milieu des sables, les soldats français, inaccoutumés à ce sol mobile et à cette chaleur étouffante, eurent beaucoup à souffrir de la fatigue et de la soif. Le mirage, phénomène habituel du désert, leur présentait sans cesse l'image attrayante de villages entourés d'eau. Mais ces tableaux fantastiques disparaissaient aussitôt qu'on approchait du site où ils se montraient. Trompés dans leur attente et accablés par une soif dévorante et par une marche pénible, les militaires français ne purent s'empêcher de courir et de se précipiter tout habillés dans les eaux du Nil aussitôt qu'ils l'aperçurent à Rhamanieh.

Mais le rappel des tambours ramena bientôt dans leurs rangs et sous leurs drapeaux ces soldats aussi disciplinés et dociles que braves dans les combats.

Après un court repos pris à Rahmanieh, l'armée française se remit en marche vers le Caire en longeant la rive gauche du Nil. Elle était divisée en trois colonnes : celle de gauche était appuyée au fleuve ; celle de droite éclairait l'armée du côté du désert; celle du centre formait le corps de bataille. Cette dernière était précédée d'un grand nombre de tirailleurs.

Une flottille organisée à Alexandrie par les ordres du général en chef était destinée à remonter le Nil, et avait ordre de régler sa marche de manière à se tenir constamment à la hauteur des colonnes. Elle avait reçu à son bord la cavalerie, très peu nombreuse, de l'armée expéditionnaire. Poussée par le vent du nord, qui souf-

(1) Damanhour est situé au sud du canal d'Alexandrie. Ce canal commence à Ramanieh. Il est alimenté par le Nil.

flait avec force, cette flottille avait dépassé les têtes des colonnes d'infanterie. Des bâtiments ennemis descendus du Caire l'attaquèrent aussitôt.

Accouru pour la dégager, Bonaparte aperçut les Mamelouks rangés en bataille en avant du village de Chébréis. Il divisa aussitôt son armée en cinq divisions, qui reçurent l'ordre de se former en carrés. Disposés en échelons et se flanquant mutuellement, ayant leurs angles occupés et appuyés par des pièces d'artillerie et par des compagnies de grenadiers, recevant de deux villages situés sur les ailes, où des bataillons français avaient été placés, une assistance utile, les cinq carrés opposèrent la plus vigoureuse résistance aux attaques impétueuses et répétées des Mamelouks, commandés par Mourad-Bey. Ce fut en vain qu'en débordant les carrés français les Mamelouks tentèrent d'y pénétrer : ne trouvant de toutes parts qu'un front de fer et une muraille de feu, ils furent enfin entièrement découragés, et abandonnèrent l'attaque pour se retirer précipitamment vers le Caire. Leur exemple fut imité par la flotte égyptienne.

Bonaparte s'empressa de profiter de sa victoire, et se mit immédiatement en marche avec son armée vers la capitale de la Basse-Egypte. Il longea, avec ses divisions d'infanterie, la rive gauche du Nil, et fit débarquer sur la rive droite sa cavalerie, qui reçut l'ordre de se tenir constamment à la hauteur des colonnes. La flottille française, qui prit part au mouvement général, devait servir de lien et d'appui aux troupes qui opéraient sur les deux rives du fleuve.

Les Français arrivèrent en quatre jours à Terranée, et parvinrent le lendemain à Ouardan. Tous les villages par où ils passèrent étaient abandonnés; on n'y trouva ni farine ni bestiaux. Les soldats couchèrent sur des tas

de blé ; leur industrie imagina d'écraser les grains pour en faire des galettes.

Accourus de tous les points du désert, les Arabes suivaient et épiaient les mouvements des troupes françaises. Ils enlevaient les traîneurs, tuaient ceux qui ne se défendaient pas, et fuyaient dès qu'ils apercevaient des groupes disposés à les attaquer et à les poursuivre.

L'armée française prit un jour de repos à Ouardan. Elle apprit le lendemain 21 juillet, à Omer-Dinar, que les Mamelouks, réunis sous leurs beys au nombre de 10 000 cavaliers, et renforcés par une foule considérable d'Arabes et de fellahs, attendaient les Français dans la plaine des Pyramides, vis-à-vis du Caire, et que, ayant pris position au village d'Embabeh, ils l'avaient fortement retranché.

Les divisions françaises, en apprenant cette nouvelle, marchèrent avec empressement et avec confiance vers les ennemis qui les attendaient. Leur chef prit les mêmes dispositions d'attaque et de défense dont il avait fait usage au combat de Chébréis.

Au lieu de rester dans leurs retranchements pour les défendre, les Mamelouks sortirent d'Embabeh, et vinrent présenter audacieusement la bataille à l'armée envahissante. Couverts d'armes étincelantes, et montés sur d'excellents chevaux splendidement harnachés, au lieu d'inspirer la terreur, ils faisaient naître dans le cœur des soldats ennemis le désir de les vaincre et de les dépouiller.

Ce fut dans ces circonstances, et avant de commencer la bataille, que le général Bonaparte, qui possédait au plus haut degré l'art d'enthousiasmer les troupes, adressa à ses compagnons d'armes cette allocution sublime :

« Soldats ! du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent ! »

Les Mamelouks essayèrent en vain de percer les carrés ennemis : leurs charges furent constamment repoussées ; un feu terrible éclaircit leurs rangs.

Ayant quitté leur attitude défensive, et se portant en avant, les carrés français rompirent bientôt les colonnes massives des Mamelouks.

L'armée française n'eut à déplorer dans cette action que la perte de quelques hommes, tandis que les Mamelouks laissèrent sur le champ de bataille 2000 morts, et toute leur artillerie, consistant en cinquante bouches à feu.

Cette bataille décisive fit sentir l'immense supériorité que le courage discipliné, dirigé par un général habile, a toujours sur une valeur brillante, mais désordonnée. Elle eut pour résultat immédiat la reddition du Caire, où les Français entrèrent le 22 juillet, et la soumission de toute la Basse-Egypte.

Découragés par leurs défaites de Chébréis et des Pyramides, les Mamelouks renoncèrent à tenir la campagne, et se divisèrent en deux corps : l'un, sous la conduite de Mourad-Bey, se retira dans la Haute-Egypte ; l'autre, sous les ordres d'Ibrahim-Bey, prit la route de la Syrie.

Le général Desaix fut chargé de poursuivre Mourad-Bey avec une division de 2400 hommes. Bonaparte en personne marcha contre Ibrahim-Bey. L'ayant atteint à Salahieh, il le défit entièrement, le chassa de l'Egypte, et le poussa dans le désert.

L'expédition contre Mourad-Bey eut une plus longue durée. Desaix suivit avec ardeur tous les mouvements des Mamelouks qui remontaient la vallée du Nil.

Ayant réussi à réunir auprès de lui un corps de 12 000 hommes, dont 8000 étaient Arabes, Mourad-Bey s'arrêta à Sédiman, au delà du pont d'Ilahaun et du canal de Joseph, et y attendit les Français. N'ayant en ce moment à sa disposition qu'un corps de 2000 hommes, le général Desaix, loin de se laisser intimider par la vue d'une force six fois plus nombreuse que la sienne, forma de ses soldats un seul carré, et plaça de l'artillerie aux angles et des pelotons de grenadiers sur les flancs.

Les Mamelouks attaquèrent avec leur impétuosité ordinaire, et bientôt enveloppèrent le carré français sur ses quatre faces. Leurs charges restèrent sans effet, comme dans les combats précédents. Repoussés, mais non intimidés, on vit plusieurs Mamelouks s'abandonner à la fureur, se courber jusqu'à terre, et ramper, pour frapper avec leurs sabres les jambes des soldats. —Mais tous périrent par l'action des baïonnettes.

Battus et obligés de fuir, les Mamelouks se dispersèrent dans les villages, et cherchèrent à ameuter les fellahs. Mourad-Bey, leur chef, écrivit au chérif de la Mecque pour le prier d'envoyer à son secours des détachements nombreux pris dans les valeureuses populations de Djedda et d'Yambo.

Le désir fanatique de venger leur Prophète et d'exterminer les infidèles qui avaient envahi l'Egypte attira dans la vallée du Nil un grand nombre de guerriers de la péninsule arabique. Ils traversèrent avec joie la mer Rouge et la vallée de Koséir pour se réunir aux troupes de Mourad-Bey.

Les Mamelouks, réunis à leurs auxiliaires venus de l'Arabie, s'arrêtèrent à Samanhout, au delà de Girgé, pour attendre les Français et les combattre.

Surpris de cette halte inattendue, Desaix arrêta à la hâte sa petite troupe, et partagea son infanterie en deux carrés égaux, entre lesquels il plaça sa cavalerie, afin qu'elle fût protégée et flanquée par leur feu.

Les musulmans chargèrent en masse et sans ordre. Culbutés en un clin d'œil, ils furent poursuivis, l'épée dans les reins, jusqu'à Farchout. Dans cette petite ville, les Mamelouks se détachèrent de leurs alliés, et se retirèrent précipitamment, avec Mourad-Bey, vers les cataractes du Nil, sur les frontières de l'Egypte méridionale. Refoulés dans la vallée de Koséir, les Arabes perdirent beaucoup de monde dans leur retraite rapide et désordonnée. Arrivés sur la rive occidentale de la mer Rouge, ils s'empressèrent de s'embarquer, et quittèrent l'Egypte pour n'y plus revenir.

Desaix reprit la poursuite des Mamelouks, et ne leur laissa aucun repos. Ce fut durant cette marche qu'ayant aperçu tout à coup les ruines magnifiques et imposantes de l'ancienne ville de Thèbes, les soldats français s'arrêtèrent sous l'impression d'une admiration subite, et battirent des mains pour applaudir à ces admirables monuments de l'ancienne civilisation égyptienne.

Continuant à poursuivre les Mamelouks, les Français arrivèrent à Syenne et aux cataractes du Nil. Ils s'y arrêtèrent, et occupèrent les quartiers où avaient été stationnées autrefois les cohortes romaines chargées de la garde de cette partie de la frontière de l'empire.

L'armée française était débarquée depuis un mois, la Basse-Egypte était déjà conquise, lorsque la flotte anglaise chargée de poursuivre et d'attaquer les vaisseaux français parut, le 1er août, à la vue d'Alexandrie. Elle se composait de douze vaisseaux de ligne, et de quel-

ques frégates et bricks de guerre. Le plus audacieux et le plus habile des amiraux anglais de cette époque, Nelson, en dirigeait les mouvements.

La flotte française, au lieu d'appareiller pour retourner en France après le débarquement des troupes, ou bien au lieu d'entrer dans le port Eunostus d'Alexandrie, comme c'était possible et assez facile (1), était restée à l'ancre dans la rade d'Aboukir, ouverte au vent du nord dans toute sa vaste étendue. Un mauvais fort (celui d'Aboukir), protégeait très imparfaitement les vaisseaux français.

Il paraît que l'amiral Brueys, commandant la flotte française, s'était imaginé qu'il aurait plus de chances de succès en combattant à l'ancre que sous voile et en manœuvrant. Toute l'attention de ses équipages, dans le premier cas, devait se borner à servir avec activité et à bien diriger les feux des batteries des vaisseaux (2).

Cette idée aurait pu être sage et procurer la victoire aux Français, si l'amiral Nelson n'avait pas su reconnaître, avec le coup d'œil de l'homme de génie, le défaut principal de la position de la flotte qu'il avait à combattre. Le plus gros des vaisseaux français, l'*Orient*, armé de 130 canons, ayant un grand tirant d'eau, avait dû nécessairement s'éloigner du rivage, et laisser entre sa ligne et la côte un espace assez profond pour y admettre,

(1) Ce port a contenu à la fois dernièrement la flotte égyptienne, et la flotte ottomane, livrée par Ahmet, capitan-pacha.

(2) On a vu, quelques années après, une escadre française, commandée par l'amiral Linois, battre dans la rade d'Algésiras, où elle était mouillée, une escadre anglaise qui vint l'attaquer sous voile. Le vaisseau anglais l'*Annibal* fut pris.

sans danger, des vaisseaux de 74 et de 80 canons. D'ailleurs l'action souvent puissante des vents du large oblige communément les navires qui sont contraints de mouiller dans les rades ouvertes d'Égypte et de Syrie de s'éloigner de terre à une plus grande distance que dans les autres lieux.

C'est d'après cette hypothèse raisonnable et fondée sur des observations locales que l'amiral Nelson résolut de doubler la ligne des vaisseaux français, de mettre leur aile gauche entre deux feux, et de faire attaquer successivement, de la même manière, les bâtiments composant leur aile droite, à mesure que les autres auraient amené leur pavillon. Il aurait pu craindre que les vaisseaux français non attaqués ne quittassent leur station actuelle, pour se placer parallèlement à la première ligne des vaisseaux anglais, et qu'ils ne missent ceux-ci également dans l'obligation d'avoir à combattre à la fois des deux bords. Mais la direction du vent, qui, venant du nord, soufflait ce jour-là avec force contre le rivage égyptien, éloignait toute appréhension que l'amiral anglais aurait pu concevoir au sujet de la contre-manœuvre des vaisseaux français de l'aile droite.

Le mouvement commandé par l'amiral Nelson était judicieusement conçu, mais il était accompagné de dangers qui auraient pu le faire classer parmi les entreprises imprudentes. En effet le vaisseau anglais qui se trouvait à la tête de la colonne destinée à se placer entre la flotte française et la côte s'approcha trop près de terre, échoua et resta immobile pendant toute la durée de la bataille.

Mais ce navire ainsi échoué devint une balise directrice pour les autres vaisseaux désignés comme de-

vant suivre son mouvement. Ceux-ci arrivèrent sans accident auprès des vaisseaux français qu'ils avaient à combattre, jetèrent l'ancre et commencèrent le feu.

La canonnade fut terrible de chaque côté et se prolongea bien avant dans la nuit. On se battit de part et d'autre avec beaucoup d'acharnement. La scène fut épouvantable autour de *l'Orient*, vaisseau amiral français. Assailli à la fois par deux vaisseaux anglais de 80 canons, il fut attaqué en outre par un vaisseau de 50, qui, placé en travers de la ligne française, foudroyait sans interruption de la proue à la poupe, dans toute sa longueur, cette masse volumineuse.

Au milieu de la chaleur et de la confusion du combat le feu prit au vaisseau amiral français et causa en peu de temps les plus grands ravages. Sa perte était certaine ; cependant son valeureux équipage continua à se battre. L'amiral Brueys, calme et tranquille, animait ses matelots (1).

Cependant la flamme de l'incendie, s'avançant progressivement, arriva à la sainte-barbe et mit le feu aux poudres. L'explosion produisit une stupeur subite et générale parmi les combattants et suspendit le combat. Ce ne fut qu'au bout de deux heures d'un silence absolu qu'une canonnade peu animée recommença à se faire entendre. Elle fut continuée jusqu'aux premiers rayons de l'aube de la journée suivante. Deux vaisseaux français (2) n'avaient pas encore pris part à l'action. Profi-

(1) Le capitaine Casabianca, qui commandait ce vaisseau, prévoyant la catastrophe, avait donné l'ordre de conduire à terre son fils, âgé de treize ans. Mais cet enfant, voulant partager le sort de son père, refusa d'obéir ; il périt avec lui au moment de l'explosion.

(2) Ces deux vaisseaux étaient *le Guillaume Tell* et *le Généreux*. Ils tombèrent plus tard entre les mains des Anglais.

tant d'un faible changement dans la direction du vent, et de l'état de délabrement où se trouvait la flotte ennemie, après un combat si long et si opiniâtre, ces deux vaisseaux mirent à la voile, portèrent le cap au nord et ne furent pas molestés. — Deux frégates imitèrent leur exemple et échappèrent à la destruction.

A l'exception de ces faibles restes d'une flotte formidable, tous les vaisseaux français avaient péri. Les équipages les avaient fait échouer sur la côte, et y avaient mis le feu en se retirant. Les Anglais n'avaient obtenu que la gloire du succès.

L'amiral Brueys, mort dans l'explosion du vaisseau *l'Orient*, avait montré une valeur brillante durant ce combat naval. Sa conduite pendant le voyage de France en Égypte, et dans la direction du débarquement des troupes près d'Alexandrie, avait fait connaître son active intelligence et la fermeté de son caractère. Il n'aurait pas été vaincu si Nelson n'avait pas été son adversaire.

En apprenant les résultats de la bataille d'Aboukir on crut dans toute l'Europe que les Français allaient entrer en négociation pour obtenir la permission et les moyens de retourner dans leur patrie en offrant d'évacuer la riche contrée qu'ils venaient de conquérir. Mais Bonaparte, qui était déjà maître de toute la Basse-Égypte et d'une grande partie de la Haute, avait un caractère trop ferme et trop énergique pour abandonner sa conquête et pour consentir à passer sous le joug des Anglais.

Cette noble résolution sauva l'Égypte dans cette circonstance et rendit à peu près nulles et illusoires les conséquences de la victoire remportée par les Anglais dans la journée du 1er août.

Au moment de mettre le pied sur le sol égyptien,

Bonaparte avait annoncé, au nom du gouvernement français, par une proclamation datée du 1er juillet, que la France, ancienne alliée de la Porte ottomane, envoyait des troupes en Égypte, non pour détruire, mais plutôt pour affermir la domination du Grand-Seigneur, et que son but était de punir les Mamelouks devenus, par usurpation, maîtres de cette belle contrée. « Ceux-ci, depuis plus d'un siècle, n'avaient cessé, disait-il, d'entraver les relations commerciales de la France en Égypte et de persécuter les négociants français. »

Comme, pour des griefs semblables, on avait vu que la Porte ottomane avait souffert plusieurs fois, sans faire de réclamations, le bombardement d'Alger et de quelques autres ports des régences barbaresques, on espérait qu'elle montrerait une égale indifférence au sujet d'une expédition dont le prétexte était le châtiment des Mamelouks, qui, pour leur conduite indépendante et souvent séditieuse, étaient en horreur au ministère ottoman.

Mais l'Égypte était aux yeux de la Porte un objet bien autrement important que tous les états barbaresques. Les tributs de la vallée du Nil, les denrées et les présents qu'on en tirait, servaient à enrichir le trésor public et plusieurs des principaux personnages du sérail. L'Angleterre, l'Autriche et la Russie, qui étaient alors en guerre avec la république française, se concertèrent et réunirent leurs efforts pour faire entendre au sultan Sélim que, pour défendre ses intérêts souverains et pour venger sa dignité outragée, il devait à l'instant déclarer la guerre à la France. Elles promettaient à ce monarque que, dans le cas où il prendrait cette noble résolution, il serait assisté immédiatement par les flottes et les armées de ces trois grandes puissances.

Poussé à la guerre par son entourage personnel dans le sérail, et par les instances des représentants de la Russie, de la Grande-Bretagne et de l'Autriche, le sultan Sélim eut beaucoup de peine à se décider à déclarer la guerre à la France, qu'une alliance non interrompue attachait depuis plusieurs siècles à sa dynastie impériale, et pour laquelle il entretenait lui-même, depuis sa première jeunesse, des sentiments d'estime et d'affection. Il résista long-temps aux sollicitations pressantes qui avaient pour but de l'entraîner à la guerre. Mais, apprenant la nouvelle de la destruction complète de la flotte française dans la rade d'Aboukir, il crut que l'armée française et son chef étaient perdus, et céda enfin aux conseils des ennemis de la France.

Cependant ce ne fut qu'au 1er septembre, c'est-à-dire deux mois après l'arrivée des Français sur le territoire égyptien, que la Sublime-Porte fit publier à Constantinople sa déclaration de guerre contre la république française.

Le chargé d'affaires de France (M. Ruffin) fut immédiatement arrêté et enfermé dans le château des Sept-Tours, avec les secrétaires et employés de sa légation. Les propriétés de tous les Français en Turquie furent confisquées et vendues; leurs personnes furent conduites et détenues dans les bagnes pour y être traitées comme des criminels.

Ce dernier trait est honteux pour les ambassadeurs qui avaient réussi à faire déclarer la guerre à la France. On réclamait depuis long-temps contre l'usage des Turcs, d'enfermer, en cas de guerre, les ambassadeurs dans le château des Sept-Tours, et de placer dans les bagnes, pour être assujettis à des travaux pénibles, les sujets de la puissance déclarée ennemie. Les trois gran-

des cours alliées avaient pu entraîner le sultan Sélim à déclarer la guerre aux Français; il leur aurait été facile d'obtenir de ce monarque civilisateur l'abandon d'un usage barbare qui fut aboli quelques années après, par suite des représentations des ambassadeurs de France et d'Angleterre.

Apprenant que des armées turques se rassemblaient en Syrie pour venir attaquer les Français en Égypte, et désirant reconnaître par lui-même les provinces syriennes, afin d'en apprécier les ressources, et de s'assurer s'il pourrait exécuter plus tard par cette voie son projet d'invasion des possessions anglaises de l'Indostan, Bonaparte prit la résolution hardie de se porter dans la Palestine avec un tiers de son armée. Les Mamelouks venaient de se soumettre; leur chef, Mourad-Bey, avait été admis au nombre des alliés et des serviteurs de la France, et avait consenti à accepter au nom de la République française le commandement d'une partie de la Haute-Égypte.

Ce fut le 22 décembre 1798 qu'une petite armée française de 12 000 hommes quitta l'Égypte, sous les ordres directs du général Bonaparte, pour pénétrer dans la Syrie. Elle traversa le désert entre Salahié et El-Arich, et entra à Khan-Younis, premier village syrien.

Arrivé à Gaza, Bonaparte rencontra une armée turque qui s'y trouvait rassemblée; l'attaquer, la vaincre et la mettre en déroute, furent pour les Français l'affaire de quelques instants. Gaza cessa toute résistance à la suite de cette bataille et se soumit au vainqueur.

Une plaine aréneuse, dont les sables mobiles sont

souvent agités par le vent, sépare Gaza du village d'Esdod et de la petite ville de Ramlé.

Les Français eurent de grands obstacles à vaincre pour traverser cet espace avec leur artillerie de campagne et leurs voitures d'équipages.

L'armée envahissante s'arrêta le premier jour à Esdod, anciennement Azot; le second jour à Ramlé, sur la route de Jaffa à Jérusalem, le troisième jour à Lydda, et se présenta le quatrième jour devant la place de Jaffa.

Au lieu de se soumettre à la sommation du général Bonaparte, les défenseurs de Jaffa prirent la résolution de résister. Mais, attaquée vigoureusement par les soldats français, qui escaladèrent les murailles, peu hautes et mal flanquées, cette place fut emportée d'assaut et livrée au pillage.

Arrivés à Kacoun le lendemain de la prise de Jaffa, les Français eurent, sur la route du Mont-Carmel, à combattre et à repousser un corps de Naplousins. Venus de l'autre versant de l'Anti-Liban, ces hommes belliqueux, qui professent la religion musulmane, avaient cru pouvoir arrêter l'armée d'invasion. Battus et dispersés, ils remontèrent précipitamment la chaîne et rentrèrent en désordre et découragés dans leurs villages montueux.

Après s'être élevée sur les cols du Mont-Carmel, l'armée française déboucha par Sabarin et entra dans la plaine de Caïffa; cette plaine se courbe jusqu'à la ville de Saint-Jean-d'Acre, et sépare l'Anti-Liban du Mont-Carmel, qui est un des grands contre-forts de cette chaîne.

Caïffa, mal fortifiée et dominée de toutes parts, fut

abandonnée aux Français; ceux-ci s'empressèrent de se diriger vers Saint-Jean-d'Acre, dont ils opérèrent l'investissement du côté de terre.

Soumise à Dgezzar-Pacha, gouverneur, à cette époque, de toute la Palestine, la ville d'Acre avait reçu tout récemment des troupes nizam-gédittes, venant de Constantinople. L'amiral anglais sir Sidney Smith, instruit de la prochaine arrivée des Français, avait débarqué dans cette place un détachement considérable de matelots et de canonniers anglais. Il avait engagé un colonel français émigré, Phelipeaux, à en diriger la défense.

Les murailles de Saint-Jean-d'Acre, du côté de terre, étaient hautes et très solides; une grosse tour massive et très difficile à entamer était le principal appui du front d'attaque. Les Français, dont la grosse artillerie avait été prise par les Anglais dans sa traversée par mer, n'avaient à leur disposition que quelques pièces de campagne et une quantité de poudre insuffisante pour pouvoir employer la mine contre des murailles vieilles et très épaisses.

Afin de couvrir le siége, Bonaparte avait détaché de son armée deux petits corps destinés à occuper, l'un la plaine qui environne le Mont-Thabor, avec ordre de garder les débouchés de la vallée du Jourdain, et d'éclairer la route de Damas; l'autre devait se rendre au bourg fermé de Tyr. Ce dernier corps était spécialement chargé d'éclairer la route de Seyde (Sidon), et de garder les débouchés de la Célésyrie.

Aucun obstacle n'arrêta la marche des troupes destinées à occuper le bourg de Tyr; mais l'autre corps rencontra dans l'exécution de ses ordres de grandes dif-

ficultés qu'il parvint à surmonter par des prodiges de valeur.

Un carré de 350 Français arrêta devant Loubi une immense colonne de cavalerie turque, venue de Damas, la défit complétement et lui enleva tous ses drapeaux; 20 000 Musulmans furent battus et dispersés à Cana par une faible division de 2 000 Français.

Réunis au pied du Mont-Thabor, 4 000 Français battirent et mirent dans une déroute complète, le 15 avril 1799, une masse de 50 000 fantassins et cavaliers musulmans, qui, croyant marcher à une victoire facile et certaine, étaient accourus de toutes parts pour reconquérir l'Egypte et la piller. Le général Junot se distingua dans cette affaire par sa bravoure héroïque, et conduisit lui-même avec une audace intelligente les colonnes d'attaque contre les Turcs.

Les travaux du siége de Saint-Jean-d'Acre furent conduits avec beaucoup de courage et d'habileté, malgré la faiblesse des moyens d'attaque dont l'armée assiégeante pouvait disposer. Des ouvrages nommés *cavaliers* furent construits, afin de dominer les parties basses des remparts de la ville. Des batteries de 12, servies avec activité, et dirigées avec une grande dextérité, parvinrent à écrêter les parapets, et à entamer une partie des murailles, sans pouvoir établir des brèches praticables.

Le colonel émigré qui dirigeait les opérations de la défense s'empressait de faire réparer le dommage causé par l'artillerie française, et exigeait de fréquentes sorties pour arrêter ou détruire les travaux ennemis. Il imagina de faire usage de lignes de contre-approche. Leur construction procurait aux Turcs le moyen de bien apercevoir et défendre le pied des murailles, de faciliter

les sorties, et de battre, par des feux de flanc et de revers, les colonnes qui montaient à l'assaut (1).

Le dévoûment des soldats de l'armée assiégeante fut admirable pendant toute la durée du siége. Plusieurs assauts par escalade furent donnés sans succès. Le courage et le moral des soldats français ne furent pas ébranlés par ces revers.

Les maladies commençaient à exercer des ravages; les vivres devenaient rares et difficiles à obtenir; le bruit courait qu'une armée ottomane formidable allait être débarquée sur les côtes d'Egypte par les soins des Anglais. Il fallut songer à lever le siége, et à abandonner la Syrie pour coopérer à la défense du littoral égyptien.

Le mouvement rétrograde de l'armée française commença le 21 mai. La peste se déclara pendant la marche, et causa de grandes pertes.

Cherchant à relever le courage de ses soldats abattus par cette maladie si prompte et si destructive dans son action, Bonaparte fit répandre le bruit que la cause de cette mortalité n'était pas la peste, mais une fièvre inflammatoire non contagieuse. Afin de confirmer cette rumeur, il toucha lui-même publiquement les soldats pestiférés qui se trouvaient dans l'hôpital de Jaffa.

Ne voulant laisser aucun soldat derrière eux à cause de la cruauté connue des Arabes, et des tourments qu'ils infligeaient à leurs prisonniers de guerre avant de les mettre à mort, le général en chef, et la plupart des autres généraux et des officiers supérieurs de l'armée, descendirent de cheval pour y placer les malades et les

(1) Accablé par les chaleurs et la fatigue, le colonel Phelipaux tomba malade et mourut avant la levée du siége.

blessés, et suivirent modestement à pied la marche des colonnes. Nous avons cru devoir entrer dans ces détails parce que quelques écrivains anglais ont poussé la haine nationale et l'injustice jusqu'à accuser les officiers français et leur chef d'avoir négligé et abandonné leurs malades, et d'avoir eu l'idée de les empoisonner par l'opium.

Rentré en Egypte, Bonaparte s'occupa de donner une bonne organisation à l'administration intérieure. Il adopta pour la perception des impôts des mesures conformes aux anciens usages, et soumit les percepteurs, presque tous Coptes, au contrôle de quelques agents supérieurs français. La direction des affaires des communes resta, comme auparavant, sous la surveillance des corporations municipales. Les chefs des districts furent choisis parmi les musulmans. Les fellahs ou cultivateurs, qui professent presque tous la religion mahométane, furent traités avec une douceur et une impartialité qu'ils n'avaient jamais connues sous leurs anciens maîtres.

L'exercice de la religion mahométane fut libre et protégé. On donna à entendre aux habitants du pays qu'admirateurs du prophète Mahomet et de l'Alcoran, les Français venus en Egypte seraient assez disposés à embrasser l'islamisme lorsqu'ils auraient acquis une connaissance plus approfondie de ce livre sacré, et la certitude de la supériorité de sa morale. Les lois du pays furent conservées, et leur application à l'égard des mahométans resta exclusivement entre les mains des cadis. Les Français de toute classe furent provisoirement soumis à la législation militaire qui régissait les armées françaises.

Les dociles Egyptiens se soumirent sans répugnance à la nouvelle domination étrangère. Une conspiration our-

die par des Turcs et par des descendants de Turcs éclata au Caire. Mais, n'ayant aucun appui dans la population indigène, elle fut promptement étouffée.

Quelques troupes de Bédouins osèrent pénétrer dans la vallée du Nil, plutôt pour piller les habitants que pour inquiéter les Français. Mais, sachant appliquer à chaque mal le remède convenable, le général Bonaparte créa aussitôt des compagnies de dromadaires, qui, par la vitesse des chameaux de cette espèce, atteignaient les Bédouins, et les exterminaient sans pitié ou les repoussaient dans le désert. Ils en eurent bientôt délivré le pays.

L'Egypte était devenue en onze mois une contrée tranquille et florissante; de nouvelles cultures y avaient été essayées; les arts de l'Europe commençaient à s'y introduire. Possesseurs par droit de conquête des fiefs, des timars, et de toutes les propriétés rurales qui avaient appartenu aux Mamelouks, ayant le droit de lever sur tous les produits agricoles et manufacturiers la dîme exigée par les lois de la Turquie et fondée sur les prescriptions de l'Alcoran, les Français avaient un revenu plus que suffisant pour couvrir toutes les dépenses de l'entretien et de la solde des troupes, et celles de l'administration civile. Ils auraient pu faire, dans les premiers temps, des remises assez considérables en France, si des invasions étrangères n'avaient pas troublé la paix de l'Egypte, et n'avaient occasionné des frais extraordinaires.

Ce ne fut que le 25 juillet 1799 que la grande expédition turque qui avait été annoncée depuis long-temps, et qui avait été un des principaux motifs de la levée du siége de Saint-Jean-d'Acre et de l'abandon de la Syrie,

se montra dans les parages de l'Egypte, opéra son débarquement sur la plage d'Aboukir, et s'empara du fort.

A cette nouvelle, Bonaparte s'empressa de quitter le Caire, où était alors son quartier général, et marcha droit à l'ennemi. Il arriva le premier jour à Ouardan, le lendemain à Terraneh, le jour suivant à Chabour, et un jour après à Ramanieh.

C'est là qu'il réunit, au nombre de 8000 hommes, les troupes françaises répandues dans le Delta ou sur les côtes de la mer.

A Birket, qui est le point de jonction des deux routes d'Alexandrie et d'Aboukir, Bonaparte s'arrêta dans l'intention d'attendre et de combattre les troupes ennemies. Mais celles-ci, au lieu d'avancer, se couvraient de retranchements.

Voyant leur immobilité dictée par la crainte, le chef de l'armée française se porta en avant, après avoir pris la précaution de laisser une division à la passe du lac Madieh pour couvrir Alexandrie. Parcourant lui-même la chaussée qui conduit à Aboukir entre le lac Madié et le lac Maréotis (1), il ne tarda pas à se trouver en face des Turcs, acculés au fond de la péninsule.

Ceux-ci formaient trois lignes qui étaient trop éloignées l'une de l'autre pour s'appuyer mutuellement. La plus avancée se trouvait à 2200 mètres en avant du fort d'Aboukir; la seconde, à 1200 mètres derrière la première; la troisième, dans le voisinage immédiat de cette forteresse. Leurs ailes étaient couvertes par les lacs et par la mer.

(1) Le lac Maréotis est entièrement desséché depuis longues années, par l'ensablement du canal qui l'alimentait.

Ayant disposé sa petite troupe en colonnes, Bonaparte attaqua successivement les trois lignes ennemies. Promptement enfoncée, la première se retira précipitamment, et dans le plus grand désordre, sur la seconde, et y porta la confusion et le découragement.

Ayant perdu plus de 3000 hommes dans cette lutte et pendant leur fuite désordonnée, les Turcs, arrivés autour du fort, ne présentaient plus que l'image d'une immense cohue entassée sans ordre, effrayée, et incapable d'obéir à la voix et au commandement des chefs.

Une charge générale, commandée à l'instant par Bonaparte, eut le succès le plus complet. Deux mille Turcs furent tués, trois mille furent faits prisonniers. Le reste, poussé jusqu'à la mer, ne demanda pas à capituler. Ces malheureux, cherchant à gagner à la nage leurs bâtiments mouillés dans la rade, périrent presque tous. En moins de deux heures il ne resta dans la péninsule d'Aboukir aucune trace de cette armée ottomane, qui était forte de 20 000 hommes au moment de son débarquement.

Dans cette bataille décisive, si glorieuse pour les Français, ceux-ci ne perdirent que 150 soldats. Toute l'artillerie et les bagages des Turcs tombèrent en leur pouvoir.

Mais de grands événements survenus en Europe rappelèrent bientôt Bonaparte en France. Se dérobant secrètement à son armée, afin que le moment de son départ fût ignoré des Anglais, il quitta l'Égypte le 22 août sur une frégate qui relâcha en Corse, et arriva plus tard dans le port de Fréjus (1). Ayant eu le bon-

(1) Bonaparte avait ramené avec lui, en quittant l'Égypte, son chef d'état major, Berthier, ses aides-de-camp, plusieurs généraux qui lui étaient dé-

heur d'échapper aux croisières ennemies qui surveillaient les côtes de l'Égypte et celles de la Provence, il fut admis immédiatement en libre pratique tant en Corse qu'en France par une infraction des lois sanitaires.

Depuis le départ de Bonaparte pour l'Égypte, la France, mal gouvernée par le directoire exécutif, avait éprouvé de grands revers. L'Italie tout entière était retombée sous la domination de ses anciens maîtres; la république cisalpine avait disparu; Gênes était assiégée par les Autrichiens; le Piémont avait secoué le joug et proclamé son indépendance; les cantons helvétiques étaient devenus hostiles; le drapeau blanc des Vendéens avait été arboré dans les départements de l'Ouest. Le plus grand désordre régnait dans les finances; les troupes françaises manquaient de solde, de nourriture et d'habillement, et, ce qui était le comble du scandale, les fournisseurs, enrichis aux dépens du soldat, étalaient insolemment et impunément à Paris, aux yeux du public irrité, un luxe excessif, et affichaient des prétentions aristocratiques.

Dans cette position malheureuse et avilissante, les Français de toute classe faisaient des vœux pour le retour du grand capitaine qui avait porté si haut la gloire nationale par ses victoires. La supériorité de son génie, l'énergie de son caractère, l'étendue de ses lumières, le faisaient considérer comme le seul homme capable à cette époque de rendre à la France sa gloire et son repos.

Favorisé par l'opinion publique, Bonaparte, aussitôt après son arrivée à Paris, tenta de renverser le gou-

voués, et quelques membres distingués de l'Institut d'Égypte, entre autres Monge et Berthollet. Cet institut s'est immortalisé par ses grands et utiles travaux scientifiques et littéraires.

vernement directorial et ses partisans, et eut un plein succès dans cette entreprise audacieuse. Nommé premier consul, il prit dans toutes les affaires les droits d'initiative et la direction supérieure; les deux autres consuls ne furent que ses assistants. Un corps législatif fut chargé de faire les lois sans les discuter, et un tribunat eut pour attributions spéciales de discuter les projets de lois présentés par les consuls. Un sénat dit conservateur devait veiller au maintien de la constitution, et pouvait prendre des arrêtés qui avaient force de loi lorsqu'il s'agissait des grands intérêts de l'état ou de la conservation des statuts constitutionnels.

Représentant la France aux yeux des étrangers, et investi du droit souverain de faire la paix et la guerre, n'ayant à craindre aucune opposition dangereuse de la part des principaux corps qu'il avait créés pour se contrôler mutuellement, le premier consul de la république française avait un pouvoir plus étendu et plus réel que celui dont jouissaient les rois constitutionnels de l'Europe.

Sous son administration vigoureuse et intelligente, le bon ordre reparut; la pénurie du trésor public cessa; les armées furent payées et bien nourries; la Vendée fut calmée; les dilapidateurs reçurent le châtiment qu'ils avaient mérité, et la France se montra calme et contente après avoir été malheureuse et vivement agitée.

Un coup hardi, savamment combiné et audacieusement exécuté, rendit en peu de semaines à la France ses anciennes conquêtes d'Italie. Après dix-huit mois de combats malheureux, les Français avaient été acculés sur le Var, et défendaient difficilement les anciennes frontières de la France. Bonaparte passe le mont Saint-Bernard avec une armée de 40 000 hommes, presque

tous jeunes soldats, tombe sur les derrières de l'armée autrichienne, coupe sa ligne d'opérations, et obtient par la victoire de Marengo la rétrocession des provinces italiennes acquises par la France dans le traité de Campo-Formio.

En partant pour la France, Bonaparte avait confié au général Kléber le commandement en chef de l'armée française d'Égypte. Habile capitaine et sage administrateur, Kléber était l'homme qui convenait pour ce commandement important.

Mais le départ de Bonaparte avait découragé les troupes. Une armée considérable, commandée par le grand-visir Kior-Méhemet-Pacha, traversait la Syrie pour attaquer les Français; les secours de France envoyés à Alexandrie n'avaient pas pu parvenir et avaient été interceptés par les croisières anglaises. Le retour en France était devenu le sentiment dominant dans l'armée française d'Égypte.

Dans ces circonstances, sir Sidney Smith, commandant la station navale britannique dans ces mers, entra en négociations avec le général Kléber pour l'évacuation de l'Égypte, sous la condition spéciale que, transportés en France aux frais de l'Angleterre, les soldats français ne seraient pas traités comme prisonniers de guerre, et pourraient prendre part immédiatement aux opérations actives des autres armées nationales.

Mais le cabinet britannique, qui craignait que l'armée française d'Égypte, composée en grande partie de glorieux vétérans de l'armée d'Italie, ne changeât entièrement la face des affaires, soit dans la péninsule italienne, soit en Allemagne, et qui espérait que l'armée du grand-visir, forte de 80 000 hommes, serait suffisante pour opérer la libération de la vallée du Nil, refusa de

ratifier le traité provisoire qui avait été conclu entre le général Kléber et le commodore sir Sidney Smith. Ce dernier fut chargé par l'amiral lord Keith, au nom du gouvernement anglais, d'exiger que les soldats français, en abandonnant l'Égypte, se soumissent à être traités sur le pied des prisonniers de guerre.

Indigné de cette proposition, Kléber, en annonçant à ses soldats les négociations et leur résultat, leur adressa ces paroles mémorables : « Soldats! à des demandes aussi insolentes on répond par des victoires! »

L'armée ottomane s'avançait vers le Caire. Le général Kléber concentra ses forces, marcha au devant des Turcs avec 10 à 12 000 hommes, et les rencontra à Héliopolis.

Nous allons présenter quelques détails sur cette bataille, qui eut lieu le 20 mars 1800.

Marchant en personne contre l'Egypte à la tête de 80 000 hommes, le grand-visir Yousouf-Méhémet-Kior-Pacha (1) croyait aller à une conquête certaine. Ayant traversé sans obstacle l'isthme de Suez, il s'était dirigé vers le Caire, et avait pris position à Héliopolis.

Plein de confiance dans le courage et la discipline de ses troupes, Kléber, qui n'avait pu réunir que 10 000 hommes autour de lui, n'hésita pas à marcher contre l'armée ottomane, huit fois plus nombreuse que la sienne. Arrivé sur la chaussée d'El-Matarieh, il fit aussitôt ses dispositions d'attaque, et divisa son armée en quatre carrés, qui furent placés de manière à former entre eux un grand rectangle. La cavalerie marchait en colonnes au milieu des quatre carrés. L'artillerie légère était placée dans les intervalles; l'artillerie de ligne se

(1) Kior veut dire *borgne*. Ce visir avait perdu un œil dans la guerre précédente contre la Russie.

trouvait sur leurs flancs; des pelotons de grenadiers doublaient les angles. Une réserve, placée en seconde ligne, consistait en un seul carré de deux bataillons.

La longue ligne des Turcs s'étendait entre le village d'El-Marek et celui de Céricar.

Le combat s'engagea lentement, parce que les gerçures causées dans le sol par la chaleur ralentissaient la marche des chevaux.

La cavalerie nombreuse de l'armée ottomane, ayant reçu l'ordre d'opérer une charge générale, entoura tout à coup sur ses quatre faces le rectangle formé par les carrés français. Mais, repoussés avec une grande perte, les cavaliers turcs disparurent en un clin d'œil, et ne se rallièrent que difficilement et partiellement sur la route de Syrie. L'infanterie ottomane suivit à l'instant le mouvement rétrograde de sa cavalerie.

Les fuyards de l'armée du grand-visir avaient pris position à Salahieh. Atteints dans cette ville, le 24 mars, par les Français, qui les avaient suivis en ordre, et avec les mêmes dispositions de combat, depuis l'affaire d'Héliopolis, les Turcs éprouvèrent une nouvelle défaite, plus sanglante et plus décisive que la première. Elle mit fin à l'existence de l'armée ottomane destinée à reconquérir l'Egypte.

Le grand-visir repassa honteusement le désert, n'emmenant avec lui que 500 soldats pour lui servir d'escorte, et abandonna aux vainqueurs soixante pièces de canon et tous les équipages de l'armée.

Toutes les opérations offensives cessèrent de la part des Ottomans. Le grand-visir retourna à Constantinople, et les Français furent laissés par la Porte dans la tranquille possession de la vallée du Nil. Les Mameloucks restèrent fidèles à leurs engagements.

Mais le vainqueur d'Héliopolis périt, le 14 juin, par le fer d'un assassin fanatique (1). Le général Menou, son successeur par droit d'ancienneté, n'avait pas le génie et la prévoyance de Bonaparte, ni l'activité intrépide et intelligente de Kléber. Les soldats n'avaient aucune confiance en lui. Il était devenu ridicule à leurs yeux en embrassant l'islamisme non par politique ni pour gagner la confiance des indigènes, mais par le seul motif de pouvoir épouser une jeune musulmane qui refusait d'unir son sort à celui d'un chrétien.

Voyant les Français en possession tranquille de l'Egypte avec l'intention formelle de s'y établir d'une manière permanente, le gouvernement anglais se vit contraint à faire lui-même une grande expédition pour les en chasser. Vingt mille soldats anglais furent destinés à opérer un débarquement dans le voisinage d'Alexandrie, tandis qu'un autre corps de huit à dix mille hommes, partant de l'Indostan, devait faire une diversion dans la mer Rouge, débarquer à Kosséir, se porter rapidement sur Kéneh, et prendre à revers l'armée française. Mais ces mouvements, commencés à 3000 lieues de distance l'un de l'autre, et ayant pour obstacles la traversée de tant de mers et la contrariété des vents, ne pouvaient pas être exécutés d'une manière prompte et simultanée.

Si le général Menou, au lieu de diviser ses troupes et d'en laisser une partie au Caire, avait réuni tous ses corps disponibles, il aurait pu tomber avec des forces supérieures, d'abord sur les Anglais, débarqués près d'Alexandrie, contre lesquels sa cavalerie, organisée et équipée

(1) Cet assassin, nommé Soleyman-El-Haliby, fut condamné, d'après les lois du pays, à mourir par le pal et à avoir la main droite brûlée. Quelques ouléma convaincus de complicité eurent la tête tranchée.

dans le pays, lui donnait de grands avantages, attendu que ses adversaires n'en avaient pas. Après avoir vaincu ce corps ennemi, Menou aurait eu le temps de marcher sur l'autre armée anglaise venant de l'Inde, et de l'écraser dans les défilés nombreux de la vallée supérieure du Nil, ou dans ceux de la route encaissée de Cosséir à Kéneh.

Aucune résistance suffisante ne fut opposée au débarquement des Anglais dans la rade d'Aboukir.

Quoique bien inférieurs en nombre à leurs adversaires, les Français furent au moment de remporter la victoire à Aboukir, le 21 mars 1801; mais une charge intempestive de la cavalerie française, dans laquelle le général en chef de l'armée anglaise, sir Ralph Abercromby, fut tué, leur fit perdre la bataille. Au lieu d'être tenus en réserve pour un moment décisif et pour prendre en flanc les colonnes anglaises dans leur marche en avant, les cavaliers français furent lancés au commencement de l'action, contre des troupes qui n'avaient pas encore été ébranlées par le feu de l'artillerie.

Après la bataille du 21 mars 1801, une autre défaite due à l'impéritie de Menou fut éprouvée par les Français le 9 avril, près de Ramanieh.

Après leur victoire les Anglais portèrent leur attention sur le siége d'Alexandrie. Cette place avait été mise dans un bon état de défense; entourée par la mer et par des lacs, elle ne pouvait être abordée que difficilement sur des espaces désavantageux et peu étendus.

Mais cette place n'était pas suffisamment approvisionnée; elle ne pouvait recevoir aucun secours, ni par terre ni par mer.

Les attaques partielles des ingénieurs anglais furent

dirigées avec peu d'habileté. Leur plus grande opération durant le siége fut de pratiquer une large brèche dans un des murs latéraux du canal d'Alexandrie.

Pendant ce temps les Turcs s'étaient avancés vers le Caire, où le général français Béliard avait été laissé avec une forte division. Brave et déterminé comme Kléber, Béliard quitta précipitamment la capitale de l'Égypte pour marcher contre l'armée ottomane. Se souvenant d'Héliopolis, les Turcs s'étaient déjà repliés vers Salahieh.

Mais, ayant à craindre le mouvement général des troupes anglaises et turques, et menacé d'être attaqué sur ses derrières par le corps britannique qui devait débarquer à Cosséir, le général Béliard regarda sa position comme n'étant pas tenable. Il avait eu la noble idée de faire sa jonction avec les troupes françaises réunies à Alexandrie, et de réparer ainsi la faute commise par le général en chef Menou. Mais ne recevant de ce dernier aucune instruction précise ni aucune promesse de coopération dans l'acte d'attaquer et de percer la ligne anglaise, il se vit contraint de capituler, sous la condition spéciale que, ramené en France avec sa division, il aurait le droit de prendre part immédiatement aux entreprises des autres armées nationales.

Le Caire fut livré aux Turcs et aux Anglais le 27 juin 1801.

Ce fut après un blocus de quatre mois et demi que la garnison d'Alexandrie consentit à capituler le 2 septembre 1801, à condition que les Anglais se chargeraient de la transporter et débarquer en France sans qu'elle pût être considérée et traitée comme prisonnière de guerre.

Que de sang et quelles dépenses immenses le cabinet britannique aurait pu s'épargner s'il n'avait pas rejeté dans l'année précédente la convention d'El-Arisch, arrêtée

entre le général Kléber et le commodore sir Sidney Smith !

Le corps anglais venu de l'Inde par la mer Rouge ne fit son débarquement que deux mois après l'arrivée des troupes britanniques envoyées directement d'Angleterre. Cette circonstance prouve qu'en réunissant toutes ses forces disponibles, comme avait fait Bonaparte avant la bataille d'Aboukir, et Kléber avant celle d'Héliopolis, le général Menou, maître du pays, et ayant à sa disposition une excellente cavalerie, pouvait écraser successivement les deux corps anglais et l'armée du grand-visir, dont les mouvements mal combinés n'avaient ni ensemble ni liaison. Lord Hutchinson, successeur de sir Ralph Abercromby, reconnut lui-même que ce fut aux mauvaises dispositions du général Menou que la France avait dû alors la perte de l'Égypte.

Reconnaissant la beauté et les immenses ressources de l'Égypte, et l'avantage de sa position entre la mer de l'Inde et la Méditerranée, les Anglais désiraient beaucoup conserver cette riche province que le sort de la guerre avait fait tomber entre leurs mains; mais leurs désirs à ce sujet se trouvaient entravés par leur alliance politique avec la Porte, par la présence d'une armée ottomane et par la crainte d'une intervention de la part de l'Autriche et de la Russie. Ils cédèrent à regret, et rendirent l'Égypte aux Turcs.

Mais avant de leur faire cette remise, qui eut lieu le 17 mars 1803, c'est-à-dire vingt mois après la capitulation d'Alexandrie, ils eurent le soin d'exciter et d'entretenir la mésintelligence entre les Osmanlis et les Mamelouks. Ils espéraient que, redevenus maîtres de l'Égypte, les Mamelouks, persécutés par les Turcs, se mettraient sous la protection de l'Angleterre et lui seraient entièrement dévoués.

En effet l'armée anglaise avait à peine quitté l'Égypte

que la plus violente animosité éclata entre les Mamelouks et les troupes du Grand-Seigneur. Beaucoup plus nombreux que les Mamelouks, les Albanais, qui composaient la principale force de l'armée ottomane en Égypte, conservèrent Alexandrie, tout le Delta et le Caire, et forcèrent les anciens maîtres du pays à se retirer dans la partie supérieure de la vallée du Nil.

Après de nombreux combats partiels et décousus, dans lesquels les Mamelouks, qui avaient été considérablement affaiblis dans leur lutte contre les Français, éprouvaient fréquemment des revers, Mehemed-Ali, chef des Albanais, et chargé provisoirement du gouvernement de l'Égypte, leur proposa de faire la paix à des conditions favorables, et invita leurs chefs et tous leurs principaux officiers à se rendre auprès de lui pour arrêter les bases de cet arrangement pacifique.

Nous avons fait connaître plus haut par quels moyens perfides le pacha Mehemed-Ali parvint à se défaire des principaux beys mamelouks. Sans chefs, sans officiers, sans système d'ensemble, les Mamelouks des provinces s'enfuirent précipitamment au delà de Siouth, dans la Haute-Égypte, et perdirent complétement leur pouvoir et leur influence. Les localités leur permirent de se tenir réunis pendant quelque temps dans cette partie supérieure, étroitement encaissée, de la vallée du Nil. Mais du moment que Mehemed-Ali devint assez puissant pour rester pacha d'Égypte malgré les intrigues des ministres de la Porte et le mauvais vouloir des principaux personnages du sérail, les Mamelouks, poursuivis avec acharnement, disparurent entièrement. L'Égypte fut définitivement délivrée de la domination de ces aventuriers étrangers, qui pendant plus de huit siècles l'avaient tenue sous leur dépendance tyrannique.

Après l'évacuation de l'Égypte par les Français, le premier consul Bonaparte s'empressa de faire des démarches pour conclure la paix entre la France et la Sublime-Porte. Elle fut signée à Paris le 7 décembre 1801; mais les relations entre la France et la Turquie n'eurent plus pour base les attentions bienveillantes et la préférence que les Turcs montraient à l'égard des Français avant la guerre. La Porte se trouvait liée aux cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres par un double traité d'alliance offensive et défensive. Le temps seul pouvait affaiblir le ressentiment profond que l'invasion inattendue de l'Égypte, en 1798, avait fait naître dans le cœur du sultan Sélim et de ses sujets.

M. Ruffin sortit du château des Sept-Tours après la conclusion de la paix, et reprit ses anciennes fonctions de chargé d'affaires de France. Il fut remplacé quelque temps après par le général Brune, qui arriva à Constantinople en qualité d'ambassadeur de la république française. Resté comme conseiller d'ambassade auprès du nouveau représentant de la France, M. Ruffin, qui avait une longue expérience des affaires d'Orient, se rendit utile par ses sages conseils et sa prudence.

Par le traité d'Amiens, en 1802, la Porte fut déclarée protectrice de la nouvelle république de Sept-Iles. Cette disposition était fort sage; l'intérêt de l'Autriche et de la France exigeait qu'elle fût respectée, afin d'empêcher que l'Angleterre ne devînt maîtresse de l'entrée de la mer Adriatique en s'emparant de l'île de Corfou.

Mais des désordres furent excités dans les îles Ioniennes : l'empereur de Russie, comme chef de la religion grecque, demanda et obtint la protection de ce petit état, qui, nouvellement créé, était trop faible pour se régir et se soutenir par lui-même.

Cette protection devint incommode aux Russes, pour qui les îles Ioniennes n'avaient d'importance que comme moyen d'agression. Ils les cédèrent à la France en 1807, par le traité de Tilsit.

Les îles Ioniennes passèrent en 1814 sous la protection de la Grande-Bretagne. Cette puissance maritime, possédant à la fois la rade et la forte citadelle de Corfou, ainsi que l'île de Malte, tient entre ses mains les deux clefs principales des mers du Levant et de la mer Adriatique. Elle peut en même temps, par le moyen de Zante et de Céphalonie, maîtriser le golfe de Patras et la partie occidentale du nouveau royaume de la Grèce.

Telle a été la funeste conséqucnce du traité de Campo-Formio, qui avait fait disparaître l'ancienne république de Venise. Tel a été le résultat de l'ambition des puissances alliées réunies au congrès de Vienne. Travaillant à s'agrandir aux dépens des faibles, avec une avidité effrénée, elles ne pensèrent pas à s'opposer à l'agrandissement de la Grande-Bretagne, qui, dans cette lutte de spoliateurs, exigeait une indemnité pour les nombreux sacrifices qu'elle avait faits, disait-elle, dans l'intérêt de la cause commune.

Après la paix de 1802, la Porte resta sous l'influence des cabinets de Saint-Pétersbourg, de Londres et de Vienne, que l'expédition française d'Egypte avait rendus ses alliés.

La cour de Russie, dont l'ascendant sur les Grecs s'accroissait de jour en jour, donnait de vives inquiétudes, et choquait l'orgueil ottoman par le ton fier et menaçant de ses notes diplomatiques. Le cabinet de Vienne, plus modeste, donnait moins d'ombrage aux Turcs. L'Angleterre, qui n'avait jamais eu de démêlé avec la Turquie, et qui venait de lui rendre des services im-

portants, aurait été chérie par la Porte si elle s'était montrée moins zélée pour servir les vues et les intérêts du cabinet russe.

Les nouvelles relations de la France avec la Porte restèrent froides et peu importantes jusqu'au moment où Bonaparte, ayant fait sa paix avec toutes les puissances de l'Europe en qualité de premier consul de la république française, résolut de changer son titre et ses rapports personnels avec les autres souverains.

Cet homme, par l'ascendant de son génie, l'audace de ses entreprises et la fermeté de son caractère, avait vaincu les factions et arrêté l'anarchie.

Maître du trône, et pouvant y monter, Napoléon se fit empereur. Obligé d'effrayer des rivaux ambitieux qui avaient été ses égaux, et qui étaient devenus ses sujets, de contenir les factions, et d'occuper la nation française, que quinze années d'agitation avaient rendue excessivement remuante, il ne pensa qu'à obtenir une autorité puissante, et rechercha la guerre.

On cessa de faire retentir le mot de liberté aux oreilles des Français; mais on parvint à les séduire par les prestiges de la gloire militaire.

Au moment où Napoléon monta sur le trône, l'Autriche, la Prusse, le Danemarck, et tous les princes d'Allemagne, influencés par les circonstances, par le mauvais succès des luttes précédentes, et encore plus par les considérations de haine et de rivalité qui divisaient alors plusieurs de ces princes, aimèrent mieux reconnaître Napoléon Bonaparte comme empereur des Français que de recommencer la guerre. Les souverains du midi de l'Europe étaient trop faibles et trop isolés pour suivre une autre conduite; mais l'empereur de Russie et les rois d'Angleterre et de Suède refusèrent

de donner le titre de frère à un général audacieux qui, à peine assis sur un trône encore chancelant, annonçait publiquement qu'en cas de nouvelle guerre sa dynastie pourrait devenir bientôt la plus ancienne en Europe.

L'empereur Napoléon, désirant se faire reconnaître par la Sublime-Porte, chargea de cette affaire délicate le maréchal Brune, ambassadeur de France en Turquie. Mais ce dernier n'était pas propre à réussir dans cette négociation, qui demandait beaucoup d'adresse et de ménagement. Rompant souvent par une fougue déréglée, et par des actions ou des paroles imprudentes, les opérations diplomatiques de M. Ruffin, son conseiller d'ambassade, il pria, jura, menaça, fit semblant de partir, et s'éloigna pendant quelques jours de Constantinople. Comprenant enfin par les notes évasives de la Porte qu'il n'avait pas de réponses satisfaisantes à espérer, il renonça à son entreprise, et partit pour Paris le 13 décembre 1804.

Le gouvernement français, qui n'était pas intéressé à se brouiller avec la Turquie, avait ordonné à M. Ruffin de rester à Constantinople en qualité de chargé d'affaires dans le cas où le maréchal Brune serait forcé de revenir en France.

Mais la campagne de 1805 ajouta un nouvel éclat à la gloire militaire de Bonaparte, et changea l'état politique d'une partie de l'Europe.

La dissolution de l'empire germanique, et la sécularisation des principautés ecclésiastiques, avaient rendu l'Allemagne un vaste champ de spoliation où les cours prépondérantes de France, d'Autriche et de Prusse, en travaillant à faire leurs parts, s'efforçaient en même temps de favoriser leurs anciens et leurs nouveaux amis.

La France, amie alors de la Prusse, la soutenait, ainsi que la Bavière, dans leurs prétentions ambitieuses, et contrariait l'Autriche. Le cabinet de Vienne, sollicité par ceux de Saint-Pétersbourg et de Londres, et comptant sur l'assistance des armées russes, crut qu'il aurait plus à gagner par la guerre que par des négociations, et se déclara contre la France.

Dans cette lutte importante qui devait décider du sort de l'empire germanique, la Prusse n'écouta que ses intérêts du moment et son ressentiment contre l'Autriche, et resta neutre. La Bavière, plus animée que la Prusse dans sa haine contre la cour de Vienne, parce qu'elle avait plus de raison de la craindre, ne garda la neutralité que jusqu'au moment où elle dut se déclarer ouvertement en faveur de l'empereur Napoléon.

Les dispositions de la cour de Munich décidèrent de la campagne. Le général Mack, commandant en chef l'armée autrichienne, avait reçu l'ordre de se porter en toute hâte sur la Bavière, et de disposer ses troupes de manière à contenir les Bavarois. Cette position, quoique appuyée à droite sur le Danube, pouvait être tournée sur les derrières, et éloignait beaucoup trop les Autrichiens des Russes, qui s'avançaient à marches forcées au secours de leurs alliés.

Napoléon, qui avait des corps d'armée en Hollande et dans le Hanovre, et qui, sous le prétexte de l'expédition d'Angleterre, tenait réunis depuis deux ans, près de Boulogne, environ 100 000 hommes, que leur long séjour dans un camp, des exercices journaliers, et des manœuvres fréquentes, avaient complétement disciplinés et instruits, put sans perdre de temps diriger toutes ses forces contre l'armée de Mack avant que les Russes arrivassent à temps pour la secourir.

Il passa le Rhin près de Strasbourg avec une grande partie de ses forces, dirigea de suite des corps d'armée du côté de la Suisse et du Tyrol pour tourner le flanc gauche des Autrichiens, et ordonna à différentes divisions qui venaient de la Hollande et du Hanovre de traverser le Danube de manière à attaquer le flanc droit et les derrières de l'armée de Mack, qu'il faisait en même temps presser de front par des masses considérables.

Les ordres de Napoléon furent exécutés avec audace et promptitude. Les troupes autrichiennes, attaquées avec vigueur, furent battues, et bientôt cernées sur tous les points. Mack, déconcerté dans ses projets, se jeta dans Ulm, où il se vit bientôt réduit à capituler avec son armée. Les Bavarois se joignirent aux Français, et Vienne, n'ayant plus de défenseurs, fut obligée de se soumettre pour la première fois au joug des étrangers.

La bataille d'Austerlitz, où les Russes furent vaincus, et où l'infanterie française montra dans ses manœuvres l'habileté qu'elle avait acquise au camp de Boulogne, termina cette campagne, et décida de la paix entre la France et l'Autriche. La cour de Vienne ne l'obtint qu'avec de grands sacrifices. Les succès de cette guerre, et la formation de la confédération du Rhin, dont Napoléon devint le chef sous le titre de protecteur, accrurent la gloire et la puissance de ce monarque.

Ces grands événements firent une forte sensation sur le divan de Constantinople, et le disposèrent en faveur du chef du gouvernement français. Les Turcs apprirent avec le plus grand plaisir que les Russes avaient été vaincus à Austerlitz.

Napoléon, ayant humilié les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, parut trop grand aux yeux du sultan.

Sélim pour qu'il continuât à refuser de le reconnaître comme empereur. Galip-Effendi, qui occupa par la suite l'emploi important de réis-effendi, fut chargé, comme ambassadeur extraordinaire, d'aller féliciter l'empereur Napoléon sur son élévation au trône de France, et de lui assurer, suivant l'usage, qu'il pouvait compter sur le sincère attachement de son parfait et puissant ami, l'invincible empereur des Musulmans (1).

Cependant, la nouvelle paix de Presbourg ne paraissait pas pouvoir être de durée. Les Russes, vaincus, mais non affaiblis, continuaient à être en état de guerre avec la France. La cour de Berlin, dont les intérêts avaient été négligés dans le traité de paix, sentait le tort qu'elle avait eu d'abandonner la cause de l'empire germanique pour se fier aux promesses de Napoléon. Elle jetait les hauts cris sous le prétexte que les troupes françaises, en se rendant sur le Danube, avaient violé la neutralité du territoire prussien (2). Le cabinet de Londres, infatigable et constant dans ses projets, et toujours disposé à prodiguer son or pour susciter de nouveaux ennemis à la France, se remuait pour former contre elle une nouvelle coalition. L'empereur Napoléon, enorgueilli par ses succès, ne se contrgnait plus, et déployait sans réserve son caractère bouillant et ennemi de tout repos.

La Porte ne tarda pas à être informée par ses agents diplomatiques de ces symptômes de discorde qui présageaient un incendie général, et résolut de garder une

(1) Les empereurs ottomans emploient souvent dans leurs écrits et proclamations et ont consacré sur leurs monnaies ce titre fastueux de *toujours victorieux*, mérité par leurs ancêtres.

(2) Elles avaient traversé la principauté d'Anspach, qui appartenait à la Prusse.

stricte neutralité entre les puissances belligérantes. Mais elle sentait que, dans une guerre dont le théâtre pouvait, par suite des événements, se rapprocher des frontières de la Turquie, sa neutralité ne serait respectée qu'autant qu'elle aurait mis ses places fortes en état de défense, et réuni des troupes près du Dniester et du Danube. Elle ordonna aux vaivodes grecs de Valachie et de Moldavie d'approvisionner les places de guerre et les forts situés sur les frontières et près du Danube, et envoya des firmans au Beylerbey de Romélie et aux pachas de cette partie de la Turquie d'Europe pour faire des levées et organiser des rassemblements près de Bender et de Kottym, et sur les points plus importants de Rutschuk, Galatz et Ismaïl.

CHAPITRE III.

DES NIZAM - GEDITTES.

Comme le corps des nizam-gedittes s'était illustré dans la belle défense de Saint-Jean-d'Acre en 1798, le Grand-Seigneur résolut de l'envoyer en entier sur le Danube. Il espérait que sa bravoure et sa discipline serviraient d'exemple aux autres troupes, et qu'il pourrait se renforcer par de nombreuses recrues dans ces lieux où le voisinage et la fréquentation des étrangers tendent à diminuer la force des préjugés religieux.

Nous allons donner quelques détails sur l'origine, la composition et l'organisation de ce corps, qui, étant destiné à remplacer les janissaires et à régénérer l'armée ottomane, est devenu la première cause des révolutions qui ont agité Constantinople en 1807 et 1808.

Le général Aubert-Dubayet, ambassadeur de la république française près la Sublime-Porte, avait été chargé, comme nous l'avons dit plus haut, par son gouvernement, d'amener avec lui à Constantinople, en 1796, comme un nouveau genre de présent à Sa Hautesse, des pièces de canon de campagne montées sur leurs affûts et attelées, pour servir de modèles, ainsi que des officiers, des soldats et des ouvriers d'artillerie, pour instruire les topchys, et diriger les fonderies et les arsenaux. Des instructeurs de toutes armes, destinés à donner des leçons sur la tactique et les manœuvres aux janissaires et aux spahis, accompagnaient également cet ambassadeur.

Les leçons des artilleurs et des ouvriers français ne furent pas perdues pour les topchys, et servirent à perfectionner le matériel et le personnel de l'artillerie ottomane. Un escadron de cavalerie fut organisé, armé et exercé à l'européenne. Mais, les janissaires ayant refusé d'apprendre les manœuvres de l'infanterie française, les officiers instructeurs de cette arme ne furent employés qu'à former et à dresser un faible squelette de bataillon qui était composé en grande partie d'étrangers renégats (1). Ce dernier corps fut dissous et se dispersa après la mort d'Aubert-Dubayet et le départ des officiers instructeurs qui avaient suivi cet ambassadeur à Constantinople.

Husseyn-Pacha, grand-amiral, dont nous avons parlé dans la première partie de cet ouvrage à l'occasion de l'amélioration de la marine ottomane, accueillit et prit à son service les étrangers renégats qui avaient fait partie

(1) Les Turcs n'emploient pas d'autres chrétiens à leur service que des ingénieurs militaires ou des constructeurs de la marine. Tout homme qui aspire à un commandement dans les troupes ottomanes doit embrasser l'islamisme.

du bataillon d'infanterie régulière. Il prenait plaisir à les réunir quelquefois, surtout les vendredis, pour leur faire faire en sa présence l'exercice à l'européenne sur la grande place devant son palais. La populace accourait à ces manœuvres comme aux spectacles d'ombres chinoises et de marionnettes (1). La contenance fière de ces anciens soldats, leurs habits uniformes, leurs armes étincelantes, la régularité et la prestesse de leurs mouvements, la vivacité et l'ensemble de leurs feux, étonnaient les spectateurs.

Les caresses et les largesses du capitan-pacha envers ces militaires après chaque exercice engagèrent quelques musulmans à s'enrôler dans ce corps pour prendre part à ces avantages; mais, malgré les soins assidus et la générosité constante de Husseyn-Pacha pour ces soldats, les enrôlements, contrariés par les menaces et les railleries des janissaires, furent peu nombreux. Ce corps ne contenait que cinq à six cents hommes, lorsque la guerre éclata entre la Turquie et la république française, en 1798.

Ces soldats, payés par les soins du capitan-pacha, appartenaient au département de la marine. Ils furent embarqués sur les vaisseaux que la Porte envoya à cette époque dans les mers de l'Asie-Mineure et de l'Égypte, pour croiser dans ces parages et prendre part aux opérations de l'escadre anglaise, commandée par le commodore sir Sidney Smith.

D'après les conseils du commodore anglais, ces soldats furent débarqués pour renforcer la garnison de Saint-

(1) Les Turcs n'ont pas d'autres spectacles que ceux des ombres chinoises et des marionnettes. Les scènes qu'on y joue sont de la plus grande indécence.

Jean-d'Acre lorsque Bonaparte entreprit l'expédition de Syrie. La défense glorieuse de cette ville, qui résista avec succès aux assauts vigoureux et répétés de la brillante armée française d'Orient, est due en grande partie aux soldats disciplinés de Husseyn-Pacha, qui y montrèrent une valeur, une docilité et une persévérance admirables.

Ces soldats, étant revenus à Constantinople avec l'escadre ottomane, après l'abandon de la Syrie par l'armée française, furent reçus avec enthousiasme, et caressés par les habitants de cette capitale. On comparait leur conduite valeureuse avec celle des autres troupes qui s'étaient déshonorées par une faible résistance et par une fuite honteuse aux batailles d'Aboukir, du Mont-Thabor et de Nazareth.

Le sultan Sélim, qui aimait beaucoup les défenseurs de Saint-Jean-d'Acre, et désirait en faire le noyau d'une milice qu'il voulait opposer aux janissaires, résolut de profiter des dispositions favorables du peuple pour augmenter la nouvelle troupe, en faire un corps particulier et indépendant, lui assurer une solde régulière sur le trésor public, et perfectionner son organisation.

Ce projet hardi, qui devait être fortement combattu par les oulémas et les janissaires, effraya d'abord les ministres, à l'exception de Husseyn-Pacha (1), qui, profi-

(1) Husseyn-Pacha, né en Géorgie, et vendu comme esclave à Constantinople, avait épousé une cousine germaine du sultan Sélim. Il possédait toutes les qualités propres à lui faire jouer un grand rôle en Turquie. Son activité infatigable, qui contrastait avec la lenteur ordinaire des autres ministres, le faisait passer pour un homme extraordinaire. Sa générosité, entretenue par les largesses du sultan Sélim, son maître et son ami, et par son avidité à l'égard des sangsues du peuple, lui procurait beaucoup de partisans entièrement dévoués à sa personne, surtout dans les basses classes.

tant de l'ascendant que lui donnaient la force de son caractère et ses largesses, finit par entraîner ou plutôt par subjuguer ses collègues.

Le muphti d'alors (Vely-Zadé-Effendi) avait été, ainsi que le capitan-pacha, le compagnon d'enfance du sultan Sélim, et lui était attaché par des liens particuliers qui sont extrêmement respectés en Turquie. Le père de ce muphti avait fait présent au sultan Mustapha III de la belle Circassienne qui devint la mère du sultan Sélim. Ce pontife, plus éclairé que tous les magistrats qui ont occupé cette place éminente, était disposé à favoriser par son influence personnelle son maître et son ami.

Ce fut lui qui, mêlant adroitement les promesses aux menaces et disposant de quelques emplois vacants dans la haute magistrature, parvint à engager les Oulémas, sinon à approuver le projet du sultan Sélim, du moins à ne pas le combattre et à se taire.

L'aga des janissaires, les principaux chefs et les soldats les plus turbulents de ce corps, étaient alors absents et se trouvaient à l'armée du grand-visir, dans la Syrie. Disposant des Oulémas, le muphti, assisté par le terrible et généreux Husseyn-Pacha, n'eut pas beaucoup de peine à séduire par des présents le seymen-bachi et le stamboul-agassi (1), et à contenir par ses fetfas redoutables le reste des janissaires de Constantinople et la populace de cette ville.

Sa fermeté inébranlable et sa sévérité quelquefois cruelle faisaient trembler ses ennemis. Après avoir donné à la marine une nouvelle organisation et créé les nizam-gedittes, il mourut en 1803. On croit généralement à Constantinople que, s'il eût été vivant en 1807, le sultan Sélim n'aurait pas perdu le trône et la vie.

(1) Nous avons vu, dans la première partie de cet ouvrage, que le seymen-bachi était le lieutenant de l'aga des janissaires et le remplaçait en cas d'absence. Le stamboul-agassi commandait les janissaires de Constantinople.

Cependant ce pontife magistrat, aussi prudent et modéré dans sa conduite que zélé pour le service de son souverain, représenta à celui-ci que, quoique les circonstances fussent favorables pour l'exécution de son projet, il devait éviter autant que possible de choquer trop fortement les préjugés populaires et surtout ceux de la capitale (foyer ordinaire de toutes les révolutions), et que le parti le plus sage était de ne former et de ne conserver à Constantinople que deux régiments de la nouvelle milice, et d'organiser et d'établir les autres dans l'intérieur de l'Asie mineure, dont les habitants, moins indociles, opposeraient peu de résistance aux volontés du chef de l'empire.

Les ministres de la Porte, pour qui le moindre mouvement populaire est un juste sujet d'alarmes, puisque c'est sur eux que tombe ordinairement la fureur du peuple, furent unanimement de l'avis du muphti.

Le katty-chérif pour l'organisation du nouveau corps, qui prit définitivement le nom de nizam-geditte, ou de nouvelle ordonnance, fut rédigé d'après ces considérations dans un grand divan composé des ministres actuels, et de tous ceux qui, ayant rempli des fonctions ministérielles ou ayant été gouverneurs d'une province sous le titre de pachas, continuaient à jouir du droit de siéger dans cette assemblée. Il y fut stipulé que le corps des topchys, séparé de celui des janissaires, auquel il ne tenait plus que par le souvenir d'une origine commune et par les mêmes dénominations des emplois d'officiers et de sous-officiers des odas, recevrait dans son organisation, son service, sa discipline, sa solde et le matériel de cette arme, les modifications dont nous avons rendu compte dans la première partie de cet ouvrage. Les marins, les bombardiers et les ingénieurs militaires, reçu-

rent les institutions qui existent encore et que nous avons fait connaître.

La cavalerie nizam-geditte, armée et équipée à l'européenne, ne dut être composée, jusqu'à nouvel ordre, que de deux escadrons, distingués l'un par la cornette rouge, et l'autre par la cornette jaune.

Les régiments d'infanterie furent divisés en dix compagnies de quatre-vingts à cent hommes chacune, et eurent des colonels, des lieutenants-colonels et des chefs de bataillons. Les compagnies eurent des capitaines, des lieutenants et des sous-lieutenants, et le même nombre de sous-officiers que dans les régiments français.

On décida que les fusils des fantassins nizam-gedittes seraient conformes en tout aux modèles envoyés par le gouvernement français, et que chaque soldat serait armé d'un sabre courbe et d'une baïonnette.

L'habillement des fantassins fut composé d'une veste de couleur rouge serrée au corps, de pantalons bleus ou gris collés à la jambe, mais larges entre les cuisses, et d'un manteau bleu. Leur coiffure, au lieu d'être un turban, fut semblable aux bonnets allongés de drap rouge qui distinguent les bostangis du sérail, avec lesquels on désirait les affilier et dont on prit quelques hommes pour en faire des sous-officiers du nouveau corps.

Leur équipement et leur chaussure furent déclarés devoir être conformes à ceux de tous les autres militaires turcs.

On attacha une compagnie d'artillerie à chacun des régiments nizam-gedittes, ainsi qu'un iman et une musique militaire.

Pour subvenir aux dépenses de l'entretien de ce corps et des nouveaux changements qui devaient être opérés

dans le génie militaire, l'artillerie et la marine, on décida que tous les malikianés du produit de 15,000 à 150,000 piastres seraient destinés spécialement à cet usage, et seraient mis en régie sous la direction de l'intendant général des nizam-gedittes, qui prit alors le titre de nizam-gedittes terfterdar. On ôta tous les fiefs militaires à ceux qui n'avaient pas répondu à l'appel ou qui n'avaient pas fait leur devoir dans le cours des dernières guerres. On stipula que tous les grands fiefs appartiendraient de nouveau à la couronne, et seraient administrés pour le compte des nizam-gedittes après la mort des occupants actuels. Les revenus des douanes et des droits sur les tabacs furent versés dans la nouvelle caisse, qui reçut également les produits des nouveaux impôts établis sur le vin, la soie, les cotons et la laine.

Ces moyens imaginés pour faire face aux dépenses des nouveaux établissements s'élevaient déjà à près de 50 millions de piastres turques en 1800, et ont produit un revenu de plus de 65 millions en 1806.

La Porte s'est vue obligée de les conserver, malgré les cris du peuple pour demander leur suppression, et malgré les promesses qui furent faites aux janissaires à l'époque de la révolution qui mit fin, en 1807, à l'existence du corps des nizam-gedittes.

D'après ce katty-chérif et conformément aux sages conseils du muphti, on ne forma à Constantinople que deux régiments d'infanterie nizam-gedittes, et deux escadrons de cavalerie régulière, et on les caserna hors de la ville, l'un en Asie, près Scutari, sur l'emplacement de l'ancien sérail de Calcédoine, et l'autre en Europe, à Levend-Tchiflick, sur la route de Péra à Buyukderré, dans un terrain qui avait appartenu au fameux amiral Hassan-Pacha.

Le sultan Sélim se plut à montrer son goût et sa magnificence dans les grands bâtiments qu'il fit construire pour le logement de ces deux régiments favoris, et dans la superbe mosquée impériale qu'il bâtit auprès de la caserne de Calcédoine.

Le beylerbey résidant à Kutuyar et le pacha de la Caramanie reçurent l'ordre de lever dans leurs provinces des régiments de nizam-gedittes d'après le plan adopté pour leur organisation.

Le pacha de Kutuyar mit peu de zèle à seconder les vues de son souverain, prétexta des obstacles, et ne parvint qu'après plusieurs années à former deux régiments dans les districts populeux soumis à sa juridiction.

Mais Abdurraman-Pacha, plus connu sous le nom de Cadi-Pacha (1), exécuta avec le plus grand zèle les ordres du sultan Sélim, employa ses parents et ses amis à chercher des recrues, fit de gands sacrifices pécuniaires, et parvint en trois années à organiser huit régiments nizam-gedittes.

Deux renégats qui s'étaient distingués au siége de Saint-Jean-d'Acre, l'un grec, nommé Ahmet-Aga, et l'autre prussien, qui, après son abjuration, avait pris le nom de Soliman-Aga, furent choisis pour être les chefs du nouveau corps. Tous les militaires européens qui consentirent à renoncer à la foi de leurs pères furent admis dans les nizam-gedittes. Ils obtenaient facilement, s'ils étaient sobres, modérés et vigilants (qualités assez rares parmi eux), le grade d'officier, et un avancement rapide.

(1) Abdurraman-Pacha, élevé pour la magistrature, avait été cadi ou juge. Mais, entraîné par son inclination guerrière, il prit le métier des armes et devint pacha. De là dérivait son nom de Cadi-Pacha.

Le nouveau corps ne tarda pas à montrer qu'il valait mieux, à force égale, que les janissaires.

Durant les années 1803 et 1804, des bandes nombreuses de brigands, sorties presque toutes des montagnes de l'Albanie, de la Macédoine et de la Bosnie, ravagèrent la Romélie et la Bulgarie, et s'y livrèrent aux plus affreux excès. La Porte ordonna aux pachas, aux sandjaks et aux ayans de ces provinces, de réunir leurs troupes particulières aux janissaires du pays, et de marcher contre ces féroces dévastateurs.

Mais ces ordres furent mal exécutés. Les brigands, attaqués par des forces mal disciplinées, furent toujours victorieux. Encouragés par leurs succès et accueillis dans quelques villes dont les ayans prétendaient avoir le droit de se plaindre du gouvernement, ils devinrent plus nombreux et plus cruels, et osèrent s'approcher de Constantinople et d'Andrinople, et menacer ces deux résidences impériales.

Le sultan Sélim, ne pouvant tirer aucun parti des janissaires de la Romélie pour défendre leur propre territoire, résolut de faire marcher contre les brigands une partie de ses nizam-gedittes.

Un des deux régiments de Constantinople, une compagnie d'artillerie légère, un escadron de cavalerie et trois régiments de la Caramanie, furent réunis en peu de temps auprès de Tchiorlou, et marchèrent de suite contre les voleurs.

Malgré les mépris que ces féroces montagnards témoignaient pour des soldats sortis des provinces asiatiques, la victoire se déclara, dans tous les combats, pour les troupes régulières. Les brigands, battus, affaiblis et poursuivis avec acharnement, se virent obligés, en moins de

deux mois, de quitter la plaine et de rentrer dans leurs montagnes, où il se dispersèrent.

Ces succès extraordinaires faisaient sentir les avantages de la discipline européenne. Une poignée de jeunes soldats asiatiques et inexpérimentés avait pu vaincre, par la seule force de la discipline, ces audacieux montagnards qui depuis deux siècles avaient pris la coutume de descendre de temps en temps de leurs montagnes pour porter la désolation dans les belles plaines de la Thrace et de la Mésie méridionale.

Mais les préjugés populaires et la jalousie des janissaires disposèrent les habitants des provinces qui avaient été délivrées des brigands à dédaigner le triomphe des nizam-gedittes, et à leur témoigner plutôt de l'éloignement et de l'aversion que de la reconnaissance.

Il n'en fut pas de même du sultan Sélim et de ses ministres. Les nizam-gedittes furent accueillis et généreusement récompensés. Leurs succès contre les brigands firent croire qu'ils suffisaient déjà pour brider les lâches janissaires. On résolut d'en augmenter le nombre par la voie de la conscription, et d'abandonner le système dispendieux des enrôlements volontaires qu'on avait suivi jusque alors.

Tels furent les motifs du dangereux katty-chérif du mois de mars 1805, qui ordonnait de choisir dans les villes et dans les principaux villages de la Turquie européenne, parmi les janissaires et les jeunes gens mahométans de 20 à 25 ans, les hommes les plus forts et les mieux constitués pour être incorporés dans les nizam-gedittes.

Cet ordre prématuré excita une fermentation générale. A Andrinople on interrompit par des cris et des coups de bâton le crieur public qui annonçait les ordres

du Grand-Seigneur. A Rodosto, le cadi, chargé de l'exécution du katty-chérif, fut massacré par la populace. Ces événements tragiques épouvantèrent les magistrats des autres villes ; peu d'entre eux osèrent faire connaître au public les intentions du souverain. L'ordre du sultan Sélim ne reçut dans aucun endroit son exécution.

Constantinople resta tranquille pendant ces scènes tumultueuses, parce qu'on n'osa pas y publier les ordres du Grand-Seigneur. Les oulémas ne remuèrent pas durant ces moments critiques, parce que le muphti sut les contenir par son adresse et sa fermeté.

Le sultan Sélim et ses ministres furent convaincus par cette résistance générale que le temps pour l'exécution de leur plan de conscription n'était pas encore venu; ils résolurent d'attendre un temps plus favorable pour punir les auteurs de ces désordres et pour exécuter le nouveau projet.

Au commencement du printemps de l'année 1806 l'horizon politique de l'Europe annonçait de nouveaux orages. La cour de Russie, qui n'avait pas coopéré au traité de Presbourg, continuait à être en état de guerre avec la France ; le cabinet de Berlin, mécontent trop tard du gouvernement français, lui faisait des représentations menaçantes. Le parti, qui dominait dans cette cour voulait la guerre.

Ce fut dans ces circonstances que l'ordre fut envoyé à Cadi-Pacha, gouverneur de la Caramanie, d'augmenter tous les régiments nizam-gedittes de l'Asie jusqu'à l'effectif déterminé par le katty-chérif impérial, et de les réunir à Constantinople, où ils devaient être rendus dans les premiers jours de la lune de sefer, ou juin 1806. Il devait sommer tous les zaïms et timariots de son gouvernement de se joindre à lui, et à deux corps de cavalerie,

d'environ 500 hommes chacun, que les puissantes familles de Tchiapan-Oglou et de Caraosman-Oglou s'obligeaient de fournir pour suivre les mouvements des nouvelles troupes.

On espérait que ce pacha, brave et intelligent, se trouvant à la tête d'environ 15 à 16 mille hommes de troupes régulières, pourrait, en traversant les villes principales de la Romélie pour se rendre à Routschouk, intimider les habitants de cette province, et faire respecter l'autorité du gouvernement, en punissant les auteurs des mouvements séditieux de l'année précédente.

Cadi-Pacha arriva à Constantinople, à l'époque fixée, avec tous les nizam-gedittes de l'Asie-Mineure, et environ 1500 hommes de cavalerie féodale. On ne tarda pas à faire circuler le bruit, dans cette capitale et dans toute la Romélie, que le but de cette réunion et des mouvements annoncés était de faire exécuter par la force le katty-chérif impérial, auquel les janissaires s'étaient opposés, et de punir les auteurs des désordres qui avaient été commis à l'époque de sa publication.

Ces bruits engagèrent les janissaires de cette province, surtout ceux des villes qui se trouvaient sur le chemin que les nizam-gedittes devaient parcourir pour se rendre à Routschouk, à se concerter entre eux pour opposer la plus vigoureuse résistance, et pour déjouer les projets du gouvernement.

Les brigands des montagnes du Rhodope, du mont Hemus et du Pinde, dont les nizam-gedittes avaient purgé cette province deux ans auparavant par leur valeur et leur discipline, furent invités à venir assister leurs frères contre ces mêmes soldats, que les janissaires représentaient alors comme des infidèles qui vou-

laient changer les anciennes institutions militaires et religieuses de l'empire.

Si la Porte avait pris le parti d'envoyer à Andrinople et sur le Danube les troupes nizam-gedittes aussitôt après leur arrivée à Constantinople, les janissaires, surpris, auraient été forcés de se soumettre, les coupables auraient été punis, et Cadi-Pacha serait arrivé sans obstacle à Routschouk, après avoir rétabli l'autorité du Sultan dans la Romélie par la terreur qu'auraient inspirée partout sa marche triomphante et ses sanglantes exécutions.

Mais le sultan Sélim, qui prenait un plaisir extrême à voir manœuvrer ses troupes régulières, sur lesquelles il avait fondé l'espoir de la régénération de son empire, ordonna de les faire camper près de la caserne de Levend-Tchiflick, à deux lieues de Constantinople, dans un ordre de campement conforme à celui des armées européennes. Il allait les voir presque tous les jours, les examinait en détail, et admirait leurs manœuvres et leur tenue. Ces vaines parades durèrent plus de vingt jours, et eurent un funeste résultat.

Cadi-Pacha ne commença son mouvement que vers le milieu de juillet, à l'époque des plus grandes chaleurs. Il ne trouva aucun obstacle à Sélivria, à Tchiorlou et à Burgas, parce que les janissaires avaient choisi pour leur principal point de résistance la ville populeuse d'Andrinople, dont la position, au confluent de trois rivières, est forte et facile à défendre. Ils n'avaient pas négligé cependant d'occuper le point important de Babaeski, petite ville en avant d'Andrinople, et ils y avaient jeté un corps de près de 10 000 hommes.

Cadi-Pacha, naturellement bouillant, mais peu ex-

périmenté dans l'art de la guerre, ordonna l'attaque de Babaeski sans prendre aucune des dispositions qui étaient nécessaires pour faire réussir une pareille entreprise. Les nizam-gedittes s'avancèrent avec intrépidité; mais, arrivés dans la ville, ils furent écrasés par le feu des maisons. Leur persévérance et leur docilité égalèrent leur courage. Ils revinrent trois fois à la charge, et furent constamment repoussés. Leurs efforts étant vains, et leur perte considérable, Cadi-Pacha se vit obligé de renoncer au projet de pénétrer jusqu'à Andrinople.

Les nizam-gedittes retournèrent à Burgas pour y prendre la route de Routschouk par les Quarante-Eglises, Osman-Bazar et Carnabat. Ils étaient attendus à Routschouk par Moustapha-Baïractar. Celui-ci avait obtenu le commandement de cette place importante, et celui d'une partie de la Bulgarie, pour avoir fait assassiner Tersénic-Oglou, son prédécesseur, dont la Porte avait voulu se défaire, parce qu'elle le regardait comme un homme insubordonné et comme un ennemi des nouvelles institutions militaires.

Mais, arrivé à Burgas, Cadi-Pacha fut informé que les rebelles, concentrés en force à Leleh-Dersi, sur la route des Quarante-Eglises, l'attendaient pour lui disputer le passage d'un défilé long et étroit, et que les janissaires de Rodosto et d'Héraclée, réunis aux brigands des montagnes, marchaient en force pour couper ses communications avec Constantinople et la mer de Marmara. Il se vit obligé de revenir sur ses pas, et de se diriger à marches forcées sur Sélivria.

Cependant les rebelles l'avaient devancé, et un corps de 7 à 8000 hommes occupait dejà la ville de Tchiorlou, dont les habitants s'étaient déclarés pour les janissaires. Cadi-Pacha aurait pu continuer sa route, et laisser

Tchiorlou derrière lui ; mais, indigné de la conduite coupable des habitants de cette ville, il résolut de les punir.

A peine ses troupes furent-elles arrivées qu'il les mena à l'attaque de la muraille d'enceinte de Tchiorlou. Mais cette muraille était trop grande pour être enveloppée : l'armée manquait d'échelles, et la nudité du pays environnant ne permettait pas d'en construire. L'artillerie des régiments n'était pas d'un calibre assez fort pour entamer des murs en maçonnerie.

Les nizam-gedittes cherchèrent à s'élever à la hauteur des murailles en formant devant les saillants de l'enceinte des amas de terre et de pierres. Ce travail, fait à découvert, devint très meurtrier.

Cadi-Pacha avait eu la persévérance de le continuer pendant trois jours. Mais, ne recevant point de nouvelle de Constantinople, et apprenant que tous ses convois étaient enlevés par les rebelles, il dut renoncer au projet de se venger de Tchiorlou, et se replia sur Sélivria, dont les habitants, contenus par la présence de deux frégates et d'une corvette du Grand-Seigneur, le reçurent, toutefois en murmurant.

Cadi-Pacha forma un camp avec son armée autour de Sélivria et attendit pendant quinze jours dans cette position, où les rebelles menaçaient de l'attaquer, et où il fut lui-même assailli dans sa tente par un assassin audacieux, les renforts que la Porte lui promettait pour recommencer le siége de Tchiorlou, et continuer sa marche vers le Danube.

Mais pendant ces événements, que j'ai détaillés pour faire connaître, par l'exemple d'un des généraux le plus renommés de la Porte, combien les Turcs sont ignorants dans l'attaque des retranchements et dans le choix des localités, qui sont la partie la plus importante

de l'art de la guerre, les janissaires de Constantinople avaient su profiter de la terreur où la retraite de Cadi-Pacha avait jeté le ministère ottoman.

Des réunions séditieuses, des menaces contre les ministres, des discours insolents contre le souverain, avaient été le pronostic d'un soulèvement général. On avait déjà lieu de craindre une révolution; mais le muphti, ami fidèle de son maître, après avoir déjoué les intrigues de quelques oulémas qui agitaient sourdement le peuple, paralysa par ses redoutables fetfas les efforts de ceux qui voulaient égarer l'opinion publique, et s'offrit comme médiateur entre le Grand-Seigneur et les janissaires.

A force de soins, de présents et de caresses, le muphti parvint à sauver le monarque et le corps des nizam-gedittes en changeant les ministres, et en faisant donner le sceau du Grand-Seigneur à l'aga des janissaires. Il se fit comprendre lui-même dans cette disgrâce, et fut envoyé en exil à Brousse, d'où il revint bientôt après pour reprendre son influence ordinaire et ses fonctions (1).

Ces arrangements rétablirent entièrement le calme dans la Romélie. Cadi-Pacha reprit avec ses troupes le chemin de l'Asie. Les deux régiments stationnés à Calcédoine et à Levend-Tchiflich rentrèrent dans leurs casernes. On ne parla plus de l'ordre d'incorporer les janissaires dans le nouveau corps; mais ce firman, n'ayant pas été révoqué, ne fut que suspendu. Le sultan Sélim conserva ses projets et ses espérances et les janissaires n'abandonnèrent pas leurs inquiétudes et leurs craintes.

(1) Ibrahim-Kiayabey et Hadgi-Ibrahim-Effendi, qui furent changés à la même époque, conservèrent une très grande influence dans les affaires du gouvernement.

CHAPITRE IV.

GUERRE ENTRE LA PORTE ET LA RUSSIE (1807).

Dans le cours de ces troubles, le général Sébastiani arriva à Constantinople en qualité d'ambassadeur de France. Une mission importante que ce général avait remplie avec succès en 1803 dans le Levant avait engagé Napoléon à le choisir pour son ambassadeur auprès de la Sublime-Porte.

Le général Sébastiani, ayant de l'esprit, de l'audace, de la souplesse et de l'activité, ne pouvait guère manquer de se rendre utile à son maître, et joua un beau rôle à Constantinople tant qu'on y conserva quelque espoir sur l'accomplissement de ses promesses.

Le nouvel ambassadeur de France avait pour instruction de profiter de toutes les circonstances favorables, et d'employer même la séduction auprès des ministres turcs pour entraîner la Porte dans une guerre contre la Russie.

La conduite des princes Hipsilantis et Morousis, qui gouvernaient alors les provinces de Valachie et de Moldavie, donnait lieu de soupçonner leur fidélité. Le général Sébastiani, après avoir obtenu des renseignements positifs sur les menées de ces deux princes à l'égard de leur souverain naturel, et après avoir sondé les dispositions du ministère ottoman, travailla à les faire destituer, et prévit que cette mesure deviendrait un motif de rupture entre la Sublime-Porte et la Russie.

Cependant, d'après le traité d'Yassy, les vaivodes régnants des provinces de Valachie et de Moldavie ne pouvaient être déplacés qu'avec le consentement de la cour

de Saint-Pétersbourg, à moins qu'ils n'eussent terminé l'époque de sept années fixées pour le règne de ces princes temporaires. Hipsilantis et Morousis n'avaient pas encore atteint ce terme. L'intervention de la cour de Saint-Pétersbourg était indispensable pour prononcer leur destitution.

Mais l'ambassadeur de France représenta au Grand-Seigneur et aux ministres de la Porte combien il serait dangereux pour l'empire ottoman de conserver, dans ces circonstances critiques, à l'époque d'une nouvelle guerre continentale, à la tête des provinces importantes de Valachie et de Moldavie, deux hommes entièrement dévoués à la Russie. Il chercha à prouver que, quoique ces princes ne pussent être changés sans le consentement du cabinet de Saint-Pétersbourg pour des fautes administratives, une telle faveur ne devait pas s'étendre à des mandataires visiblement traîtres envers leur souverain (1).

Le Grand-Seigneur était mécontent depuis long-temps des princes Hipsilantis et Morousis. Les ministres ottomans, toujours disposés à favoriser un changement de cette espèce à cause des profits considérables qu'ils avaient coutume d'en retirer, approuvèrent les raisons du général Sébastiani, et fermèrent les yeux sur les dangers de cette destitution.

Cette opération diplomatique, au lieu d'être conduite avec la lenteur et l'irrésolution que les Turcs mettent ordinairement dans leurs négociations, fut terminée en peu de jours. L'avidité aveuglait les ministres

(1) Ces deux princes étaient regardés comme les instigateurs des troubles de la Servie, surtout Hipsilantis. Une amitié intime unissait ce prince à Czerni-George, chef des Serviens.

du divan. Un katty chérif impérial destitua les princes Hipsilantis et Morousis, et désigna leurs rivaux Suzzo et Callimachi pour les remplacer, avant que l'ambassadeur d'Angleterre et l'envoyé de Russie eussent pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher ce résultat (1).

Mais aussitôt que M. Italinsky, envoyé de Russie, fut informé officiellement de la destitution de Morousis et d'Hipsilantis, et de leur remplacement par deux autres Grecs qui déplaisaient au cabinet de Saint-Pétersbourg, il représenta à la Porte que cette décision était une infraction manifeste du traité d'Yassy, et demanda le rétablissement immédiat des vaivodes déposés, ou bien des passe-ports pour quitter lui-même avec sa suite le territoire ottoman.

M. Arbuthnot, ambassadeur d'Angleterre, qui, malgré ses instances, n'avait pas réussi à renouveler l'ancien traité d'alliance que la Porte avait conclu avec la Grande-Bretagne à l'époque de la guerre d'Egypte, prit avec chaleur les intérêts de son collègue, et annonça le mécontentement de sa cour pour une mesure qui allait apprendre, disait-il, à l'Europe que le gouvernement turc abandonnait ses anciens et fidèles alliés pour se livrer aveuglément à l'influence funeste du gouvernement révolutionnaire de la France.

Les ministres turcs craignaient peu alors le ressentiment de la Russie, à cause de l'assistance puissante

(1) Hipsilantis se sauva en Transylvanie. Morousis eut le courage de revenir à Constantinople. Il réunit ses troupes à celles de Moustâpha-Baïractar à l'époque de l'invasion des Russes. Hipsilantis, constant dans sa haine contre les Turcs, parvint à soulever de nouveau contre eux Czerni-George et les Serviens, qui venaient de contracter la paix avec la Porte. Ses biens furent confisqués. Le vieux Hipsilantis, son père, fut décapité après avoir subi la torture. Mais la fidélité de Morousis ne fut pas récompensée.

qu'ils attendaient de l'empereur Napoléon; mais une rupture avec l'Angleterre n'était pas de leur goût. Ils sentaient combien elle serait funeste à leur commerce maritime. D'ailleurs les Anglais avaient été constamment les amis des Turcs, et leur avaient rendu des services importants.

La note de M. Arbuthnot, dans laquelle des menaces de guerre étaient intercalées, inquiéta vivement le divan ottoman, et le fit retomber dans ses irrésolutions ordinaires. En vain le général Sébastiani, qui ne tarda pas à s'apercevoir de ses craintes et de son indécision, lui représenta que l'Angleterre ne consentirait jamais à sacrifier les intérêts de son commerce et ses liaisons amicales avec la Turquie à des considérations de cette nature, et qu'on blâmerait à Londres M. Arbuthnot pour s'être mêlé d'une affaire qui, bien appréciée, n'était autre chose qu'un juste châtiment infligé par un souverain mécontent à des sujets coupables.

Les ministres turcs furent peu rassurés par ces réflexions; mais, ne voulant pas revenir immédiatement de leur récente décision, ils résolurent de traîner cette affaire en longueur, reprirent leur méthode lente et indécise de négocier, écrivirent des réponses évasives, cajolèrent le premier drogman d'Angleterre, et employèrent plusieurs moyens pour adoucir l'ambassadeur britannique; celui-ci fut inflexible.

Cette négociation pénible durait depuis trois jours. M. Italinsky s'était déjà embarqué sur un bâtiment qui était destiné à le porter en Crimée, et attendait ses passe-ports. Les membres du divan, tourmentés par les notes menaçantes que ne cessaient de leur adresser les légations rivales, ne décidaient rien et tremblaient.

M. Arbuthnot, ennuyé de leur irrésolution, et in-

quiet sur les résultats de ces manœuvres diplomatiques, avait résolu de terminer la question sans la voie des drogmans, et de se présenter lui-même devant le divan pour y faire connaître les intentions de sa cour.

Mais, retenu à sa maison de campagne de Buyuk-derré par une fièvre lente, il se contenta d'envoyer à la fin du troisième jour son second secrétaire d'ambassade, M. Willian Wellesley Pole, pour exiger de la Porte une réponse immédiate et catégorique.

Ce jeune homme, vif, un peu brusque, mais assez intelligent et audacieux, se rendit à franc étrier à Constantinople, se présenta le fouet à la main et tout couvert de boue (1) devant les ministres et conseillers d'état réunis pour cette délibération importante, regarda fièrement l'assemblée, répéta en peu de mots les demandes de son ambassadeur, et, au lieu de s'appuyer simplement sur les conséquences malheureuses que le refus de la Porte pouvait entraîner, annonça hautement qu'une flotte anglaise, déjà partie de Gibraltar, allait passer les Dardanelles, et qu'elle viendrait dans peu de jours dicter la loi devant Constantinople si le Grand-Seigneur ne consentait pas de suite à rétablir les vaivodes destitués.

Le ton de ce jeune homme, son air d'assurance, l'état même de son habillement, qui annonçait la précipitation de sa marche pour venir informer la Porte, par un temps pluvieux, de la prochaine arrivée d'une flotte anglaise, disposèrent les ministres à croire à la réalité de cet événement. La peur s'empara d'eux. Toute discussion cessa. Tchéléby-Effendi, homme pacifique et ami

(1) Il avait beaucoup plu dans la journée. Buyukderré est à quatre lieues de Constantinople, sur le canal du Bosphore.

des Anglais, ayant représenté qu'il était prudent d'adhérer sans retard aux propositions de M. Arbuthnot; tous les ministres furent de cet avis et prièrent le grand-visir de faire connaître de suite leur opinion à Sa Hautesse.

Ce monarque n'eut pas le courage de combattre l'avis unanime de ses ministres et de ses conseillers d'état, et rétablit en gémissant les princes Morousis et Hipsilantis.

Pendant ces opérations diplomatiques, la guerre avait éclaté entre la Prusse et la France. Le gouvernement prussien, qui était resté neutre durant la campagne de 1805, vit avec une inquiétude mêlée d'effroi les résultats de cette guerre, et la formation de la confédération du Rhin sous la protection de la France, l'occupation d'une partie de l'Allemagne par les troupes françaises, et l'empressement de tous les princes de l'empire germanique à capter la bienveillance du monarque français.

Au lieu des agrandissements qu'il attendait pour fruit de sa neutralité, le cabinet de Berlin sut bientôt que Napoléon avait offert le Hanovre à l'Angleterre pour gage de la paix, et qu'il avait proposé á l'empereur Alexandre la recomposition de l'ancien royaume de Pologne sous le gouvernement d'un prince russe. Inquiet et mécontent, il s'empressa de demander des explications sur les changements projetés, insista sur l'évacuation immédiate du territoire allemand par les troupes françaises, et proposa l'établissement d'une ligue entre tous les princes du nord de l'Allemagne pour servir de contre-poids à la confédération du Rhin.

Napoléon répondit d'une manière évasive sur les projets relatifs au Hanovre et à la Pologne, refusa de faire évacuer l'Allemagne par ses troupes, et ne consentit à

la formation de la ligue germanique du nord qu'à condition que le Hanovre, la Saxe et les villes anséatiques, n'en feraient pas partie.

La Prusse, furieuse d'avoir été trompée, et n'ayant d'autre perspective que de se voir bientôt réduite à entrer dans la catégorie des petites puissances protégées, regarda la guerre comme le seul remède qui pût lui éviter l'avilissement dont elle était menacée.

La Russie, qui avait des affronts à venger, offrit à la Prusse son assistance et celle de ses alliés. L'Angleterre prodigua son or. La Saxe, après quelque hésitation, livra ses armées. L'Autriche, qui avait à se plaindre de la neutralité de la Prusse en 1805, refusa de l'assister en 1806.

Malgré l'inertie du cabinet de Vienne, une ardeur guerrière excitée par l'espoir des plus brillants succès électrisa toutes les têtes à la cour de Berlin. Mais on ne pensa qu'à attaquer, sans s'occuper des moyens de se défendre. On n'attendit pas les Russes; on dédaigna la ligne défensive de l'Elbe, et on passa cette rivière pour contenir les Saxons. Le commandement en chef des armées prussiennes fut confié au vieux duc de Brunswick. Ce général, accoutumé à faire la guerre avec beaucoup d'ordre, de méthode et de précaution, se vit opposé à Napoléon, jeune, actif, entreprenant, dont les manœuvres rapides et les mouvements imprévus devaient confondre et dérouter son lent et mesuré antagoniste.

Les armées prussiennes, estimables par leur bravoure et leur discipline, mais amollies par quatorze ans de paix, avaient à combattre les troupes françaises, aguerries par quinze ans de combats et de victoires.

La lutte ne fut pas longue. La victoire des Français à

Iéna fut complète et décisive. Napoléon en profita avec son intelligence et son activité ordinaires. Les troupes prussiennes, battues et poursuivies avec ardeur, n'eurent pas le temps de se rallier. Dispersées sur différentes directions, elles tombèrent en détail entre les mains des Français, où se dissipèrent par la désertion.

Comme de pareils revers n'avaient pas été prévus, une confusion générale paralysa l'action du gouvernement prussien.

Les places de l'Elbe et de l'Oder se rendirent presque toutes sans résistance. Berlin reçut un gouverneur français, et bientôt le roi de Prusse ne conserva de toutes ses possessions qu'une partie de la Prusse ducale.

Ce fut à peu près à l'époque où ces grands événements furent connus à Constantinople que l'empire ottoman se trouva entraîné dans une guerre inévitable avec la Russie. Le rétablissement des princes Morousis et Hipsilantis n'avait pas été suffisant pour dissiper l'orage que leur déposition avait fait naître, car le cabinet de Saint-Pétersbourg, instruit que, depuis la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, et surtout depuis l'arrivée du général Sébastiani, le ministère ottoman montrait pour la France une grande prédilection, et manifestait déjà l'espoir de reprendre bientôt la Bessarabie et la Crimée, considéra le changement des vaivodes de Valachie et de Moldavie comme le commencement des hostilités.

Connaissant la lenteur ordinaire des Turcs dans leurs préparatifs, et le mauvais état des places ottomanes du Dniester et du Danube, il résolut de les prévenir. Sans attendre le résultat des nouvelles négociations, il expédia de suite l'ordre au général Michelson, qui commandait un corps d'observation près du Dniester, d'envahir les provinces de Moldavie et de Valachie, et de prendre

par surprise ou de bloquer toutes les places frontières des Turcs jusqu'au Danube.

Novembre 1806. — Michelson entra comme un torrent, s'empara sans résistance de plusieurs places, bloqua Khotym et Imaël, occupa Yassy et Bukarest, et devint maître en peu de jours des deux provinces de Valachie et de Moldavie. En vain Moustapha-Baïractar, à qui la Porte venait d'accorder le titre et les honneurs de pacha, avait tenté, avec un petit corps d'armée, et de concert avec Passawan-Oglou (1), de s'opposer, à Focsani, sur la frontière de la Valachie, à la marche rapide des Russes. Battu et forcé de se replier sur Bukarest, il avait montré plus de bravoure que d'habileté, et il était rentré à Routschouk, après avoir laissé à Giorgiova une garnison suffisante pour défendre cette petite place. Il avait eu le soin de se saisir de la personne de M. Chirico, consul de Russie à Bukarest, et de l'emmener comme prisonnier de guerre, par représailles pour l'arrestation de M. Rheinard, consul général de France à Yassy.

Cette invasion inattendue ranima la haine générale des Turcs contre les Russes. Ceux-ci furent traités de brigands, de perfides agresseurs et de violateurs de la foi jurée. Tous les esprits parurent se réunir; on n'entendait de tous côtés que des cris de guerre et de vengeance.

M. Italinsky, interrogé par la Porte sur les motifs de cette injuste agression, était fort embarrassé parce que son gouvernement ne lui avait pas donné avis de la mar-

(1) Passawan-Oglou, pacha de Widdin, si célèbre par sa longue résistance et ses succès contre la Porte, montra un entier dévoûment pour le sultan Sélim, et un zèle ardent pour la défense de l'islamisme lorsqu'il vit l'invasion des Russes. Mais il mourut le 5 février 1807.

che du général Michelson. Il répondait que l'envahissement des deux provinces de Valachie et de Moldavie avait été ordonné par l'empereur Alexandre probablement après la nouvelle de la destitution irrégulière des princes Morousis et Hipsilantis, et dans les premiers accès de son mécontentement ; il ajoutait qu'il était disposé à croire que cet ordre serait révoqué aussitôt qu'on aurait connu à Saint-Pétersbourg la satisfaction donnée à la Russie par le prompt rétablissement des vaivodes déposés.

La position de cet envoyé était d'autant plus désagréable que la fureur du peuple contre les Russes se trouvait à son comble. Sa vie courait les plus grands dangers ; mais le sultan Sélim, sous le prétexte de s'assurer de sa personne, envoya au palais de Russie un oda de janissaires, qui servit à contenir la populace (1).

M. Arbuthnot, qui, par son influence et sa médiation, était parvenu à faire rétablir les princes Morousis et Hipsilantis, était mécontent du mouvement des Russes. Son triomphe devenait nul ; sa parole se trouvait compromise ; les malheurs qu'il avait voulu empêcher étaient inévitables. La position difficile de son collègue lui donnait en même temps les plus vives inquiétudes.

M. Italinsky s'attendait, suivant l'ancien usage, à être mis aux Sept-Tours, où M. Ruffin, chargé d'affaires de France, avait été détenu et traité durement pendant toute la guerre d'Égypte. Mais M. Arbuthnot, qui désirait mettre fin à cet usage barbare, et sauver à son collègue les désagréments de cette dure et dangereuse cap-

(1) La Porte attendit pendant un mois, après l'époque de l'invasion des provinces de Valachie et de Moldavie, les réponses de la cour de Saint-Pétersbourg, avant de lui déclarer la guerre.

tivité, se donna tant de mouvements et employa si adroitement son influence, qu'il parvint à obtenir pour M. Italinsky la liberté de partir avec toute sa suite.

Le général Sébastiani, pour qui la détention de M. Italinsky ne pouvait pas être utile, seconda de son côté les vues et les efforts de M. Arbuthnot, et coopéra à procurer aux ambassadeurs européens la jouissance d'un droit respecté chez toutes les nations civilisées, et inconnu jusque alors en Turquie.

Afin d'obtenir cet heureux résultat, on attaqua le sultan Sélim par son côté le plus sensible, en lui représentant que l'arrestation d'un ambassadeur était regardée en Europe comme un attentat digne des peuples barbares, et qu'il ne convenait pas à un monarque éclairé, dont les intentions bienfaisantes tendaient à élever les Osmanlis au niveau des nations les plus civilisées de l'univers, de conserver un usage si contraire à la civilisation européenne et au droit des gens.

Un vaisseau anglais, *le Canapus*, de 80 canons, ayant à bord le contre-amiral Louis, était mouillé alors dans le port de Constantinople. Il faisait partie d'une escadre de trois vaisseaux qui était déjà arrivée aux Dardanelles et qu'on regardait comme l'avant-garde d'une flotte destinée à croiser dans l'Archipel, et à influencer les opérations du divan.

26 décembre 1806. — M. Italinski eut la permission de s'embarquer avec sa suite sur ce vaisseau, qui le porta à Ténedos, d'où cet envoyé partit pour se rendre à Malte, et de là en Italie.

Le départ de M. Italinsky, qui, par son intelligence dans les affaires et ses connaissances profondes dans les langues orientales, était parfaitement au fait des dispositions et des manéges des ministres ottomans, laissait

M. Arbuthnot seul aux prises avec l'ambassadeur de France : car l'internonce autrichien, le baron de Sturmer, se conformant strictement aux instructions de sa cour, quoiqu'il désirât sincèrement le succès des puissances alliées, restait neutre et immobile ; le chargé d'affaires de Prusse, le baron de Bilfeld, était regardé comme nul depuis les revers des armées prussiennes ; celui de Suède, le chevalier Palin, se donnait beaucoup de mouvement ; mais le peu d'influence de sa cour ne lui permettait pas de jouer, malgré son mérite personnel, un rôle bien important ; le baron de Hubsch (1), agent du Danemarck, s'occupait moins d'opérations politiques que des intérêts commerciaux des sujets des puissances en guerre avec la Porte ; l'envoyé de Naples, le comte de Ludolf, dont le souverain perdit à cette époque son royaume continental, était trop embarrassé dans ses moyens d'existence pour pouvoir être de quelque utilité à M. Arbuthnot.

Le général Sébastiani traînait alors à la suite le chargé d'affaires de Hollande, et retirait de grands avantages de l'assistance du marquis d'Almenara, envoyé de la cour d'Espagne.

Cependant, malgré son état d'isolement et l'embarras de sa position, M. Arbuthnot conservait encore, après le départ de M. Italinsky, une influence qui le mettait en état d'entraver les opérations de son rival. Il devait en partie cette influence à la considération qu'il s'était acquise par sa conduite franche et désintéressée, et par l'abandon qu'il avait fait, le premier entre tous les

(1) Ce respectable vieillard, dont le cœur bienfaisant était inaccessible aux haines politiques, jouissait de l'estime des Turcs et des Francs de toutes nations. Il est mort sans laisser de fortune à sa famille.

ministres étrangers, du droit dont ceux-ci jouissaient depuis un temps immémorial, celui d'arracher à l'action du gouvernement ottoman, par le moyen de barattes de franchise, des sujets chrétiens de la Porte. Ceux-ci payaient chèrement cette prérogative au ministre étranger qui la leur procurait.

Les victoires de l'empereur Napoléon en Prusse donnaient beaucoup de force aux demandes du général Sébastiani. La présence d'une escadre anglaise devant l'île de Ténédos servait d'appui aux représentations de l'ambassadeur d'Angleterre.

Sébastiani, actif et intelligent, se donnait des mouvements continuels, allait voir les ministres, et travaillait à gagner leur confiance. M. Arbuthnot, malade, triste à cause de la mort récente de son épouse, et retiré chez lui, montrait du mépris pour les moyens employés par son rival.

Cette lutte se soutenait de part et d'autre avec un avantage toujours croissant pour la France, lorsqu'on apprit à Constantinople, par la voie des agents de la Porte, que la flotte anglaise qui avait croisé jusque alors devant Vico et le Ferrol avait reçu l'ordre d'entrer dans la Méditerranée, et de se diriger vers les Dardanelles, après avoir pris des renforts à Gibraltar et à l'île de Minorque.

Un semblable avis, donné peu de temps auparavant par M. William Wellesley Pole, avait suffi pour faire changer les dispositions du divan. Il partagea en cette occasion les ministres en deux parties, dont l'une, pleine de confiance dans la force des châteaux des Dardanelles, et disposée pour la France, voyait avec indifférence, et presque avec mépris, l'approche et les menaces d'une escadre anglaise; tandis que l'autre, composée des

hommes les plus pacifiques, à qui le caractère entreprenant de Napoléon donnait des craintes, désirait qu'on employât tous les moyens possibles pour conserver l'amitié du cabinet de Londres.

Cependant le sultan Sélim, qui, au moment de l'agression de la Russie, avait demandé au chef du génie militaire, M. Juchereau de Saint-Denys, un rapport sur l'état des Dardanelles, et sur la défense de Constantinople dans le cas d'une attaque par une flotte russe, chargea le ministère ottoman d'examiner les projets défensifs de cet officier. La lecture de ce rapport devint pendant deux jours le sujet des délibérations du divan. Elle donna beaucoup de force aux arguments de ceux qui voulaient à tout prix conserver la paix avec l'Angleterre; mais il ne suffit pas pour faire revenir les autres, soit de leur engoûment aveugle pour les châteaux de l'Hellespont, ou bien du parti qu'ils avaient pris par des considérations intéressées.

M. Juchereau de Saint-Denys faisait sentir, dans ce rapport, en citant l'exemple des vaisseaux de ligne qui reçoivent quelquefois plus de deux mille coups de canon dans un combat sans être coulés bas, ou même tout à fait désemparés, qu'une flotte dirigée par un homme hardi, qui ne s'arrêterait pas pour répondre au feu de l'artillerie turque, pourrait passer sans beaucoup de danger, avec l'aide d'un vent favorable, le canal des Dardanelles, à cause de la promptitude du passage, de l'insuffisance des châteaux les plus importants, ceux de Kélidil-Bahar et de Soultanié-Calessi (1), et enfin du

(1) Ces deux forts, situés dans la partie la plus étroite de l'Hellespont, sont séparés l'un de l'autre par une distance d'environ huit cents toises. Le premier est en Europe; le second, qui est le plus considérable, se trouve

trop grand éloignement des forts et des batteries situés près de l'embouchure du détroit (1). Il représentait que la partie du canal la plus importante et la plus facile à défendre, à cause du rapprochement des côtes, était celle qui est comprise entre les châteaux de Kélidil-Bahar et de Soultanié-Calessi, et la pointe de Nagara; qu'il convenait d'y construire des batteries considérables, fermées à la gorge, tant sur cette pointe que sur d'autres saillants avantageux, et de remédier à la faiblesse actuelle des deux forts en y ajoutant des ouvrages en terre dont l'armement pourrait doubler le nombre des bouches à feu destinées à défendre ce point, le plus intéressant de tout le canal. Persuadé que des barrages avec des chaînes en fer ou des radeaux ne tiendraient pas contre le choc d'un vaisseau de ligne poussé par un vent frais, il proposait d'embosser derrière la pointe de Nagara, sous la protection de plusieurs batteries de côte, une flotte de douze vaisseaux de ligne sur deux rangs, en échiquier. Le coude que forme le canal au cap de Nagara, et les bas-fonds qui existent sur le prolongement de ce saillant, devaient obliger les escadres ennemies, déjà très maltraitées, et en partie désemparées par les projectiles de tous les forts et des autres ou-

en Asie. On les appelle communément Châteaux des Dardanelles, à cause de leur voisinage de l'ancienne ville de Dardanus, dont on aperçoit des ruines près du cap des Barbiers. Ils furent bâtis peu de temps après le premier passage de l'Hellespont par les Osmanlis, lequel eut lieu en 1356, sous le règne du sultan Orcan. Kélidil-Bahar signifie, dans le langage pompeux des Orientaux, la clef de la mer; Soultanié-Calessi, la grande tour du sultan.

(1) Les deux châteaux situés près de l'embouchure du détroit, à peu de distance de Yenicheher-Bournon (cap Sigée), ont été construits dans le 16e siècle, après la bataille de Lépante. Ils sont placés à plus de deux mille toises l'un de l'autre.

vrages défensifs sur un trajet de plusieurs lieues, à n'aborder que difficilement et successivement la flotte turque. Celle-ci, intacte, et protégée par les grandes batteries des deux rives, devait être en état d'écraser, par une immense supériorité de feux, chacun des vaisseaux attaquants à mesure qu'il déboucherait.

Quant à la défense de Constantinople, une escadre destinée à agir contre cette capitale ne pouvant l'attaquer qu'en s'embossant, M. Juchereau de Saint-Denys prouvait que, par la direction des courants, les rapprochements des deux côtés, la facilité d'y établir des batteries nombreuses plus élevées que celles des vaisseaux ennemis, et enfin la difficulté d'entrer dans le canal du Bosphore, même avec un vent favorable, cette entreprise hasardeuse ne pouvait avoir que des suites funestes pour l'ennemi.

Ces réflexions avaient entraîné la majorité des ministres, et les avaient engagés à proposer au Grand-Seigneur de faire commencer de suite les travaux proposés pour les Dardanelles, en renvoyant à une époque peu éloignée ceux qui étaient relatifs à la défense de Constantinople. Un katty-chérif qui suivit le lendemain cette décision du divan ordonna au grand-visir de faire exécuter sans retard le projet du chef du génie militaire sur les Dardanelles, et de prendre toutes les dispositions convenables pour que les travaux défensifs de Constantinople fussent promptement commencés.

Mais le grand-visir, inepte et aveuglé par les préjugés populaires, et le capitan-pacha, qui, sorti du sérail, avait toute la mollesse et le peu de courage des esclaves élevés dans cette enceinte, n'avaient pas goûté le projet présenté à la Porte et approuvé par elle ; ils mirent beau-

coup de lenteur et de mauvaise volonté dans l'exécution des ordres du Grand-Seigneur.

Le rapport de M. Juchereau de Saint-Denys avait été pour la Porte un motif de plus pour avoir les plus grands ménagements envers l'ambassadeur d'Angleterre, parce que les Turcs, accoutumés à voir respecter le canal des Dardanelles par les flottes russes, croyaient que les Anglais étaient seuls assez audacieux et assez habiles pour entreprendre de forcer ce passage et y réussir.

Depuis le départ de M. Italinsky, M. Arbuthnot, qui avait demandé à sa cour des instructions précises sur la conduite qu'il avait à tenir, combattait avec adresse les entreprises du général Sébastiani; mais il évitait, dans ses notes et ses démarches, toute expression ou action qui aurait pu compromettre son gouvernement avec la Sublime-Porte. Le courrier qu'il reçut de Londres vers le milieu de janvier 1807 lui fit connaître les intentions définitives du ministère britannique, et mit fin à toute incertitude dans sa conduite.

CHAPITRE V.

HOSTILITÉS ENTRE LA TURQUIE ET L'ANGLETERRE.

Les ministres anglais jugèrent que la Turquie, étant en guerre avec la Russie, devenait pour la France une alliée extrêmement utile. Ils résolurent d'employer immédiatement les menaces et la force pour obliger les Turcs à rompre avec les Français et à s'allier de nouveau avec la Grande-Bretagne et la Russie.

M. Arbuthnot avait reçu l'ordre d'insister sur le re-

nouvellement de cette alliance comme une condition *sine quâ non*, ou de se retirer. Il devait demander en outre l'expulsion du général Sébastiani, la remise immédiate des forts et batteries des Dardanelles ainsi que de la flotte turque à la Grande-Bretagne, et enfin, la cession des provinces de Moldavie et de Valachie à la Russie.

Ces propositions, présentées dans des circonstances où la fureur des Osmanlis contre les Russes était parvenue au plus haut degré, ne pouvaient pas être accueillies par les ministres turcs. La plupart de ceux-ci, encore tout honteux des effets de la crainte subite que leur avait inspirée M. Pole à l'occasion du rétablissement des princes grecs, avaient passé, par un sentiment assez ordinaire aux hommes faibles, d'une extrémité à l'autre, en montrant de l'indifférence et du mépris pour des menaces de la même espèce, quoique plus réelles et mieux fondées.

25 janvier 1807. — Aussitôt que M. Arbuthnot eut communiqué à la Porte les demandes de sa cour et qu'il eut acquis la connaissance certaine des dispositions des Turcs, il fit en secret ses préparatifs de départ. Craignant d'être retenu comme otage contre les entreprises de la flotte qui devait arriver incessamment devant les Dardanelles, il résolut de partir secrètement (1) sur une frégate anglaise, *l'Endymion*, qui était mouillée dans le port, et d'emmener avec lui tous les négociants anglais établis à Constantinople.

(1) Il avait demandé des passe-ports pour un courrier qu'il voulait expédier. Le mektoubchy chargé de ce travail, homme lent et mesuré, avait mis peu d'empressement à lui adresser cette pièce. Ce retard, qui fut interprété comme un acte de malveillance, suite de dispositions hostiles, servit à colorer le départ mystérieux de M. Arbuthnot.

Ce départ ne pouvait pas être caché aux ministres turcs, dans un port comme Constantinople, sans beaucoup de discrétion et de prudence. M. Arbuthnot, après s'être ouvert à deux ou trois personnes sur son projet, fit inviter à dîner, à bord de la frégate, par le capitaine qui la commandait, pour le jour qu'il avait fixé pour son départ, toutes les personnes qu'il voulait emmener avec lui. Lorsque les convives, qui étaient costumés pour un dîner de gala, auquel devait assister l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, furent réunis, M. Arbuthnot leur expliqua ses intentions et leur dit qu'ils ne devaient plus communiquer avec la ville, qu'ils allaient partir, et que le gouvernement anglais, toujours généreux, les indemniserait des pertes qu'ils devaient éprouver par ce départ précipité et inattendu.

Cet avis fut un coup de foudre pour tous ces négociants. Ils laissaient à terre leurs familles, leurs marchandises et leurs effets d'habillement, et ils allaient partir sans argent, et en habit de cérémonie, pour une destination qui leur était inconnue.

29 janvier 1807. — *L'Endymion* coupa ses câbles à huit heures du soir. Il faillit échouer sur la pointe du sérail, où les courants du Bosphore l'entraînèrent ; mais il manœuvra avec autant d'ordre et de silence que ce danger le permettait, et sortit du port sans que ce mouvement éveillât l'attention des Turcs, qui ne connurent que bien avant dans la nuit le départ de la légation britannique.

Lorsque M. Arbuthnot passa devant les Dardanelles, le capitan-pacha se trouvait à la pointe de Nagara avec une escadre composée d'un vaisseau de ligne, de cinq frégates et d'un brick. Ce grand-amiral y avait été envoyé avec Feyzi-Effendi, ci-devant intendant des nizam-

gedittes, pour activer les nouveaux travaux défensifs; Feyzi était chargé de payer les travailleurs.

Ces ministres, ne sachant pas que l'ambassadeur d'Angleterre se trouvait sur la frégate qui passait devant eux, ne lui firent aucune question et la laissèrent sortir (1).

Arrivé dans la rade de l'île de Ténédos et n'ayant plus la crainte d'être arrêté comme otage, M. Arbuthnot s'empressa d'écrire à la Porte pour lui faire connaître les motifs de son départ, représenta qu'il n'était pas sorti du territoire ottoman, et demanda à reprendre la négociation qui avait été commencée à Constantinople.

Les ministres turcs, qui n'avaient pas envie de se brouiller avec l'Angleterre, et qui désiraient le prouver à toute l'Europe, lui répondirent aussitôt, et sans lui faire de reproches, qu'ils acceptaient sa proposition, et que, pour donner plus d'activité à la marche de la négociation, ils choisissaient, pour traiter avec lui, le capitan-pacha et Feyzi-Effendi, qui se trouvaient déjà aux Dardanelles.

M. Arbuthnot vit avec d'autant plus de plaisir que la Porte ne cessait pas de le regarder comme ambassadeur, qu'étant embarqué sur un vaisseau anglais, il pouvait être considéré comme ayant quitté le territoire ottoman; mais il résolut de ne pas descendre à terre et se contenta d'envoyer M. Berto-Pisani (2), son premier drogman, dans le village des Dardanelles, auprès des négociateurs ottomans.

(1) M. Arbuthnot recommanda, avant de partir, toutes les familles anglaises qu'il laissait à Constantinople à la protection du général Sébastiani. Celui-ci répondit à ce témoignage honorable de la confiance de son rival en les protégeant avec zèle et utilement.

(2) M. Berto-Pisani, qui, en servant avec zèle et intelligence son gouvernement, a été la principale cause de la mort de Feyzi-Effendi, fut ar-

Cet interprète fin et adroit s'insinua promptement dans l'esprit du capitan-pacha et de Feyzi-Effendi, ne leur parla que des intentions pacifiques de sa cour, eut soin de les occuper sans cesse par des pourparlers fréquents et par une correspondance très active, et réussit à détourner entièrement leur attention des travaux militaires dont la surveillance leur était confiée. En vain les ingénieurs turcs chargés de la construction des nouvelles batteries demandaient de l'argent et des travailleurs. Les négociateurs de la Porte les écoutaient avec indifférence. En vain M. de Lascours, aide-de-camp du général Sébastiani, que ce dernier avait envoyé aux Dardanelles pour lui rendre un compte exact de la marche de la négociation et des travaux militaires, représentait au capitan-pacha la nécessité d'activer les constructions, d'augmenter le nombre des ouvriers et de les payer avec exactitude. Celui-ci, convaincu follement que les Anglais n'avaient ni l'envie ni l'audace de passer le détroit des Dardanelles, répondait en souriant que tant de mouvements et de dépenses étaient inutiles, mais qu'il obéirait cependant aux ordres du Grand-Seigneur.

Ces plaintes se renouvelaient tous les jours; les travaux n'avançaient pas; les ouvriers, mal payés et mal surveillés, fuyaient de toutes parts; mais les négociations paraissaient très actives.

L'escadre anglaise parut enfin et jeta l'ancre dans la rade de Ténédos. Sa réunion aux trois vaisseaux de l'a-

rêté dans le village des Dardanelles, où il avait été laissé au moment du passage de la flotte anglaise. Échappé comme par miracle à la fureur des Turcs, il fut conduit en qualité de prisonnier de guerre à Brousse, et de là à Kutayar, où il resta jusqu'au rétablissement de la paix entre la Grande-Bretagne et la Porte.

miral Louis porta la force totale de la flotte commandée par l'amiral sir John Duckworth à 8 vaisseaux de ligne, dont 3 à trois ponts, 2 frégates, 2 corvettes, et 2 galiotes à bombes (1).

L'arrivée de cette escadre, qui était annoncée et attendue depuis long-temps, ne changea rien à la négociation, ne diminua pas la confiance aveugle du capitan-pacha et de Feyzi-Effendi, et ne donna aucune activité aux travaux militaires.

Les lettres nombreuses de M. Arbuthnot, les longues conférences de Pisani avec les négociateurs, et les réponses amicales et évasives de la Porte, n'avaient pas encore fait prendre à la question principale une tournure décisive, lorsque l'ambassadeur d'Angleterre et l'amiral sir John Duckworth, qui avaient l'ordre d'agir constamment de concert, résolurent de profiter du vent, qui était devenu favorable le 19 février 1807, et d'employer la force pour faire décider en leur faveur le ministère ottoman.

Les vaisseaux anglais étaient déjà sous voile, et portaient le cap au nord pour profiter du vent et pour embouquer plus facilement le canal des Dardanelles, lorsque le commandant du poste du cap des Janissaires fit avertir le capitan-pacha de ce mouvement et de la direction de la flotte britannique.

Le capitan-pacha, trop confiant dans les déclarations et les promesses du drogman d'Angleterre, crut, d'a-

(1) Avant de pouvoir agir elle fut affaiblie par la perte de l'*Ajax*, vaisseau de 74, qui prit feu par accident et ne put être sauvé.

Sir Sidney Smith, si célèbre par son courage et ses principes chevaleresques, se trouvait à bord de cette escadre et commandait en second. Ses conseils ne furent pas suivis pendant tout le cours de l'entreprise contre Constantinople.

près les manœuvres et la direction des vaisseaux anglais, que cette flotte allait commencer quelques croisières devant le détroit ou dans l'Archipel, comme les Russes avaient coutume de faire dans les guerres précédentes. C'était un jour de fête consacré par l'islamisme (1). Les canonniers, au lieu de se trouver à leurs postes, étaient dispersés dans leurs maisons ou dans les cafés.

Le capitan-pacha, pressé par le capitaine Lascours et par M. Méchain, vice-consul de France aux Dardanelles, se contenta d'ordonner aux artilleurs et aux troupes de se rendre aux batteries qui leur avaient été désignées; mais cet ordre verbal, donné avec un air d'indifférence, fut exécuté avec lenteur.

La flotte anglaise, favorisée par un vent frais, n'avait pas tardé à changer de route; elle était déjà à l'entrée du canal lorsque le capitan-pacha, reconnaissant trop tard son erreur, voulut réparer par le nombre, la précipitation et l'incohérence de ses ordres, le temps précieux qui avait été perdu.

Mais il n'était plus temps : les vaisseaux anglais entraient, et les canonniers turcs n'étaient pas encore arrivés aux châteaux extérieurs en nombre suffisant pour servir toutes les pièces. Le capitan-pacha, inquiet, irrésolu, ne sachant que faire, demandait des conseils, n'écoutait personne, criait, menaçait, et courait sans dessein. Le capitaine Lascours le suivait dans ses mouvements sans pouvoir le retenir, le diriger ou le calmer.

Cependant les artilleurs et les janissaires des deux villages situés près des châteaux de Kélidil-Bahar et de Soultanié-Calessi se rendirent d'eux-mêmes aux batteries, et se disposèrent à les servir. Le capitan-pacha,

(1) C'était le courban-beyram.

entraîné par leur exemple, se jeta dans un des châteaux, tandis que Feyzi-Effendi se fit porter à l'autre.

Les vaisseaux anglais entraient dans un ordre parfait, et avançaient avec vitesse. Le *Royal-George*, monté par l'amiral sir John Duckworth, dirigeait la marche; un espace assez considérable séparait les vaisseaux, qui se suivaient en ligne.

Ils avaient déjà dépassé les premières batteries sans répondre au feu peu actif des Turcs, et avaient l'air de se moquer du vain bruit des ouvrages défensifs des Dardanelles.

Mais aussitôt que le vaisseau amiral fut arrivé en travers des châteaux de Kélidil-Bahar et de Soultanié-Calessi, la canonnade des Turcs s'anima. Quoique assez mal dirigée, elle dut causer, à cause du rapprochement des côtes, quelque dommage à l'ennemi. Le *Royal-George* commença alors son feu par des bordées de chaque bord sans ralentir sa marche, et disparut bientôt sous un nuage de fumée. Les autres vaisseaux suivirent cet exemple. La canonnade devint très chaude pendant quelques instants.

Mais le capitan-pacha, voyant les effets destructeurs de plusieurs boulets qui avaient pénétré dans la principale batterie, où il se trouvait, montra de la frayeur, et s'empressa de quitter ce poste, en disant qu'il allait donner des ordres à son escadre mouillée derrière la pointe de Nagara.

Son départ découragea les canonniers. Ils s'écrièrent tous que, puisque le capitan-pacha fuyait le danger, ils pouvaient le fuir aussi. N'écoutant plus les ordres de leurs chefs ni les remontrances des officiers français qui étaient venus partager leurs périls, ils jetèrent les refouloirs et les écouvillons contre les pièces ou sur les pa-

rapets, et menacèrent de tuer ceux qui s'opposeraient à leur fuite. En peu d'instants les officiers français se trouvèrent presque seuls sur ces batteries, que les vaisseaux anglais, dans leur marche rapide, foudroyaient en avançant.

Aussitôt que la flotte ennemie eut dépassé le château de Kélidil-Bahar, elle se trouva engagée dans cette partie du canal où le directeur du génie militaire avait proposé, à l'époque de la rupture avec la Russie, de réunir les principaux moyens de défense. Mais la batterie tracée sur la pointe de Nagara commençait à peine à s'élever au dessus du sol; celles près du couvent de Saint-George et de la Petite-Barbe n'étaient pas même ébauchées; les matériaux nécessaires à la construction des nouveaux ouvrages près des châteaux n'étaient pas encore réunis. L'escadre qui aurait dû être embossée derrière la pointe de Nagara se réduisait à 1 vaisseau de ligne, 5 frégates et 1 brick, qui étaient mouillés sans ordre et sans coopérer à la défense du canal.

Le vaisseau de ligne, sur lequel le capitan-pacha avait eu le soin de ne pas s'embarquer, reçut quelques bordées, se soumit, et fut brûlé. Quatre frégates l'imitèrent et eurent le même sort. La cinquième, commandée par un homme extraordinairement courageux (Ibrahim-Aga), opposa la plus vigoureuse résistance. Attaquée presque à la fois par plusieurs vaisseaux de ligne, elle ne cessa de répondre à leur feu terrible que lorsque les trois quarts de son équipage furent morts ou blessés. Le brick se sauva, et alla annoncer à Constantinople la prochaine arrivée de l'escadre britannique.

Quelques soldats turcs s'étaient montrés, pendant le combat naval, sur la plage de Nagara, et paraissaient occupés à monter des pièces de canon pour tirer sur les

vaisseaux ennemis. Les Anglais se hâtèrent d'y débarquer du monde, chassèrent les Turcs, et enclouèrent tous les canons qu'ils trouvèrent sur l'emplacement de la nouvelle batterie.

Le succès des Anglais dans cette entreprise fut complet, et leur coûta peu de monde. Ils eurent la gloire d'avoir passé les premiers ce détroit des Dardanelles, qui avait été regardé jusque alors comme une barrière insurmontable.

Les officiers français, qui, après le départ du capitan-pacha, avaient prévu l'issue de l'attaque, ne s'arrêtèrent pas à examiner le combat naval : ils prirent des chevaux de poste, et arrivèrent à Constantinople peu d'heures après le brick qui était parti de Nagara. Leur récit fit tomber tout le blâme sur le capitan-pacha et sur Feyzi-Effendi. Le premier, quoique plus coupable, fut soutenu dans le sérail, et ne perdit que sa fortune et son emploi. Le second fut condamné à mort, et périt pour avoir montré trop de négligence et de crédulité.

Le premier avis du passage des Dardanelles et de la prochaine arrivée de la flotte anglaise produisit dans le sérail la plus grande confusion. Tous les ministres et conseillers d'état, réunis à la hâte dans la salle du divan, ne virent d'abord d'autre salut pour la capitale et pour le palais du Grand-Seigneur que dans une prompte adhésion aux demandes de l'ambassadeur d'Angleterre.

Leur dessein pusillanime, se joignant aux cris des femmes, aux gémissements des eunuques, aux signes manifestes de la terreur sur tous les visages, fit une forte impression sur l'esprit du sultan Sélim. Ce prince, qui n'était jamais sorti de sa capitale, et qui n'avait entendu le bruit du canon que pour célébrer les fêtes pu-

bliques ou pour le saluer lui-même, ne put se garantir de la frayeur contagieuse de ceux qui l'entouraient.

Comme la rupture immédiate avec la France et le renvoi du général Sébastiani était une des conditions principales de la nouvelle alliance proposée par M. Arbuthnot, le sultan Sélim envoya un de ses favoris, Isaak-Bey (1), à l'hôtel de France, pour faire connaître à l'ambassadeur la décision du divan, et lui demander s'il était disposé à partir. Le ton froid et dédaigneux d'Isaak-Bey, et ses réflexions sur les dangers où une politique imprudente avait jeté la capitale de l'empire, causèrent d'abord de vives inquiétudes au général Sébastiani.

Mais, prenant aussitôt le ton de fierté qui convenait au représentant d'une grande nation, il répondit au favori du sultan Sélim « que l'arrivée de la flotte anglaise ne l'effrayait pas; qu'accrédité auprès de la Porte, il se trouvait sous sa sauvegarde, et qu'il ne quitterait Constantinople qu'après en avoir reçu l'ordre formel de Sa Hautesse ».

La terreur des habitants du sérail ne s'était pas communiquée à ceux de la ville et des faubourgs. Jamais la noblesse du caractère des Osmanlis ne parut avec plus d'éclat. Au lieu de craindre les approches d'une escadre formidable qui avait forcé le passage des Dardanelles, ils poussaient des cris de fureur et de vengeance contre ces perfides Anglais qui, disaient-ils, sans provocation

(1) Ce même personnage fut choisi pour négocier avec M. Arbuthnot et l'amiral Duckworth. Amené en France par le baron de Tott, et élevé à Versailles par les bienfaits de Louis XVI, il conservait une grande reconnaissance pour la maison de Bourbon, et avait conçu une haine violente contre tous les gouvernements révolutionnaires de la France.

et sans motifs, avaient attaqué, en pleine paix, leurs anciens amis, avaient brûlé une escadre turque, et venaient dicter la loi au sultan Sélim, en menaçant de détruire sa capitale et son sérail.

Les topchys se hâtaient d'armer les batteries (1); les janissaires quittaient leurs bâtons, qui sont leurs armes ordinaires pendant la paix, pour prendre des fusils et des yatagans; les vieillards et les enfants se dirigeaient en foule sur les travaux, et offraient leurs services pour porter des terres et des fascines; ceux dont les maisons pouvaient gêner l'action de l'artillerie s'empressaient de les détruire pour laisser aux canons un libre jeu contre l'escadre ennemie. Tous paraissaient disposés à périr plutôt qu'à se soumettre.

Cet élan populaire changea les dispositions des ministres turcs. La crainte de devenir les victimes de la fureur du peuple fut plus puissante sur eux que la honte d'avilir leur souverain et le nom musulman. Peu d'heures après avoir déclaré au sultan Sélim que le salut de la capitale exigeait une prompte adhésion aux demandes de l'ambassadeur d'Angleterre, les ministres prièrent le grand-visir de représenter à Sa Hautesse que, puisque tout le peuple de Constantinople était résolu de se défendre, il convenait de profiter de cet enthousiasme national, et de se mettre en état de combattre la flotte ennemie qui s'approchait.

Le sultan Sélim adopta avec plaisir cette opinion, digne, disait-il, des Osmanlis, et ordonna de suite que tous les travaux commencés seraient achevés, perfectionnés et armés dans la même nuit; qu'on mettrait sans

(1) Aucune des nouvelles batteries de Constantinople n'était armée lorsque la flotte anglaise parut devant cette capitale.

retard à la disposition des ingénieurs militaires tous les matériaux et les ouvriers nécessaires pour la construction des nouvelles batteries; que tous les musulmans seraient appelés à servir les pièces et à combattre; que les fidèles rayas n'auraient d'autre destination que celle de porter des terres, des fascines, des projectiles, et de traîner les canons, et qu'enfin les ministres de la Porte surveilleraient eux-mêmes les travaux, dont il mettait la prompte exécution sur leur responsabilité personnelle.

Les terrasses adossées intérieurement au mur d'enceinte du sérail du côté de la mer, ayant été désignées comme propres à l'établissement de plusieurs batteries, ce prince fit ouvrir la porte du jardin du harem, après avoir pris la précaution d'envoyer ses femmes dans le vieux sérail (1).

Le général Sébastiani, enchanté de ces nouvelles dispositions, qui assuraient à ses opérations diplomatiques un succès complet, s'empressa de se rendre à la Porte et demanda une audience particulière au sultan Sélim. Elle lui fut immédiatement accordée. Le Grand-Seigneur, voulant le dédommager des désagréments et des inquiétudes qu'avaient dû lui causer le message d'Isaac-Bey, lui fit un accueil très amical et daigna écouter, avec un air d'intérêt, les discours que ce général lui tint (2) pour lui dire combien sa résolution de repousser l'injuste agression d'un ennemi insolent était noble et digne de ses glorieux ancêtres, et pour lui faire sentir

(1) Le vieux sérail, où l'on renferme les cadunnes et les odalisques des empereurs morts ou déposés, est situé dans un ancien palais des empereurs grecs, qui se trouve presque au centre de la ville.

(2) Le général Sébastiani fut secondé habilement dans ces circonstances importantes par les deux premiers drogmans de France, les sieurs Franchini, et surtout par l'aîné des deux frères, homme très intelligent et actif.

combien l'amitié de Napoléon allait être utile à la Porte dans un temps où ce prince, victorieux de ses ennemis, marchait sur Saint-Pétersbourg pour conclure une paix dont ses fidèles sujets retireraient les plus solides avantages.

L'offre que cet ambassadeur fit de ses services et de ceux des officiers français qui se trouvaient à Constantinople fut agréée avec reconnaissance. On le vit, dès ce moment, se porter sur les batteries, attacher à chacune d'elles, avec le consentement des ministres, un des officiers de sa suite et répandre l'or parmi les travailleurs et les canonniers. Il fit réunir environ deux cents Français (1), qui s'offrirent volontairement, et les dispersa dans les batteries.

Le marquis d'Alménara (2), qui, pendant l'entrevue du général Sébastiani avec le Grand-Seigneur, était allé

(1) Les Français qui se distinguèrent dans cette circonstance furent MM. Lablanche et Latour-Maubourg, secrétaires d'ambassade ; Lascours, capitaine aide de camp du général Sébastiani ; Desacres de Fleuranges, et Gérard, officiers de sa suite ; mais surtout les capitaines Boutin, Leclerc, et Coutaillout, qui, envoyés de Dalmatie par le duc de Raguse, arrivèrent à Constantinople au moment de l'apparition de l'escadre anglaise devant cette capitale. M. Gustave de Coigny, aide de camp du général Sébastiani, se trouvait alors en mission auprès de Moustapha - Baïractar, pacha de Routschouk.

M. le comte de Pontécoulant, sénateur français, qui se trouvait à Constantinople, déploya dans cette circonstance le zèle, l'activité, et le discernement d'un ancien militaire.

(2) M. le marquis d'Alménara reçut par la suite un témoignage éclatant des services qu'il avait rendus à la Porte à cette époque, par le grand cordon de l'ordre du Croissant ottoman. Nommé en 1809 ministre de l'intérieur en Espagne par le roi Joseph, il prit constamment le parti de ses compatriotes opprimés, et montra un cœur noble et élevé, digne du caractère de cette nation énergique, ainsi que les talents et la prudence d'un habile administrateur.

voir les ministres (1) pour les affermir dans la résolution que l'enthousiasme du peuple avait fait prendre, fut constamment d'un grand secours à son collègue, se tint de jour et de nuit sur les batteries avec ses secrétaires d'ambassade (2), et organisa une compagnie de canonniers pris parmi les marins de sa nation qui se trouvaient à Constantinople.

Cependant la flotte anglaise, profitant du vent favorable, s'avançait à pleines voiles vers le cap Saint-Stéphano à deux lieues au sud de cette capitale; mais le vent d'ouest, se calmant tout à coup, annonça le retour prochain du vent de la mer Noire. Le jour baissait, les courants empêchaient les vaisseaux anglais d'aller plus loin; les galiotes à bombes n'avaient pas pu suivre. Il fallut jeter l'ancre et attendre le lendemain.

Ce fut pendant cette nuit importante que tous les projets que j'ai détaillés plus haut furent adoptés, et que la Porte, effrayée d'abord par un événement aussi extraordinaire, prit, en voyant les mouvements du peuple, la résolution de se défendre.

L'ambassadeur et l'amiral anglais pensaient, d'après les événements antérieurs, que l'effet moral de l'apparition d'une flotte anglaise devant Constantinople devait suffire pour engager les ministres turcs à changer de système politique. Ils préférèrent, en conséquence, la

(1) Ali-Effendi, ministre de la marine, qui avait été ambassadeur en France dans le temps du directoire, eut une grande part à cette résolution du divan. Il était très lié avec M. le marquis d'Alménara, qui lui avait rendu de grands services pendant son séjour à Paris.

(2) Le marquis d'Alménara fut secondé avec zèle dans cette circonstance par ses secrétaires et les officiers à la suite de sa légation; entre autres par MM. Endiriz, Carnerrero, Perez et Belin.

voie des négociations à celle d'une attaque immédiate qui, pouvant causer la perte des vaisseaux à cause des courants et des autres difficultés locales, n'aurait pas manqué d'ailleurs d'aigrir à jamais les Turcs contre la Grande-Bretagne. Cette considération, à laquelle le vent devenu contraire donnait une grande force, fit prendre à l'amiral sir John Duckworth la résolution d'aller mouiller derrière Proti, la plus considérable des îles des Princes, à deux lieues à l'est de Constantinople. La bonté de ce mouillage avait été reconnue d'avance par le capitaine de la frégate *l'Endymion*, qui s'y était tenue exprès à l'ancre pendant tout le mois qui avait précédé le départ de M. Arbuthnot.

Aussitôt que les vaisseaux anglais furent mouillés dans la rade des îles des Princes, un parlementaire entra dans le port de Constantinople avec des lettres signées par M. Arbuthnot et sir John Duckworth. Ceux-ci, se servant toujours du langage de l'amitié, engageaient la Porte à se décider de suite en faveur de l'Angleterre, et à ne pas les obliger, par une plus longue indécision ou par un refus formel, à avoir recours à la force et à des moyens violents qui répugnaient aux sentiments de leurs cœurs (1).

Les officiers chargés de ces dépêches furent conduits chez Ali-Effendi, ministre de la marine. L'accueil assez brutal qu'ils reçurent, l'air menaçant des officiers et des marins, et quelques paroles indiscrètes, leur firent croire que les Turcs allaient violer en eux le droit des gens.

(1) Ces sommations étaient une répétition des demandes faites par M. Arbuthnot au Réis-Effendi le 25 janvier. — Elles furent beaucoup adoucies lorsque les négociateurs anglais reconnurent que les Turcs, loin de se laisser influencer par la crainte, étaient résolus de se défendre.

Appelés auprès du sérail pour être entendus, ils crurent que leur dernière heure était venue. Au lieu de se rendre au Kiosque-vert, lieu désigné de conférence (qui est souvent celui des exécutions), ils se dirigèrent à force de rames vers l'escadre anglaise, sans être arrêtés et sans remettre les lettres qui leur avaient été confiées.

Cet événement produisit dans cette négociation un retard qui fut extrêmement avantageux aux travaux militaires. Ceux-ci avancèrent avec une rapidité dont il n'y a peut-être jamais eu d'exemple. Les canonniers, les janissaires, les bostangys et les Français, s'occupaient de placer les saucissons et les fascines et de façonner et armer les batteries. Les Grecs, les Arméniens et les Juifs, ayant à leurs tête leurs patriarches et le kakambachy, portaient des terres pour les épaulements, des branches d'arbres pour les clayonnages, et traînaient les canons. Les deux rives d'Europe et d'Asie étaient couvertes de travailleurs. On voyait les parapets s'élever comme par enchantement.

Le port, défendu par les deux formidables batteries de la pointe du sérail et de Tophané, fut fermé dès la première nuit par un double rang de chaloupes canonnières. Sept vaisseaux de ligne, embossés en avant de Bechictache, furent destinés à défendre le canal du Bosphore. Des bateaux remplis de matières incendiaires furent réunis à Tophané pour être lancés contre les vaisseaux ennemis.

Les ministres, pour exciter les travailleurs, avaient partagé entre eux la surveillance des principales batteries et s'y étaient établis en permanence avec une partie des employés de leurs bureaux. L'activité, entretenue par leur présence, par l'enthousiasme général et par des largesses répandues à propos, fut si grande, que trois

cents pièces de canon étaient placées dans les batteries et prêtes à servir dès la fin du premier jour. Le nombre des bouches à feu destinées à combattre l'ennemi s'éleva, dans les jours suivants, à près de douze cents de toutes espèces et de tous calibres.

Le sultan Sélim, qui, entraîné par son éducation et égaré par les conseils des ministres, s'était montré faible dans quelques circonstances importantes, déploya durant la présence de l'escadre anglaise une activité digne du chef d'une nation belliqueuse.

Mettant de côté la morgue d'un sultan et le faste d'un empereur, il se promenait souvent à pied, tenant à la main un archêne d'ivoire comme premier architecte de l'empire, et n'ayant à sa suite que deux ou trois officiers de sa maison. On le voyait sourire à tout le monde, interroger les ingénieurs et mesurer lui-même les dimensions des batteries pour reconnaître si elles avaient été tracées avec soin et exactitude. Ses largesses donnaient beaucoup de poids à ses éloges, toujours faits avec discernement.

Le second jour après le mouillage de la flotte britannique dans la rade des îles des Princes, l'ambassadeur et l'amiral anglais envoyèrent faire à la Porte une sommation plus forte et plus pressante que la première. Tous les vaisseaux anglais avaient leurs voiles déferlées et paraissaient disposés à se mettre en mouvement. Une frégate était sous voile et cherchait à refouler le courant du Bosphore. Ses efforts furent vains. Entraînée par le vent et par la mer, elle se trouva pendant quelques instants assez près d'une batterie turque pour en être vivement canonnée. Tout annonçait une attaque.

Mais Constantinople se trouvait déjà en état de défense. Les principales batteries étaient construites. L'ou-

verture du port et du canal était effectuée par les feux croisés des nombreuses batteries d'Asie et d'Europe. La direction des côtes, la vitesses du courant, le rocher sur lequel est bâtie la tour de Léandre, laquelle avait été armée de pièces de gros calibre et pourvue d'un fourneau à boulets rouges, une centaine de chaloupes canonnières, une escadre embossée à Bechictache, et des bateaux incendiaires, rendaient extrêmement difficile et dangereuse l'attaque de cette partie de Constantinople, laquelle, par son importance décisive, devait fixer principalement l'attention de l'ennemi.

Car c'est dans le port de Constantinople que se trouvent tous les établissements maritimes. C'était seulement à l'embouchure du Bosphore, entre Scutari, la pointe du sérail et Tophané, que la flotte anglaise pouvait foudroyer à la fois la ville, ses populeux faubourgs et le palais du Grand-Seigneur. Sur la rive de la Propontide une ancienne muraille haute, solide et assez bien conservée, garantissait presque partout la ville contre les effets de la canonnade, et était défendue sur les points les plus accessibles, près des portes de Aker-Capou, de Davoud-Pacha, etc., par des batteries formidables. Le rentrant que fait la côte dans cette partie ajoutait beaucoup à la force de cette ligne défensive, dont les Sept-Tours et le *Kiosk-Ingerlu* du sérail formaient les deux extrémités.

Les deux galiotes à bombes qui accompagnaient la flotte anglaise étaient le plus grand épouvantail pour Constantinople, dont toutes les maisons particulières sont bâties en bois. Mais on avait disposé dans les quartiers près de la mer un grand nombre de pompes. Celles-ci, entourées par une réunion considérable de pompiers et de porteurs d'eau, et protégées par des détachements

de janissaires armés de haches aussi bien que de fusils, étaient destinées à arrêter de suite les effets de l'incendie.

Mais ces galiotes ne pouvaient pas envoyer leurs bombes dans l'intérieur de la ville sans approcher des batteries de la côte.

Exposées à près de six cents bouches à feu, elles auraient difficilement évité d'être détruites par les projectiles des Turcs, ou incendiées par des bateaux remplis de matières inflammables, que plus de 200 musulmans qui se sacrifiaient volontiers pour leur religion et leur patrie s'étaient offerts de diriger tant sur elles que sur les vaisseaux ennemis (1).

Les négociations entre la Porte et l'ambassadeur d'Angleterre continuèrent pendant plusieurs jours (2). Les réponses des ministres turcs, d'abord incertaines et évasives, prenaient un ton fier et menaçant à mesure que les travaux avançaient. Les lettres de M. Arbuthnot, qui dut s'apercevoir dès le deuxième jour que le coup était manqué, étaient celles d'un négociateur habile qui, malgré les menaces et les hostilités, voulait encore laisser une porte ouverte à la réconciliation.

Pendant le séjour trop prolongé de la flotte anglaise

(1) On vit des marins turcs qui, pleins d'enthousiasme, osèrent se risquer dans de frêles embarcations au milieu de la flotte anglaise. Ils enlevèrent des canots qui se rendaient d'un vaisseau à l'autre.

(2) M. Arbuthnot, étant tombé malade, déclara que sa mission était finie, et remit toute la négociation entre les mains de l'amiral Duckworth. — Celui-ci se laissa amuser par les ministres de la Porte, qui, ayant proposé une entrevue, firent naître des difficultés sur le choix du lieu de la conférence, et eurent l'adresse de traîner cette affaire jusqu'au jour du départ de l'escadre britannique. N'insistant plus sur le renvoi du général Sébastiani, l'amiral anglais n'exigeait, dans les derniers jours, que la simple remise de 15 vaisseaux de ligne.

devant Constantinople, il n'y eut d'autres hostilités de commises que dans l'île de Proti. — Un détachement de 60 Turcs de Calcédoine avait eu le courage d'y débarquer et de s'y établir dans un couvent de caloyers grecs, point dominant d'où ils pouvaient empêcher les Anglais de descendre dans l'île pour y prendre de l'eau et du bois.

L'amiral Duckworth, qui avait négligé ce poste essentiel, fit attaquer les Turcs par un fort détachement de troupes de la marine. L'attaque fut vive ; mais, conduite sans prudence et sans discernement, elle n'eut aucun succès. Les Anglais perdirent beaucoup de monde, le commandant du détachement fut tué, et les Turcs restèrent maîtres du couvent.

Déjà Constantinople, hérissé de canons, avait pris un aspect vraiment formidable. Non seulement tous les ouvrages défensifs désignés dans le projet de défense étaient achevés, mais encore des batteries intermédiaires avaient été construites. Cette capitale n'avait plus rien à redouter.

Cependant la négociation continuait, et les vaisseaux anglais restaient tranquillement mouillés dans la rade des îles des Princes.

Lorsque les ministres de la Porte, entraînés par l'enthousiasme du peuple, avaient résolu de défendre Constantinople, ils avaient senti en même temps combien il leur était nécessaire de reprendre les travaux défensifs des Dardanelles, et d'y réunir une force respectable, afin d'empêcher la flotte anglaise de recevoir des renforts et des vivres.

Ismaël-Pacha, ministre intelligent et généreux, qui avait été remplacé dans les fonctions de grand-visir par l'aga des janissaires à l'époque de l'insurrection des habitants de la Romélie contre l'armée de Cadi-Pacha, fut

chargé de diriger et de payer les nouveaux travaux, et y porta sa rigidité, sa générosité et son activité ordinaires. Quelques ingénieurs turcs et deux cents canonniers furent expédiés de Constantinople vers l'Hellespont, et mis sous les ordres d'Ismaël-Pacha.

Tout y changea d'aspect. Des milliers d'ouvriers, pris dans les villages voisins, travaillèrent avec autant d'activité qu'ils avaient montré jusque alors de négligence et de mauvaise volonté, parce que l'infatigable Ismaël-Pacha, généreux envers les travailleurs zélés et actifs, était inflexible et cruel envers les paresseux. Les canonniers de Constantinople, plus instruits et mieux exercés que les artilleurs sédentaires des châteaux de l'Hellespont, se rendirent très utiles pour l'armement des batteries et le service des bouches à feu. Les ingénieurs turcs eurent sans cesse à leur disposition tous les moyens qui leur étaient nécessaires.

L'amiral sir John Duckworth ne tarda pas à être informé des progrès rapides des travaux défensifs des Dardanelles, et craignit de se voir renfermé dans la mer de Marmara. Son séjour devant Constantinople devenait inutile : la négociation, au lieu de prendre une tournure favorable, ne faisait qu'augmenter l'orgueil des Turcs. Les vents de nord-est et de sud-ouest qui avaient soufflé depuis son arrivée, et qui règnent presque perpétuellement dans ces parages, ne convenaient pas à l'attaque. Le premier, venant de la mer Noire, accroît la force du courant du Bosphore. L'autre aurait pu devenir extrêmement dangereux, dans cet espace resserré, aux vaisseaux attaquants, dans le cas d'une tentative malheureuse.

Ces considérations engagèrent l'amiral anglais à renoncer à des sommations inutiles, et à une négociation qui

ne pouvait plus avoir d'autre résultat que de compromettre de plus en plus l'honneur de la Grande-Bretagne, et l'existence de la flotte engagée dans la mer de Marmara.

Le 2 mars, un vent frais du nord-est paraissait favorable à l'attaque. Les vaisseaux anglais étaient sous voile de très bonne heure. Leur premier mouvement semblait annoncer qu'ils allaient se porter sur Constantinople pour exécuter leurs menaces si souvent répétées. Tous les habitants de cette capitale étaient en mouvement. Une foule nombreuse couvrait les batteries d'Europe et d'Asie. Toute la population avait les yeux fixés sur cette escadre menaçante. Mais les vaisseaux anglais virèrent tout à coup de bord, déployèrent toutes leurs voiles, et, recevant le vent en poupe, disparurent bientôt aux regards d'un peuple immense, qui s'empressa de joindre à ses cris de triomphe des remercîments à Dieu et au Prophète.

L'expédition des Anglais contre Constantinople a été généralement blâmée à cause du mauvais succès de cette entreprise. Si les auteurs du projet avaient eu l'idée d'imposer la loi à la Porte par l'effet physique de huit vaisseaux de ligne contre une ville de près d'un million d'âmes, et entourée par une forte enceinte, on pourrait les accuser de folie. Mais si leur intention a été, comme leur conduite le démontre, celle de profiter de la pusillanimité ordinaire des ministres turcs, et de la terreur que paraissaient devoir inspirer parmi les habitants de Constantinople le passage des Dardanelles, et l'apparition soudaine d'une flotte formidable, on ne doit pas trop les blâmer d'avoir compté sur ce moyen, puisqu'ils ont été au moment de réussir.

Cet événement peut servir à prouver que, quoique le

ministère ottoman, composé d'esclaves toujours tremblants pour leur vie, ait souvent montré de l'inconstance et de la pusillanimité, les Osmanlis, endormis et ignorants, mais fiers et énergiques, sont susceptibles, comme les Espagnols, de cet élan national et de ce dévoûment patriotique qui peuvent sauver une nation dans les crises les plus orageuses.

Lorsque la flotte anglaise reparut dans le canal de l'Hellespont pour rentrer dans l'Archipel, les nouvelles batteries, à l'exception de celle de Nagara, n'étaient pas encore en état de servir, quoique leur construction eût été poussée avec vigueur. Mais les anciens châteaux étaient garnis de monde; tous les canonniers se trouvaient à leurs postes; les canons des batteries basses, dont quelques uns portent des boulets de granit de sept à huit cents livres, n'avaient pas été négligés, comme dans le premier passage, et étaient prêts à porter la destruction dans les vaisseaux ennemis.

3 mars. — Les Anglais, favorisés par le vent et par les courants, passèrent rapidement, et s'occupèrent peu de répondre au feu des Turcs. Mais ce passage fut pénible (1). Les énormes boulets des batteries basses firent sur quelques vaisseaux anglais des effets terribles et désastreux. Le vaisseau à trois ponts *le Windsor-Castle* reçut un de ces boulets, qui fit une large brèche, et coupa le grand mât dans le premier entrepont. Un de ces projectiles frappa *le Standard* (2), vaisseau de 74,

(1) La flotte anglaise n'employa qu'une heure et demie pour se rendre depuis son mouillage près de Lassaki, où elle avait passé la nuit du 3 au 4 mars, jusqu'à l'embouchure du détroit.

(2) Ce rapport m'a été fait par un officier de la marine anglaise qui se trouvait à bord de ce vaisseau, et qui, ayant été pris en Égypte au mois

pénétra par la poupe, renversa tout dans son passage, et ne fut arrêté dans ses bondissements que par le mât de misaine. Le choc de cette masse granitique contre les bandes de fer du mât fit naître des milliers d'étincelles. Celles-ci mirent le feu à des caisses de munitions qui se trouvaient près du mât pour le service de la batterie, et causèrent une explosion qui détruisit une partie du pont supérieur. Près de soixante hommes furent mis hors de combat par ce seul boulet. Mais la plupart de ces énormes projectiles, qui laissaient sur la mer une trace blanche par le choc violent de leurs nombreux ricochets, furent lancés en vain, parce que les bouches à feu qui les vomissaient, étant d'immenses cônes tronqués de bronze, sans bouton de culasse, sans bourrelet et sans tourillons, couchées à terre, arrêtées dans leur recul, et entièrement immobiles, ne pouvaient être chargées qu'avec lenteur. Leur immobilité obligeait les canonniers turcs d'attendre pour faire feu que les vaisseaux ennemis se montrassent dans la direction immédiate de leurs pièces.

Des projets avaient été présentés à la Porte pour pouvoir diriger ces canons dans toute l'étendue de l'arc compris entre les joues de leurs larges embrasures. Mais ces projets, quoique approuvés, n'avaient pas été mis à exécution, et ne le sont pas encore. Le perfectionnement facile de ces armes monstrueuses assurerait à des batteries de côte bien établies un immense avantage sur

d'avril suivant, fut amené comme prisonnier à Constantinople, en compagnie du major Vogelsang, du régiment suisse de Roll, au service d'Angleterre. Ce dernier était tombé au pouvoir des Turcs au second siége de Rosette.

les vaisseaux qui oseraient s'embosser devant elles (1).

L'amiral sir John Duckworth, étant de retour dans la rade de Ténédos, s'empressa de remercier le ciel d'avoir pu échapper sans la perte d'un seul vaisseau de ligne aux dangers qu'il venait de courir. Renonçant à une négociation devenue inutile, il fit aussitôt voile pour se rendre à Malte, et de là en Egypte (2).

Avant de reprendre l'histoire des révolutions de Constantinople, nous suivrons les Anglais dans cette dernière expédition, qui avait pour but d'arracher à l'empire ottoman une de ses provinces les plus riches et les plus intéressantes.

Lorsque les Anglais remirent, conformément au traité d'Amiens, l'Egypte entre les mains des agents de la Porte, les Mamelouks désiraient reprendre l'influence et l'autorité qu'ils avaient eues sur cette province avant l'arrivée de l'armée française. Le cabinet de Londres, auprès duquel ils avaient envoyé un de leurs chefs, Elfy-Bey, leur avait promis son appui.

Il était de l'intérêt de la Porte d'achever ce que les Français avaient commencé, et d'anéantir cette soldatesque indépendante. L'administration des pachas offre des inconvénients à cause de l'avidité insatiable et de l'indocilité de quelques uns d'entre eux. Mais ces pachas meurent; la Porte hérite toujours de leurs richesses, et

(1) Plusieurs travaux importants furent tracés et construits aux Dardanelles pendant l'été de 1807, sous la direction de MM. Foy et Haxo. Ces deux officiers, d'un très grand mérite, sont devenus lieutenants-généraux durant la guerre d'Espagne, où ils ont acquis une brillante réputation.

(2) D'après les gazettes anglaises, la perte des Anglais fut, dans le premier passage, de 38 hommes tués et 100 blessés.

Dans le second passage, de 137 hommes tués et 412 blessés. Les deux corvettes périrent.

reprend en entier, après leur mort, l'exercice de son autorité souveraine. Il n'en était pas de même du corps de Mamelouks. Celui-ci, sans cesse alimenté par l'achat de nouveaux esclaves nés chrétiens, ne mourait pas; son influence, soutenue par des guerriers nombreux et réputés invincibles, était inébranlable. L'autorité du pacha du Caire se réduisait à une vaine représentation. Le Grand-Seigneur ne recevait qu'une très faible portion des revenus de cette riche province.

Après l'évacuation de l'Égypte par les Anglais, la circonstance était favorable pour exterminer les Mamelouks. La guerre d'Égypte avait fait périr les plus braves d'entre eux; la désunion régnait parmi les chefs.

La Porte s'empressa d'envoyer des Albanais pour soutenir le pacha du Caire contre les entreprises des Mamelouks et défendit la vente en Egypte des esclaves circassiens ou géorgiens qui, depuis la formation de ce corps, en avaient toujours été la principale force. Les Albanais, plus nombreux, combattirent d'abord les Mamelouks avec succès; mais, naturellement indociles et mécontents de l'inexactitude du gouvernement dans le paiement de leur solde, excités d'ailleurs sous main par les ennemis de la Porte, ils se joignirent en 1803 à ceux qu'ils devaient combattre, et commirent d'horribles excès.

Cette union fut courte, parce que les beys mamelouks désiraient commander et que les Albanais voulaient être indépendants. Un des chefs de ces derniers, Méhémet-Ali, ayant pris sur ses compatriotes un ascendant qu'il devait à sa valeur, à ses talents militaires et à son adresse, fut favorisé par la Porte. Il en reçut de l'argent et des renforts, et parvint à réunir la plus grande partie des Albanais sous son commandement. S'étant déclaré de nouveau contre les Mamelouks, après avoir fait assassiner

plusieurs de leurs chefs par trahison, il leur fit une guerre cruelle et exterminatrice, les vainquit par la supériorité du nombre et les força à se réfugier dans la Haute-Égypte (1).

Mais les Anglais, qui désiraient rétablir l'autorité des Mamelouks et avoir l'Égypte sous leur dépendance en faisant une alliance solide avec cette milice permanente, s'empressèrent, après l'expédition de Constantinople, d'envoyer un corps d'environ 5 à 6000 hommes à Alexandrie pour exécuter ce projet. La flotte revenue des Dardanelles eut ordre d'appuyer cette opération.

Méhémet-Ali se trouvait alors au Caire avec la plus grande partie de ses troupes et n'avait laissé qu'une faible garnison à Alexandrie. Les habitants de cette ville commerçante, préférant, par expérience, la domination tranquille des Francs au gouvernement orageux et tyrannique des Mamelouks et des Albanais, étaient disposés à accueillir les Anglais comme des libérateurs. Le major Misset, consul d'Angleterre, avait gagné les chefs de la faible garnison d'Alexandrie. Les troupes britanniques ne trouvèrent presque aucune résistance, et furent admises le 20 mars dans cette ville, à la grande satisfaction des habitants.

23 mars 1807. — Le général en chef, Fraser, voulant s'emparer des villes maritimes avant que Méhémet-Ali fût à temps de les secourir, envoya, aussitôt après la prise d'Alexandrie, le général Wauchope avec environ

(1) Cependant la Porte, oubliant ses véritables intérêts et cédant à l'influence du cabinet de Londres, avait consenti en 1806 à rétablir l'autorité des beys mamelouks, et à remplacer Méhémet-Ali par le pacha de Salonique. Mais Méhémet-Ali refusa d'obéir, fit des menaces au capitan-pacha, qui était chargé d'opérer ce changement, et conserva le gouvernement de l'Égypte en se soumettant à payer à la Porte une somme annuelle de 2500 bourses.

1200 hommes à Rosette pour prendre possession de cette ville. Les Anglais, persuadés par de faux avis qu'ils y seraient accueillis comme ils l'avaient été à Alexandrie, marchèrent sans ordre, ne prirent aucune précaution et entrèrent inconsidérément dans Rosette, dont les portes ouvertes annonçaient la soumission volontaire.

Le commandant albanais de cette ville les laissa pénétrer et s'entasser en colonnes serrées dans les rues étroites et tortueuses; mais un feu terrible de mousqueterie, sortant de toutes les maisons, détrompa bientôt les Anglais.

Sa vivacité destructive ne donna pas le temps aux attaquants de réparer leur erreur. Le général Wauchope fut tué; plusieurs chefs périrent; la confusion s'établit parmi les soldats. Tous cherchaient à fuir en différents sens et se perdaient dans ce meurtrier labyrinthe. La destruction de ce corps aurait été complète si les Albanais et les habitants de Rosette avaient su profiter de leur avantage et poursuivre l'ennemi, qui se retira à Alexandrie dans le plus grand désordre.

Le général en chef, qui connaissait l'importance de Rosette (1), et désirait se rendre maître de cette ville avant l'arrivée de Méhémet-Ali avec ses soldats albanais, s'empressa d'y envoyer toutes les troupes disponibles qu'il put détacher sans danger de la garnison d'Alexandrie. Plusieurs pièces de siége suivirent ce mouvement.

23 avril 1807. — Mais la garnison de Rosette se dé-

(1) Dans les circonstances d'alors, les habitants d'Alexandrie étaient exposés à périr de faim, si les Anglais ne prenaient pas possession de Rosette et de Ramanieh.

fendit avec énergie ; les batteries de brèche, mal établies par les ingénieurs anglais, firent peu d'effet ; le siége, qui aurait dû être poussé avec la plus grande activité, traîna en longueur. Méhémet-Ali envoya des forces considérables autour de la place assiégée. Les Mamelouks, devenus trop faibles pour être utiles à leurs alliés, furent contenus par un corps d'observation resté au Grand-Caire. Des détachements nombreux, chargés de couvrir les opérations du siége, étant trop disséminés, mal éclairés, peu retranchés, furent enlevés par les Turcs. Les assiégeants se retirèrent à la hâte sur Alexandrie après avoir éprouvé une perte d'environ 1200 hommes.

22 août 1807. — Le mauvais succès de cette double tentative sur Rosette découragea les Anglais et leurs partisans. Cernés dans Alexandrie, ils s'aperçurent bientôt que la populace capricieuse et mutine de cette ville les regardait de mauvais œil. Ayant à se garantir d'ennemis intérieurs aussi perfides que cruels, et à combattre l'armée albanaise, qui se renforçait tous les jours, ils aimèrent mieux renoncer à leurs projets, et capitulèrent le 22 septembre avec Méhémet-Ali pour l'évacuation de l'Egypte.

Tel fut le résultat d'une entreprise qui tendait à procurer à l'Angleterre une colonie riche, fertile, populeuse, facile à gouverner et à défendre, laquelle, placée entre la mer Rouge et la Méditerranée, devait faciliter la communication des possessions britanniques d'Asie avec celles d'Europe, et offrir un immense débouché à leur industrie. Ce projet, grand et sagement conçu, aurait réussi, si, au lieu d'envoyer en Egypte environ 5000 hommes pour en faire la conquête, les Anglais y avaient débarqué un corps de 15 à 20 000 hommes.

Ce corps, à l'instar de l'armée française d'Orient, aurait pu être soldé et nourri par les seules ressources de cette province importante.

La Porte, justement irritée contre les Anglais à cause de leur entreprise contre les Dardanelles, Constantinople et l'Egypte, n'hésita plus à leur déclarer la guerre; elle ordonna le séquestre dans tout l'empire ottoman sur les meubles et les marchandises qui appartenaient aux sujets de la Grande-Bretagne, et fit un traité d'alliance avec le gouvernement français. Le cabinet de Londres, qui se vit entraîné contre son attente dans cette guerre contraire à sa politique et à ses véritables intérêts, au lieu de répondre à la déclaration de la Porte par des actes d'hostilités, fit évacuer presque entièrement les mers de la Syrie et de l'Archipel par ses vaisseaux de guerre, et fonda avec raison sur ces ménagements l'espoir d'adoucir les Turcs, et de se réconcilier bientôt avec eux (1).

La Porte, se trouvant en guerre avec la Grande-Bretagne et la Russie, prit toutes les dispositions nécessaires pour résister aux forces navales de la première, et pour combattre les armées russes qui occupaient les deux provinces de Valachie et de Moldavie. Une flotte de neuf vaisseaux de ligne fut envoyée aux Dardanelles sous les

(1) Les bâtiments turcs pris par les Anglais durant ces hostilités n'étaient pas déclarés de bonne prise par la cour d'amirauté établie à Malte. — Dans le discours des commissaires du roi à la clôture du parlement britannique, le 26 juin 1807, il est dit : « Sa Majesté ne peut que regretter de voir la guerre s'étendre dans cette partie du monde (la Turquie) ; ce qui opère en faveur de la France une diversion si avantageuse. Mais Sa Majesté nous ordonne de vous informer qu'elle a jugé à propos de ménager des mesures propres à faire cesser les hostilités dans lesquelles nous nous trouvons engagés avec la Sublime Porte. »

ordres de Seyd-Ali (1), qui, distingué par son audace et sa rare intrépidité, avait succédé dans les fonctions de capitan-pacha à ce grand-amiral faible, ignorant et pusillanime, dont nous avons parlé à l'occasion du passage de la flotte anglaise par le canal des Dardanelles.

Une escadre russe commandée par l'amiral Siniavin était venue à Ténédos pour y remplacer la flotte de sir John Duckworth, et bloquer les Dardanelles. Le nouveau capitan-pacha, qui avait eu la présomption de vouloir attaquer à forces égales les vaisseaux anglais, lorsqu'ils étaient mouillés dans la rade des îles des Princes devant Constantinople, et qui fut retenu alors avec peine, n'hésita pas à sortir du canal, et alla offrir le combat à l'escadre russe.

Les deux flottes étaient à peu près d'égale force. Les vaisseaux turcs, mieux construits, manœuvraient avec plus de facilité. Les équipages russes, mieux composés, étaient plus expérimentés et plus dociles.

Juin 1807. — Le combat s'engagea ; la canonnade fut très vive pendant plusieurs heures ; on se battait de très près. Les Turcs et les Russes montrèrent dans cette lutte beaucoup de valeur et d'obstination. Plusieurs fautes furent commises de part et d'autre. Mais, quelques signaux du capitan-pacha ayant été mal faits ou mal compris, le désordre s'ensuivit immédiatement. La ligne turque fut rompue ; un de leurs vaisseaux fut pris, et Seyd-Ali se vit obligé de rentrer dans le canal des Dardanelles.

Honteux de sa défaite, et écumant de rage, il jeta

(1) Seyd Ali, né à Alger, avait servi sous les ordres du fameux Hassan-Pacha, son compatriote, dont il imitait la valeur, l'activité et la férocité. Mais il lui était inférieur en intelligence et en connaissances navales.

tout le blâme sur Cheremette-Bey, un de ses vice-amiraux, ne voulut pas entendre sa justification, et le fit décapiter. Cette action rigoureuse ne déplut pas au gouvernement, et encore moins au public ; elle effraya les officiers de l'escadre turque, et affermit la discipline parmi les équipages.

La flotte russe, qui avait été maltraitée dans le combat, fut obligée de retourner aux îles Ioniennes, d'où elle ne revint plus. Son départ fit regarder Seyd-Ali, quoique vaincu, comme un libérateur qui avait purgé les mers de l'Archipel de la présence des vaisseaux ennemis (1).

La Porte, n'ayant plus à craindre les entreprises des escadres russe et anglaise, tourna toute son attention vers ses armées de terre.

CHAPITRE VI.

RÉVOLTE DES JANISSAIRES. — DÉPOSITION DE SÉLIM III.

Voulant former sur les rives du Danube une armée considérable pour chasser les Russes des deux provinces qu'ils avaient envahies, et pour profiter de la diversion utile que l'empereur Napoléon faisait dans le Nord par ses victoires, la Porte ordonna une levée générale dans tout l'empire. Il fut enjoint au pacha de Bosnie de marcher contre les Serviens, de les soumettre ou de les contenir

(1) Lorsque l'amiral Siniavin se rendit aux Dardanelles, il rencontra la flotte anglaise qui allait en Égypte, et proposa à l'amiral Duckworth de recommencer l'entreprise sur Constantinople. Mais celui-ci, qui ne croyait pas que ce renfort pût lui procurer du succès, rejeta cette proposition, et continua sa route sur Alexandrie.

chez eux. Celui de la Romélie et les ayans de cette province reçurent l'ordre de se diriger avec leurs troupes sur Chiumla, où devait se rendre incessamment le grand-visir avec les ministres de la Porte, les janissaires de Constantinople, et les renforts de tout genre envoyés par les pachas de l'Asie.

Mustapha-Baïractar avait pour instructions de rester à Routschouck et d'y attendre de nouveaux ordres. Ce pacha, profitant des pouvoirs qui lui avaient été accordés par la Porte avec le titre de pacha à deux queues, à l'époque de l'invasion des Russes, avait réussi à organiser un corps de 12 à 15 000 hommes et était devenu un personnage important, tant par ses troupes, belles et aguerries, que par son activité et son audace. Comme ce pacha était destiné à agir contre la Valachie pendant que l'armée du grand-visir manœuvrerait du côté d'Ibraïl et de Galatz sur les derrières de Michelson, le sultan Sélim crut qu'il était convenable d'augmenter son importance et son autorité et lui fit expédier le firman de pacha à trois queues.

On attendit la lune de séfer ou le milieu d'avril pour passer en revue les janissaires de Constantinople. Cette cérémonie se fit avec la pompe accoutumée. Les janissaires furent payés et dirigés de suite sur Chioumla sous les ordres d'un nouvel aga. Celui-ci, ayant été employé pendant long-temps comme janissaire et Oda-Bachy dans le 31e oda, qui était chargé de fournir une garde particulière au palais de l'ambassadeur de France, aimait les institutions militaires des Européens et n'avait aucun des préjugés fanatiques de ses compatriotes.

Le grand-visir Ibrahim-Pacha, le kyaya-bey, le terfterdar, le réis-effendi, et tous les autres ministres et prin-

cipaux employés de la Porte, partirent peu de jours après pour la même destination et furent remplacés à Constantinople par un caïmacan (Mousta-Pacha), et par des vékils. Ceux-ci, quoique n'étant que de simples substituts, devaient exercer dans tout l'empire, à l'exception des lieux désignés pour l'arrondissement de l'armée, la même autorité que les ministres titulaires avaient avant leur départ.

On n'osa pas envoyer sur les bords du Danube les nizam-gedittes, à cause du souvenir trop récent des troubles qu'un pareil mouvement avait occasionnés. On attendit une circonstance favorable pour les utiliser. Les régiments d'Asie restèrent dans leurs cantonnements; les nizam-gedittes de Constantinople furent répartis dans les batteries du Bosphore.

Le muphti, sage et éclairé, dont la prudence avait contenu tantôt la précipitation des ministres et tantôt la fureur du peuple, mourut à peu près à cette époque. Sa mort fut une grande calamité pour l'empire ottoman. Le sultan Sélim, à qui il avait rendu des services signalés et qui le chérissait comme un frère, le regretta vivement et reconnut bientôt toute l'étendue de cette perte.

Il était difficile de le remplacer. Le Grand-Seigneur crut voir dans le cadis-asker de Romélie des principes libéraux, de l'intelligence, de l'érudition, et une partie des qualités qui distinguaient le dernier muphti, et le choisit pour occuper cette place éminente.

Mais ce cadis-asker, faux et rampant, ne s'était montré partisan des nizam-gedittes que pour satifaire ses désirs ambitieux. Ennemi secret des nouvelles institutions, qui devaient affaiblir l'influence politique des oulémas, il nourrissait depuis long-temps dans son cœur une haine

implacable contre le sultan Sélim. Devenu muphti, il travailla sourdement à perdre son maître et son bienfaiteur.

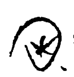
Mousta-Pacha, caïmacan du grand-visir, avait un caractère semblable à celui du nouveau muphti. Il devait également son élévation à sa fausseté et à un attachement apparent aux nouvelles institutions militaires. Fier et ambitieux autant que fourbe et cruel, il ne tarda pas à manifester son mécontentement contre les autres ministres et conseillers d'état, parce que le sultan Sélim, au lieu de lui laisser le plein pouvoir dont les visirs et les caïmacans jouissaient autrefois, avait ordonné que toutes les questions relatives aux intérêts du gouvernement seraient discutées dans le conseil des ministres.

Mais les principaux objets de sa haine étaient Ibrahim-Effendi, ancien kyaya-bey, et Hadgi-Ibrahim-Effendi, ancien intendant général des nizam-gedittes. Ces deux conseillers d'état, qui avaient été forcés de quitter le ministère à l'époque de l'insurrection des janissaires de la Romélie, n'avaient pas cessé de conserver une grande influence tant à la Porte que dans le sérail. Toutes les affaires importantes passaient par leurs mains; ils étaient distingués par des talents, des lumières et une grande expérience. La faction dite de l'Intérieur, à la tête de laquelle se trouvaient un autre Ibrahim-Effendi et un Ahmet-Bey, le premier, secrétaire particulier, et le second, un des principaux écuyers de Sa Hautesse, leur était entièrement dévouée.

Mousta-Pacha connaissait la force de ceux qui lui donnaient de l'ombrage. Ne pouvant les renverser par des intrigues de cour, il forma le projet de profiter des dispositions des janissaires et des oulémas pour exciter une

nouvelle révolution, afin de détruire les ministres, et, s'il le fallait, de déposer le Sultan.

Le muphti et le caïmacan, également fourbes et ambitieux, s'entendirent. L'un voulait se défaire d'un prince éclairé qui, en travaillant à civiliser son pays, sapait l'influence des oulémas; l'autre avait pour but de détruire les rivaux de sa puissance, et de s'assurer, avec les sceaux de l'état, un ascendant irrésistible sous un nouvel empereur.



Ces deux factieux firent semblant de se brouiller pour mieux cacher leurs intrigues. Mais dès que leur projet fut arrêté, ils ne négligèrent rien pour parvenir à leurs fins criminelles.

A l'époque du départ des janissaires de Constantinople pour l'armée, on avait joint aux nizam-gedittes de cette capitale, pour la garde des forts du Bosphore et le service des batteries, un certain nombre d'aventuriers, la plupart Lazes des environs de Trébisonde. Ceux-ci, sous le nom de yamacks-tabiélis ou assistants de batteries, recevaient la même solde que les nizam-gedittes et habitaient les mêmes casernes, sans être affiliés à ce corps et soumis à la même discipline.

Le sultan Sélim espérait que ces yamacks, qui se trouvaient au nombre d'environ 2000 hommes, s'attacheraient aux nizam-gedittes, prendraient du goût à leurs exercices, et finiraient par demander à s'incorporer avec eux. Un peu d'adresse, des ménagements, et quelques présents faits à propos, auraient pu produire cet effet.

Mais le caïmacan mêla parmi eux plusieurs janissaires qui leur firent entendre que, comme yamacks-tabiélis, ils appartenaient à cette milice belliqueuse à laquelle l'empire ottoman devait sa gloire et sa puissance, et qu'ils

devaient éviter de s'unir à cette troupe de renégats ou de mauvais musulmans, qui voulaient assimiler les enfants du prophète aux infidèles.

Les yamacks occupaient depuis près de deux mois avec les nizam-gedittes les châteaux du Bosphore. Mais la fusion qu'on voulait produire entre eux était devenue d'autant plus difficile, que des disputes fréquentes divisaient les deux corps. Cependant le caïmacan, qui avait déjà préparé de concert avec le muphti tous les fils de la conspiration qui allait éclater, ordonna à Mahmoud-Effendi, autrefois reis-effendi, de se rendre aux châteaux pour y payer les yamacks, et de porter avec lui quelques uniformes de nizam-gedittes, afin d'essayer si ces tabiélis seraient disposés à s'en revêtir.

25 mai 1807. — Mahmoud-Effendi, ne connaissant pas les intentions secrètes du caïmacan, se rendit à Roumely-Cavack, qui est la plus considérable de toutes les batteries du Bosphore sur la côte d'Europe. Il fit appeler les chefs des yamacks, et leur paya tout ce qui leur était dû, ainsi qu'à leurs soldats. Profitant de la joie et des dispositions dociles que produit toujours sur les troupes le paiement entier de leur solde arriérée, il leur fit connaître les désirs du Grand-Seigneur, dont le caïmacan l'avait chargé d'être l'organe, et les invita à s'y conformer.

Mais ce discours désagréable changea de suite la contenance des yamacks. La vue de quelques habits nizam-gedittes, qu'on déroula dans le moment devant eux, excita leurs murmures. Mahmoud crut les effrayer par des menaces, et ordonna à quelques yamacks de revêtir immédiatement cet uniforme. Leur fureur s'éleva aussitôt au comble et éclata.

Les yamacks se précipitèrent sur Mahmoud-Effendi

pour l'étrangler. Les nizam-gedittes le défendirent. Une lutte furieuse s'éleva entre eux.

Pendant ce combat, Mahmoud-Effendi, justement effrayé, se jeta dans son bateau, et se dirigea sur le village le plus voisin (celui de Buyukderré), où il espérait trouver un refuge; mais quelques tabiélis qui s'étaient aperçus de sa fuite le suivirent en courant le long du rivage, l'atteignirent, et le tuèrent, ainsi que son secrétaire, au moment où il débarquait.

Les désordres arrivés à Roumely-Cavack furent bientôt connus dans toutes les batteries du Bosphore. Partout une lutte s'établit entre les nizam-gedittes et les yamacks. Ces derniers, plus nombreux, eurent l'avantage, chassèrent leurs rivaux, et restèrent maîtres de tous les forts.

Le commandant des batteries de la côte d'Asie eut le même sort que l'infortuné Mahmoud. Son corps, percé de coups, fut jeté à la mer.

Les nizam-gedittes, expulsés des châteaux, rentrèrent tranquillement dans leurs casernes de Constantinople. Les yamacks venaient de commettre un grand crime qui méritait un châtiment sévère. Le caïmacan, en réunissant tous les nizam-gedittes de Constantinople et une partie des topchys, aurait eu assez de forces pour punir les yamacks, et pour étouffer de suite cette insurrection dangereuse. Mais il trompa le Grand-Seigneur et les autres ministres en montrant de faux rapports qu'il prétendait avoir reçus, en déclarant hautement que le mouvement de ces misérables yamacks, le rebut de la nation, n'avait rien de dangereux, et en promettant de faire punir les plus coupables d'entre eux, et de ramener bientôt les autres à leurs devoirs. L'indolence des ministres les porta à croire aveuglément les déclarations

du caïmacan, et entraîna le sultan Sélim dans la même erreur.

Cependant le bostandgy-bachy, à qui le commandement supérieur du Bosphore appartenait de droit, s'étant présenté devant Buyukderré avec son grand bateau à seize paires de rames pour prendre des informations sur l'assassinat de Mahmoud-Effendi, avait été reçu à coups de canon par les yamacks, maîtres de toutes les batteries. Ce nouvel attentat prouvait que ces soldats ne voulaient plus reconnaître aucun des agents actuels de l'autorité souveraine.

Le rapport du bostandgy-bachy aurait dû ouvrir les yeux au Grand-Seigneur et à ses ministres. Mais on leur fit croire que les yamacks n'avaient d'autre but que d'éviter d'être contraints à faire partie du corps des nizam-gedittes, et qu'une simple déclaration officielle tendant à dissiper leurs craintes les ramènerait à l'obéissance.

Cependant le caïmacan, actif dans ses manœuvres ténébreuses, employait des émissaires secrets pour faire sentir aux janissaires que le moment était venu d'opérer la ruine du corps des nizam-gedittes. Ces émissaires avaient pour principale instruction d'exciter la fureur des soldats et du peuple contre les ministres, qui avaient été les auteurs ou les partisans de ce système d'organisation militaire, si contraire, disaient-ils, aux lois et à la religion de l'empire.

Le muphti et les principaux oulémas restaient tranquilles; mais ils employaient secrètement les moyens puissants de l'or, et les prédications des scheiks et des imans, pour parvenir au même résultat. Mille rapports contradictoires dérobaient la vérité aux yeux du peuple, et tenaient tout le monde en suspens.

Les yamacks, dirigés par les avis secrets qu'ils recevaient de Constantinople, s'étaient réunis dans la grande vallée auprès de Buyukderré, après avoir laissé une garde dans toutes les batteries. C'est là qu'ils s'engagèrent par serment à défendre jusqu'à la mort la cause commune, la religion et les anciennes lois ; c'est là qu'ils élurent pour chef le nommé Cabakchy-Oglou, en promettant d'obéir à ses ordres, et en l'autorisant à punir de mort les lâches et les traîtres qui se trouveraient parmi eux.

Ils avaient reçu l'ordre de rester tranquilles, et d'attendre l'impulsion qui leur serait donnée. Leur inaction dura trois jours. Ils ne furent pas molestés et ne molestèrent personne. La tranquillité qui régnait dans leur camp n'annonçait pas une troupe de conspirateurs qui allait changer le sort de l'empire ottoman.

L'infâme caïmacan répétait sans cesse au sultan Sélim que ces yamacks ne négociaient que pour leur pardon, et qu'ils allaient incessamment se disperser. Cependant il préparait la voie à leur entrée triomphante dans Constantinople, et aux changements qu'il voulait opérer.

La tranquille sécurité des ministres qui allaient périr était si complète, que, lorsque le marquis d'Alménara, envoyé d'Espagne, qui, se trouvant à Buyukderré, avait deviné le but de la conspiration, vint les avertir des dangers qu'ils couraient, ils lui répondirent qu'ils savaient à quoi s'en tenir ; que le calme allait être rétabli, et que ses craintes et ses conjectures n'étaient que des visions.

Le 27 mai Cabakchy-Oglou reçut l'invitation de marcher sur Constantinople avec les yamacks qui se trouvaient sous ses ordres, au nombre d'environ 600 hommes. Avant de commencer son mouvement, cet homme au-

dacieux, qui montra aussitôt le caractère ferme et hardi et les talents qui conviennent à un chef de conspirateurs, fit prêter à ses soldats le serment de ne commettre aucun pillage, de n'insulter personne, et de ne mettre à mort que les fonctionnaires qui leur seraient désignés par lui comme les ennemis du peuple.

Pendant que les yamacks étaient en marche pour se rendre à Constantinople, le perfide caïmacan fit appeler à son palais les personnes qu'il voulait faire périr. Le terfterdar, quelques conseillers d'état, et le directeur de la monnaie, dont ce pacha était mécontent, se rendirent à son invitation. Tous les autres, avertis à temps du sort qui leur était destiné, se cachèrent.

Le caïmacan reçut d'un ton amical les malheureux qui s'étaient empressés d'obéir à ses ordres. Il les combla de politesses, leur fit servir des pipes et du café, leur dit qu'ils avaient bien fait de se rendre à son appel, et de se mettre sous sa sauvegarde contre la fureur terrible des janissaires et des yamacks, et sortit après ces trompeuses déclarations. Mais leur sécurité fut de courte durée. Les bourreaux, qui entrèrent aussitôt, s'emparèrent de ces victimes, et les égorgèrent.

Cabakchy-Oglou ne rencontra nulle part de la résistance, parce qu'on avait eu soin de consigner les nizamgedittes dans leurs casernes. Arrivé à Constantinople au milieu des acclamations générales, il se rendit directement au palais de l'aga des janissaires. « Voilà des enfants du corps! s'écria-t-il en montrant ses compagnons, les yamacks, (qui auraient été rejetés avec mépris dans toute autre circonstance); ils viennent venger leurs frères d'armes, défendre la religion et ses ministres, et faire cesser les abus qui font le malheur de notre glorieux empire. Que tous les janissaires intéressés à la gloire du

corps me suivent! Je les invite, au nom de Hadgi-Bektache, notre patron, à nous aider à venger nos torts, à obtenir la suppression des nizam gedittes, et à punir les ministres prévaricateurs. »

Le seymen-bachi, qui commandait les janissaires de Constantinople depuis le départ de l'aga avec l'élite de ses soldats pour l'armée, loua les bonnes intentions de Cabakchy, et lui permit de choisir ceux qui étaient disposés à favoriser son entreprise. Mais lui-même resta tranquille à son poste, et y attendit le résultat des événements.

Cabakchy, ayant reçu un renfort de 7 à 800 janissaires, dont la plupart n'étaient que des volontaires inscrits sur les contrôles des odas, se porta vers la caserne des galiondgis ou marins.

Le capitan-pacha était absent. Les officiers de marine craignaient ou désiraient le succès des conspirateurs, suivant qu'ils étaient plus ou moins éclairés. Ne voulant pas se compromettre dans cette circonstance critique, la plupart d'entre eux s'étaient cachés ou étaient restés chez eux.

« Galiondgis! s'écria Cabakchy-Oglou en se présentant devant la grande caserne des marins, vous qui avez été dans tous les temps l'honneur et l'appui de cet empire, je sais que vous gémissez sous des lois tyranniques. Encore quelque temps, et vous n'auriez eu que des chrétiens ou des juifs pour vos officiers et pour vos chefs. Je viens avec ces fidèles soutiens de la religion et des lois (en montrant ses yamacks) vous rendre vos droits, vos priviléges, et vos anciennes institutions. J'espère que vous nous seconderez dans cette noble entreprise. Mais nous ne voulons parmi nous que des hommes honnêtes, qui soient animés par l'amour de leurs devoirs et de la

patrie. J'annonce à ceux d'entre vous qui se joindraient à nous par le désir du pillage que la mort est le châtiment certain que nous réservons à tout individu qui, dans cette circonstance, se rendra coupable du moindre vol ou de quelque insulte envers d'autres personnes que celles qui seront signalées par moi comme les ennemis du peuple. »

Cette dernière phrase, détruisant les vues de la plupart des galiondgis, qui espéraient qu'un pillage général serait le résultat d'une entreprise dirigée par les yamacks, restreignit à environ deux cents le nombre des marins qui se joignirent à la troupe de Cabakchy-Oglou.

Le corps des topchys ou artilleurs, étant nombreux, puissant, et estimé par le peuple, donnait de vives inquiétudes aux yamacks, parce que les canonniers, favorisés et caressés par le sultan Sélim, connaissaient l'avantage des nouvelles institutions qu'ils avaient reçues et des connaissances qu'il avaient acquises, et chérissaient ce monarque éclairé et bienfaisant. Travaillés par les émissaires du muphti et du caïmacan, ils n'avaient pas encore été ébranlés dans leur attachement pour leur souverain, et s'étaient armés et renfermés dans leur grande caserne de Tophané. Leur but paraissait être de résister aux conspirateurs, et de défendre le gouvernement. Mais le topchy-bachi avait été destitué; cette place était vacante; le caïmacan venait de la promettre à celui d'entre les tchiorbadgys qui seconderait avec le plus de zèle les yamacks, qu'il appelait les libérateurs de la patrie. Cette pomme de discorde mit la défiance parmi les chefs, et engagea les plus hardis et les plus ambitieux d'entre eux à se déclarer pour une entreprise qui leur offrait la perspective de l'avancement.

Les yamacks et leurs nouveaux associés, avertis que

la division régnait parmi les topchys, et que plusieurs des tchiorbadgis penchaient pour eux, se hâtèrent de se présenter sur la place qui est en avant de la caserne de Tophané.

« Canonniers! s'écria Cabakchy, refuseriez-vous de vous joindre aux janissaires qui veulent délivrer l'empire de ses plus cruels ennemis, et rétablir les anciennes lois? Notre intention n'a jamais été et ne sera jamais de vous ôter les avantages et les priviléges que vous avez acquis, et qui étaient dus à vos services; mais il est de notre devoir de vous rappeler que, sortis du corps des janissaires, vous n'avez jamais cessé de lui appartenir; que vos institutions fondamentales sont semblables aux nôtres, et que vous avez toujours été considérés par nous comme des frères et des amis.

» Enfants d'Hadgi-Bektache, ouvrez vos portes; venez vous jeter dans nos bras. C'est au nom de ce santon, législateur de notre illustre corps, que je vous parle; ce sont ses règlements que nous vous proposons de défendre. Voudriez-vous renoncer à sa sainte protection, et attirer sur vous les malédictions du Prophète?

» Hadgi-Bektache vous ordonne d'ouvrir vos portes; vous êtes ses enfants; ne tardez pas, si vous ne voulez pas attirer sur vous les effets de sa colère. »

Cette intimation, faite au nom vénéré de Hadgi-Bektache, les cris des yamacks qui étaient répétés par une nombreuse populace, les conseils des officiers qui favorisaient cette entreprise, la terreur des autres, et la promesse de Cabakchy de conserver aux topchys (1) la sol-

(1) Nous avons vu à l'article de l'organisation des nizam-gedittes que les canonniers obtinrent alors plusieurs prérogatives avantageuses, et que leur solde fut presque doublée.

de et les priviléges qu'ils avaient obtenus changèrent en un instant cette troupe jusque alors fidèle.

Les portes furent ouvertes. Cabakchy se jeta dans les bras du plus ancien des tchiorbadgis ; les yamacks et les topchys les imitèrent. Des larmes de joie coulèrent de tous les yeux ; elles furent suivies de cris d'allégresse.

Les nizam-gedittes se tenaient sous les armes dans leurs casernes, attendaient des ordres, et espéraient que les canonniers viendraient à leur secours ; mais lorsqu'ils apprirent la défection de ces derniers, la conduite du caïmacan et la fuite des ministres, ils fermèrent les portes, se barricadèrent et se préparèrent à une vigoureuse résistance.

Cependant Cabakchy-Oglou, n'ayant plus de crainte et traînant à sa suite une foule nombreuse de militaires et d'artisans de toutes professions, quitta les faubourgs, revint à Constantinople, et alla s'établir sur la place de l'Etmeidan, au centre de cette capitale. Ce fut alors que ce yamack audacieux, s'arrogeant l'autorité du souverain, appela auprès de lui tous les tchiorbadgis des janissaires et des topchys, et leur ordonna de faire apporter sur la place où il se trouvait les casans ou grandes marmites de chaque oda.

Ces ustensiles de cuisine, qui, comme nous l'avons expliqué, sont plus respectés que les drapeaux des odas, ne sortaient jamais que dans les occasions les plus importantes. Leur sortie, qui obligeait tous les janissaires et les inscrits volontaires des odas à les suivre dans leurs mouvements, était toujours le signe certain d'une révolution.

Les tchiorbadgis obéirent. Les crieurs publics annoncèrent la sortie extraordinaire des casans. Tout Constantinople fut en mouvement. On voyait partout des hom-

mes armés qui couraient pour se rendre à leurs postes.

Chaque casan précédé par le tchiorbadgy, porté par les officiers de cuisine et suivi par les soldats et les volontaires de l'oda, fut dirigé à pas lents et en silence jusqu'à l'Etmeidan. La réunion de ces marmites, qui furent placées suivant l'ordre de leurs numéros autour du siége qu'occupait Cabakchy-Oglou, formait un cercle vénérable où s'arrêtaient avec satisfaction les regards respectueux de la populace.

« Frères et compagnons, dit Cabakchy-Oglou, la réunion de ces respectables casans est le signe évident de la concorde qui existe entre tous les enfants de Hadgi-Bektache. Le moment est venu d'écraser nos ennemis. Le ciel nous favorise; arrachons du sein des Osmanlis cette faction impure qui avait résolu de détruire le corps invincible des janissaires et de rendre les musulmans semblables aux infidèles. Exigeons que les nizam-gedittes soient à jamais abolis; permettons à ces soldats égarés de rentrer dans leurs foyers. Mais il est juste que la vengeance du peuple tombe sur les ministres perfides et insatiables qui ont profité de l'établissement des nizam-gedittes et persécuté les janissaires. Que les fers vengeurs des fidèles musulmans deviennent pour eux les instruments de la mort qu'ils ont méritée ! »

En prononçant ces derniers mots, il déroula la liste fatale des proscrits, laquelle lui avait été envoyée par le caïmacan, et la lut à haute voix pour désigner au peuple ses victimes. La populace, à qui ces scènes sanglantes sont toujours agréables, répondit à cette lecture par les cris d'une joie féroce. Des détachements d'assassins se formèrent aussitôt sous la direction de quelques yamacks et se mirent à parcourir la ville pour chercher les malheureux qui étaient dévoués à la mort.

Ces ministres, qui avaient été trop long-temps dupes de leur confiance dans les promesses et la sincérité du caïmacan, avaient cru ne pouvoir échapper aux effets de la haine générale des musulmans qu'en se déguisant sous des habits de rayas et en cherchant un asile dans les maisons de quelques uns de ces sujets tributaires dont ils s'imaginaient avoir acquis l'attachement par des services intéressés. Triste ressource ! peu d'entre eux échappèrent à leur funeste sort. Plusieurs furent trahis par les misérables auxquels ils avaient accordé leur confiance.

Aussitôt que les assassinats commencèrent, le caïmacan s'empressa d'envoyer à Cabakchy-Oglou sur la place de l'Etmeidan les têtes des ministres qu'il avait fait égorger. C'est là que les assassins avaient ordre de traîner leurs victimes pour y être exécutées ou bien d'y apporter leurs têtes.

Ibrahim-Effendi, ci-devant kyaya-bey, contre lequel les janissaires étaient le plus fortement animés, s'était caché chez un Juif à qui il avait fait gagner autrefois des sommes considérables. On prétend que cet Israélite, voulant s'approprier une caisse de bijoux que cet infortuné ministre avait apportée avec lui, alla le dénoncer aux assassins qui le cherchaient. Ces tigres féroces se précipitèrent sur lui, le mirent en pièces, dévorèrent son cœur, et portèrent sa tête en triomphe à l'Etmeidan.

Hadgi-Ibrahim-Effendi, ancien intendant général des nizam-gedittes, s'était caché dans l'égout d'une de ses maisons de campagne. Un de ses domestiques le trahit et le livra à ses bourreaux, qui lui firent subir une mort lente et cruelle.

Ahmet-Bey, un des anciens pages du Grand-Seigneur, et le principal personnage de la faction de l'Intérieur,

avait obtenu la permission de se loger en ville. Aussitôt qu'il apprit l'arrêt prononcé contre lui, il voulut se sauver dans le sérail; mais, arrêté par des hommes qui le reconnurent, il fut immolé par la populace, qui le coupa en morceaux et poussa a férocité jusqu'à dévorer ses chairs palpitantes.

Un autre Ibrahim-Effendi, secrétaire intime du Grand-Seigneur, avait été condamné à périr, parce que, ayant des connaissances étendues et un esprit cultivé comme celui de son maître, il avait souvent montré du mépris pour l'ignorance des oulémas et l'indiscipline des janissaires et s'était déclaré en faveur des nizam-gedittes. Poursuivi par les assassins et craignant d'être trahi par un chrétien chez lequel il s'était réfugié, il monta sur les toits de la maison, voulut gagner en courant les édifices voisins, trébucha dans sa marche tremblante, tomba dans la rue et se brisa sur le pavé. Sa tête fut portée à Cabakchy-Oglou.

Je ne m'arrêterai pas à détailler la fin tragique de tous ceux qui périrent dans cette circonstance et sur lesquels s'assouvit la férocité du bas peuple. Deux hommes seuls entre les proscrits échappèrent à leur condamnation. L'un d'entre eux, Tcheleby-Effendi, qui avait toujours occupé les plus hautes dignités et qui a joui long-temps de l'entière confiance du sultan Mahmoud, s'était sauvé dans la maison d'un jardinier grec. La mort était le châtiment certain de tous ceux qui donnaient asile aux proscrits; une récompense considérable à prendre sur les biens des victimes était assurée aux vils dénonciateurs qui les livreraient à la vengeance du peuple.

Rien n'avait pu tenter cet honnête jardinier; les recherches à l'égard de Tcheleby-Effendi avaient duré vingt-quatre heures. La fureur du peuple commençait à

se calmer, lorsque cet ancien ministre, ennuyé de vivre dans des alarmes continuelles, sortit volontairement de son asile et alla s'offrir avec calme devant Cabakchy-Oglou.

Sa résignation, sa barbe blanche, son air de douceur, son attitude noble et son silence, firent une vive impression sur les spectateurs. Les assassins eux-mêmes se sentirent émus. Cabakchy, voyant sur tous les visages les signes du respect et de l'attendrissement, s'écria : « Braves janissaires, Tcheleby-Effendi nous a été désigné comme un des ennemis du peuple ; mais, en se présentant volontairement ici, il montre une entière confiance dans votre justice. S'il avait des reproches réels à se faire, il aurait imité la lâcheté de ceux que vous avez punis. Il n'a jamais donné de mauvais conseils ; il n'a fait qu'obéir ; je le crois innocent. C'est à vous, braves janissaires, qu'il convient de prononcer sur son sort. »

« Qu'il vive, qu'il vive ! s'écrièrent mille voix ; c'est un honnête homme ; il mérite d'être sauvé. » Ce même ministre qu'on avait cherché la veille avec zèle et acharnement se vit entouré à l'instant d'un nombreux cortége dans lequel se trouvaient des hommes dont les habits étaient teints du sang de ses collègues, et fut ramené en triomphe dans sa maison.

Cet événement fut favorable à Ahmet-Bey, intendant actuel des nizam-gedittes, qui, ayant été découvert au moment où Tcheleby-Effendi rentrait chez lui, obtint le pardon du peuple et fut rayé de la liste des proscrits.

Mais une victime importante avait échappé au fer des assassins ; c'était le bostandgy-bachy, contre lequel les yamacks étaient le plus vivement animés, parce que, ayant été envoyé à Buyukderré pour les faire rentrer dans l'ordre après l'assassinat de Mahmoud-Effendi, il

les avait traités de rebelles et de brigands. Ce personnage, que son devoir appelait dans l'intérieur du sérail, s'y était rendu aussitôt après l'entrée des yamacks dans Constantinople.

Les portes de cette enceinte étaient fermées. Tous les pages, les sélictars et les bostandgys, étaient sous les armes. On n'admettait que par un guichet les émissaires que le Grand-Seigneur envoyait dans la ville pour obtenir des nouvelles.

Une foule considérable de janissaires et de yamacks se présenta devant la grande porte à laquelle les Turcs donnent le nom de Sublime, près de l'Hippodrome, et demanda avec des cris affreux et des menaces la tête du bostandgy-bachy. Le sultan Sélim était susceptible de sentiments élevés ; mais, trop peu confiant en lui-même et ne voyant autour de lui que des hommes tremblants, plus disposés à se cacher qu'à la défendre, il partageait la terreur générale.

Tous les courtisans lui conseillaient d'abandonner cette victime à la fureur implacable de ses ennemis pour rétablir la tranquillité publique. Retenu par la honte d'une telle faiblesse, indigne d'un souverain, ce prince refusait d'acquiescer aux demandes de la populace, dont les cris de fureur devenaient de plus en plus violents, lorsque le bostandgy-bachy (1), se prosternant aux pieds de son maître, le supplia de lui faire donner la mort et de livrer sa tête aux yamacks, afin de garantir sa personne sacrée des excès auxquels les séditieux pourraient se livrer, s'ils pénétraient dans le sérail.

« Puisque tu consens à ce douloureux sacrifice, meurs, mon enfant, s'écria le malheureux monarque en se cou-

(1) Il s'appelait Chakir-Bey.

vrant les yeux avec les deux mains ; que la bénédiction du Ciel t'accompagne (1) ! » A l'instant un exécuteur fit tomber la tête du bostandgy-bachy. Cette tête, jetée par un des créneaux, fut ramassée avec transports par les yamacks, qui la portèrent à la place de l'Etmeidan, et la mirent aux pieds de Cabakchy-Oglou.

Ces scènes sanglantes duraient depuis deux jours ; 17 têtes des principaux dignitaires de l'empire formaient auprès du siége occupé par Cabakchy une ligne parallèle à celle des casans. La nuit du troisième jour fut extrêmement importante. Tous les ministres et conseillers d'état partisans des nizam-gedittes étaient morts. Le sultan Sélim avait déjà envoyé à la Porte un kattychérif qui supprimait le corps des nizam-gedittes. Le triomphe des janissaires était complet.

Mais ce prince continuait à occuper le trône. On connaissait ses lumières, son goût pour la civilisation européenne, son affection pour les nizam-gedittes, son mépris pour les janissaires et son indifférence pour les oulémas. Un tel souverain ne pouvait pas convenir aux chefs de la faction triomphante. Ils résolurent de le déposer et de mettre à sa place le sultan Moustapha, l'aîné des deux fils du dernier sultan, Abdul-Hamid.

Cabakchy-Oglou, qui était l'instrument apparent dont se servaient les chefs de la conjuration, arriva de bonne heure, dans la matinée du 31 mai 1807, sur la place de l'Etmeidan, à la tête d'un immense cortége. A peine fut-il assis que, fixant ses regards sur les têtes des proscrits : « Janissaires, s'écria-t-il, vous voilà vengés. Vos ennemis ont péri ; la cause de la religion et de nos an-

(1) Cette action honteuse accrut l'audace des rebelles et ne garantit pas le sultan Sélim de sa chute.

ciennes lois a triomphé. Le sultan Sélim vient de supprimer le corps des nizam-gedittes et promet de mettre à l'avenir toute sa confiance dans celui des janissaires ; mais ce prince, qui s'est montré depuis douze ans notre persécuteur acharné, mérite-t-il notre confiance lorsqu'il se déclare notre ami ? N'est-ce pas lui qui, méprisant nos lois et nos institutions, et dédaignant les conseils de nos sages oulémas, a cherché à établir parmi nous les funestes institutions des peuples infidèles, et a voulu nous soumettre à leurs règlements militaires?

» Il consent actuellement à tout ce que nous lui demandons parce que nous sommes sous les armes et que notre réunion l'épouvante ; mais du moment que, satisfaits d'avoir vengé le peuple et d'avoir arraché du sein des Osmanlis cette masse impure, les nizam-gedittes, nous nous disperserons pour retourner à nos postes ou pour rentrer dans nos foyers, ce prince, reprenant ses erreurs et ses projets funestes, se vengera de nous et rétablira son corps favori.

» Nous serions obligés de prendre de nouveau les armes pour nous opposer à ses vues, qui attireraient sur cet empire des malheurs sans nombre et la malédiction du prophète ; nous aurions l'obligation de refaire enfin ce que nous venons de terminer avec tant de gloire et de succès.

» Mais pourquoi nous exposer à ces malheurs, lorsque nous pouvons arrêter le mal dans sa source? Si le sultan Sélim cessait de régner, toutes nos craintes s'évanouiraient à l'instant. Compromettrons-nous plus long-temps le sort et la tranquillité de notre pays? Je m'aperçois par votre air d'approbation que vous préférez la gloire de l'islamisme et le salut de l'empire à toute autre considération. J'entends plusieurs voix qui di ent

hautement que le sultan Sélim doit être déposé à l'instant; mais ce n'est pas à nous seuls, braves janissaires, qu'il convient de décider cette importante question, consultons le muphti, l'oracle de la loi, et agissons d'après son fetfa qui nous fera connaître si le sultan Sélim a mérité d'occuper plus long-temps le trône des Osmanlis, ou s'il convient de lui donner à l'instant un successeur. »

Un murmure approbateur fit sentir à Cabakchy-Oglou que sa proposition avait été agréée par le peuple. Profitant de ces dispositions favorables, ce chef des yamacks chargea quelques tchiorbadgis de porter au muphti la question suivante :

« Tout padicha qui, par sa conduite et ses règlements, combat les principes religieux consacrés par l'Alcoran, mérite-t-il de rester sur le trône? »

Le muphti, préparé à cette démarche, reçut les députés du peuple avec un air simulé de tristesse et d'abattement. Il gémissait, disait-il, sur les malheurs de la nation, et sur les désordres affreux qui agitaient la capitale depuis trois jours. Lorsqu'il eut entendu la question soumise à sa décision, il se montra consterné.

« Malheureux monarque! s'écria-t-il, tu as été égaré par les vices de ton éducation; la faiblesse de mon prédécesseur a complété ton aveuglement. Les conseils perfides et intéressés des ministres insatiables que la justice du peuple vient de frapper t'ont entraîné loin de tes devoirs.

» Mais tu as oublié que tu étais le chef des vrais croyants. Au lieu de mettre ta seule confiance en Dieu, qui peut pulvériser en un instant les plus formidables armées, tu as voulu assimiler les Osmanlis aux infidèles. Dieu, que tu as négligé, t'abandonne. Tu ne peux plus

régner d'après nos lois, que tu as voulu changer, et que tu méprises. Les soldats qui devaient te défendre n'ont plus de confiance en toi. Ta présence sur le trône ne servirait qu'à perpétuer nos discordes. Je te plains, car tu avais des qualités brillantes, qui auraient pu faire la gloire de cet empire. Mais je préfère avant tout l'intérêt de la religion et le salut des Osmanlis. »

Après ces mots, il se retira pour écrire son fetfa, qui était attendu avec impatience, et mit au bas de la question qui lui avait été envoyée par Cabakchy, au nom de tout le peuple, ces mots : « Non; Dieu sait le meilleur. » Ce fetfa ne pouvait pas être appliqué au sultan Sélim sans devenir contradictoire avec les décisions du muphti précédent, qui avait approuvé tous les règlements relatifs à l'institution des nizam-gedittes.

Mais la décision du muphti actuel, étant appuyée par les réflexions précédentes, qu'il avait faites à haute et intelligible voix devant les mandataires du peuple, fut regardée comme la sentence de condamnation du sultan Sélim. Cabakchy fit connaître à la foule qui l'entourait ce fatal écrit, et les réflexions verbales du muphti qui en déterminaient l'application.

« Eh bien! janissaires! s'écria-t-il, que décidez-vous? Vous venez d'entendre l'opinion du scheik-islam, que le sultan Sélim a choisi lui-même pour être l'interprète de la loi. Ce pontife respectable, en donnant son fetfa, n'a connu que ses devoirs. Il a déclaré que la présence du sultan Sélim sur le trône ne servirait qu'à perpétuer parmi nous les désordres de l'anarchie; que Dieu, qu'il a négligé, l'abandonne, et que les soldats fidèles à leur religion ne doivent plus avoir de confiance en lui. — Prononcez : Pouvez-vous vous confier au sultan Sélim?... — Non! non! s'écrièrent unanimement les spectateurs.

— Ce prince continuera-t-il à régner parmi nous, pour que nous soyons sans cesse exposés à voir les principes de notre sainte religion méprisés, nos institutions changées, nos priviléges attaqués, et nos ennemis triomphants? — Nous ne voulons plus qu'il soit notre souverain! répétèrent mille et mille voix; qu'il soit destitué; il est l'ennemi du peuple. Vive le sultan Moustapha! il fera notre bonheur. »

Aussitôt Cabakchy-Oglou, prenant le ton de dignité convenable au rôle qu'il s'était arrogé, celui d'interprète de la volonté nationale, déclara à haute voix que, d'après le fetfa du muphti, et la volonté des braves janissaires et de tous les Osmanlis, le sultan Sélim, fils du sultan Moustapha, cessait de régner, et que le sultan Moustapha, fils du sultan Abdul-Hamid, était devenu le légitime empereur des Osmanlis.

CHAPITRE VII.

AVÉNEMENT DU SULTAN MOUSTAPHA IV.

Il s'agissait de faire connaître cette décision de la volonté des janissaires et des oulémas au sultan Sélim. Mais le sérail était fermé. Les pages et les bostandgis étaient sous les armes. Les chefs de la rébellion n'étaient pas disposés à attaquer de vive force cette enceinte susceptible de défense. Le sultan Moustapha, qu'on venait de proclamer, se trouvait entre les mains du sultan Sélim.

Le muphti, dont le caractère sacré le mettait à l'abri de la peine de mort, qu'il avait méritée, fut chargé de pénétrer dans le sérail, d'instruire le sultan Sélim de son sort, et de l'engager de s'y résigner sans chercher à

opposer une résistance inutile. Ce pontife, qui connaissait la douceur de son souverain, consentit à se charger de cette pénible mission.

La nouvelle de la résolution prise par les janissaires, d'après les conseils des oulémas, avait déjà été portée dans le sérail par des émissaires que le Grand-Seigneur avait envoyés, dès le commencement du désordre, dans la ville, pour rendre compte de tous les mouvements. Mais ceux-ci s'étaient empressés de ramasser parmi les bruits circulants celui qui annonçait que plusieurs des principaux officiers du corps des janissaires, mécontents de voir que Cabakchy-Oglou et ses vils yamacks avaient pris l'initiative dans ce mouvement général, étaient disposés à se joindre aux nizam-gedittes pour défendre le sultan Sélim. Ce dernier rapport soutenait encore les espérances des amis de ce prince.

Le sultan Sélim, qui avait quitté son harem de bonne heure, se tenait dans la grande salle du palais, où les empereurs ottomans ont coutume de donner audience à leurs ministres. Assis dans l'angle d'un sopha, il était entouré de ses domestiques, qui, attachés à son sort, se tenaient debout dans un silence respectueux. Leurs regards et leurs gémissements étouffés témoignaient la plus vive douleur. Ce prince, averti que le muphti était à la porte de la salle, et demandait une audience, donna l'ordre de le laisser entrer.

Ce pontife-magistrat s'avança à pas lents, avec un air recueilli; ses yeux étaient fixés à terre; il faisait entendre par intervalle de profonds gémissements. En approchant de son bienfaiteur et de son souverain, il se prosterna. « Mon maître, dit-il, je viens m'acquitter d'une mission pénible, que j'ai dû accepter pour empêcher la populace égarée et furieuse d'entrer dans cette

enceinte sacrée. Les janissaires et tout le peuple de Constantinople viennent de déclarer qu'ils ne connaissaient plus en ce moment d'autre maître que le sultan Moustapha, votre cousin. Toute résistance est dangereuse, et ne peut servir qu'à faire répandre inutilement le sang de vos fidèles serviteurs. Cet événement funeste était écrit dans le livre des destinées. Que pouvons-nous faire, faibles mortels, contre la volonté de Dieu? Il ne nous reste d'autre parti à prendre que celui de nous humilier devant lui, et d'adorer ses décrets éternels. »

Le sultan Sélim entendit avec calme et sans altération le discours hypocrite du muphti. Toute résistance était inutile. Il ne voyait sur les visages que les sentiments de la crainte et de la résignation. Après avoir dit au muphti qu'il se soumettait à la volonté de Dieu, il se leva. Sa figure était noble et belle ; un air céleste qui convenait à la pureté de son âme éclatait dans tous ses traits. Après avoir promené pendant quelques instants un regard attendri sur tous les spectateurs comme pour leur dire adieu, il s'achemina lentement vers la porte de la salle, et alla s'enfermer dans les chambres qu'il avait occupées avant de monter sur le trône (1).

En rentrant dans ce lieu de captivité, il rencontra le sultan Moustapha, qui se préparait à en sortir. « Frère, lui dit Sélim en l'accostant, la volonté de Dieu m'a fait descendre du trône ; j'ai voulu faire le bonheur de mes sujets ; mes intentions étaient pures. Cependant ce peuple que j'aime, et auquel j'ai voulu rendre son ancien rang, est irrité contre moi. Puisqu'il ne veut plus de moi,

(1) Tous les détails relatifs aux événements qui ont eu lieu à cette époque dans l'intérieur du sérail m'ont été racontés par des pages, témoins occulaires.

et que je ne peux plus faire son bonheur, je quitte le trône sans chagrin, et c'est avec sincérité que je vous félicite sur votre élévation, parce que je suis convaincu que, pouvant faire le bien, vous ne négligerez pas de travailler sans cesse à la gloire et à la prospérité de cet empire. »

Le sultan Moustapha, naturellement léger, peu sensible, et ébloui de l'éclat du trône où il allait monter, écouta ce discours sans beaucoup d'attention, et reçut avec indifférence l'embrassement affectueux que le sultan Sélim lui donna en le quittant. Le monarque captif alla déposer sa douleur dans le sein du sultan Mahmoud, que les lois rigoureuses du sérail rendaient son compagnon d'infortune.

Celui-ci, né avec un cœur élevé, un esprit juste et des dispositions heureuses, avait su apprécier les vertus et le mérite de son cousin, et conservait pour lui les sentiments d'amour et de reconnaissance qu'il lui devait, ainsi que son frère, pour ses soins paternels. Il s'empressa de lui témoigner son attachement par des larmes abondantes, et son respect, en se jetant à ses genoux et en lui baisant les mains.

Le sultan Sélim, attendri par ces témoignages d'amour, oublia ses malheurs. Il se consacra entièrement à l'éducation de son jeune ami, et trouva toujours en lui un disciple aussi attentif que respectueux. Ces deux princes, dignes l'un de l'autre, se suffirent à eux-mêmes et trouvèrent dans l'amitié les plus douces consolations aux désagréments de leur solitude.

Les nizam-gedittes, quoique supprimés par un hatti-chérif du sultan Sélim, étaient restés sous les armes dans leurs casernes, et attendaient les événements pour attaquer leurs ennemis ou pour se disperser. Lorsqu'ils ap-

prirent le succès de la conspiration, la déposition du sultan Sélim et sa captivité, ils sentirent qu'il ne leur restait plus d'autre parti à prendre que de se séparer, pour gagner, sous des travestissements et par des routes détournées, les lieux de leur naissance ou bien ceux où ils espéraient trouver un aysle; ils commençaient déjà leurs préparatifs de départ, lorsque Cabakchy, inquiet sur leurs dispositions, envoya contre les casernes de Levend-Tchiflick et de Scutari des détachements considérables composés de janissaires, de yamacks et de topchys, et traînant à leur suite plusieurs pièces de canon. Ce mouvement hâta la dispersion des nizam-gedittes. Les troupes de Cabakchy n'eurent autre chose à faire qu'à piller les meubles de casernement.

Les habitants de Constantinople, surtout les chrétiens et les juifs, qui n'avaient point pris part à ces mouvements, étaient dans la plus grande inquiétude. La mauvaise réputation des yamacks, premiers acteurs dans cette révolution, faisait craindre qu'ils ne cherchassent à profiter pour eux-mêmes de cet événement, en se livrant au pillage. Toutes les boutiques étaient fermées.

Mais une salve générale de toutes les batteries, et les proclamations des crieurs publics, qui annonçaient que le sultan Sélim ne régnait plus, que le sultan Moustapha, fils du sultan Abdul-Hamid, venait de monter sur le trône; que ce prince avait confirmé dans leurs emplois les ministres existants et remplacé ceux qui avaient été punis, et enfin que le gouvernement avait déjà repris son action, dissipèrent toutes les craintes et ramenèrent l'ordre et la tranquillité.

Les yamacks reçurent une gratification et furent renvoyés dans les châteaux du Bosphore. Les janissaires en service actif rentrèrent dans leurs casernes avec leurs

marmites; les autres reprirent leurs fonctions habituelles. Cabakchy, qui avait figuré pendant trois jours comme le chef de la nation, le juge suprême des ministres et le maître du trône, obtint pour toute récompense le commandement supérieur des forts où la révolution avait éclaté.

A l'exception de quelques changements dans les ministres et de la dissolution du corps des nizam-gedittes, tout resta comme auparavant. La marche habituelle des affaires publiques ne fut pas altérée. Les relations entre les habitants de toutes classes ne furent ni changées ni envenimées par des haines et des divisions politiques. Les Francs eux-mêmes ne furent pas insultés. Les ministres étrangers reçurent l'assurance qu'ils n'avaient rien à craindre, et que les janissaires répondaient de la sûreté de leurs personnes. L'ordre et le calme furent si parfaits dès le jour même de la proclamation du sultan Moustapha, qu'on n'eût pas dit que dix-sept ministres ou conseillers d'état venaient d'être les victimes de la fureur du peuple, et que le maître de l'empire était changé. Il est facile de trouver l'explication de ces événements dans mes observations sur la constitution de cet empire.



Le peuple de Constantinople, en demandant la suppression des nizam-gedittes, exigeait en même temps l'abolition de toutes les taxes qui avaient été établies pour subvenir aux dépenses de l'entretien de ce corps. Le caïmacan et le muphti, qui s'étaient rendus sur la place de l'Etmeidan immédiatement après la déposition du sultan Sélim, firent entendre à la foule que l'intention du nouveau monarque était d'adhérer en tout aux demandes du peuple, et de supprimer les nouveaux impôts.

Mais le sultan Moustapha était bien loin d'avoir la sage économie de son prédécesseur; les nouveaux impôts restèrent, et la caisse du miri fut constamment obérée, quoique l'entretien du corps des nizam-gedittes eût cessé de figurer sur les états des dépenses publiques.

La révolution de Constantinople ne pouvait pas manquer d'avoir des suites dans l'armée, où se trouvaient le grand-visir et tous les vrais ministres de la Porte.

L'aga des janissaires, que le sultan Sélim avait choisi, à l'époque de l'apparition de la flotte anglaise devant Constantinople, à cause de sa bravoure, de son activité et de sa prédilection connue pour la tactique européenne, blâma hautement la conduite séditieuse des janissaires de la capitale, qui s'étaient déshonorés, disait-il, en se joignant aux infâmes yamacks pour déposer leur souverain. Ses discours hardis excitèrent une émeute qu'il voulut réprimer en sabrant les séditieux. Mais, abandonné de ses officiers, il reçut plusieurs coups et périt victime de son zèle et de sa loyauté.

Le grand-visir, jaloux de la part active que le caïmacan avait prise dans cette révolution, fit entendre hautement son mécontentement contre lui. Comme c'était une homme faible et sans moyens, ayant cependant de nombreux amis parmi les janissaires, dont il avait été l'aga, on se contenta de lui ôter sa place en lui laissant sa fortune, et on choisit un Tcheleby-Pacha, ancien ministre, pour le remplacer dans le commandement des troupes.

Ces changements paralysèrent entièrement les opérations de l'armée turque, et devinrent favorables aux troupes russes qui occupaient les deux provinces de Valachie et de Moldavie. Celles-ci, qui ne pouvaient pas recevoir de renforts dans ces circonstances, où l'empe-

reur Napoléon, maître d'une partie de la Pologne et de la Prusse ducale, menaçait la Russie, étaient trop faibles pour conserver le vaste territoire qu'elles avaient envahi. L'armée turque, en recevant tous les contingents auxquels on avait donné l'ordre de marcher, était susceptible de s'élever à un effectif de près de 300 mille hommes.

Le plan de campagne qu'on avait proposé aux Turcs, et que le divan avait adopté, était fort sage. L'armée ottomane devait se réunir à Chioumla, pour passer de là le Danube vers Galatz et Ismaël, et se porter en arrière du Sirret, tandis que Moustapha-Baraïctar, pacha de Routschouk, aurait attaqué les Russes de front du côté de Bukarest. Ces mouvements devaient commencer vers le milieu de mai.

Le général Michelson, en apprenant la concentration des armées ottomanes vers Chioumla, devina les dispositions de l'ennemi. Le coude que forme le Danube depuis Kzernovada jusqu'à Galatz exposait les Russes à être pris à dos, s'ils ne se hâtaient pas de quitter la Valachie. Michelson fit évacuer les hôpitaux et les magasins de Bukarest, et se dirigea lui-même sur Focsani avec le gros de ses troupes, en ne laissant qu'une faible arrière-garde dans la capitale de la Valachie pour surveiller les mouvements de Moustapha-Baïractar.

La Valachie rentrait sans coup férir sous la domination de la Porte. Les Russes, ne pouvant pas tenir dans la Moldavie méridionale à cause de la résistance opiniâtre que continuaient à leur opposer les places d'Ismaël et d'Ibraïl, auraient été obligés de se replier en peu de temps derrière le Dniester.

Mais les événements de Constantinople entravèrent les mouvements de l'armée ottomane à l'époque même

où ils devaient commencer. La nouvelle de ces troubles jeta de l'incertitude dans les dispositions des pachas, leur donna des craintes sur leur sort, et arrêta la marche des contingents qui allaient se rendre sur le Danube.

L'occasion fut manquée de reprendre les provinces envahies, de réparer la gloire militaire du nom ottoman, et de porter dans ses parties les plus vulnérables un coup terrible à la Russie. Michelson rentra à Bukarest, et bientôt la paix de Tilsitt mit provisoirement un terme aux hostilités entre les Moscovites et les Turcs.

Mousta-Pacha et le muphti étaient devenus les maîtres absolus du gouvernement et disposaient de tout sous un prince faible, qui ne voyait d'autre plaisir dans la souveraineté que celui de pouvoir se livrer à des goûts frivoles, et d'étaler tous les jours sa magnificence impériale en promenades en bateaux et en fêtes sur les deux rives du Bosphore. Mais ces deux hommes, également faux et ambitieux, ne tardèrent pas à se brouiller.

Le caïmacan n'avait renversé son souverain et fait périr la plupart des ministres que pour jouir sans contrôle de son autorité visiriale. La résistance du muphti à plusieurs de ses ordres et de ses projets les brouilla ; la haine la plus violente succéda à leur intelligence, qui avait été si funeste au sultan Sélim, et donna de nouveau de l'importance à Cabakchy-Oglou.

Ce dernier, qui avait été l'objet de l'admiration du bas peuple à cause de sa hardiesse et du succès de son entreprise, vivait tranquille au milieu de ses yamacks au château du Fener, près de la mer Noire. Il paraissait ne prendre aucun intérêt à la marche des affaires publiques, et obéissait aveuglément à tous les ordres qu'il recevait du gouvernement ; mais le dévoûment absolu de ses soldats envers lui pouvait le rendre un instru-

ment utile à celle des factions qui parviendrait à le séduire.

Si le caïmacan et le muphti étaient restés unis, leur intérêt commun aurait exigé qu'ils tinssent Cabakchy dans l'abaissement et dans la crainte ; mais, leur désunion ayant éclaté, chacun d'eux chercha à l'attirer à son parti.

Cabakchy-Oglou préféra l'amitié du muphti, qui entraînait à sa suite le corps puissant et riche des oulémas, à celle de Mousta-Pacha, qui n'avait d'autre appui que l'affection que la reconnaissance avait inspirée pour lui à un jeune monarque sans caractère. La lutte entre ces deux rivaux ne fut pas longue.

Le muphti engagea Cabakchy à envoyer une forte députation de ses yamacks à Constantinople. Ces députés, armés, et poussant des cris de fureur, comme à l'époque de l'assassinat des anciens ministres, se présentèrent devant la grande porte du sérail, et demandèrent que le caïmacan, qui était un scélérat et un ennemi du peuple, fût déposé à l'instant pour être remplacé par un homme plus digne de la confiance du souverain. Mousta-Pacha n'avait aucun ami dans le sérail à cause de son caractère impérieux et de son avarice. Il reçut le châtiment qu'il méritait. Les mêmes hommes qui avaient été les instruments de ses cruelles vengeances devinrent la cause de sa perte. Il fut heureux que le muphti, conservant un reste d'égard pour le coopérateur de ses crimes politiques, se contentât de faire demander par les yamacks sa destitution et son exil, et lui laissât la vie.

Tayar-Pacha, que le sultan Sélim avait persécuté autrefois à cause de son caractère immoral et versatile, et de quelques liaisons qu'il avait eues avec la cour de Saint-Pétersbourg pendant qu'il gouvernait dans l'Asie-Mi-

neure une des provinces voisines des nouvelles acquisitions des Russes, fut choisi pour remplacer Mousta-Pacha. Souple et insinuant, il céda au muphti, et caressa avec soin Cabakchy-Oglou et ses yamacks.

Sous un tel ministre tout devint intrigue. La faction du sérail, dirigée par le buyuk-émirahor ou le grand-écuyer, reprit son ascendant et son activité. Le muphti, aussi avide qu'ambitieux, travaillait à s'enrichir. Cabakchy, assez sage pour préférer le commandement des yamacks à un emploi du ministère, entrait dans toutes les affaires importantes du gouvernement et montrait dans ses opérations plus d'adresse, d'intelligence et moins d'avidité qu'on ne devait en attendre d'un homme de cette classe. Le caïmacan, faux, avide et prodigue, cachait son caractère perfide sous des dehors affables et caressants, et montrait une avidité d'autant plus grande, que sa prodigalité était sans bornes.

Tous ceux qui avaient quelque affaire difficile à terminer à la Porte aimaient mieux employer Cabakchy, dont le caractère assez franc inspirait de la confiance dans ses promesses. Les ambassadeurs étrangers préféraient la médiation peu coûteuse du chef des yamacks aux intrigues tortueuses, incertaines et dispendieuses, qu'il fallait employer avec le caïmacan et les autres ministres du divan.

Le général Sébastiani ne tarda pas à se lier avec Cabakchy. Ce dernier, qui fut courtisé avec soin, et adroitement ménagé, procura, sous le nouveau règne, à l'ambassadeur de France, l'influence politique dont il avait joui à la Porte avant la chute du sultan Sélim.

Sur ces entrefaites, le traité conclu à Tilsitt entre la France et la Russie ramena le calme dans le nord de l'Europe. Les états prussiens avaient été presque enti-

rement conquis; mais l'empire moscovite était intact; les armées russes, quoique vaincues, venaient de lutter avec gloire à Heilsberg et à Friedland.

L'empereur Napoléon, voulant gagner l'affection de l'empereur Alexandre, dont il venait d'apprécier la force, et dont il estimait le noble caractère, montra beaucoup de modération envers le roi de Prusse, et lui restitua dans le traité une grande partie de ses états. Mais cette cession ne fut pas immédiate, puisque les troupes françaises continuèrent à occuper pendant plusieurs années le territoire qu'elles avaient envahi.

La Turquie, cette alliée sincère, qui n'était entrée dans cette guerre que par suite de son attachement à la France, n'obtint dans ce traité aucune des conditions avantageuses qu'elle avait droit d'espérer, d'après les succès brillants du monarque dont elle avait embrassé la cause. Il y fut stipulé que les hostilités cesseraient entre la Turquie et la Russie après un armistice qui serait conclu par des négociateurs russes et ottomans, en présence d'un commissaire français; que, dans l'espace de trente-cinq jours qui suivrait la signature de l'armistice, les provinces de Valachie et de Moldavie seraient évacuées par les Russes, sans que les Turcs pussent y entrer, et que les différends entre la Sublime-Porte et la cour de Saint-Pétersbourg seraient réglés dans un traité définitif.

Les Turcs virent avec chagrin que cet empereur puissant, qui leur avait fait concevoir l'espoir de reprendre bientôt la Bessarabie et la Crimée, n'avait pas même exigé dans le traité, dont il avait été le régulateur, que les deux provinces de Valachie et de Moldavie fussent restituées immédiatement à la Porte, et avait permis que cette question importante fût débattue dans une

négociation épineuse que les Russes étaient intéressés à traîner en longueur. Mais la guerre ne pouvait plus leur convenir. Toutes les forces de la Russie étaient disponibles contre eux. Il leur fallut donc accepter avec résignation les conditions dictées par le prince victorieux dont ils avaient recherché l'amitié.

Ce que les Turcs prévoyaient arriva. Les négociateurs de la Porte et de la Russie conclurent le 25 août l'armistice, conformément au traité de Tilsitt, en présence d'un commissaire français (1). Mais lorsque les discussions pour des arrangements définitifs s'ouvrirent, les difficultés se multiplièrent; de nouvelles prétentions furent formées; la question principale s'obscurcit; la France ne s'en mêla pas. Les négociateurs turcs et russes continuèrent à disputer, et se séparèrent sans s'entendre, sans rien conclure et sans faire recommencer les hostilités. Celles-ci ne furent reprises que deux ans après, lorsque la Porte, ne comptant plus sur la protection de l'empereur Napoléon, eut fait sa paix avec l'Angleterre. Les provinces de Valachie et de Moldavie, ainsi que les places fortes du Dniester, restèrent entre les mains des Russes.

Le cabinet de Londres, attentif à profiter des moindres causes de mécontentement des puissances de l'Europe contre la France, s'empressa d'envoyer sir Arthur Paget aux Dardanelles pour négocier avec la Porte et rétablir les relations amicales qui avaient été interrompues depuis le départ de M. Arbuthnot. Les dernières notes de

(1) Ce commissaire français était l'adjudant général Guilleminot, qui a rempli depuis 1824 jusqu'en 1832 les fonctions d'ambassadeur de France à Constantinople.

cet ambassadeur au divan laissaient, comme je l'ai dit plus haut, une porte ouverte à la réconciliation.

Les Anglais avaient eu soin, depuis leur évacuation d'Alexandrie, de ne commettre aucune hostilité contre les Turcs. Ceux-ci, malgré leur déclaration de guerre, n'avaient pas ordonné la vente des effets séquestrés des négociants anglais, comme ils avaient fait à l'égard des Français lors de la guerre d'Egypte.

La cour de Londres et la Sublime-Porte avaient l'air de se bouder sans être ennemies. Quelques espérances ambitieuses, et le ressentiment des injures récentes, avaient nourri jusque alors le mécontentement des Turcs. Leur espoir trompé, et le mauvais succès de leur négociation avec les Russes, tendaient à les rapprocher de l'Angleterre. Les Anglais le sentirent. Ils avaient été les agresseurs. Cette querelle ne convenait pas à leurs intérêts politiques. Ils firent les premières démarches pour se réconcilier.

Le chevalier Paget était instruit que plusieurs des principaux personnages de la faction du sérail et du ministère, entre autres le buyuk-émirahor et le caïmacan, gagnés par des promesses et des présents, lui seraient favorables. Mais il lui était nécessaire de cacher sa négociation sous le voile du plus impénétrable mystère, et d'empêcher surtout qu'elle ne parvînt à la connaissance du général Sébastiani, à cause de ses liaisons amicales avec Cabakchy-Oglou.

Les notes du chevalier Paget avaient été reçues; des réponses assez favorables lui avaient été envoyées; la négociation concluait à sa fin, lorsque le prince Alexandre Souzzo, premier drogman de la Porte, s'avisa de dévoiler tout le mystère à l'ambassadeur de France.

Le général Sébastiani remercia le prince Souzzo de cette utile information. « Prince, lui dit-il, vous avez bien fait de vous confier à la France : la reconnaissance de l'empereur Napoléon vous sera utile et vous mènera loin. »

Cet ambassadeur se rendit aussitôt à la Porte, cria contre la perfidie des ministres avides qui avaient trahi les intérêts de leur souverain en lui conseillant la paix avec l'Angleterre, surtout au moment où le grand Napoléon travaillait à rendre à la Turquie la gloire et la puissance qu'elle avait eues dans le temps du grand Soliman. Il finit son discours et ses reproches en déclarant que, si les négociations commencées n'étaient rompues à l'instant avec le chevalier Paget, il demanderait ses passe-ports pour retourner auprès de son maître.

Les ministres turcs, stupéfaits par la nouvelle inattendue de la découverte de la négociation, et effrayés par les discours et les menaces du général Sébastiani, firent comme avaient fait leurs prédécesseurs à l'époque de la déposition des princes Morousi et Hipsilantis. Ils changèrent leurs résolutions, et envoyèrent au chevalier Paget une réponse qui déplut à ce négociateur peu persévérant, et fut la cause de son départ immédiat (1).

Cependant le caïmacan et le buyuk-émirohor, qui avaient été les promoteurs de cette entreprise, ne tardèrent pas à savoir que le prince Alexandre Souzzo, employé à la traduction des notes du diplomate anglais,

(1) M. Adair fut envoyé par la cour de Londres aux Dardanelles dans le mois d'octobre 1808 pour négocier la paix avec la Sublime Porte; mais Moustapha-Baïractar, qui était alors grand-visir, refusa de traiter avec les Anglais. M. Adair, revenant après la mort de Baïractar, réussit dans son entreprise, et fut accrédité comme ambassadeur auprès de la Sublime-Porte.

avait tout dévoilé à l'ambassadeur de France. Ils le désignèrent au sultan Moustapha comme un traître qu'il fallait punir.

31 octobre 1808. — Un katty-chérif impérial, adressé le lendemain matin au caïmacan, lui ordonna de faire mettre à mort Aleco Souzzo, drogman de la Porte. Ce prince, qui ne s'attendait pas au sort qu'il allait subir, se trouvait alors dans la chambre ou plutôt dans le trou obscur et étroit où les drogmans de la Porte se tenaient alors au palais du visir. On lui annonça que le réis-effendi le demandait. Celui-ci lui dit avec calme de le suivre chez le caïmacan. Mais, à peine arrivé en présence de ce premier ministre, il fut saisi par son ordre, et remis aussitôt entre les mains des bourreaux.

Cet homme infortuné eut beau demander quelle était la cause de sa condamnation, il ne reçut d'autre réponse que des coups violents et répétés que les exécuteurs faisaient pleuvoir sur lui pour l'étourdir et pour hâter sa marche vers la place qui est en avant de la grande porte du sérail. Sa tête tomba, et son corps, nu, fut laissé pendant trois jours sur le lieu de l'exécution, pour faire connaître aux passants comment la Porte punit les traîtres.

Telle fut la fin de ce drogman, qui se laissa aveugler par l'ambition (1). Sa mort était juste, puisqu'il avait été traître à son souverain. Sa famille infortunée, dépouillée de ses biens, tomba dans la misère, et fut négligée par le gouvernement français. Terrible leçon pour les hommes

(1) Il fut remplacé dans les fonctions de premier drogman de la Porte par le prince Caradgia, qui devint ensuite vaivode de Valachie. Ce prince a réussi à échapper par une fuite prompte et heureuse à la peine de mort, à laquelle il avait été condamné par le sultan Mahmoud, comme coupable d'avoir dilapidé les deniers publics de sa province.

qui trahissent les devoirs que leurs fonctions leur imposent!

Cette exécution, sollicitée par le caïmacan et par le grand-écuyer, déplut à Cabakchy-Oglou, qui protégeait le prince Souzzo. Le chef des yamacks avait déjà su découvrir, à travers les caresses et les témoignages d'amitié de Tayar-Pacha, la fausseté de son caractère. Pensant à le faire destituer, il s'était concerté avec le muphti, et il avait jeté ses vues, pour le remplacer, sur Ismaël-Pacha, ancien visir, qui continuait à être chargé de la direction coûteuse des travaux militaires des Dardanelles.

Tayar-Pacha, informé des intentions de Cabakchy par quelques paroles indiscrètes échappées à ce dernier, s'empressa de faire empoisonner Ismaël-Pacha, et se défit du rival dont la franchise, la fermeté et les talents, étaient généralement appréciés. L'immoralité du caïmacan était si connue, que personne ne se trompa sur l'auteur de ce crime. Il lui devint funeste.

Cabakchy et le muphti se déclarèrent avec d'autant plus d'acharnement contre Tayar-Pacha, qu'ils avaient été les dupes de sa feinte amitié et de ses caresses; mais le caïmacan, soutenu par la faction du sérail, était difficile à renverser.

Plusieurs députations de yamacks firent entendre dans Constantinople des cris de fureur contre Tayar, et demandèrent sa destitution au sultan Moustapha. Ce prince, qui avait sacrifié sans peine Mousta-Pacha, à qui il devait le trône, accueillit les yamacks et leur parla avec douceur; mais il refusa constamment de destituer le caïmacan.

Le général Sébastiani, qui n'avait pas cessé de courtiser Cabakchy, eut également des occasions de se plaindre de la fausseté de Tayar.

Le pacha de Bagdad venait de mourir ; la France était intéressée à faire confier ce gouvernement à un homme qui lui fût dévoüé, à cause de l'importance de ce pachalik, qui, par son contact avec la Perse, le golfe Persique et l'Arabie, avait des relations immédiates avec la cour de Téhéran, Bombay et les Vahabis.

L'ambassadeur de France, ayant jeté les yeux sur Soliman-Pacha, l'avait recommandé à la Porte. Il comptait sur la promesse du caïmacan. Mais ce dernier, gagné par des présents considérables, et obéissant au grand écuyer, qui avait été également séduit par l'appât de l'or, oublia ses engagements avec le général Sébastiani, et fit expédier à Mébémet-Kior-Pacha un firman impérial qui lui conférait le commandement de la province de Bagdad. Ce Kior-Pacha avait été grand-visir pendant la guerre d'Egypte, et avait commandé en cette qualité la grande armée ottomane qui fut battue par les Français à Héliopolis. Le souvenir de cette défaite le rendait peu favorable aux intérêts de la France.

La Porte venait d'exercer dans son empire un acte d'autorité indépendante. Le général Sébastiani le sentit et se tut ; mais il ne tarda pas à profiter d'un faible incident pour éclater contre les ministres.

Trois voleurs, nés dans une partie de l'Esclavonie que la France avait acquise par son dernier traité avec l'Autriche, avaient été arrêtés en flagrant délit pour vol par les agents du bostandgy-bachy. Ce magistrat, ne connaissant pas la position politique de ces trois malfaiteurs, qui peut-être l'ignoraient eux-mêmes, leur avait fait appliquer la bastonnade avant de les envoyer en prison.

Le général Sébastiani, ayant appris quelques jours après que ces trois hommes étaient nés sur un territoire appartenant à la France, cria hautement contre l'in-

fraction aux traités, et demanda le châtiment du bostandgy-bachy, qui avait oublié ses attributions et outrepassé ses pouvoirs au point de faire bâtonner des sujets français (1).

Le caïmacan et les autres ministres, qui ne voulaient pas sacrifier un des premiers dignitaires de l'empire, un des favoris du sultan, pour un semblable motif, représentèrent modestement au général Sébastiani qu'ils ne se seraient jamais attendus que l'empereur Napoléon et ses ambassadeurs eussent pu consentir à donner le nom respectable de Français à cette vile et méprisable engeance, les Esclavons, qui ne sont regardés par les Osmanlis que comme des voleurs et des assassins; mais que, puisque les misérables qu'on avait punis jouissaient des prérogatives des vrais enfants de la France, ils seraient mis de suite en liberté, et obtiendraient une indemnité pécuniaire pour les coups qu'ils avaient reçus.

Cette satisfaction n'était pas ce que l'ambassadeur de France désirait. Il recommença ses plaintes, y ajouta des menaces, et finit par demander des passe-ports pour retourner en France.

Les ministres turcs, déjà trompés par une pareille demande, ne crurent pas à sa sincérité, et tinrent ferme. Mais le général Sébastiani, qui s'aperçut des motifs de leur obstination, ordonna à tous les employés de son ambassade de se tenir prêts à partir, et engagea les négociants de sa nation à se défaire de suite de leurs marchandises.

La vente commença; des préparatifs de voyage furent faits. Cabakchy et ses yamacks se mirent à crier que le

(1) Les Francs, d'après les capitulations faites avec la Porte, ne sont justiciables que des tribunaux de leur pays.

perfide caïmacan voulait perdre l'empire en le plongeant dans une guerre contre la France, tandis que les armées russes étaient encore sur le Danube. Les ministres eurent peur et cédèrent.

Méhémet-Kior-Pacha fut envoyé dans le pachalik d'Erzerum, et Soliman-Pacha obtint le gouvernement de Bagdad. Le général Sébastiani fut satisfait; le bostandgy-bachy ne fut pas puni et les trois Esclavons furent oubliés.

Ce fut le dernier triomphe de l'ambassade du général Sébastiani. Les Turcs, mécontents du résultat indécis des négociations commencées avec les Russes, et de l'indifférence que la France témoignait à leur égard, rappelaient souvent à ce général les promesses pompeuses qu'il leur avait faites au nom de son souverain pour les entraîner à la guerre.

La position de cet ambassadeur était embarrassante. Il ne pouvait qu'ajouter de nouvelles promesses à celles qu'il avait déjà faites, et assurer, avec un air de mystère, que l'empereur cajolait les Russes pour mieux servir la Porte.

Ennuyé d'entendre les justes plaintes des Turcs, fatigué de son rôle, qui n'offrait plus que des contrariétés, attaqué par une fièvre lente, qui devait son origine à la perte de son épouse (1), le général Sébastiani n'avait pas cessé de demander son rappel depuis le commencement de 1808. L'ayant obtenu dans le mois d'avril de la même année, il laissa les affaires à M. Latour-Maubourg, qui,

(1) Madame Sébastiani, fille du marquis de Coigny et petite-fille du maréchal de ce nom, mourut en couche à Constantinople quelques jours avant la déposition du sultan Sélim. Elle était aimée par tous les habitants de Péra et fut vivement regrettée. — Le sultan Sélim, apprenant que le général Sébastiani était plongé dans la plus vive douleur, lui avait donné des preu-

pendant une gestion de plusieurs années, a lutté avec adresse contre des obstacles continuels, et a soutenu constamment avec fermeté l'honneur et les intérêts de sa nation.

Le caïmacan, souple et astucieux, avait travaillé depuis la mort d'Ismaël-Pacha, qu'on avait voulu lui substituer, à gagner les bonnes grâces du muphti, et à le détacher de Cabakchy-Oglou. Son argent et ses caresses avaient réussi à faire naître un refroidissement sensible entre le chef des oulémas et celui des yamaks. Mais l'avidité insatiable du muphti força Tayar-Pacha à se jeter tout à fait entre les bras des meneurs de la faction du sérail.

Ceux-ci, plus nombreux et aussi avides que le chef des oulémas, l'accablèrent de demandes et l'obligèrent à commettre tant d'extorsions, qu'à la fin le peuple, exaspéré, fit entendre hautement contre lui son indignation et sa haine. Le muphti, délaissé par le caïmacan, s'était rapproché de nouveau de Cabachy-Oglou. Le grand écuyer, mécontent de Tayar, qui, voulant augmenter le nombre de ses protecteurs, avait cherché à captiver les bonnes grâces du chef des eunuques noirs et du séliktar-aga, ne cessait de le dénigrer auprès du Grand-Seigneur.

Attaqué de toutes parts et faiblement soutenu par ses nouveaux amis, le caïmacan dut céder et fut heureux de ne perdre que sa place, en conservant une partie de

ves d'un grand intérêt, et lui avait envoyé faire des compliments de condoléance par le drogman de la Porte. Aucun ambassadeur européen n'a joué un aussi beau rôle, et n'a eu sur les ministres de la Porte l'influence qu'a exercée sur eux le général Sébastiani, depuis l'époque du départ de M. Arbuthnot jusqu'au moment où Napoléon abandonna les Turcs, ses alliés, pour suivre d'autres vues politiques.

sa fortune. Il fut remplacé dans ses fonctions par un homme faible qui n'avait d'autre volonté que celle de Cabakchy-Oglou et du muphti.

Tayar-Pacha alla porter son chagrin et ses désirs de vengeance à Routschouk, auprès de Moustapha-Baïractar, dont il connaissait les vues ambitieuses et la haine contre les auteurs de la dernière révolution.

Moustapha-Baïractar, à qui le sultan Sélim avait accordé le titre de pacha à trois queues, était pénétré de la plus vive reconnaissance pour ce prince et ne cessait de blâmer la conduite des auteurs de sa déposition. La place de Routschouk, chef-lieu de son pachalic, était devenue le refuge des ennemis des yamacks et de tous ceux qui avaient à se plaindre du gouvernement actuel.

Le caïmacan déposé y reçut un excellent accueil. Connaissant le faible de tous les ministres de Constantinople, leurs intrigues, leurs dispositions, il donna d'excellents conseils à Moustapha-Baïractar, gagna sa confiance et parvint à faire passer dans son âme ardente toute la fureur de vengeance dont il était animé lui-même contre le sultan Moustapha et ses favoris. Il lui représenta qu'en se concertant avec le grand-visir, qui se trouvait alors à Andrinople avec l'armée, et qui était très mécontent des ministres *vekils* résidant auprès du grand sultan, il lui serait facile de renverser Cabakchy et ses yamacks et de rétablir le sultan Sélim sur le trône.

Le pacha de Routschouck s'empressa d'approuver ces projets, qui étaient favorables à ses vues ambitieuses et à ses sentiments de vengeance. Résolu de s'entendre immédiatement avec le grand-visir, il lui envoya Beygy-Effendi, son intendant des vivres, homme actif, souple et intelligent, qui, ayant été élevé à l'école du génie militaire, avait pour le sultan Sélim la plus grande véné-

ration et un dévoûment absolu, et détestait les oulémas et les janissaires.

Cet émissaire avait pour instruction de disposer le grand-visir et les ministres titulaires en faveur de Baïractar par des insinuations adroites, des promesses, et encore plus par la voie des présents dont il était porteur. Il devait éviter surtout de leur parler du sultan Sélim. Après avoir gagné le divan de l'armée, Beygy devait se rendre à Constantinople pour s'y aboucher avec les amis du sultan détrôné et se concerter avec eux sur les moyens les plus convenables et les plus sûrs de détruire les yamacks et de renverser le sultan Moustapha.

Beygy-Effendi arriva à Andrinople, s'insinua adroitement dans l'esprit du grand-visir, et lui parla, en gémissant, des malheurs qui pesaient sur la Turquie depuis que Cabakchy-Oglou, secondé par un muphti audacieux et perfide, dirigeait les affaires du gouvernement, tandis que le grand-visir et les vrais ministres n'étaient pas même consultés sur les grands intérêts de l'empire. C'était toucher, par cette dernière réflexion, l'endroit le plus sensible dans le cœur du grand-visir. Ce dernier, naturellement franc et brusque, exprima aussitôt avec énergie les sentiments de sa haine contre les chefs de la faction, qui, profitant de la faiblesse du prince régnant, disposaient de tous les emplois publics.

Lorsqué l'envoyé de Baïractar se fut assuré des véritables dispositions du grand-visir, il lui parla des intentions de son général, qui étaient de s'entendre avec lui pour renverser Cabakchy-Oglou, le muphti et tous les chefs de la faction dominante, et pour rendre aux vrais ministres leurs pouvoirs et une juste portion dans la distribution des emplois et des faveurs. Mais il lui cacha soigneusement la partie des projets de Moustapha-

Baïractar qui était relative au rétablissement du sultan Sélim.

Le grand-visir, séduit par l'appât d'une entreprise qui devait satisfaire son ambition et son avidité, chargea Beygy-Effendi de dire à Moustapha-Baïractar qu'il pouvait compter sur son assistance. Il lui donna en même temps des lettres de recommandation pour plusieurs des principaux personnages de Constantinople, lesquels, par esprit de vengeance ou par intérêt, étaient également disposés à renverser la faction des yamacks.

Beygy se rendit dans la capitale, trompa Cabakchy et le muphti par quelques présents, des promesses et un grand étalage de l'attachement prétendu de Moustapha-Baraïctar pour le sultan Moustapha et ses ministres. Profitant habilement des lettres de recommandation dont il était muni pour préparer les fils de la conjuration, il exécuta avec une adroite exactitude toutes les instructions qui lui avaient été données.

Le rapport que Beygy fit au grand-visir, à son retour à Andrinople, donna à celui-ci les plus vives espérances et l'engagea à se lier de plus en plus avec Moustapha-Baïractar. Il fut convenu entre eux que le pacha de Routschouk se rendrait le plus tôt possible à Andrinople pour se concerter sur les opérations à entreprendre, et qu'il se ferait suivre par 4000 hommes afin de contenir les janissaires restés à l'armée.

Baïractar, qui avait d'autres vues que celles de favoriser les intentions personnelles du grand-visir, et qui voulait être le maître du mouvement, se mit en marche avec 4000 hommes de ses meilleures troupes, et ordonna au reste de son corps d'armée, c'est-à-dire à environ 12 000 hommes, de le suivre sur Andrinople.

La promptitude de sa marche étonna les ministres.

L'arrivée de tout son corps d'armée les effraya. Ils allaient fuir; mais Baïractar avait pris ses dispositions pour être maître de toutes les routes. Intéressé à rassurer les membres du divan sur les dispositions de son armée, il les combla de caresses, leur fit des présents considérables, et eut l'air de se mettre lui-même à leur disposition en dispersant ses troupes dans les villages éloignés de plusieurs lieues d'Andrinople, et en s'établissant avec une faible escorte dans cette ville, occupée par les soldats du grand-visir.

Dans les premières discussions qui eurent lieu sur les arrangements qu'il convenait de prendre pour ôter au muphti, à Cabakchy-Oglou, et à leurs créatures dans le ministère de la capitale, l'influence qu'ils exerçaient avec une audace et une avidité sans exemple, Moustapha-Baïractar trancha toutes les difficultés par cette proposition : « L'armistice conclu avec les Russes est indéfini; votre présence est inutile à Andrinople, où vous ne pourriez, en cas d'une nouvelle rupture, activer avec autant de facilité que dans la capitale la marche des secours et des contingents destinés pour l'armée. Rentrez avec le sandjak-chérif à Constantinople. Reprenez vos fonctions. Je suivrai votre marche pour vous soutenir. Je ne resterai dans la capitale que le temps nécessaire pour détruire les yamacks et affermir votre administration. »

Ce projet fut approuvé unanimement, et on résolut de le mettre immédiatement à exécution. Mais Ramis-Effendi, appuyé par Tayar-Pacha, ex-caïmacan, représenta que, pour éviter l'effusion du sang des musulmans, empêcher toute réaction dangereuse, et mettre la confusion dans le ministère de Constantinople, il convenait, avant de commencer le mouvement des troupes, d'envoyer secrètement un détachement de cavalerie à Fana-

raki, sur le Bosphore, pour arrêter et détruire Cabakchy-Oglou, qui demeurait dans ce village, loin des batteries et de ses yamacks.

Cette précaution était sage. La mort de Cabakchy-Oglou, en ôtant aux yamacks leur chef, devait mettre le désordre parmi eux, et enlever au sultan Moustapha son meilleur appui.

Un certain Hadgi-Ali, homme entreprenant et expéditif, fut chargé de cette mission secrète, et reçut l'ordre de partir avec une centaine de cavaliers choisis dans les troupes de Baïractar. Le grand-visir lui remit un firman qui l'autorisait à mettre à mort Cabakchy-Oglou, comme ennemi du Grand-Seigneur et de l'empire, et à lui succéder dans le commandement de toutes les batteries du Bosphore.

L'armée du grand-visir et le corps de Baïractar commencèrent aussitôt leur mouvement sur Constantinople, et voyagèrent à très petites journées. Leurs chefs faisaient courir le bruit dans les campagnes que la paix était faite avec les Russes, et qu'ils allaient rapporter le sandjak-chérif dans le sérail de Constantinople.

Juillet 1808. — Cependant Hadgi-Ali, marchant par des chemins détournés, arriva à Fanaraki au milieu de la nuit, après trente-six heures de marche, et fit cerner la maison de Cabakchy-Oglou.

Muni du firman du grand-visir, et accompagné de quatre hommes déterminés qui cachaient des armes sous leurs manteaux, il frappa à la porte de sa victime en annonçant une dépêche très pressée de la part du caïmacan. — A ces mots, la porte est ouverte; Hadgi-Ali entre avec ses quatre soldats, saisit le portier et quelques domestiques qui étaient accourus au bruit; les garrotte, les livre aux cavaliers qui restaient en dehors, et

demande qu'on lui désigne la chambre de Cabakchy. Apprenant que ce chef des yamacks était couché dans son harem, Hadgi-Ali foule aux pieds toute bienséance, pénètre dans cette enceinte mystérieuse, trouve Cabakchy en chemise au milieu de ses femmes et de ses esclaves éplorées, le saisit tout tremblant, et l'entraîne avec violence vers la porte.

« Que voulez-vous faire de moi? qu'ai-je fait? s'écriait l'infortuné Cabackhy; par quel ordre venez-vous m'arracher à ma demeure et à ma famille? Donnez-moi au moins le temps de faire mes prières.

» — Il n'est plus temps pour toi de prier; meurs, scélérat, lui répond le féroce Hadgi-Ali en lui plongeant un poignard dans le cœur. » Cabakchy tombe et expire sur le seuil de sa porte. Sa tête, détachée du tronc, est aussitôt remise à quelques cavaliers qui eurent l'ordre de partir à l'instant pour la porter au grand-visir et à Moustapha-Baïractar.

Après cette prompte exécution, Hadgi-Ali ordonna à ses soldats de se disperser avec leurs chevaux dans les maisons du village de Fanaraki, qui n'est habité en général que par des familles grecques. Il avait résolu d'attendre le jour pour communiquer aux yamacks le firman du grand-visir qui lui ordonnait de mettre à mort Cabakchy-Oglou, et de lui succéder dans le commandement des forteresses du canal. Il pensait, ainsi que ceux qui l'avaient envoyé, que, Cabakchy étant mort, ses soldats, effrayés, se soumettraient sans résistance aux volontés du grand-visir.

Lorsque le jour parut, les yamacks du fort de Fanaraki ignoraient encore le sort de leur chef, par la précaution qu'Hadgi-Ali avait prise d'empêcher toute communication entre les habitants du village et le château.

Hadgi-Ali fut le premier qui, se présentant à eux avec le firman du grand-visir à la main, leur apprit la mort de Cabakchy, et la marche du grand-visir et de Moustapha-Baïractar sur Constantinople. Il leur ordonna en même temps de le recennaître aussitôt pour leur commandant supérieur.

La surprise tint pendant quelques minutes les yamacks en suspens. Quelques uns de leurs officiers, qui avaient eu à se plaindre de Cabakchy-Oglou, leur représentèrent que, puisque leur chef était mort, le parti le plus sage était de se soumettre aux ordres du grand-visir. Ils allaient peut-être céder à la nécessité et obéir. Mais les femmes et les enfants de leur défunt commandant, sortant tout à coup de leur maison, en jetant des cris lamentables et en demandant vengeance, les émurent. Un certain Soliman-Aga, oncle de Cabakchy, s'écria : « Janissaires, prenez garde à ce que vous faites, ne vous laissez pas tromper. Cet homme et ses compagnons ne sont que de vils assassins. — Le sultan Moustapha (que Dieu le préserve), n'a pas ordonné la mort de Cabakchy. Il l'aimait et l'estimait, et hier encore il lui a donné des témoignages précieux de sa faveur. Ces hommes, en faisant périr votre chef par trahison, n'aspirent qu'à votre perte et à celle de notre glorieux sultan. Vengeons notre père; défendons notre souverain; soutenons notre religion et nos lois, et punissons ces vils meurtriers, qui, envoyés par le perfide grand-visir et par l'infâme Baïractar, viennent de commettre le plus lâche et le plus horrible des forfaits. »

Les yamacks, animés par ce discours et par les pleurs et les cris continuels de la famille de Cabakchy, coururent immédiatement aux armes pour attaquer Hadgy-Ali et ses compagnons.

Celui-ci n'eut que le temps de dire à ses soldats de se jeter dans les maisons voisines de la sienne, de s'y barricader et d'opposer la plus vigoureuse résistance à des ennemis acharnés dont ils ne devaient attendre aucun quartier.

Ces derniers ne tardèrent pas à reparaître et se portèrent en foule et sans ordre dans les maisons où Hadgi-Ali et ses soldats étaient établis. Ils furent accueillis par une décharge qui les força à rétrograder sans diminuer leur fureur. Plusieurs attaques consécutives eurent le même résultat.

Exaspérés par l'opiniatreté de la résistance, les yamacks eurent recours à un moyen d'attaque malheureusement trop facile dans un pays où toutes les maisons particulières sont bâties en bois, et mirent le feu à plusieurs endroits du village. L'incendie, alimentée par le vent, commença bientôt ses ravages, et menaça les meurtriers de Cabackchy d'une mort certaine. Ceux-ci, pressés par les flammes, firent une sortie simultanée, et se jetèrent dans la tour du fanal, qui était assez vaste pour les contenir, et dont les voûtes et les fortes murailles en maçonnerie les mettaient à l'abri de l'incendie.

Hadgi-Ali et ses soldats réunis dans cet édifice dominant, isolé et solide, ne pouvaient plus être attaqués que par la mine ou par le canon. Les yamacks n'étaient ni assez habiles ni assez intrépides pour avoir recours à ce premier moyen. Ils ne tardèrent pas à faire usage du second, et tournèrent contre la tour le feu de toutes les batteries qui pouvaient l'apercevoir et l'atteindre.

Cette canonnade, assez mal dirigée, dura pendant trois jours, et fit peu d'effet sur la tour du fanal. Le bruit continuel du canon, qu'on entendait distinctement à

Constantinople, y excitait les plus vives alarmes. On faisait courir dans cette capitale des bruits contradictoires. Quelques uns annonçaient « que les yamacks assiégeaient, dans la tour du fanal, une bande de voleurs qui, après avoir assassiné Cabakchy-Oglou pour avoir ses richesses, avaient mis le feu au village de Fanaraki. » D'autres racontaient que tous les brigands de la Romélie et des montagnes de l'Albanie et du Rhodope s'étaient réunis pour piller Constantinople, et que Hadgi-Ali était le chef de leur avant-garde. »

Le gouvernement n'ignorait pas que le grand-visir et Moustapha-Baïractar étaient en marche; mais il ne savait pas ce qu'il avait à faire, et attendait l'événement. Les yamacks, mécontents du peu d'effet de leur artillerie contre la tour, et de la négligence du Grand Seigneur, qui ne leur faisait donner aucun ordre, se dégoûtèrent. Ils cessèrent la canonnade, et rompirent le cordon qu'ils avaient formé pour empêcher l'évasion de Hadgi-Ali et de ses compagnons. Ceux-ci en profitèrent à l'instant, et allèrent rejoindre Moustapha-Baïractar à une journée de marche de Constantinople.

Le sultan Moustapha, qui avait été informé presqu'en même temps de la mort de Cabakchy et du mouvement du grand-visir et de Baïractar, n'avait cessé de tenir des divans composés des ministres suppléants, et de tous les principaux dignitaires résidant dans la capitale, pour savoir ce qu'il devait faire dans ces circonstances difficiles et imprévues.

Le retour du grand-visir et des ministres titulaires, en compagnie du pacha de Routschouck, sans l'ordre et l'approbation de leur souverain, et même sans lui en avoir rendu compte, annonçait visiblement que leur intention était d'opérer une révolution. — Les janissaires

de Constantinople ne pouvaient pas être opposés à ceux de l'armée du grand-visir, puisqu'ils appartenaient aux mêmes odas. Les topchys de Tophané n'auraient pas consenti à combattre contre leurs compagnons qui les avaient quittés seize mois auparavant pour aller servir sur le Danube. On ne pouvait attendre aucune assistance de la part des yamacks depuis la mort de Cabakchy-Oglou. L'armée qui allait paraître était de près de 30 mille hommes. Le sort du monarque paraissait désespéré, et devait dépendre des intentions des chefs des troupes arrivantes. Il était de l'intérêt des ministres suppléants et des conseillers d'état de ne donner aucun avis qui pût les compromettre avec le grand-visir et Baïractar. Ils se contentèrent d'engager le sultan Moustapha à temporiser, à rester dans l'inaction, et à avoir de grands ménagements pour les personnes qu'on attendait.

Le grand-visir, en arrivant au Grand-Pont, à quatre lieues de Constantinople, envoya le réis-effendi (l'astucieux Galip-Effendi) auprès de Sa Hautesse, pour lui dire que ses intentions et celles du pacha de Routschouk étaient de délivrer leur souverain et les habitants de la capitale de l'insolence des yamacks, qui depuis quinze mois se livraient aux plus affreux excès, et déshonoraient le nom ottoman; qu'ils avaient cru devoir cacher leur marche et leurs opérations aux ministres suppléants à cause de la perfidie de quelques uns d'entre eux, qui étaient vendus à la cabale dominante; que, bien loin de vouloir nuire à leur souverain, ils se faisaient gloire d'être comptés au nombre de ses plus dévoués serviteurs, et qu'ils étaient prêts à répandre pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang. En demandant pardon pour le mouvement qu'ils venaient de faire sans son approbation, ils suppliaient leur maître de

supprimer les yamacks, ce ramas d'aventuriers méprisables, et de changer le muphti, qui, au lieu de s'occuper des intérêts de la religion et de l'état, ne pensait qu'à satisfaire son avarice.

Le sultan Moustapha, qui s'attendait à être détrôné, et même à de plus grands malheurs, fut enchanté lorsqu'il apprit que son grand-visir et Moustapha-Baïractar se contentaient de demander le licencîment des yamacks, la punition de leurs officiers, et le changement du muphti. Crédule et léger autant que vaniteux et barbare, il supprima de suite les yamacks, condamna à mort la plupart de leurs officiers, destitua le muphti, le punit par l'exil, et fit confisquer les biens des ministres suppléants et des conseillers d'état qui avaient déplu aux ministres titulaires et au pacha de Routschouk. Il alla le lendemain en grande pompe dans le camp de Moustapha-Baïractar sous le prétexte d'y voir le sandjak-chérif, et cajola beaucoup ce pacha. Celui-ci, de son côté, s'efforça de cacher ses projets et ses intentions sous les dehors du plus profond respect, et ne cessa de répéter à ce prince qu'il pouvait compter sur son dévoûment absolu.

Après la suppression des yamacks, la punition de leurs officiers, la destitution du muphti, et la rentrée des ministres titulaires dans leurs fonctions, la révolution qui avait excité de si vives alarmes parut finie. Moustapha-Baïractar disait à tous ceux qui allèrent le visiter dans son camp de Davoud-Pachane, près de Constantinople, parmi lesquels se montrèrent les ambassadeurs et les ministres étrangers, « qu'il remerciait le ciel d'avoir pu réussir à délivrer le Grand-Seigneur des conseillers perfides qui le trompaient, et des yamacks, qui l'insultaient et tyrannisaient le peuple; que, puisque

Dieu avait favorisé son louable projet, il ne lui restait plus d'autre vue que de quitter Constantinople, et de retourner vers le Danube avec son armée, aussitôt que celle-ci serait remise des fatigues de son long voyage. »

La discipline sévère qui régnait dans le camp de Baïractar, l'exactitude de ses soldats à payer tout ce qui leur était vendu, le calme parfait de la capitale, dissipèrent toutes les inquiétudes. Tout rentra dans l'ordre accoutumé. Le sultan Moustapha, renonçant à toute crainte, reprit son goût décidé pour les fêtes et les promenades, où il aimait à étaler la magnificence et le faste d'un empereur ottoman.

CHAPITRE VIII.

MORT DU SULTAN SÉLIM III. — DÉPOSITION DU SULTAN MOUSTAPHA IV. — AVÉNEMENT DU SULTAN MAHMOUD II.

Le pacha de Routschouk, quoique inactif en apparence, puisqu'il ne sortait jamais de son camp, faisait agir secrètement ses nombreux et adroits émissaires, entre autres Ramis-Effendi, qu'il fit élever alors à la dignité de pacha, et Beygy-Effendi, qui devint ministre. Il préparait tous les moyens nécessaires au succès de son entreprise.

Au bout de cinq à six jours, tout était prêt; les personnages qui désiraient coopérer au rétablissement du sultan Sélim avaient déjà reçu leurs instructions et ne demandaient qu'à agir. Le capitan-pacha, Seyd-Ali, qui devait cette place éminente au sultan qu'on voulait rétablir, promit de partager personnellement les périls des conspirateurs, et de les assister par tous les moyens

qui dépendraient de lui. On résolut d'attendre un des jours où le sultan Moustapha sortirait de son palais pour faire béniche (1) dans quelque kiosque du Bosphore.

Le 28 juillet, le sultan Moustapha, qui ne s'attendait pas au sort dont il était menacé, sortit de bonne heure sur un des bateaux de parade pour aller passer la journée au kiosque de Gueuk-Souy. Baïractar, s'empressant de profiter de cette absence, appela auprès de lui tous les conjurés et fit prier le grand-visir de passer au camp, où il avait quelque chose d'important à lui communiquer. Ce premier ministre se rendit immédiatement à cette invitation. Mais à peine fut-il instruit du projet qui avait pour but de marcher sur le sérail et de rétablir le sultan Sélim que, confondu par cette information imprévue, il hésita, trembla, et répondit d'une manière incertaine. Baïractar, qui ne cherchait qu'un prétexte pour lui arracher les sceaux de l'empire, le traita de lâche, de traître, d'ennemi du sultan, lui enleva de force le cachet dont il était porteur, et le constitua prisonnier sous une garde nombreuse de ses plus fidèles soldats.

Les troupes du camp reçurent à l'instant l'ordre de prendre les armes pour accompagner le sandjak-chérif, qui allait rentrer dans le sérail. On fit courir le bruit dans Constantinople que la paix venait d'être conclue avec les Russes à des conditions avantageuses, et que cet heureux événement était le motif de la rentrée du drapeau du prophète. La joie était générale. Des accla-

(1) Les Turcs disent que leur padicha va faire béniche lorsqu'il sort avec pompe à cheval, ou sur ses grands bateaux de parade, pour aller passer la journée dans une de ses kiosques, près de Constantinople, ou sur les rives du Bosphore.

mations continuelles accompagnèrent les troupes depuis le camp jusqu'à la principale porte du sérail.

Les janissaires qui composaient la garde de ce poste extérieur baissèrent la tête devant le sandjak-chérif et laissèrent pénétrer dans la première cour (1) la colonne nombreuse qui le suivait. Mais au moment où la tête de cette colonne parut à l'entrée du sérail, le bostandgy-bachy, justement effrayé de ce mouvement dont il n'était pas prévenu, s'empressa de faire fermer l'entrée de la seconde cour, où commencent les habitations des serviteurs et des employés du sultan.

Aussitôt que cette porte solide et ferrée eut retenti sous les premiers coups des tchiaoux du pacha de Routschouk, le chef des eunuques blancs, dont le commandement s'étend sur cette partie, se présenta à un des créneaux de la muraille et demanda d'une voix grêle ce qu'on voulait. « Ouvre la porte, répondit d'une voix de tonnerre le robuste Moustapha-Baïractar, je viens à la tête de mes braves soldats rapporter le sandjak-chérif. »

On allait ouvrir; mais le bostandgy-bachy, repoussant l'efféminé capi-agha, répondit à Baïractar que la porte ne serait ouverte que lorsque le sultan Moustapha en aurait donné l'ordre.

« Il ne s'agit plus du sultan Moustapha, répondit avec fureur le pacha de Routschouk; c'est au sultan Sélim, vil esclave, que tu dois t'adresser; c'est lui qui est notre empereur, notre maître. Nous venons l'arracher à ses

(1) Dans la première cour du sérail se trouvent l'hôtel de la monnaie, les caisses du trésor public, ainsi que la salle d'armes, placée dans la ci devant église de Sainte-Irénée. Cette cour est ouverte à tous ceux qui ont affaire dans ces divers établissements.

ennemis, lui présenter nos hommages et le remettre sur le trône de ses ancêtres. »

La voix de Moustapha-Baïractar, ses menaces de faire entrer des pièces d'artillerie pour renverser tous les obstacles, les cris furieux de ses soldats qui redemandaient le sultan Sélim, avaient jeté une telle frayeur parmi les habitants du sérail, que, malgré les efforts du bostandgy bachy, la porte allait être ouverte, lorsque le sultan Moustapha parut.

Ce prince, ayant été averti du mouvement des troupes de Baïractar vers le sérail, jugea aussitôt que le projet de ce pacha ne pouvait être que de profiter de son absence pour rétablir le sultan Sélim. Il s'empressa de retourner dans son palais, incognito, sur un bateau ordinaire, à trois paires de rames. N'ayant pas été arrêté dans sa marche, par l'imprudence des conjurés, qui avaient négligé d'empêcher toute communication par mer entre le sérail et ses dehors, pendant la durée de leur opération, il arriva dans le moment le plus critique.

Instruit de la demande des rebelles, il fit dire à Baïractar, par le chef des eunuques noirs, d'attendre un peu et de rester tranquille, que le sultan Sélim allait bientôt paraître. Ce fut alors que ce jeune monarque, oubliant que son cousin, maître de sa personne, lui avait laissé la vie dans une circonstance semblable, ordonna avec sang-froid au kislar-aga de se rendre avec plusieurs eunuques de sa couleur auprès du sultan Sélim, de l'étrangler, et d'apporter son cadavre pour le remettre à Moustapha-Baraïctar.

28 juillet 1808. — C'était l'heure où les musulmans ont coutume de faire leurs prières de l'après-midi. Le sultan Sélim, tourné vers la Mecque, était agenouillé sur un tapis de pied et avait commencé ses prières,

lorsque ses bourreaux, qui avaient des cordons cachés sous leurs manteaux, entrèrent dans son appartement. La vue du kislar-aga n'inspira aucune crainte ni au prince ni au petit nombre de ses serviteurs. Tous crurent qu'il avait, suivant sa coutume, quelque message à communiquer au monarque captif de la part du monarque régnant.

Mais au moment où Sélim se prosternait en invoquant le saint nom de Dieu, le chef des eunuques noirs, ayant fait un signe à ses satellites, se précipita sur sa victime, et lui passa rapidement un nœud coulant autour du cou. Ses compagnons le secondèrent avec zèle ; les uns aidèrent leur chef, et les autres, armés de poignards, menacèrent et continrent les esclaves surpris et effrayés du sultan.

Cependant ce prince se relève. Doué d'une grande force physique, il lutte avec ses bourreaux, les écarte, les renverse par des coups vigoureux, et appelle ses serviteurs à son secours. Ces derniers se raniment à la voix de leur maître et cherchent à arracher le fer des mains des eunuques qui les menacent. Mais le kislar-aga, qu'un coup violent avait fait tomber entre les jambes du sultan, profite de sa position, saisit sa victime par une partie infiniment sensible, serre avec rage et ténacité, et parvient à lui faire perdre connaissance. Le crime est consommé ; le vertueux Sélim a cessé de vivre.

Son cadavre est transporté aussitôt auprès du sultan Moustapha. Celui-ci, après l'avoir contemplé pendant quelque temps avec une joie féroce, dit, d'un air dédaigneux, et en se retirant dans son harem : « Ouvrez la porte et remettez le sultan Sélim à Moustapha-Baïractar, puisqu'il le demande. »

La porte s'ouvre. Le pacha de Routschouk se pré-

sente pour offrir ses hommages à son bienfaiteur et à son maître. Il n'aperçoit que son cadavre défiguré. « Malheureux prince! qu'ai-je fait! s'écria-t-il. J'ai voulu vous rétablir sur le trône de vos ancêtres, et je suis la cause de votre mort. Était-ce là le sort réservé à vos vertus? »

Après ce peu de mots, Baïractar, entraîné par le respect et la reconnaissance, s'agenouille devant ce corps inanimé, lui baise les pieds et les mains, verse des larmes, et fait entendre des sanglots. Ses soldats attendris par ce triste spectacle restent immobiles et partagent la douleur de leur chef.

Mais les moments étaient précieux; il était temps d'agir; le moindre retard pouvait tout changer. Le capitan-pacha, Seyd-Ali, moins ému que Moustapha-Baïractar, le prit par le bras et lui dit en le relevant : « Convient-il au pacha de Routschouk de pleurer comme une femme? C'est la vengeance, et non des pleurs, que le sultan Sélim exige de nous; punissons ses assassins; et surtout ne permettons pas à un tyran sanguinaire de profiter de son crime, et de s'affermir sur le trône par la mort de son frère, le sultan Mahmoud. »

Moustapha-Baïractar, revenant comme d'un profond assoupissement, reprit aussitôt toute son énergie. « Qu'on arrête, s'écria-t-il, le sultan Moustapha; qu'on proclame le sultan Mahmoud, et que le sabre des bourreaux fasse tomber à l'instant les têtes des vils esclaves qui ont osé porter leurs mains criminelles sur la personne sacrée du sultan Sélim, ou qui ont conseillé sa mort! »

Tous obéissent. Des pages et des eunuques, mêlés à des soldats de Baïractar, courent pour arrêter le sultan Moustapha, et le précipiter dans la prison où son cousin venait de mourir. D'autres s'empressent de chercher le

sultan Mahmoud pour l'amener devant Baïractar. Ce prince fut trouvé avec peine. Destiné à la mort par son cruel frère, il s'était caché, par les soins de quelques serviteurs fidèles, sous un tas de nattes et de tapis. Ce fut de ce triste asile, et de l'état d'angoisse le plus pénible, qu'il sortit pour monter sur le trône de l'empire ottoman.

Aussitôt qu'il parut devant les yeux de Baïractar : « Mon maître, lui dit ce dernier, un crime affreux vient de faire périr le sultan Sélim, notre légitime souverain et notre bienfaiteur. Vous avez toutes les vertus de ce grand monarque. Nous ne reconnaissons pas d'autre maître que vous. Vivez long-temps pour la gloire de notre sainte religion et pour la prospérité des Osmanlis. »

Après ces mots il se prosterna devant le sultan Mahmoud, baisa la terre près de ses pieds, et attendit dans cette humble posture que le nouveau monarque lui eût ordonné de se lever, en le proclamant son libérateur et son grand-visir.

Tel fut le résultat d'une révolution dont il n'y avait point eu d'exemple dans les fastes de l'empire ottoman. Jusque alors tous les changements de souverains avaient été préparés par les intrigues des oulémas, et exécutés par les mouvements séditieux des janissaires. Cette fois c'est une armée qui rentre dans la capitale pour changer le maître de l'empire, malgré le chef des oulémas, et sans le concours des janissaires de Constantinople.

Le succès facile de cette entreprise eut lieu par suite d'une réunion de circonstances extraordinaires, qui classent cet événement dans une catégorie peu différente de celle des révolutions précédentes.

Les janissaires de Constantinople et de l'armée se croyaient avilis parce que toutes les faveurs et les distinctions étaient réservées pour les yamacks. Le muphti

avait mécontenté par son avidité et son avarice les principaux magistrats de son corps. En se livrant à Cabakchy-Oglou, il était devenu un objet de mépris pour les janissaires. Le sultan Moustapha, adonné à des goûts frivoles, et dédaignant les affaires sérieuses, n'inspirait aucune estime, et par conséquent aucune affection, car l'affection du peuple pour son souverain accompagne toujours l'estime qu'il a pour lui.

Tout le monde désirait un changement. Mais les oulémas étaient divisés entre eux. Les chefs des janissaires ne s'entendaient pas. Il fallait, pour produire une révolution, une force étrangère aux deux partis, et cependant agréable à l'un et à l'autre et assez puissante pour se faire respecter. Moustapha - Baïractar et le grand-visir se présentent avec des troupes nombreuses, et annoncent qu'ils veulent détruire les yamacks, changer le muphti, et punir quelques ministres suppléants qui déplaisaient à la nation. Les janissaires de l'armée les accompagnent. Baïractar se targue du titre de janissaire. Tout concourt pour faire regarder les chefs de l'armée arrivante comme les libérateurs des opprimés, et comme les restaurateurs de l'ancien ordre de choses. On a en eux une entière confiance. La mort de Cabakchy aplanit tous les obstacles. Baïractar, plus habile et mieux conseillé, renverse facilement un grand-visir inepte et crédule. Toutes ses entreprises, favorisées par ce concours de circonstances extraordinaires, sont exécutées sans résistance et sans effusion de sang. Baïractar devient l'idole du jour et le but des espérances de tous les partis.

Le nouveau visir commença son administration comme ses prédécesseurs en pareille circonstance, par des actes d'une grande sévérité. Trente-trois têtes tombèrent sous le glaive des bourreaux le jour même de son

installation, et furent exposées à la porte du sérail. C'étaient celles des assassins du sultan Sélim, de leurs complices, et de tous les favoris du dernier sultan. On remarquait parmi ces têtes celle du kislar-aga, qui avait été le principal acteur dans l'assassinat du sultan Sélim, celle du buyuk-émiraor, favori du sultan Moustapha, et celle du courageux bostandgy-bachy, qui avait fait fermer la porte de la seconde cour du sérail lorsque Baïractar entra dans la première. La tête du kislar-aga était placée sur un plat d'argent à cause de l'importance de sa dignité.

Tous les officiers des yamacks qu'on put atteindre furent étranglés et jetés dans le Bosphore. Les femmes du sérail qui avaient manifesté de la joie en apprenant la mort du sultan Sélim furent cousues dans des sacs et précipitées dans la mer auprès de la tour de Léandre. Une centaine de personnes furent sacrifiées aux mânes de ce prince.

Le peuple applaudit à ces nombreuses exécutions, et loua la justice sévère du nouveau souverain et de son premier ministre.

Après cette sanglante tragédie, on s'occupa des obsèques du sultan Sélim. Elles furent magnifiques. Constantinople parut, durant cette cérémonie funèbre, plongée dans la plus profonde douleur; on entendit partout des cris et des gémissements.

Les conteurs publics (1) narraient, dans les cafés et dans les places voisines des mosquées, toutes les circonstances de la mort de ce prince. Ils étaient partout

(1) Les conteurs publics remplissaient à Constantinople et dans les principales villes du Levant à peu près les mêmes fonctions que les journalistes en Europe.

entourés d'une foule nombreuse qui témoignait ses regrets par des larmes et des gémissements. Tel est le peuple dans tous les pays : oubliant facilement le passé, dédaignant l'avenir, ne s'occupant que du présent, il éprouve en peu de temps et avec une égale vivacité des sentiments contraires.

Aucun des empereurs ottomans n'a été plus vivement regretté que le sultan Sélim après sa mort. Peu d'entre eux ont été aussi dénigrés que lui pendant leur vie.

Ce prince, né avec d'heureuses dispositions qui l'avaient rendu l'homme le plus savant et le plus éclairé de son empire, avait formé le projet glorieux d'imiter Pierre le Grand, et de régénérer la Turquie en créant une nouvelle milice, et en détruisant le corps des janissaires et l'influence politique des oulémas.

Mais Pierre le Grand, doué d'une intelligence extraordinaire, né avec des passions fortes, élevé durement, ne craignait ni les fatigues des voyages ni la vie des camps. Il s'était fait matelot et soldat, et s'était mêlé avec des hommes de toutes les classes et de tous les métiers, afin d'apprendre à servir avant de commander, et afin de mieux connaître tous les besoins de ses peuples. Sa rare sagacité, sa grande activité, sa fermeté inébranlable, sa valeur réfléchie, ses égards attentifs pour les hommes de mérite sans considérer leur naissance, sa libéralité, qui ne dépassait jamais les bornes d'une sage économie, étaient des qualités indispensables à un réformateur. Les vices mêmes qu'on lui reprochait, tels que ses emportements trop fréquents et une sévérité cruelle, servaient au succès de ses projets dans un pays comme était alors la Russie, puisqu'ils frappaient de terreur ses adversaires.

Sélim, dédaignant les plaisirs du harem, et animé

constamment du désir de régénérer sa nation, mit aussi beaucoup de persévérance dans l'exécution de son noble projet. Mais, élevé dans la captivité du sérail, ne s'étant livré à d'autre exercice depuis son avénement au trône qu'à celui de monter à cheval tous les vendredis pour se rendre à la mosquée, il avait de l'éloignement pour les fatigues des voyages et la vie militaire (1).

N'ayant vu dans l'univers que son sérail et sa capitale, il connaissait mal les hommes, et les passions qui les agitent. Susceptible par nature des sentiments les plus nobles, mais, par le vice de son éducation, incapable d'envisager le péril avec sang-froid, il montrait trop de confiance dans ses ministres, et se laissait dominer par ses favoris. Plus disposé à pardonner qu'à punir, il augmentait souvent par sa clémence l'insolence de ses ennemis. Ainsi il n'avait d'autre rapport de ressèmblance avec Pierre le Grand que dans le louable projet de secouer le joug des oulémas et des janissaires, et de régénérer sa nation. Mais, trop doux pour inspirer de la frayeur aux adversaires qu'il avait à combattre, trop faible pour acquérir l'estime des soldats, trop timide pour agir par lui-même, il échoua complétement dans son entreprise, et il éprouva le sort malheureux de plusieurs de ses prédécesseurs, qui ont péri pour avoir

(1) Lorsqu'au mois d'avril 1807 les janissaires de Constantinople partirent pour se rendre à l'armée du Danube, le général Sébastiani proposa au sultan Sélim d'imiter l'exemple de ses ancêtres, et de se mettre à la tête de ses troupes pour combattre les ennemis de l'empire. Il refusa. — S'il eût adopté cette mesure, il n'aurait pas perdu le trône et la vie, et l'empire ottoman aurait retiré de grands avantages des circonstances, qui lui étaient alors très favorables.

attaqué les priviléges des janissaires et des oulémas, ou combattu leurs prétentions et leur influence politique.

11 août 1808. — Le couronnement du sultan Mahmoud suivit de près l'enterrement du sultan Sélim. Cette cérémonie, dans laquelle le Grand-Seigneur, précédé par tous les principaux dignitaires, traverse à cheval la ville de Constantinople pour se rendre à la mosquée d'Eyoub, où le chef des émirs (1) lui ceint le sabre du commandement, fut remarquable par une circonstance extraordinaire.

Les Turcs ont soin, dans toutes les fêtes publiques, d'éviter de montrer des armes de guerre. Les janissaires, les canonniers, les tchiaoux, n'y paraissent qu'avec des bâtons blancs à la main.

Moustapha-Baïractar, au lieu de se montrer dans cette cavalcade, suivant la coutume des grands-visirs, avec un entourage brillant de valets de pied magnifiquement vêtus, y parut avec un cortége de 300 Bulgares et Albanais, armés de fusils, de sabres et de yatagans, et tenant un pistolet à chaque main. Cette innovation, qui ne pouvait pas le garantir du coup de fusil d'un fanatique ni empêcher une émeute populaire, fut généralement blâmée.

Les hommes qui étaient mécontents des derniers changements politiques profitèrent de cette circonstance pour représenter le nouveau grand-visir comme un

(1) Les émirs sont considérés comme les descendants du prophète. Ils héritent de ce titre tant par les hommes que par les femmes. Ils portent le turban vert pour se distinguer des autres musulmans. On voit dans les villes de la Turquie beaucoup d'émirs qui, tombés dans la misère, exercent le métier pénible de porteurs d'eau.

aventurier insolent qui se croyait déjà assez fort pour pouvoir fouler impunément aux pieds les lois, les bienséances et les usages établis.

Le pacha de Routschouk s'était servi dans ses dernières opérations de Tayar-Pacha, ex-caïmacan, de Seyd-Ali, capitan-pacha, et de plusieurs des anciens ministres titulaires. Mais, devenu lui-même grand-visir, il ne vit plus dans Tayar-Pacha, à qui il avait promis secrètement cette place éminente, qu'un ennemi dangereux, dont il devait craindre l'activité et les intrigues, et il le fit décapiter. L'emploi de capitan-pacha était trop important pour le laisser à un homme dont l'amitié lui était suspecte. Seyd-Ali fut envoyé en exil dans une des îles de l'Archipel, et remplacé par Ramis-Pacha. Beygy-Effendi devint un des principaux ministres de la Porte. Tout le ministère ne fut composé que d'hommes dévoués au nouveau grand-visir.

Le dernier grand-visir, Ibrahim-Tchéléby-Pacha, que Baïractar regardait comme trop inepte pour être redoutable, ne perdit qu'une partie de ses biens, et eut la liberté de rentrer et de vivre tranquillement dans une parfaite obscurité.

Baïractar, en voulant rétablir le sultan Sélim, avait eu également le dessein de former une armée régulière dont il avait senti, dans sa dernière campagne contre les Russes, la nécessité indispensable. Ses principaux confidents, Ramis-Pacha et Beygy-Effendi, qui, sortis de l'école du génie, connaissaient parfaitement les avantages de la tactique et des institutions militaires des Européens, ne cessaient de l'entretenir de cet utile projet, lequel n'avait échoué, disaient-ils, que parce qu'au lieu de régénérer le corps des janissaires, auxquels presque

tous les Osmanlis appartiennent ou sont affiliés, et de détruire les abus qui s'étaient introduits dans les odas, on avait cherché à leur opposer une nouvelle milice, trop méprisée par le peuple pour devenir nombreuse, et trop faible pour se rendre utile.

Mais l'extirpation des abus dans le corps des janissaires était d'autant plus difficile que la plupart des principaux fonctionnaires, tant civils que militaires, en retiraient de très grands avantages. La remise en vigueur des canons ou règlements du sultan Soliman le Magnifique ne convenait guère au petit nombre de janissaires que la misère et la fainéantise obligeaient de demeurer dans les casernes, et encore moins à ceux qui n'étaient que simplement inscrits sur les contrôles des odas. Une force puissante et irrésistible, fondée sur l'assentiment de tous les pachas et de tous les principaux ayans de l'empire, était nécessaire pour pouvoir opérer l'extirpation des abus. L'exemple parut le seul moyen assez puissant pour vaincre les préjugés et pour engager les janissaires à se soumettre à des institutions dont les derniers revers subis dans la guerre contre les Russes faisaient sentir l'utilité.

Ce fut d'après ces considérations que Baïractar, dirigé par ses conseillers, forma le projet de convoquer à Constantinople une réunion de tous les notables de l'empire, pour lui soumettre ses projets relatifs à la régénération des janissaires, à l'extirpation des abus, au rétablissement des anciennes lois de discipline, à l'adoption de la tactique et des armes perfectionnées des Européens, et enfin à la création de quelques odas qui devaient servir de modèles, et qui, au lieu de former un corps distinct et isolé, seraient composés de janissaires et pren-

draient la dénomination de seymens réguliers (1). On était porté à croire que les résolutions prises par ce divan des notables, et approuvées par le Grand-Seigneur, ne trouveraient aucun obstacle dans leur exécution. Des lettres de convocation furent adressées à tous les pachas et principaux ayans de l'empire, pour les inviter à se rendre à Constantinople vers le milieu de la lune de rebiul-alker, ou dans les premiers jours d'octobre. Ils devaient paraître en personne, avec une escorte respectable, ou bien s'y faire représenter par un agent muni de leurs pleins pouvoirs. On leur annonçait que des objets de la plus haute importance seraient soumis à leurs délibérations.

Les beylerbeys d'Anatolie et de Romélie, la plupart des pachas et des ayans des provinces voisines de la capitale, le pacha de Caramanie et les chefs des puissantes familles de Tchiapan-Oglou et de Caraosman-Oglou, se rendirent en personne à Constantinople à l'époque qui avait été fixée. Cadi-Pacha, à qui Baïractar avait fait connaître le motif de cette convocation des notables, arriva avec un corps de troupes de près de 3000 hommes.

Le pacha de Yanina, l'astucieux et prudent Ali, y envoya également un agent muni de ses pleins pouvoirs avec un petit corps de troupes; celui-ci devait tout voir, tout observer, parler peu et n'avoir d'autre opinion que celle de la majorité des membres du divan. La plupart des ayans de la Bulgarie, qui avaient vu avec peine le succès de leur ancien camarade Baïractar, refusèrent d'obéir aux ordres de convocation.

(1) Nous avons vu, dans la première partie de cet ouvrage, que les seymens formaient la deuxième classe des janissaires, et que le second officier du corps s'appelait seymen-bachy.

Les pachas de Kars, d'Erzerum, de Mossoul, de Bagdad, de la Syrie et de l'Égypte, étaient trop éloignés pour qu'ils pussent arriver à temps à Constantinople. On était sûr que les pachas actuels de Damas et de Bagdad, qui avaient eu souvent à se plaindre de la conduite turbulente et des prétentions des janissaires de leurs provinces, verraient avec plaisir leur abaissement. Méhémet-Ali, pacha du Caire, qui n'avait pas de janissaires dans ses troupes ni dans toute la province d'Égypte, prenait à eux fort peu d'intérêt. On résolut de ne pas attendre l'arrivée de ces pachas ni de leurs agents, et on pensa que, vu les dispositions favorables des plus importants d'entre eux, on pourrait se contenter de leur communiquer les résultats des délibérations du divan général.

Lorsque les deux tiers des notables convoqués furent arrivés à Constantinople, ce qui eut lieu à l'époque qui avait été désignée, Moustapha-Baïractar leur ordonna de se rendre dans la grande salle de son palais, où, étant entouré de tous les ministres, des conseillers d'état et de plusieurs des principaux mollas, il les reçut avec toute la pompe convenable à cette auguste cérémonie.

« Fidèles serviteurs de l'empire, ô vous les plus illustres et les plus puissants des Osmanlis, leur dit-il, notre glorieux et invincible maître me charge de vous communiquer plusieurs observations importantes qui sont, depuis son avènement au trône, l'objet de sa sollicitude paternelle, et de demander votre avis sur des propositions qui ont pour but de rendre à ce vaste empire son ancienne puissance et sa gloire.

» La conquête de tant de royaumes, des victoires innombrables obtenues sur nos ennemis, nos derniers succès dans cette capitale et près des rives du Danube,

prouvent que le courage des Osmanlis n'a pas dégénéré et qu'il a toujours été grand et héroïque.

» Mais plusieurs revers funestes dans les dernières guerres, la perte de quelques provinces importantes (que nous reprendrons bientôt avec le secours de la Providence), démontrent que Dieu nous punit, non seulement pour avoir enfreint ses préceptes, mais encore pour avoir abandonné les sages institutions et les règlements de ceux de nos souverains qui ont été, à cause de leur sagesse, les favoris du ciel et les instruments dont il s'est servi pour opérer la grandeur de cet empire.

» Personne n'a plus de vénération que moi pour la glorieuse milice des janissaires, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. Elle serait invincible à présent comme elle l'était autrefois, si des abus pernicieux ne s'étaient glissés dans ce corps et n'avaient altéré les admirables institutions de Hadgi-Bektache. Les emplois, au lieu d'être donnés au courage et au mérite, sont vendus au plus offrant; les casernes, au lieu d'être habitées par tous les janissaires, ne servent en général qu'à ceux d'entre eux qui n'ont ni feu ni lieu, ni profession, et qui redoutent le travail et la peine. Les plus grands désordres, les vices les plus honteux, règnent dans les odas. Les exercices ordonnés par les canons du grand Soliman n'ont plus lieu. Les janissaires employés aux gardes et aux patrouilles s'occupent bien plus de rançonner nos rayas que du service du sultan et de la tranquillité publique. Qu'en résulte-t-il? Une ignorance absolue dans l'art militaire, une indiscipline complète et la presque inutilité d'un corps qui a été, pendant tant de siècles, la gloire de cet empire et qui a fait trembler l'univers. Vous signalerai-je les abus qui règnent dans l'ad-

ministration de ce corps, et qui font tort au soldat honnête, valeureux et zélé, pour favoriser les hommes qui, par leurs dispositions abjectes, sont le rebut de la société? Vous n'ignorez pas que la plupart des employés de la Porte, dans cette capitale comme dans les provinces, et que même les principaux magistrats du respectable corps des oulémas, font salarier leurs domestiques par la caisse des janissaires, et que, par suite de transactions honteuses et de noms supposés, on voit plusieurs soldes de vétérance et des pensions secrètes accumulées sur la tête d'un homme qui n'a jamais fait de service dans le corps ni porté les armes pour la défense de la religion et du souverain.

» Un agiotage honteux, favorisé par les chefs du corps, et dont les principaux instruments sont des Juifs, les plus vils de nos rayas, enlève souvent par des dépenses usuraires, au soldat zélé et exact à ses devoirs, la solde que le gouvernement lui accorde pour récompenser ses peines et pour assurer son existence.

» Le sultan notre redoutable maître, qui travaille à rendre à cet empire sa gloire et sa puissance, sent qu'il est indispensable de revenir aux anciennes institutions militaires et me charge de vous faire connaître que ses intentions sont :

» 1° De détruire la vénalité des emplois d'officiers dans le corps des janissaires;

» 2° D'obliger tous les janissaires non mariés à habiter les casernes et de rétablir les règlements sévères qui avaient pour but de conserver les bonnes mœurs de ces soldats;

3° De ne payer la solde des janissaires qu'aux hommes demeurant dans les casernes et faisant un service actif;

» 4° De défendre, sous les peines les plus rigoureuses, la vente de la solde par anticipation sur des certificats de service signés par les commandants des odas;

5° De faire un nouveau travail général des pensions accordées sur la caisse des janissaires afin d'extirper les énormes abus qui se sont introduits dans cette partie des dépenses publiques;

» 6° De faire dans les anciens règlements relatifs à la subsistance et à l'habillement des janissaires des modifications nécessitées par le temps, et de bannir de cette administration importante les vices et les abus introduits par l'avidité des chefs;

» 7° D'obliger les janissaires à reprendre leur ancienne discipline et à faire les exercices aux époques fixées par les canons du sultan Soliman;

» 8° D'ordonner l'adoption immédiate, dans toutes les troupes ottomanes, de certaines armes perfectionnées et de quelques manœuvres qui donnent aux infidèles de grands avantages sur nous. L'utilité de cette mesure, que l'expérience des dernières guerres nous a fait vivement sentir, a déjà été consacrée plusieurs fois par les fetfas des muphtis.

» Je n'ignore pas, Messieurs, que quelques personnages puissants qui retirent de grands profits des vices de notre administration militaire oseront traiter d'innovations impies le rétablissement des anciens usages et l'extirpation des abus que je viens de signaler. Ils s'efforceront peut-être d'égarer et de soulever le peuple; mais la Sublime-Porte compte sur l'approbation et sur l'appui des honnêtes gens, et met principalement sa confiance dans vous autres, Messieurs, qui êtes l'ornement de cet empire et les plus zélés serviteurs du sultan.

» Cependant, l'abolition subite de ces abus et le rétablissement immédiat de l'ancienne discipline pouvant entraîner de graves inconvénients, Sa Hautesse est décidée à choisir, parmi les janissaires valides et parmi les jeunes musulmans inscrits sur les registres des odas, des recrues volontaires pour former des compagnies agrégées aux seymens. Celles-ci seront armées de manière à combattre les infidèles avec avantage, auront une discipline conforme à celle des anciens janissaires, et recevront, dans leurs exercices, leur ordre de bataille et leur campement, les modifications que les progrès des Européens dans l'art de la guerre rendent indispensables. Il conviendra d'accorder à ces seymens réguliers, par voie d'encouragement, la même solde dont jouissent les topchys.

» Je suis persuadé qu'il n'y a aucun de vous qui ne sente l'impérieuse nécessité de la formation de ces compagnies-modèles. Elles produiront peu à peu, sans violence et sans effort, dans le corps des janissaires, les changements que nous projetons, et qui sont indispensables pour rendre à cette arme cet ascendant irrésistible qui en avait fait la terreur de l'univers (1).

» Convaincus comme vous devez l'être que nos intentions n'ont d'autre but que d'améliorer le corps des janissaires sans lui nuire, et d'accroître notre force militaire en la perfectionnant, vous concourrez, j'espère, par votre approbation unanime et par votre assistance, au projet de notre puissant et redoutable padischa. En énonçant votre opinion individuelle par écrit, vous

(1) Les chrétiens rayas pouvaient être admis dans les compagnies des seymens.

devrez déclarer que vous êtes et que vous serez toujours prêts à employer tous vos moyens et vos efforts, et à verser votre sang, s'il le faut, pour soutenir l'exécution du katty-chérif impérial qui sera relatif aux abus à détruire dans le corps des janissaires, et à la création des compagnies-modèles agrégées à la classe des seymens. »

Le discours de Moustapha-Baïractar n'éprouva aucune contradiction. Les pachas, accoutumés à ne voir dans les janissaires que des hommes turbulents, toujours disposés à protéger le bas peuple contre leur rapacité, et à porter des plaintes contre eux à la Sublime-Porte, ne pouvaient pas être mécontents de la création des nouvelles compagnies de seymens, qui allaient affaiblir ce corps en le divisant, et dont ils espéraient faire des créatures et des soutiens.

Le projet de Baïractar fut unanimement approuvé. Aucun des membres du divan des notables ne refusa de signer l'obligation demandée par le grand-visir.

Le pacha de la Caramanie, Cadi-Pacha, qui avait été le généralissime des nizam-gedittes, parla en faveur des propositions du grand-visir, et promit de rester à Constantinople à ses propres frais jusqu'à ce que le gouvernement n'eût plus besoin de son secours. Les Caraosman-Oglou et les Tchiapan-Oglou approuvèrent l'établissement des compagnies de seymens, et signèrent l'obligation demandée; mais ils ne tardèrent pas à retourner dans leurs domaines, en laissant 200 hommes sous les ordres de Cadi-Pacha. L'astucieux pacha de Yanina avait donné l'ordre à son agent d'approuver ce que la majorité du divan déciderait, et de promettre tous les secours possibles. Mais, résolu de s'en tenir à de vaines paroles et d'attendre les événements, il fit revenir ses troupes, et se

contenta, suivant son usage, de faire des remises pécuniaires au grand-visir et à ses favoris.

Les pachas qui, à cause de leur grand éloignement, n'avaient pas eu le temps de se rendre eux-mêmes à Constantinople ou d'y envoyer des députés, se contentèrent, en apprenant la décision du divan des notables, de répondre à la Sublime-Porte par des expressions vagues et des promesses générales de zèle et de dévoûment, sans s'imposer aucune obligation particulière.

Le nouveau muphti, qui devait son emploi à la dernière révolution, s'empressa d'approuver par son fetfa la création des compagnies de seymens réguliers, et assura que l'empire ottoman ne pouvait se soutenir qu'en exécutant ponctuellement les canons du grand empereur Soliman II, et en extirpant les abus qui s'étaient introduits dans plusieurs parties du service militaire.

CHAPITRE IX.

INSURRECTION DES JANISSAIRES CONTRE MOUSTAPHA-BAIRACTAR. SA MORT. — MORT DU SULTAN MOUSTAPHA IV.

Moustapha-Baïractar, dirigé par des conseillers habiles, avait été jusqu'ici remarquable par sa prudence, son adresse et sa modération; mais lorsqu'il vit que rien ne s'opposait à ses volontés, et que la fortune souriait à toutes ses entreprises, il montra un orgueil démesuré, et crut, comme tant d'autres aventuriers dont l'élévation avait été également rapide, que, désigné depuis long-temps dans le livre des destins pour changer la face du monde, il était l'homme chéri de la Providence. Il

dédaigna les règles de la prudence, les calculs des chances ordinaires, méprisa ses amis et ses collaborateurs, ne les regarda plus que comme des instruments dont il aurait pu se passer pour obtenir ses succès, et pensa qu'il pouvait sans danger former les entreprises les plus hasardeuses. Son insolence et son orgueil, dont ses anciens amis eux-mêmes ressentirent les effets, changèrent bientôt l'admiration générale en haine et en mépris. Rapportant tout à lui-même, il se crut dégagé des devoirs de la reconnaissance, et bientôt il n'eut pour partisans que ceux dont la chute devait accompagner la sienne.

Au lieu de faire faire dans le corps des janissaires les réformes approuvées par le divan des notables, peu à peu et avec des ménagements envers les chefs du corps et quelques oulémas qui y étaient directement intéressés, il fit exécuter promptement et avec une grande sévérité les ordres relatifs à l'extirpation des anciens abus, lesquels, enracinés par le temps, étaient respectés comme des lois. Il froissa tous les intérêts et ne contenta personne. Avide d'argent, il força les ministres et tous les principaux fonctionnaires à se défaire des deux tiers des timars qu'ils avaient accaparés, et se les appropria.

Loin d'imiter la sage conduite du fameux amiral Husseyn-Pacha, qui n'était parvenu à former les premiers bataillons de nizam-gedittes qu'à force de caresses et de présents, il ne fit payer qu'un faible prix d'engagement aux hommes qui se présentèrent pour faire partie des odas de seymens, n'eut pour le nouveau corps aucun égard, ne lui fit accorder aucun privilége, et ordonna de les loger dans les casernes de Levend-Tchiflick et de Scutari, qui avaient été occupées autrefois par les nizam-gedittes. Cette dernière circonstance

suffit pour disposer le peuple à regarder les nouveaux seymens, non comme des janissaires, mais comme des nizam-gedittes, sous une autre dénomination.

Le nouveau corps, tombé dans le mépris dès sa naissance, n'eut aucun succès, et se composa en partie de la plus vile canaille de l'empire ramassée dans les rues de Constantinople. On lui donna pour chefs les principaux officiers des nizam-gedittes supprimés.

Les cadis-askers, et les principaux mollas, qui, mécontents de l'avarice et de l'insolence du dernier muphti, ne s'étaient pas opposés à l'entreprise de Baïractar contre le sultan Moustapha, dans l'espoir d'en tirer quelque avantage personnel, virent avec dépit ses attaques contre les janissaires, son mépris pour la religion et ses ministres, son avidité insatiable, qui menaçait d'une sacrilége spoliation les propriétés des mosquées, et son audace supérieure à toutes les considérations; ils reconnurent bientôt que jamais les magistrats, les prêtres et les janissaires, n'avaient eu un plus dangereux ennemi.

Le grand-visir ne tarda pas à être un objet d'exécration pour les habitants de Constantinople. Son orgueil, et l'indépendance de son caractère, qui le portaient à disposer des emplois presque sans la participation du souverain, lui avaient attiré la haine de tous les officiers du sérail.

Baïractar se moqua des cris du peuple, et, loin de montrer de la frayeur pour les intrigues de la faction de l'intérieur, il fit faire publiquement des compliments et envoya des présents à Sélim-Gueray, héritier légitime des derniers kans de la Crimée, pour faire comprendre à tout le monde que, si les princes de la maison ottomane, dont les jours dépendaient alors de lui, embrassaient

le parti de ses ennemis, il trouverait dans les descendants de Gengis-Kan un protecteur pour lui-même et un nouveau maître pour l'empire.

Combattu par la faction du sérail, par les ouléma et les janissaires, mal vu par le souverain, qui avait raison de redouter son ambition et son caractère audacieux, le grand-visir n'avait plus d'autre appui que le corps de quinze à seize mille hommes, qu'il avait amené de Routschouk, et les trois à quatre mille soldats qui étaient campés près du faubourg de Scutari, sous les ordres du pacha de la Caramanie. Mais ces dix-huit à vingt mille hommes suffisaient pour effrayer les oulémas, la cour, et pour contenir les janissaires.

Les ennemis de Baïractar, se voyant trop faibles pour l'attaquer, et désirant l'affaiblir, engagèrent plusieurs ayans de la Romélie, entre autres celui de Philipopoli, Mola-Aga, célèbre par sa valeur et ses brigandages, à faire quelques excursions dans l'arrondissement de Rouschouk, et à menacer cette ville. Le grand-visir se hâta d'envoyer six mille hommes au secours de cette province, dont il s'était réservé le commandement et les revenus. Mola-Aga fut battu; mais, ayant reçu des renforts, il recommença ses courses et ses dévastations, et obligea de nouveau Baïractar à se dégarnir. Celui-ci s'affaiblit tellement par des envois successifs de troupes au secours de sa province ravagée, qu'il se réduisit à n'avoir plus auprès de lui, dans les premiers jours de novembre, que six mille de ses anciens soldats.

Le grand-visir aurait dû chercher à réparer les vides que le départ des troupes qu'il avait envoyées à Routschouk avait laissés dans son corps d'armée. Rien n'était plus facile. Les rues de Constantinople fourmillent de montagnards roméliotes toujours prêts à se vendre à

ceux qui leur offrent une solde avantageuse. Les revenus de l'état se trouvaient à sa disposition, puisque le terfterdar et tous les ministres étaient ses créatures.

Mais aveuglé par ses succès, et se fiant aux promesses des pachas du divan des notables, qui avaient promis de venir à son secours en cas d'événement, il ne se contenta pas d'avoir réduit à six mille hommes le corps d'armée qu'il avait amené de Routschouk. Au lieu de tenir ses soldats réunis et prêts à agir en masse, il permit qu'on les dispersât dans des maisons particulières et dans différents quartiers de Constantinople.

Les nouveaux odas de seymens réguliers, dont l'accroissement était entravé par les inconvénients que j'ai signalés plus haut, ne pouvaient pas lui être d'une grande utilité, d'autant plus que les robustes habitants du mont Hémus, du Rhodope, de la Chimère et du Pinde, qui ont coutume de composer les troupes particulières des pachas, ou bien les bandes des voleurs qui infestent les provinces, refusaient d'entrer dans un corps qui devait être assujetti à une discipline sévère et exercé à des manœuvres fatigantes.

Le mois de Ramazan, qui commençait le 15 octobre de cette année, fut favorable aux ennemis de Baïractar. Les musulmans ont coutume, durant cette lune, de se dédommager pendant la nuit de l'abstinence rigoureuse du jour, et de se réunir dans des cafés, soit pour entendre des conteurs, soit pour parler avec beaucoup de liberté des événements du temps, des affaires publiques et de la conduite des ministres.

Les hommes qui avaient souffert par les réformes que le grand-visir venait d'opérer sans ménagement dans le corps des janissaires et dans plusieurs parties de l'administration ne cessaient de faire entendre leurs plain-

tes dans les cafés, et de représenter Baïractar comme un tyran avide, sans religion, sans morale, et mille fois plus dangereux que les ministres qui avaient péri dans la révolution dirigée par Cabakchy-Oglou.

Ces cris, sans cesse répétés dans ce mois, où le fanatisme est à son comble, augmentèrent à tel point la haine du peuple contre le grand-visir, qu'on entendait partout des gens du peuple crier à haute voix qu'il fallait se défaire de cet infidèle. Quelques placards placés hardiment sur les murs du palais du grand-visir annonçaient que les fêtes du bayram, qui succèdent au ramazan, ne finiraient pas cette année sans que les musulmans ne fussent vengés, par la mort de Baïractar et de ses satellites, des outrages qu'on leur faisait.

La vue de l'orage qui se préparait, loin d'effrayer Baïractar, ne faisait qu'augmenter son audace et son aveugle sécurité. Dédaignant les conseils de ses amis, qui lui conseillaient de se rendre à Andrinople, d'y amener le sultan Mahmoud et le sultan Moustapha, de négliger Routschouk, de faire revenir les troupes qu'il avait envoyées dans cette province, et d'appeler à lui par la promesse d'une solde avantageuse tous les militaires de la Romélie, il persista à vouloir rester à Constantinople, à défendre sa province et à défier les janissaires et les oulémas.

14 novembre 1808. — L'étiquette de la cour ottomane exige que, dans la soirée du troisième jour avant la fin du ramazan, le grand-visir se rende en cérémonie chez le muphti. Baïractar se soumit à cette obligation et alla chez le scheik-islam avec une simple garde de 200 soldats.

Lorsqu'il sortit, la rue était couverte de peuple; les spectateurs se tenaient tranquilles et paraissaient n'a-

voir été attirés sur les lieux que par des motifs de curiosité. Baïractar, en voyant ce rassemblement, ordonna à ses gardes de préparer leurs armes, et à la foule de se disperser, et fit marcher en avant ses tchiaoux, avec ordre de frapper de leurs bâtons tous ceux qu'ils trouveraient sur leur passage.

La populace, effrayée par les ordres de Baïractar, par son air menaçant, et plus encore par les dispositions de ses soldats, se hâta de se disperser; mais, avant que la rue pût être entièrement éclaircie, plusieurs milliers de coups de bâtons avaient été distribués d'un bras vigoureux par les tchiaoux du grand-visir. Celui-ci, rentré dans son palais sans aucun obstacle, ne pensa qu'à se livrer aux plaisirs de l'amour et du vin, et alla se renfermer dans son harem.

Mais la populace dispersée par les coups des tchiaoux de Baïractar avait cherché un refuge dans les nombreux cafés du voisinage. Les individus blessés s'y étaient traînés également en poussant des cris lamentables. Ces lieux étaient remplis de janissaires. « Qu'avons-nous fait pour être traités aussi cruellement? criait-on de toutes parts. Sont-ce là les ménagements qu'on doit à des musulmans. Tous les égards sont pour les renégats et les infidèles. Non content d'ôter le pain à des pères de famille, et des pensions de retraite à d'anciens janissaires, on ose nous outrager. Un vil chef de brigands est devenu le maître des Osmanlis, tient notre sultan sous sa dépendance, persécute les deux appuis de cet empire, les janissaires et les oulémas, foule aux pieds notre religion et nos lois, et veut nous asservir au joug des infidèles en travaillant à nous assimiler à eux. Cessons d'avoir peur de ce tyran impie, et de cette poignée de voleurs qui le soutiennent. Nous sommes cent

fois plus nombreux qu'il ne faut pour les écraser tous. Rendus audacieux par notre pusillanimité, ils nous méprisent et nous croient incapables de les attaquer. Mais faisons-leur sentir que nous sommes musulmans et janissaires ; réunissons-nous contre l'ennemi commun ; dirigeons nos pas vers le palais de notre aga ; prions le de faire un appel à tous les membres de notre invincible corps ; demandons-lui des ordres pour attaquer nos ennemis. Dieu, le Prophète et Hadgi-Bektache, seront pour nous. »

Ces discours, qui furent bientôt répétés dans tous les lieux de réunion et auxquels on ajoutait beaucoup de force par les gémissements vrais ou simulés des personnes qui avaient été ou prétendaient avoir été blessées par les tchiaoux de Baïractar, excitèrent contre lui l'indignation générale.

Une foule immense d'hommes armés se porta chez l'aga des janissaires ; plusieurs des principaux oulémas s'y rendirent ; c'est là qu'il fut résolu que, sans perdre de temps, des détachements nombreux de janissaires iraient attaquer les soldats de Baïractar, dispersés dans Constantinople ; qu'un corps de 5 à 6000 hommes se dirigerait sur le palais du grand-visir, et qu'une forte réserve serait stationnée près du palais de l'aga pour secourir les troupes qui seraient engagées, ou pour repousser les ennemis qui viendraient du dehors.

Le concours des janissaires de toutes les classes, l'enthousiasme général, et l'accord des chefs, donnèrent une si grande activité à tous ces mouvements combinés, que les officiers et les soldats de Baïractar n'en furent pas instruits, et n'eurent pas le temps de se préparer à la défense. Leur résistance fut presque nulle ; ils cherchèrent plutôt à se sauver qu'à combattre, et se crurent

heureux qu'on leur laissât la liberté de gagner la campagne.

Mais, avant le commencement de ces opérations militaires, quelques janissaires, dirigés, dit-on, par des oulémas, s'étaient portés avec des matières incendiaires vers le palais du grand-visir, et, pour mieux cacher leur entreprise et l'exécuter avec moins de danger, avaient mis le feu à des maisons voisines. Celles-ci, se trouvant dans la direction du vent, avaient propagé rapidement la flamme sur la demeure de Baïractar.

La garde du grand-visir, regardant cet incendie comme un de ces accidents communs qui arrivent fréquemment dans Constantinople, courut en désordre vers le lieu où le feu commençait à exercer ses ravages. Le corps de janissaires qui avait reçu l'ordre de se porter sur ce palais arriva dans ce moment, attaqua les soldats de Baïractar qui se trouvaient dans la rue, en tua un grand nombre, dispersa le reste, empêcha l'arrivée des pompes à feu, et forma un cordon autour de l'édifice embrasé.

Baïractar, qui, après sa rentrée, avait bu copieusement du vin et des liqueurs fortes, dormait profondément. On eut beaucoup de peine à rompre son sommeil.

Comme il avait ordonné par une consigne permanente qu'en cas de feu on ne le réveillât que lorsque sa présence comme grand-visir serait absolument indispensable, on avait négligé de l'avertir à temps de l'incendie qui menaçait sa demeure, et des dangers qu'il courait lui-même. Son réveil fut terrible. Tout son palais était enveloppé par le feu : le pétillement des flammes, le fracas des murailles qui s'écroulaient, les accents plaintifs de ses gardes et de ses esclaves, qui, cherchant à traverser le cordon des janissaires, étaient impitoyablement massacrés, la vue de ses cruels ennemis, dont les cris de

joie se mêlaient aux gémissements de leurs victimes, tout lui annonçait une mort inévitable.

Le meilleur parti que Baïractar pouvait prendre dans cette affreuse position était de réunir quelques uns de ses plus fidèles serviteurs qui se trouvaient encore auprès de lui, et de se précipiter avec eux sur le cordon des janissaires pour se sauver ou périr. Cette résolution l'effraya. Cet homme audacieux, qui avait paru jusque alors supérieur à toute crainte, montra une faiblesse honteuse, ramassa des bijoux, quelques sacs d'or, et alla s'enfermer avec une de ses maîtresses favorites et un eunuque noir dans une tour en maçonnerie, où il espérait trouver un asyle contre la flamme dévorante qui le menaçait.

Cette révolution aurait été terminée par ce dernier événement sans l'intrépidité et les talents de Ramis-Pacha, qui occupait alors le poste de grand-amiral. Aussitôt que Ramis fut informé que la population de Constantinople s'était révoltée contre la Porte, que les troupes de Baïractar étaient dispersées, que le feu dévorait le palais du grand-visir, et qu'on ignorait ce que ce dernier était devenu, il ne se laissa pas abattre, et résolut de profiter des grandes ressources qui restaient encore à son parti pour combattre les janissaires et renverser leurs projets.

Estimé des officiers de la marine, qu'il avait constamment caressés, il les séduisit facilement par des discours flatteurs et des présents, et leur fit promettre, ainsi qu'aux matelots, de n'obéir qu'aux ordres qui leur viendraient du Grand-Seigneur. Joignant ses efforts à ceux du topchy-bachy ou commandant en chef de l'artillerie, qui devait son emploi à Baïractar, il n'eut pas beaucoup de peine à engager le corps discipliné des canonniers à

rester fidèle à son souverain. Les nouveaux seymens réguliers, qui occupaient les casernes de Levend-Tchiflick et de Scutari, furent appelés à Galata et à Usumpacha, et servirent à contenir les habitants de ces faubourgs.

Non content de ces mesures, le capitan-pacha ordonna aux capitaines de deux vaisseaux de ligne, lesquels, destinés pour l'Egypte, étaient mouillés dans le port, d'aller s'embosser vis-à-vis le quartier où se trouvaient l'hôtel de l'aga et le corps de réserve des janissaires, et de faire feu sur cet édifice, ainsi que sur toute réunion un peu nombreuse qu'ils apercevraient dans le voisinage.

Cadi-Pacha, qui se trouvait à Calcédoine avec près de 4000 hommes, fut invité par Ramis-Pacha à laisser la moitié de ses troupes à Scutari pour contenir les janissaires de ce faubourg, et à passer avec le reste dans l'intérieur du sérail pour défendre le sultan Mahmoud contre les entreprises des rebelles.

Après ces sages précautions, qui détachaient la cité de Constantinople de ses faubourgs, Ramis-Pacha, ayant réuni quelques soldats de Baïractar, leur ordonna d'aller battre la campagne sur la route d'Andrinople et de Silivria, de faire main-basse sur tous les janissaires, et d'arrêter les voyageurs. Il fit courir en même temps le bruit que Baïractar s'était sauvé; que ses soldats s'étaient ralliés autour de lui; que plusieurs pachas et ayans du divan des notables étaient en marche pour le joindre, et qu'il allait reparaître avec des forces considérables. Ce stratagème réussit. Les janissaires, épouvantés, fermèrent les portes de la ville, se tinrent sur la défensive, et n'admirent qu'avec les plus grandes précautions les vivres nécessaires aux approvisionnements journaliers de cette immense capitale.

Le sultan Mahmoud n'aurait pas été fâché d'être délivré d'un grand-visir grossier et insolent, qui lui imposait la loi; mais il avait raison de craindre que les janissaires, en renversant Baïractar, ne remissent sur le trône le sultan Moustapha. Il connaissait l'âme insensible et les dispositions sanguinaires et vindicatives de son frère. Le désir de conserver le trône et la vie l'obligeait de se déclarer en faveur de Baïractar, dont le sort lui était inconnu.

Les seymens réguliers reçurent l'ordre d'entrer dans le sérail, et furent répartis sur les murs d'enceinte du côté de la ville. On leur commanda de faire feu sur tout ce qui s'approcherait des murailles. Les pages et les bostandgys furent armés. Les premiers se groupèrent autour de la personne du Grand-Seigneur; les autres formèrent des masses auprès des principales portes et dans les cours. Le corps de Cadi-Pacha fut placé dans la grande cour de Saint-Irénée, près de la porte d'entrée.

Les seymens furent les premiers qui commencèrent les hostilités en faisant feu sur quelques individus que la curiosité ou leurs affaires avaient attirés dans les rues voisines du sérail. L'aga des janissaires dirigea immédiaement sur ce point quelques détachements composés des jeunes gens les plus bouillants et les plus intrépides du corps. On y voyait figurer quelques uns de ces hommes fanatiques qui, égarés par l'enthousiasme religieux, montrent dans les combats une impatience extrême d'aller jouir dans le ciel de la compagnie des aimables houris que le prophète promet à tous les musulmans morts pour la défense de leur sainte religion. Combattre Moustapha-Baïractar et les seymens, c'était alors, aux yeux des janissaires, servir Dieu et défendre la foi.

15 novembre. — Toute la journée du 15 novembre

fut employée à une fusillade qui fut peu meurtrière, tant à cause du petit nombre des assaillants que de la position avantageuse des seymens, couverts par des murs crénelés. Les vaisseaux embossés dans le port ne cessèrent de tirer sur la maison de l'aga des janissaires et sur tous les groupes qui se montraient dans les rues et sur les places près de la mer. Le plus grand calme régnait dans les faubourgs. Les marins étaient tranquilles. Les topchys se tenaient sur les batteries ou dans leurs casernes, ne se déclaraient pour personne et attendaient l'événement.

Les janissaires, inquiétés par le feu des seymens et des vaisseaux, par la tranquillité des faubourgs et plus encore par les bruits circulants que Baïractar n'était pas mort, qu'il s'était sauvé sous des habits de femme, au commencement de l'incendie de son palais, et qu'il allait bientôt reparaître avec des forces irrésistibles, commencèrent à craindre de s'être trop tôt déclarés.

Les principaux officiers de ce corps se reprochaient de n'avoir pas comprimé de suite l'élan de leurs soldats. L'aga des janissaires se regardait déjà comme un homme perdu. Les premiers dignitaires du corps des oulémas, plus alarmés que les autres, se tenaient cachés dans leurs maisons et laissaient à quelques imans subalternes le soin d'entretenir par leurs cris et leurs prédications l'enthousiasme du peuple.

Ces dispositions des insurgés furent bientôt connues dans le sérail; on résolut d'en profiter. Ramis-Pacha, à qui on devait l'heureuse tournure que les affaires du gouvernement venaient de prendre, proposa une amnistie générale dont l'aga des janissaires serait seul excepté. Mais Cadi-Pacha, qui était animé du désir de se venger des injures qu'il avait reçues des janissaires en

1806, fut d'avis de faire une sortie générale pour attaquer et détruire tous les rassemblements d'hommes armés, pour porter le carnage dans les quartiers qui opposeraient de la résistance, et pour imprimer enfin à la population entière de Constantinople une grande terreur, qui l'obligerait à se soumettre aux conditions les plus dures et la dégoûterait à jamais de tout mouvement séditieux.

Le sultan Mahmoud penchait pour l'avis du capitan-pacha. Mais les cris des soldats qui demandaient à attaquer et qui désiraient profiter du pillage le forcèrent à autoriser Cadi-Pacha à faire une sortie pour combattre les rebelles, en ne lui imposant d'autre obligation que celle de ne pas mettre le feu aux maisons qui opposeraient de la résistance. Cette injonction sortait du cœur paternel d'un souverain; mais il était difficile que Cadi-Pacha pût la respecter.

16 novembre. — Ce dernier fit sa sortie à la tête d'une colonne d'environ 4 000 hommes, laquelle était précédée par quatre pièces de canon. Il poussa devant lui les janissaires qui faisaient feu contre le sérail, les dispersa, et s'empara d'une de leurs casernes près de Sainte-Sophie. Arrivé à la place de l'Hippodrome, il dissipa le cordon qui était autour du palais du grand-visir. Repoussé par les flammes qui l'empêchaient d'approcher de cet édifice, et n'ayant obtenu aucun avis certain sur le sort de Baïractar, il laissa une forte réserve sur la place de l'Hippodrome.

Ayant divisé le reste de ses troupes en trois détachements qu'il envoya vers le quartier des Sept-Tours, vers la mosquée du sultan Soliman et vers la demeure de l'aga des janissaires, il se mit lui-même à la tête de ce dernier corps, et ordonna aux deux autres de se replier sur lui,

après avoir balayé les rues et massacré sans pitié tous ceux qu'ils trouveraient en armes.

L'avarice des soldats, dont un grand nombre se détacha pour pénétrer dans les maisons et les piller, affaiblit les colonnes, qui, en avançant, laissaient derrière elles des quartiers en apparence tranquilles, mais non soumis. La cruauté des soldats, qui n'épargnaient ni l'âge, ni le sexe, porta les habitants au désespoir. Les cris de rage et de vengeance se mêlèrent bientôt aux gémissements des victimes.

Les janissaires reprirent courage, se rallièrent, et vinrent attaquer les troupes de Cadi-Pacha par derrière, tandis que les habitants faisaient feu de leurs maisons, jetaient des pierres et versaient de l'huile bouillante sur leurs ennemis.

Ces moyens défensifs devinrent également funestes aux deux partis en produisant des incendies inévitables dans un pareil désordre. Les trois colonnes arrêtées dans leur marche se replièrent d'abord sur l'Hippodrome et ensuite sur la place en dehors du sérail, où, réunies, elles opposèrent une vigoureuse résistance à la multitude des assaillants. Ceux-ci, animés par la vengeance et par leurs derniers succès, ne cessaient de s'accroître malgré leurs pertes.

Les janissaires, qui désiraient reprendre leurs casernes près de Sainte-Sophie, s'y portèrent en masse et déployèrent autant de courage qu'ils avaient montré de lâcheté dans les premiers moments de la sortie. Un détachement de 300 seymens réguliers y avait été placé. Ceux-ci, qui ne s'attendaient à aucun quartier, étaient résolus de périr plutôt que d'abandonner ce poste. La lutte fut terrible. Les janissaires revinrent plus de vingt fois à la charge et furent constamment repoussés. Exas-

pérès par leurs pertes et par la résistance, et ne pouvant pas reprendre leurs casernes, ils y mirent le feu. La flamme étendit en peu d'instants ses effrayants ravages, non seulement sur ce grand et magnifique édifice, mais encore sur toutes les maisons voisines.

Ce spectacle, loin de diminuer la fureur des combattants, ne fit que l'accroître. Les seymens, qui ne voyaient qu'une mort certaine en descendant dans la rue pour se sauver, préférèrent périr au milieu des flammes, et continuèrent à combattre jusqu'à ce qu'ils fussent entraînés par les murailles écroulantes ou étouffés par des tourbillons de fumée.

Cadi-Pacha tenta une nouvelle attaque pour délivrer les seymens. Mais, affaibli par ses pertes et n'ayant pu entamer la multitude qui remplissait les rues, il fut obligé de rentrer dans le sérail avec ses soldats découragés. Un renégat prussien (Soliman-Aga) qui avait été un des colonels des nizam-gedittes, et que Baïractar avait mis à la tête des seymens réguliers, fut pris dans cette circonstance et coupé en mille morceaux.

L'incendie, que personne ne cherchait à arrêter, fit en peu de temps des progrès terribles. Bientôt tout ce quartier, le plus populeux de Constantinople, fut couvert d'une nappe de feu. Les cris et les gémissements des femmes, des vieillards et des enfants, n'attiraient l'attention de personne, et n'excitaient aucune pitié. En vain étendaient-ils des mains suppliantes; en vain demandaient-ils des solives et des planches pour se sauver par les toits. Leurs supplications étaient vaines. On les voyait avec indifférence tomber et disparaître au milieu des flammes. L'envie de détruire était le seul sentiment qui dominait alors.

Le sultan Mahmoud contemplait d'une des tours du

sérail cet horrible spectacle. Son cœur ne put y résister. Il envoya l'ordre à Cadi-Pacha de cesser les hostilités, et adressa à l'aga des janissaires un katty-chérif impérial qui lui commandait d'arrêter les progrès de l'incendie, et le rendait responsable sur sa tête de l'inexécution de cet ordre.

La fusillade du sérail contre les janissaires cessa à l'instant. L'aga des janissaires n'osa pas désobéir aux ordres du sultan; il envoya chercher des pompiers, fit abattre des maisons et s'efforça d'arrêter les progrès du feu. Mais l'incendie était trop grand et trop actif pour être éteint par ces moyens. Il ne trouva d'obstacle suffisants que dans les places publiques et dans les mosquées impériales, dont les vastes coupoles et les grandes murailles en maçonnerie ont souvent préservé Constantinople d'une entière destruction.

La populace, enhardie par la rentrée des troupes de Cadi-Pacha et par la cessation des hostilités, se porta sur la place en avant du sérail, près la porte dite *Sublime*. Elle fit entendre des cris de fureur et des menaces contre les seymens, et surtout contre le pacha de la Caramanie, et n'épargna pas le souverain lui-même dans ses propos outrageants. Quelques voix firent entendre qu'il fallait déposer le sultan Mahmoud, lui faire éprouver le même sort qu'au sultan Sélim et rétablir le sultan Moustapha. Ces cris du peuple devinrent l'arrêt de mort du prince auquel on voulait rendre le trône.

Mahmoud, à qui on n'avait cessé de répéter depuis la veille qu'il devait se défaire de son frère, pour qui les janissaires combattaient, et dont il avait raison de craindre le caractère féroce et vindicatif, avait toujours rejeté ces conseils avec indignation. Mais les intentions manifestes des rebelles, qui lui réservaient le sort du sul-

tan Sélim, lui arrachèrent enfin l'ordre affreux de faire périr son frère.

Cadi-Pacha, chargé de présider à cette exécution, fit étrangler le sultan Moustapha par la main des bourreaux. Ce prince mourut lâchement. Il était trop peu estimé pour inspirer des regrets. Sa mort parut juste et méritée, même aux yeux de ceux qui avaient désiré son rétablissement.

L'incendie du palais du grand-visir avait empêché pendant deux jours de pouvoir approcher de ce spacieux local, qui était couvert de poutres et de charbons enflammés. Lorsque tout fut consumé, l'espoir de trouver des lingots d'or et d'argent avait engagé quelques hommes du peuple à remuer les cendres brûlantes, et à y faire des excavations. Ils découvrirent, après quelques recherches, au pied d'une tour en maçonnerie, une porte en fer. Après l'avoir soulevée, ils traversèrent un corridor pratiqué dans l'épaisseur du mur, trouvèrent et renversèrent une seconde porte du même métal, et, pénétrant dans la chambre du rez-de-chaussée, aperçurent trois cadavres. C'étaient ceux de Baïractar, de son esclave favorite, et de l'eunuque noir qui les avait suivis. Ils avaient été asphyxiés. Des sacs d'or et des écrins de pierreries étaient à côté d'eux.

Contents de cette découverte, ils s'emparèrent de l'or et des bijoux, et s'empressèrent d'aller informer l'aga des janissaires que Baïractar, qu'on disait être en marche à la tête de troupes considérables pour attaquer et détruire Constantinople, n'existait plus, et qu'ils venaient de voir son cadavre et ceux de deux de ses esclaves dans la chambre basse d'une tour du palais du grand-visir.

L'aga des janissaires se rendit aussitôt sur les lieux

avec tous les principaux officiers de son état-major. Leur joie fut extrême en reconnaissant leur ennemi, qui leur avait causé tant d'alarmes et de chagrins, et dont ils craignaient encore le retour et la vengeance.

Comme l'apparition soudaine du cadavre de Baïractar, qui était peu défiguré, ne pouvait pas manquer de mettre fin à tous les bruits alarmants qu'on faisait circuler sur son retour, et d'inspirer la consternation parmi ses amis, l'ordre fut donné à quelques janissaires de porter ce corps devant le sérail, et de le présenter à la vue des seymens et des autres soldats qui bordaient les murs de cette enceinte. Ils devaient ensuite le traîner à travers les principales rues jusqu'à la place de l'Etmeidan, où, traversé par un pal, il resterait pendant trois jours exposé aux regards satisfaits de la populace.

La vue du cadavre de Baïractar jeta l'effroi parmi ses amis et ses partisans. Elle porta le découragement dans les défenseurs du sérail. Les seymens réguliers et les soldats de Cadi-Pacha déclarèrent alors qu'ils avaient été trompés, et qu'ils ne voulaient plus combattre les janissaires, qui étaient leurs frères et les défenseurs de la religion. Ils menacèrent de faire périr Ramis-Pacha, Cadi-Pacha, et les ministres qui les avaient entraînés dans cette coupable erreur.

Le sultan Mahmoud, resté seul de toute la famille ottomane, n'avait plus rien à craindre des janissaires. Il désirait arrêter le feu qui dévorait Constantinople, et purger son sérail des militaires qui depuis deux jours s'en étaient emparés.

Profitant habilement de la terreur que la vue du cadavre de Baïractar avait inspirée aux seymens et aux soldats du pacha de la Caramanie, il les engagea à sortir de son palais après avoir sollicité et obtenu leur grâce

des janissaires. Les habitants de Constantinople, fatigués des désastres des jours précédents, ne demandaient pas mieux que de voir renaître le calme et la tranquillité.

Le sultan Mahmoud aurait pu imiter la faiblesse de la plupart de ses prédécesseurs, et se faire un titre à la bienveillance du peuple en lui livrant les auteurs des derniers désordres. Mais il avait le cœur trop élevé pour consentir à une action aussi lâche; il permit à Ramis-Pacha, à Cadi-Pacha, à Ali-Effendi, à Beygy-Effendi, et aux autres amis de Baïractar, de s'embarquer sur une chaloupe à rames qui se trouvait à la pointe du sérail, et de se sauver par mer du côté de Silivria et de Rodosto.

Ces ministres s'empressèrent de fuir, débarquèrent près de Silivria, port de la mer de Marmara, et parvinrent à gagner Routschouk, où ils furent accueillis par les nombreux amis de Baïractar. Leur départ termina la plus sanglante révolution qui ait eu lieu dans Constantinople depuis la soumission de cette grande cité au joug des Osmanlis.

Les janissaires, après avoir mis le feu aux magnifiques casernes de Levend-Tchiflick et de Scutari, afin de ne laisser, disaient-ils, aucune trace des nizam-gedittes, et d'ôter à jamais l'envie de les rétablir, envoyèrent des députés au sultan Mahmoud pour l'assurer de leur attachement inviolable, et pour demander le pardon de la faute qu'ils avaient commise en faisant feu contre les murs d'enceinte du sérail.

Le muphti alla, à la tête des principaux oulémas, féliciter son souverain sur ce nouveau triomphe de la religion et des anciennes lois. Tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Les pachas et les ayans qui, dans la dernière assemblée des notables de l'empire, avaient promis à Mousta-

pha-Baïractar de soutenir ses projets relatifs à la création des seymens et aux réformes à opérer dans le corps des janissaires, oublièrent leurs promesses, et firent complimenter les oulémas et les janissaires sur leurs succès.

Tout le monde s'empressa d'abandonner la cause du parti vaincu. Les habitants de Routschouk, attachés à Baïractar, qui les avait délivrés de la foule de brigands dont leur pays était infesté avant son administration active et sévère, furent les seuls qui, après sa mort, reconnurent l'autorité des fonctionnaires qu'il avait placés, et protégèrent Ramis-Pacha et les autres exilés de Constantinople.

Mais les incursions que Molla-Aga, commandant actuel de Viddin, et divers ayans de la Bulgarie, firent sur le territoire de Routschouk, les menaces de la Porte, et la nouvelle qu'un corps nombreux de janissaires et de topchys sortis de Constantinople était en marche contre la ville qui, dans ces circonstances, avait osé donner asile aux proscrits, obligèrent ces derniers à fuir pour éviter de tomber entre les mains de leurs cruels ennemis.

Ramis-Pacha, né en Crimée, mais élevé à Constantinople dans l'école du génie militaire, alla demander un asile au nouveau souverain de son pays natal. Il avait été parfaitement accueilli par la cour de Saint-Pétersbourg. Mais attiré en Valachie, d'après les ordres des ministres de la Porte, et trompé par des promesses d'amnistie, il fut lâchement trahi par le prince grec qui régnait alors à Bukarest (1) et périt victime des assassins avant d'avoir quitté le territoire valaque.

Cadi-Pacha, qui répugnait à demander l'hospitalité à des Européens infidèles, quoiqu'il admirât leur tactique

(1) C'était le prince Caradgea.

et leur discipline, osa reparaître à Constantinople sous l'habit de derviche. Résolu de retourner en Caramanie pour réunir ses amis et pour organiser une troupe d'aventuriers audacieux avec lesquels il voulait courir l'Asie mineure et faire une guerre cruelle aux janissaires, il était déjà arrivé Kutayar lorsqu'il fut reconnu. Un ordre circulaire de la Porte qui enjoignait de le mettre à mort fut aussitôt exécuté. La tête de Cadi-Pacha, portée à Constantinople, resta exposée pendant un mois à la grande porte du sérail, afin de satisfaire complétement les janissaires, qui le regardaient comme le plus audacieux et le plus implacable de leurs ennemis.

Ali-Effendi et Beygy-Effendi étaient parvenus à se soustraire pendant plusieurs mois aux poursuites actives de leurs ennemis. Mais, se laissant tromper par la publication d'une amnistie générale, ils eurent l'imprudence de se montrer et périrent presque aussitôt par le lacet des bourreaux.

Tel fut le résultat de l'avant-dernière tentative qui a été faite en Turquie pour donner à ce pays une armée régulière. Elle ne réussit pas, parce que les esprits n'étaient pas encore préparés à la grande mesure de l'abolition du corps des janissaires, parce que cette milice n'avait pas encore discontinué à montrer une entière déférence et les plus grands égards pour le corps des oulémas, et parce que ses excès n'avaient pas été portés encore au point de mécontenter toutes les classes de la nation.

Mais le triomphe des janissaires en 1808 devint la cause définitive de leur ruine. Ils se montrèrent plus indisciplinés que jamais; ils donnèrent des preuves nombreuses d'une honteuse lâcheté dans les guerres suivantes; ils foulèrent aux pieds toutes les lois et ne respectèrent plus aucune classe de la société. Plusieurs d'entre

eux osèrent se livrer au vol et au brigandage sans qu'on leur appliquât les peines sévères indiquées par les canons du grand Soliman. Dans leurs débordements criminels les janissaires osèrent attaquer les personnes et les propriétés de plusieurs membres du corps des oulémas.

Tout concourut enfin à les rendre l'objet de l'exécration et du mépris public. Une indignation complète donna naissance au désir général de voir prononcer et effectuer leur entière abolition.

Mécontent d'eux et connaissant leurs mauvaises dispostions à son égard, le sultan Mahmoud désirait plus que personne la ruine des janissaires. Mais, aussi patient et résigné que ferme et inébranlable, il crut devoir éviter de reproduire, par des mesures intempestives, les funestes effets des entreprises formées contre ces soldats factieux par plusieurs de ses prédécesseurs, et il attendit, avant de les attaquer, que leurs nombreuses iniquités fussent parvenues à leur comble. Nous présenterons plus tard le récit de cette entreprise et du succès qu'elle a obtenu.

Les troupes envoyées contre Routschouk par les nouveaux ministres de la Sublime-Porte, après la chute et la mort de Baïractar, n'avaient obtenu pour résultat que le départ des anciens ministres et des pachas réfugiés dans cette place de guerre. Mais Bosniac-Aga, à qui Baïractar avait confié le commandement de cette forteresse, était trop bien vu par les habitants de cette ville et par les populations voisines pour que le gouvernement ottoman osât exécuter son projet de déplacer ce lieutenant fidèle du dernier grand-visir.

La guerre continuait alors entre la cour de Saint-Pétersbourg et la Porte ottomane. Repoussé par son gouvernement national, Bosniac-Aga aurait pu se livrer aux

Russes, et mettre à leur disposition, pour le passage de leurs troupes, la place importante de Routschouk, qui est la clef de cette partie du Danube.

Cédant à la nécessité, les ministres ottomans envoyèrent à Bosniac-Aga un firman qui le constituait commandant de Routschouk et de ses dépendances avec les insignes de pacha de seconde classe.

CHAPITRE X.

REPRISE DES HOSTILITÉS DES RUSSES EN 1809.

Pendant les sanglantes révolutions qui agitèrent Constantinople en 1807 et 1808, les Russes étaient restés dans une inaction complète sur les frontières de la Turquie. Ils avaient envoyé une grande partie de leurs troupes en Pologne pour s'opposer aux mouvements offensifs des armées françaises.

Durant cette inaction des Russes le feu de la discorde avait dispersé une partie considérable de l'armée ottomane, qui, d'après les ordres du sultan Sélim, devait se réunir à Andrinople. La défection avait été si générale, que le grand-visir avait eu beaucoup de peine à réunir auprès de sa personne, à Andrinople, une masse désordonnée d'environ 25 à 30 mille Osmanlis.

Mais la prix de Tilsitt, conclue entre l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre, avait prescrit, comme nous l'avons dit plus haut, qu'un armistice aurait lieu entre les troupes russes et ottomanes, et que, sous la médiation de la France, des négociations seraient ouvertes pour arriver à la paix. L'évacuation de la Vala-

chie et de la Moldavie par les Russes devait précéder l'ouverture de ces négociations.

L'assassinat du sultan Sélim III en 1808, et la conclusion de la paix entre la Porte et l'Angleterre en 1809, avaient tellement refroidi l'intérêt que Napoléon portait auparavant à l'empire ottoman, que sa politique était changée à l'égard des Turcs, et qu'il se montrait disposé à sacrifier leurs intérêts pour satisfaire le cabinet de Saint-Pétersbourg.

La France, ayant fini par retirer complétement sa médiation, et les négociateurs russes et ottomans n'ayant pas pu s'entendre sur les conditions de la paix les hostilités recommencèrent dans le printemps de 1809.

L'armée russe, qui avait déjà commencé à évacuer la Moldavie et la Valachie conformément au traité de Tilsitt, revint sur ses pas. Son avant-garde, commandée par le général Miliradowitz, battit les Turcs à Slobodzie, près de Giurgiova, le 1er avril 1809, et bloqua cette dernière place.

Après ce premier succès l'armée russe passa le Danube, et s'empara d'Isaakchy.

Dirigés par le vieux prince Prosorowsky, les Russes ne firent aucun mouvement important jusqu'au milieu d'octobre. Encouragés par cette attitude passive de leurs ennemis, les Turcs osèrent les attaquer et obtinrent quelques succès.

Du côté de la chaîne du Caucase et de l'Asie mineure les affaires des Russes furent mieux conduites; Tormasoff, qui les commandait, repoussa les Turcs qui avaient tenté de reprendre les forts d'Anapa et de Guelendgek. Ayant défait le pacha de Trébisonde le 14 novembre, il s'empara de la place importante de Poti, sur le Phase.

Du côté de la Servie, Czerny-Georges, à la tête de ses

compatriotes, avait à cette époque pénétré jusqu'à Nissa. Mais, ne pouvant opposer que 30000 hommes aux 80000 Turcs qui marchaient contre lui, il fut contraint de se replier derrière la Morava, et de continuer son mouvement rétrograde jusqu'à la rive droite de la Save, en s'appuyant à la forteresse de Belgrade. Cette place était tombée, durant l'année précédente, entre les mains des Serviens.

Un autre corps turc sorti de la Bosnie entreprit de passer la Colubara et de s'avancer vers Belgrade pour tourner l'aile droite des troupes serviennes. Le sort de Czerny-Georges, placé entre deux armées ottomanes, paraissait désespéré. Mais il fit retrancher sa position et il y attendit de pied ferme ses nombreux ennemis.

Les attaques des Turcs, au lieu d'être simultanées et conduites avec ordre, furent décousues et sans ensemble. Repoussés par les Serviens et menacés sur leur flanc gauche par le corps russe du général Nénadowitz, qui avait passé la Colubara, les Turcs de la Bosnie rentrèrent dans leur province, sans chercher à défendre les passages de la Drina et des petites rivières fortement encaissées qui se jettent dans la Save. Ceux qui venaient de la Thrace rétrogradèrent et abandonnèrent entièrement le territoire servien. Czerny-Georges devint le chef militaire et le maître absolu de toute la Servie.

Commandée par le prince Bagration avant l'arrivée de Kaminsky, la grande armée russe passa le Danube à Galatz, un peu au dessus du confluent du Pruth, et s'empara rapidement des points fortifiés d'Isaktcha, de Tulcha, de Matchin, de Hirsova, sur la rive droite. Les Russes ne trouvèrent pas autant de facilité à se rendre maîtres de la place de Brailow, qui, défendue par son nazir, Ahmet-Effendi, repoussa plusieurs assauts et ne

se rendit que par défaut de vivres et de munitions de guerre. Ce brave commandant devint grand-visir durant la campagne de 1811, et s'y montra courageux, mais sans habileté.

La reddition de Braïlow et la prise des forteresses turques riveraines du Danube dans la partie inférieure de ce fleuve permirent à la flottille russe de la mer Noire de remonter et de prendre part au blocus de la place importante d'Ismaïl.

Bloquée de toutes parts et mal approvisionnée, Ismaïl fut obligée de se rendre après quelques semaines de siége. Silistria, qui était dans un meilleur état de défense sous le rapport des approvisionnements, tint jusqu'à l'entrée de l'hiver et fut sauvé.

Le grand-visir, qui se tenait à Andrinople, afin de pouvoir diriger à la fois de ce point central ses opérations contre les Serviens et contre les Russes, avait envoyé au secours de Silistria un corps de 15,000 hommes, commandé par le séraskier Pech-Livan-Baba-Pacha.

Mais ce secours fut arrêté dans sa marche le 3 novembre à Tatariza, près de Silistria, par le prince Bagration, qui s'était porté à sa rencontre. La bataille de Tatariza fut indécise; chaque parti s'attribua la victoire. Mais comme la mauvaise saison approchait, les Russes repassèrent le Danube et établirent leurs quartiers d'hiver dans la Valachie, la Moldavie et la Bessarabie, en ne conservant sur la rive droite qu'une seule tête de pont, en avant d'Hirsova.

Les Turcs sortis d'Andrinople retournèrent auprès du grand-visir dans cette résidence impériale avec Pech-Livan-Baba-Pacha, qui les commandait.

Quoique la Bulgarie et la Thrace soient placées à peu

près sous la même latitude que l'Italie, les pluies y sont plus fortes et les gelées plus fréquentes et plus rigoureuses, à cause du voisinage des monts Krapacks, du mont Hémus, des Alpes Illyriques et du Pinde. Les chemins sont dans un état affreux et deviennent impraticables pendant les dégels; les villages sont peu nombreux et sans ressources pour les subsistances des armées.

Aussi, toute l'armée ottomane resta dans l'inaction jusqu'au printemps suivant, sans s'occuper d'exercices et de manœuvres, sans travailler à augmenter par des ouvrages défensifs la force d'Andrinople.

Le prince Bagration, plus actif et plus entreprenant que son prédécesseur, le vieux maréchal prince Prosorowsky, qui n'avait fait que tâtonner, fut remplacé définitivement au commencement de 1810 dans le commandement de l'armée russe du Danube par le comte Kaminsky, dit le Jeune.

Ce nouveau général en chef s'était distingué dans la guerre de Finlande contre la Suède en 1806 et 1807, et était parvenu en peu de temps, par la rapidité de ses mouvements et par la sagesse de ses mesures, à soumettre à la domination russe cette province importante, sans laquelle la Russie n'avait pas une frontière militaire de ce côté et ne possédait pas la jouissance complète du golfe de Bothnie.

On espérait que, portant dans la guerre de Turquie les mêmes qualités qui l'avaient fait distinguer dans les dernières campagnes de la Finlande, le comte Kaminsky pousserait avec vigueur les opérations contre les Turcs et obtiendrait bientôt sur eux des succès décisifs.

Dans le courant de mars 1810, un petit corps russe jeta un pont à Casemir, au moyen duquel il passa dans

l'île d'Ostrova, située au milieu du Danube, entre Routschouk et Viddin. Cette île est longue d'environ six lieues et demie et large d'une demi-lieue.

N'éprouvant qu'une faible résistance, les Russes s'emparèrent d'une redoute défendue par 200 Turcs et dressèrent aussitôt des batteries pour intercepter la navigation du fleuve.

Espérant se réunir aux Serviens, d'après les promesses faites par Czerny-Georges, les Russes passèrent sur la rive droite. Mais, au lieu de leurs alliés, ils virent paraître devant eux un corps de 5 000 Turcs envoyés pour les combattre par le gouverneur de Viddin, Mollah-Pacha.

Rentrés dans l'île d'Ostrova, les Russes ne purent remplir la mission qui leur avait été confiée, et se retirèrent. Cette entreprise, qui paraissait bien conçue, échoua parce que les Serviens manquèrent à leur parole, et parce que les Russes n'étaient pas en nombre suffisant pour faire sur ce point important une défense utile.

Le grand-visir Kior-Youssouf-Pacha, si connu par ses défaites en Egypte, avait quitté Andrinople pour se porter, avec le gros de ses troupes, dans le camp retranché de Choumla. Cette position très importante, placée au centre des communications dans la Bulgarie orientale, a toujours été regardée par les Turcs comme la clef principale de cette partie de leurs frontières.

Le plus grand soin de Kior-Youssouf-Pacha avait été de réparer l'enceinte du camp de Choumla, et d'y ajouter de nouveaux ouvrages défensifs.

Ayant repassé le Danube dans le mois de mai au nombre d'environ 60 000 hommes, les Russes pénétrèrent

dans la plaine de la Dubrutza (1), et s'emparèrent de Cavarna, sur les rives de la mer Noire. Ils s'avançaient vers Bazardgik, lorsqu'un corps turc sous les ordres de Pech-Livan-Baba-Pacha fut détaché du camp de Choumla pour marcher à leur rencontre.

S'étant battu à Razovat avec un grand courage, mais ayant perdu beaucoup de monde, Pech-Livan-Baba-Pacha chercha à sauver le reste de son corps, et se jeta dans Bazardgik, place assez forte, dont il fit réparer les fossés.

Le comte Kaminsky, ne voyant aucun corps ennemi devant lui, divisa son armée en quatre parties.

Le premier corps, sous les ordres du général Zass, fut chargé d'attaquer Turtukeuy, sur la rive droite du Danube. Cette place, qui s'étend le long du fleuve, est dominée par la berge voisine. Vivement bombardée, et écrasée par les projectiles des Russes, elle ne tarda pas à se soumettre.

Maîtres de Turtukeuy, les Russes y établirent un pont permanent, et y mirent une garnison suffisante.

Le deuxième corps, commandé par le comte Langeron, et pourvu de tous les moyens nécessaires d'attaque, marcha contre Silistria.

Le troisième corps, sous les ordres du comte Kaminsky l'aîné, frère du général en chef, reçut l'ordre de marcher contre Bazardgik.

Le quatrième corps, dirigé par le général Markoff, demeura en réserve.

Pech-Livan-Baba-Pacha, renfermé dans Bazardgik, crut pouvoir tenter quelques attaques contre le corps de Kaminsky l'aîné. Mais toutes ses sorties, faites avec audace,

(1) La plaine de Dubrutza est située près de l'extrémité orientale du bassin du Danube, dans la Bulgarie.

et appuyées par une nombreuse cavalerie, furent constamment repoussées. — Ne recevant aucun secours malgré ses pressantes instances, il tenta un coup désespéré, et fit faire une sortie générale à toute sa cavalerie, commandée par Ismaël-Pacha.

Mais cette attaque imprudente eut un mauvais résultat. Battu, enfoncé, et ayant perdu beaucoup de monde, Ismaël-Pacha fut pris par les Russes avec 1300 de ses cavaliers.

Ce coup terrible avait porté le découragement parmi les soldats de la garnison de Bazardgik; mais son gouverneur, Baba-Pacha, resta inébranlable, et ne voulut pas entendre parler d'accommodement.

Les deux corps de Markoff et de Kaminsky l'aîné furent réunis le 3 juin sous les murs de Bazardgik, et emportèrent cette place d'assaut après une très vigoureuse résistance. Tout fut pris ou tué du côté des Turcs. Soixante-dix-huit drapeaux et dix-sept canons tombèrent entre les mains des Russes. Le lieutenant-général Voinoff se couvrit de gloire dans cette affaire.

Au milieu des prisonniers, dont le nombre s'élevait à deux mille, on distinguait, entre plusieurs pachas, le séraskier Pech-Livan-Baba-Pacha, qui était un des plus braves et des plus actifs généraux de la Porte, et qui, par sa grande fermeté et son courage inébranlable, transformait les plus mauvaises bicoques en places importantes.

Pendant le siége de Bazardgik, les Russes avaient investi de nouveau la place de Silistria. Le comte Langeron, avec son corps d'armée et celui du lieutenant-général Rajewsky, conduisait le siége. Il devait être appuyé, en cas de besoin, par les divisions de Lewis et d'Essen, tenues en réserve par le général en chef.

On ouvrit la première parallèle devant Silistria du

côté de l'est, dans la nuit du 4 au 5 juin, à la distance de 400 mètres. Cette parallèle consistait dans six fortes redoutes liées ensemble par une tranchée et flanquées par la flottille du Danube.—Le feu fut continué avec vivacité et sans interruption dans la journée du 6. — Un magasin à poudre sauta en l'air, dans l'intérieur de la ville, par la chute et l'explosion d'une bombe.

Dans la nuit suivante les Russes avancèrent à la sape volante, sous la protection des redoutes, et travaillèrent à la construction et à l'armement des batteries de brèche. Ils se préparaient, le 10, à ordonner l'assaut, lorsque le commandant turc, Ilik-Oglou-Pacha, épouvanté par le sort de Bazardjik, se décida à capituler à des conditions avantageuses. — La garnison, forte de 6000 soldats, et les habitants, au nombre de 12 000, obtinrent la liberté de sortir avec tout leur bagage, à l'exception des provisions, qui restèrent aux Russes. 42 drapeaux et 196 canons furent livrés aux vainqueurs.

La prompte reddition de Silistria, dans ces circonstances, est déhonorante pour Ilik-Oglou-Pacha, puisqu'il céda aux sommations des Russes dès le septième jour, avant que la brèche fût complétement praticable, et avant que des dispositions fussent prises par les assiégeants pour le passage du fossé. Cet exemple prouve qu'en Turquie, comme ailleurs, la défense des places fortes dépend principalement du caractère personnel des commandants.

Peu de commandants turcs méritent le reproche que nous adressons à Ilik-Oglou-Pacha. Ils ont l'habitude, au contraire, comme les Espagnols, de défendre avec énergie et persévérance, jusqu'à la dernière extrémité, les places confiées à leur valeur et à leur fidélité, et même les simples bicoques qui seraient abandonnées

d'avance, comme non susceptibles de défense, par des militaires plus instruits.

Dans le nombre de 12 000 habitants qui, après avoir coopéré à la défense de Silistria, ont accompagné la garnison turque, on comptait, assure-t-on, 4000 chrétiens.

Ce dévoûment de la part de ces rayas paraîtra peut-être extraordinaire; mais il convient d'observer que les Bulgares chrétiens sont beaucoup mieux traités par les autorités locales et par la population musulmane que les autres rayas dans le reste de la Turquie, sans doute à cause du voisinage des pays entièrement chrétiens, situés au bord du Danube. Leurs prêtres, constamment ménagés, et souvent caressés (1), ne déclament presque jamais contre les Turcs, et se plaignent fréquemment des dévastations commises par les Russes.

Les Russes, qui ne se montrent en grand nombre dans la Bulgarie, qu'en temps de guerre et comme ennemis, ne peuvent guère éviter de causer de grands préjudices aux habitants de cette province par leurs marches, leurs campements et leurs réquisitions de vivres et de fourrages. Les cosaques et d'autres corps auxiliaires, qui vivent communément de rapines, portent continuellement la dévastation dans les campagnes et dans les villages où ils pénètrent. — Il n'est pas étonnant que, quoique professant la même religion que les Moscovites, et quoique parlant le même langage, les Bulgares de toutes classes se montrent fréquemment hostiles aux troupes russes, et réunissent leurs efforts à ceux des Osmanlis pour défendre les places de guerre et leurs proprié-

(1) L'usage des cloches est défendu dans tous les pachaliks de la Turquie; mais il est permis dans la Bulgarie et sur les versants des Balkans.

tés personnelles. On les voit fréquemment, après avoir été dévastés, se former en petits corps mobiles, qui interceptent les routes, égorgent les hommes isolés des armées russes, et enlèvent leurs convois mal escortés.

Pendant les dernières opérations des Russes, le général Zass, ayant passé le Danube au dessous de Turtukeuy, avait marché sur Routschouck et Giurgiova pour entreprendre le siége de ces deux places fortes. Il devait concerter ses opérations avec les Serviens. Mais l'expérience ne tarda pas à démontrer aux Russes qu'ils ne devaient pas compter sur l'assistance active des montagnards de la Servie en dehors des limites de leur province.

Une division du corps de Langeron, poussée en avant jusqu'à Rasgrad, sous les ordres du général Sabanef, s'empara, presque sans résistance, de cette place mal fortifiée. L'hospodar de Valachie, Callimaki, qui avait eu l'imprudence de résider dans une maison de campagne près de Rasgrad, fut surpris et enlevé avec toute sa suite par un détachement de 300 cosaques.

La place de Varna, sur la rive occidentale de la mer Noire, méritait plus que toute autre l'attention du général en chef de l'armée russe, parce que, se trouvant en position de recevoir promptement par mer des vivres et des munitions expédiées d'Odessa et de Sébastopol, elle pouvait servir, comme une nouvelle base, à la ligne d'opérations des troupes russes avant leur passage à travers la chaîne des Balkans.

N'appréciant pas suffisamment cet avantage, et tenant à conserver sa ligne, longue et difficile, d'opérations à travers le Danube et la Bessarabie, le comte Kaminsky se contenta de faire une simple tentative contre Varna. Mais la garnison turque, assistée par les

habitants, se défendit avec courage et repoussa l'attaque.

Voulant prendre leur revanche, les Russes attaquèrent la ville de Yeni-Bazar, qui, mieux fortifiée que celle de Rasgrad, est située entre Varna et Choumla. Apprenant l'approche des Russes, le lâche commandant de Yeni-Bazar (Kara-Oglou) abandonna cette place avec la garnison et tous les habitants.

Après cette facile conquête, les Russes s'avancèrent jusqu'à Boulanik-Keuy et commencèrent leurs préparatifs pour investir le camp turc de Choumla.

Avant ce dernier mouvement des Russes, quelques tentatives avaient été faites par le grand-visir pour obtenir du comte Kaminsky un armistice ou la paix. Ses parlementaires, traités avec dédain et gardés pendant plusieurs jours au quartier général de l'armée russe, se virent contraints de retourner sans réponse auprès du chef de l'armée ottomane.

Mais un parlementaire russe porta au grand-visir, quelques jours après, les propositions du comte Kaminsky. Ce général offrait la paix au grand-visir en lui demandant la cession de la Moldavie, de la Valachie, en Europe, et celle de la Géorgie turque en Asie, exigeant l'éloignement de l'ambassadeur anglais, dont le gouvernement était alors en guerre avec la cour de Saint-Pétersbourg, et fixant à 40 mille bourses l'indemnité que les Turcs devaient payer pour les frais de la guerre. Les places de Varna, de Routschouk, de Silistria et de Choumla, devaient être occupées par les Russes jusqu'au parfait paiement de la somme demandée.

Cheik-Efzat-Effendi fut envoyé au camp russe par le grand-visir dix jours après la prise de Yeni-Bazar pour obtenir un adoucissement aux dures propositions du

comte Kaminsky. Mais ce dernier se montra inflexible. L'envoyé turc rentra le 21 juin au camp ottoman sans avoir rien conclu.

Voyant tout espoir de paix complétement évanoui, le grand-visir se disposa à combattre.

Les opérations du comte Kaminsky avaient été couronnées jusqu'ici par les plus brillants succès. Elles paraissaient être d'un heureux augure et faisaient espérer aux Russes les plus utiles résultats pour la fin de la campagne.

Le camp retranché de Choumla, que le comte Kaminsky avait résolu d'attaquer, est regardé comme la principale porte des Balkans, et comme le meilleur point stratégique de la Bulgarie. Durant toutes les guerres du 18e siècle, les armées ottomanes n'avaient jamais manqué de l'occuper, et les troupes russes n'avaient pu pénétrer au delà sans se voir obligées de rétrograder.

Choumla est le point de concours des routes de Routschouk, de Silistria, d'Ismaïl, de Varna, ainsi que de Ternova par Osman-Bazar. Ces routes se séparent et divergent vers différentes directions, après le passage des montagnes.

La situation de Choumla est très favorable à la défense. La ville est considérable; sa population s'élève à 30 000 âmes; un contre-fort venant des Balkans l'entoure ciculairement en fer à cheval; ses pentes, inclinées rapidement vers le fond du vallon du Tékié, sont couvertes de broussailles hautes et épaisses; des arbres de toute grandeur forment un épais taillis sur les sommets de ce contre-fort.

La longueur de la ville est d'environ une lieue; sa largeur moyenne est d'une demi-lieue. Son enceinte est

fermée par un fossé et par une épaissé muraille en briques cuites. De petites tours massives, dont chacune peut contenir huit à dix fusiliers ou bien une pièce d'artillerie, servent au flanquement de cette ligne extérieure.

Ce camp renferme tous les magasins nécessaires aux approvisionnements des armées. Il contient, outre la ville de Choumla, des vignes et des jardins, ainsi qu'un ruisseau d'eau vive qui naît dans l'enceinte, et qui est constamment abondant. On ne peut bloquer Choumla que très difficilement, à cause de sa grande étendue.

Il serait facile de faire de Choumla une forteresse presque imprenable, si son enceinte avait un tracé mieux flanqué et un fossé plus profond et plus large, et si les hauteurs voisines étaient occupées par deux forts, et par une série de redoutes intermédiaires.

La distance de Choumla à Constantinople est de 90 lieues de marche. La route directe passe par la vallée de Pravadi, et par la ville assez importante de ce nom. — A Pravadi on commence à monter les Balkans, et, après les avoir traversés, on arrive à la ville d'Aïdos.

Toute armée ennemie qui veut passer dans la Thrace à travers les Balkans doit avant tout battre complétement l'armée turque de Choumla, ou bien tourner cette importante position en la faisant masquer par un corps assez fort pour contenir les troupes et la belliqueuse population qui y sont enfermées.

Après avoir pris et occupé Boulanik-Keuy, les Russes s'avancèrent, le 22 juin, vers les hauteurs de Matara-Keuy, avec l'intention d'attaquer le grand-visir dans son camp retranché. Tous les détachements de cavalerie turque furent rejetés dans Choumla après une lutte obstinée contre l'avant-garde russe, composée de cosaques.

Ce fut le 23 juin à six heures du matin que les Russes se montrèrent devant Choumla. Kaminsky avait partagé ses troupes en six divisions.

Renonçant à investir le camp turc, le général russe plaça ses divisions en échelons de l'autre côte de la vallée, près du village de Straza.

La journée du 23 fut employée par les Russes à repousser les Turcs dans l'enceinte de leur camp, et à prendre et reprendre la position importante des Grottes, laquelle domine au nord-est, à plus de 600 toises de distance, la ville de Choumla.

L'attaque sur le même point recommença le lendemain 24 juin. Les Russes s'avancèrent jusque sur les bords du fossé du camp retranché. Mais, assaillis par les Turcs, qui débouchèrent de tous côtés par les nombreuses portes de l'enceinte, ils durent se retirer dans leurs positions primitives, après avoir éprouvé des pertes assez considérables.

Ces attaques, dont le résultat n'avait pas été favorable aux Russes, et qui leur avaient coûté près de 2000 hommes, dégoûtèrent le général en chef Kaminsky. — Quoique le corps de la place fût intact, et que les positions où l'on s'était battu fussent situées à l'extérieur et à une assez grande distance de la contre-escarpe du fossé, Kaminsky abandonna l'idée d'une attaque de vive force, et résolut d'établir un blocus autour du camp retranché de Choumla, afin de prendre cette place par famine.

Mais la ligne de blocus que les Russes devaient occuper était trop grande pour qu'elle pût être complétement fermée. Le camp turc renfermait des magasins considérables de vivres et de fourrages qui devaient servir à alimenter non seulement la garnison et la popu-

lation de Choumla, mais encore les corps turcs que les marches ou les circonstances de la guerre amenaient dans cette place ou dans ses environs.

Le comte Kaminsky, qui avait certainement beaucoup de courage et des connaissances militaires très étendues, n'a pas montré dans cette circonstance la persévérance éclairée que nécessite une campagne contre les Turcs. Après deux jours de combats il avait transformé en blocus ses opérations actives contre Choumla. Dix jours après il se dégoûta du projet de blocus en voyant entrer dans le camp turc le 7 juillet plusieurs centaines de chameaux qui venaient d'Andrinople avec des vivres et des munitions de guerre.

Abandonnant enfin l'idée de prendre Choumla, le comte Kaminsky commença son mouvement rétrograde le 18 juillet, pendant la nuit, et se dirigea vers Routschouk, dont le général Zass avait commencé le siége.

Le général Sabanef commandait l'avant-garde. Le comte Langeron, qui se trouvait dans les environs d'Osman-Bazar, était désigné pour former l'arrière-garde. Le général Kaminsky l'aîné fut laissé à Tchmela, à deux lieues de Choumla, sur la route de Silistria. Voinoff, placé à l'est, fut chargé d'observer Varna et de tenir garnison dans Bazardgik.

S'étant aperçu du mouvement rétrograde des Russes, le grand-visir résolut de tomber avec des forces supérieures sur l'arrière-garde, commandée par le comte de Langeron.

Dans la matinée du 20 juillet le séraskier Ahmed-Pacha attaqua ce dernier corps avec des forces supérieures. Le général turc était appuyé par le grand-visir lui-même, qui s'était posté au pied de la montagne avec une réserve considérable de cavalerie, non loin du pont des

Maisons-Rouges, sur lequel passe la route du Choumla à Rasgrad.

Les Turcs attaquèrent leurs ennemis avec une fureur impétueuse. Mais, reçus par un feu de mitraille bien dirigé, ils éprouvèrent de grandes pertes. — L'arrivée d'un renfort de quatre bataillons d'infanterie et de cinq escadrons de hussards que Kaminsky l'aîné, entendant la canonnade, s'était empressé d'envoyer au secours du comte de Langeron, obligea les Turcs à abandonner l'attaque et à se replier sur leur camp.

Renforcés par les corps que le général en chef comte Kaminsky avait amenés avec lui, l'armée chargée du siége de Routschouk se trouva monter à 20 mille hommes, et put alors investir complétement la place assiégée. Le général Zass, envoyé avec une division sur la rive gauche du Danube, fut chargé de bloquer la ville forte de Giurgiova, située en Valachie, vis-à-vis Routschouk.

Les Russes occupèrent toutes les îles voisines. La flottille de la mer Noire reçut l'ordre de s'avancer et de se porter entre ces îles, afin de couper les communications des assiégés avec les places du Danube supérieur.

Bosniac-Aga, qui avait su conserver le commandement de Routschouk malgré les intrigues actives des ministres turcs et de ses ennemis personnels, était adoré par ses soldats, à qui il prodiguait des largesses, et par la population de la ville, qu'il évitait de fouler et envers laquelle il se montrait constamment affable et plein d'égards.

La garnison de Routschouk était évaluée à 10 000 hommes sans compter les habitants. Ces derniers fournissaient 6000 combattants, dont 2000 étaient chrétiens.

Les maisons de cette ville sont généralement isolées

les unes des autres. Composées de murailles épaisses, elles peuvent être considérées comme autant de citadelles où le musulman repoussé des remparts se retire pour défendre son harem.

Avant l'arrivée du comte Kaminsky, le général Zass avait ouvert la tranchée et commencé ses approches vers la partie orientale de l'enceinte de Routschouk, près de la rive droite du Danube. — Le côté occidental de la ville, quoique couvert par la rivière Lomm, aurait été plus favorable à l'attaque, parce que des hauteurs voisines on pouvait enfiler facilement les quatre cinquièmes de l'enceinte, dont la partie méridionale était vue à revers par les hautes collines qui bordent le fleuve de ce côté.

Sans abandonner les travaux commencés par le général Zass, le chef de l'armée russe aurait dû ouvrir une seconde attaque du côté de la rivière Lomm, de manière à occuper l'ennemi sur les deux extrémités opposées de l'enceinte de la place.

La flottille russe lui aurait été très utile dans cette entreprise. Quant à un ouvrage avancé, très irrégulier, que les Turcs occupaient sur ce point, dominé, vu de toutes part, et non défilé, il n'aurait pu opposer qu'une très courte résistance.

Ces deux attaques auraient pu être liées par une série de redoutes établies sur les hauteurs intermédiaires. Il est probable que, par ce moyen, et en exécutant les travaux d'un siége régulier, le comte Kaminsky serait parvenu assez promptement au but qu'il se proposait. Mais cette voie méthodique et certaine dans les opérations d'attaque paraissait trop lente aux yeux de ce général impatient. Il leur préféra le projet de brusquer la place et de la prendre par assaut.

L'incapacité de l'ingénieur en chef qui était chargé de diriger les travaux du siége fut, dit-on, un des motifs qui lui firent prendre cette résolution téméraire.

Mais dix jours entiers furent perdus pour faire les préparatifs nécessaires à cet assaut général. Ce temps aurait suffi pour cheminer régulièrement vers la place et battre en brèche son enceinte sur les deux fronts qui auraient dû avoir été attaqués à la fois.

Dans l'assaut général qui fut donné au point du jour dans la matinée du 3 août 1810, on désigna le front oriental, déjà battu en brèche par le général Zass, comme devant être le principal point d'attaque. Mais on avait négligé de détruire les contre-escarpes par des mines et de faire porter devant les colonnes d'attaque des fascines pour combler les fossés.

Les soldats russes, animés par la présence et par les discours de leur général en chef, se portèrent avec ardeur à l'assaut. Mais arrêtés par la contre-escarpe restée entière, il leur fallait des échelles pour descendre dans le fossé et d'autres échelles pour escalader la brèche et les murailles, encore intactes, des autres fronts de l'enceinte.

Formés en cinq colonnes, les Russes montèrent à l'assaut avec la plus grande bravoure.

Les Turcs, qui s'étaient préparés à la défense, répondirent par un feu terrible aux batteries ennemis, et portèrent le ravage dans les colonnes d'attaque des Russes par la mitraille et par une quantité prodigieuse de projectiles de toute espèce. Kaminsky ne s'attendait pas à ce feu meurtrier, parce qu'il s'était faussement imaginé que toutes les pièces d'artillerie turque avaient été démontées par les batteries russes, dans les canonnades des jours précédents.

Mais Bosniac-Aga, en commandant prudent, avait réservé pour l'instant décisif ses principaux moyens de défense.

Arrivés dans le fossé, la plupart des soldats russes tiraillaient avec l'ennemi au lieu de dresser les échelles. Ce fut en vain que, pour donner l'exemple et les animer, les chefs et les officiers se portèrent en avant et escaladèrent les remparts. Ces braves périrent presque tous; 334 officiers furent mis hors de combat. Le général Sievers fut tué à la tête de sa colonne, sans pouvoir la déterminer à avancer.

On dut reconnaître dès lors que le projet d'assaut était manqué. Cependant le comte Kaminsky resta inébranlable, et ordonna au général Essen de marcher avec la réserve. Mais ce dernier général, qui était expérimenté et très prudent, ne s'avança qu'avec deux bataillons, et laissa en arrière une grande partie de ses troupes.

Le général Zass fut le seul qui, avec sa colonne, parvint au sommet d'un des remparts de Routschouk; mais il s'y trouva arrêté par la difficulté de descendre le talus intérieur, qui était fort raide, et par le feu très vif qui sortait des maisons turques. Ce fut en vain que le général en chef envoya sur ce point un nombre considérable de Cosaques avec des fascines. Elles ne furent pas utilisées pour établir des gradins le long du talus intérieur du rempart. Les soldats s'en servirent pour se couvrir contre la fusillade des Turcs.

Exposés à un feu destructeur, que des secours envoyés à Bosniac-Aga par le commandant de Giurgiova rendirent encore plus actif, les Russes se retirèrent d'eux-mêmes sans recevoir d'ordre et abandonnèrent entièrement l'attaque, après trois heures de combat.

Si les Turcs avaient fait une sortie générale dans ce

moment critique, l'existence de l'armée russe aurait été mise en péril. Il ne restait aux Russes en troupes disponibles pour couvrir leur retraite que la partie de la réserve que le général Essen n'avait pas cru devoir engager.

La perte des Russes dans cette affaire a été évaluée à plus de 8000 hommes. Les blessés restèrent presque tous dans les fossés ou sur les remparts. On crut qu'ils seraient massacrés. Mais Bosniac-Aga, contre l'usage des Turcs en pareil cas, les fit traiter avec humanité.

Les deux grands échecs éprouvés par le comte Kaminsky devant Choumla et devant Routschouk prouvent combien il est dangereux pour un général en chef de se laisser égarer par une confiance aveugle dans le courage et la supériorité de ses soldats, et de négliger dans les siéges les principes d'investissement et d'attaque établis par les grands maîtres de l'art.

Arrivés sur les hauteurs qui dominent Routschouk, les Russes se rallièrent complétement et s'établirent autour de la place, de manière à changer le siége en blocus. Ayant été beaucoup affaiblis par leurs derniers combats, ils évacuèrent l'île située à l'ouest de la ville.

Les Turcs ne tardèrent pas à s'en emparer. Elle leur servit à faciliter les communications de Routschouk avec Giurgiova et avec l'armée turque de secours qui était attendue.

La douleur des Russes éprouva bientôt un grand adoucissement par la nouvelle d'une victoire complète remportée par le comte Kaminsky l'aîné sur l'armée du grand-visir.

Devant combiner ses opérations avec celles des trou-

pes turques qui venaient de tous côtés au secours de Routschouk, et voulant être libre dans ses mouvements, le grand-visir crut qu'il devait commencer par écraser le corps d'observation laissé à Tchmela. Sorti du camp de Chioulma avec 30 000 hommes, le généralissime ottoman se porta sur Tchmela et attaqua les Russes le 2 août avec une extrême fureur. Mais repoussé, battu, mis en déroute, il rentra dans Choumla avec une perte de 3000 tués ou blessés, et ayant eu 38 drapeaux enlevés par l'ennemi.

Après cette victoire, ne trouvant plus suffisamment de vivres à Tchmela et manquant d'ailleurs entièrement de fourrages, le comte Kaminsky l'aîné prit position à Aflotour, près de Silistria. L'ordre fut alors envoyé au corps de Markoff de se placer à Karasou pour observer Varna et pour couvrir les places du Bas-Danube.

Il fut enjoint en même temps au corps de Langeron d'évacuer et détruire, Rasgrad, et de se porter sur Routschouk pour renforcer l'armée de siége.

Les généraux russes, en quittant leurs stations, avaient pour instructions d'incendier les villes et les villages. Cet ordre barbare, qui aurait bientôt transformé en un désert cette belle partie du bassin du Bas-Danube, était motivé sur ce que les villes et les villages de la Bulgarie, étant généralement entourés de remparts, de fossés ou de palissades, deviennent autant de places à assiéger lorsque les Turcs réussissent à s'y jeter. Les Russes redoutaient la guerre des siéges depuis les échecs éprouvés par eux devant Routschouk et Chioumla.

Le général Kulnef, envoyé sur la route de Ternova, fut chargé de couvrir le flanc gauche de l'armée russe. Langeron eut le commandement de toutes les troupes

placées sur les deux rives du Danube. Zass fut envoyé en Servie pour y remplacer le général Sucalo, décédé dans cette province.

Comme les troupes turques destinées à secourir Routschouk grossissaient chaque jour, le général en chef Kaminsky envoya un corps de 6000 hommes de cavalerie sous les ordres du général Kulnef pour reconnaître le camp de l'ennemi, dont la position centrale était au village de Bella, sur la Yantra, affluent du Danube.

La position des Turcs, naturellement forte, était couverte par deux grandes redoutes fermées à la gorge. Les Russes se trouvaient obligés de prendre ces deux ouvrages pour arriver au camp occupé par l'ennemi.

Kulnef, après avoir terminé sa reconnaissance, se retira en ordre. Les Turcs, qui n'avaient pas reçu tous les renforts qu'ils attendaient, restèrent dans leur camp et n'envoyèrent pas de troupes à sa poursuite.

Les renforts fournis par le fameux Ali-Pacha de Janina pour secourir Routschouk arrivèrent le 12 août au camp turc de Bella. Ils étaient commandés par deux de ses fils, Mouktar et Vély, l'un et l'autre pachas, le premier en Macédoine, et le second dans la Morée. Ces deux corps se composaient d'Albanais et d'Épirotes, qui sont regardés comme les meilleurs soldats de la Turquie. L'artillerie de campagne des fils d'Ali-Pacha était organisée et disciplinée à l'européenne.

Les pachas qui commandaient à Nicopolis, à Sistova, et dans d'autres lieux voisins du Danube, réunirent leurs contingents au point central pour secourir la place importante de Routschouk.

Il y avait peu d'ensemble et d'homogénéité entre ces corps ottomans venus de différents points et composés

de populations différentes. Au lieu de se porter en avant avec la vitesse et l'impétuosité qui caractérisaient les anciens Osmanlis, et de prendre constamment l'offensive, les Turcs modernes, battus dans tant de combats, marchent avec crainte et prennent de grandes précautions. Ayant choisi sur la route par laquelle ils doivent s'avancer une position avantageuse, ils s'y retranchent, s'ils ne sont pas attaqués, et continuent à suivre la même marche prudente en se portant vers l'ennemi.

C'était en suivant cette méthode peu encourageante que les corps turcs de l'armée de secours étaient parvenus au village de Battin près du Danube, à huit lieues au dessus de Routschouk.

Bosniac-Aga, averti par des lettres et des signaux, les attendait dans la nuit du 24 au 25 août. Afin de favoriser leur arrivée, il fit à cette époque une sortie vigoureuse contre la gauche de l'armée russe. Mais cette attaque, non secondée par l'armée de secours, fut sans succès; la garnison dut rentrer en désordre dans la place.

L'armée turque réunie à Battin fut bientôt renforcée par un fort détachement envoyé de Choumla par le grand-visir, sous les ordres de Kutschanz-Ali.

Le général en chef de l'armée russe envoya de son côté l'ordre à son frère Kaminsky l'aîné de quitter les environs de Silistria, et de se porter avec son corps d'armée, à marches forcées, sur Routschouk.

Ce corps, composé de 20 bataillons et de 30 escadrons, parcourut vingt-cinq lieues en trois jours et arriva le 26 août au grand quartier général.

Ayant été envoyé à quatre lieues en avant, sur la route de Ternova, pour y opérer sa jonction avec la division de Kulnef et avec celle de Uwaroff, Kaminsky l'aîné résolut, avec les forces considérables réunies sous

ses ordres, d'attaquer les Turcs dans leur position de Battin.

Après avoir reconnu le camp ennemi, dont l'accès sur son front était très difficile, à cause des ravins presque à pic qu'il fallait franchir, il sentit la nécessité de tourner les Turcs sur leur gauche, en les occupant par une attaque directe sur leur front. Mais les Ottomans étaient trop nombreux, leurs positions retranchées étaient trop fortes pour qu'il pût réussir à les débusquer avec les seules troupes qu'il avait alors sous ses ordres.

Après plusieurs combats acharnés, mais décousus, ce général se vit contraint de prendre la route de Routschouk, en annonçant dans son rapport que sa tentative n'avait été qu'une reconnaissance poussée à fond.

Mécontent du résultat de l'expédition de son frère, le général en chef résolut d'attaquer lui-même les troupes turques établies à Battin. — Comme l'armée ennemie grossissait tous les jours, il envoya au général Voïnoff, resté près de Silistria, l'ordre de venir en toute hâte avec ses 5000 hommes, et il résolut d'attendre ce renfort avant de commencer son attaque. Le général Voïnoff ne tarda pas à arriver.

Lorsque le moment fut venu de commencer sa grande opération, le commandant de l'armée russe se porta devant le terrain occupé par l'ennemi. — Avec le coup d'œil rapide d'un savant capitaine, il reconnut immédiatement qu'il était indispensable de tourner l'aile droite des Turcs de manière à la dépasser et à la prendre tout à fait à dos, pendant que d'autres corps occuperaient l'ennemi sur son front et sur son flanc gauche.

Ce fut le 6 septembre qu'à la tête de 20 000 hommes le général en chef de l'armée russe commença son at-

taque contre le camp turc de Battin. Le corps principal des Russes, commandé par le général en chef en personne, se mit en mouvement à cinq heures du matin. Après une marche de neuf lieues sur la route de Ternova, ce corps arriva à la tête d'une grande vallée qui descend vers le Danube. — En tournant cette vallée à sa naissance, le comte Kaminsky se trouvait sur le contre-fort qui portait le camp retranché des Ottomans à son extrémité, près du grand fleuve. Ce contre-fort, sur une pente continue, ne présentait aucun obstacle aux Russes pour arriver par derrière jusqu'à la position occupée par l'ennemi.

L'ordre avait été donné au général Kaminsky l'aîné de se mettre en marche le 7 septembre à dix heures du matin pour se porter avec ses troupes en deux colonnes contre l'aile gauche et le front de l'armée ottomane.

L'assaut fut donné à la fois par les troupes du général en chef et par celles de son frère. — Après un combat terrible, dans lequel l'artillerie russe, supérieure à celle des Turcs, parvint à éteindre en grande partie le feu des batteries ennemies, l'assaut fut repoussé, et un intervalle de repos de plusieurs heures suspendit la lutte. Le séraskier turc avait été frappé à mort; le brave général Illowsky, commandant les Cosaques, avait été tué sur le bord d'un fossé.

L'attaque directe des camps turcs, qui étaient tous situés sur des crêtes dominantes auxquelles aboutissaient des pentes rapides entrecoupées de ravins profonds, se présentait comme une difficulté insurmontable aux yeux de quelques généraux russes. Mais le général en chef tint bon, et ordonna de renouveler le combat vers les quatre heures de l'après-midi.

Le général Sabanef, désigné pour remplacer le géné-

ral Kulnef, qui avait échoué dans la matinée à l'assaut de la partie occidentale des positions ennemies, fit un effort désespéré. Abordant les Turcs avec la plus grande fureur, il pénétra dans leur camp de gauche, massacra tout ce qui se présentait à lui, et leur inspira une telle frayeur, qu'ils s'enfuirent précipitamment dans le plus grand désordre.

La défense de ce camp avait été confiée à Mouktar-Pacha et à ses Albanais. Cette fuite précipitée entraîna les défenseurs des autres redoutes, qui s'empressèrent de suivre ce honteux exemple.

Ahmed-Pacha, qui avait succédé au séraskier, tué dans l'action, resta seul à son poste, et continua à défendre, avec environ 6000 hommes, les retranchements de la position du centre.

Les fuyards durent passer près du corps russe qui avait tourné la position. Lançant contre eux la plus grande partie de ses forces disponibles, le général en chef Kaminsky fit promptement devancer par son artillerie légère et par sa cavalerie les têtes de colonnes d'infanterie turque, et en fit un grand carnage. La cavalerie ottomane, qui avait fui d'abord avec une grande vitesse, fut atteinte à son tour, et, n'opposant qu'une faible résistance, fut complétement battue et dispersée.

On n'entendit plus parler de l'armée de secours. La plupart des Turcs qui échappèrent à la mort, étant influencés par l'idée du carnage de la bataille de Battin, ne pensèrent pas à s'arrêter, et retournèrent dans leurs provinces.

Rentré dans son camp près de Battin après cette grande bataille, le commandant de l'armée russe fit sommer Ahmed-Pacha de se rendre à discrétion avec les troupes

turques qui restaient dans le camp du centre. Après quelques légères hésitations, cette proposition fut acceptée, et 6000 Turcs déposèrent les armes en conservant leurs effets particuliers.

Le butin trouvé dans les camps turcs fut considérable et très riche. Chaque tente contenait des vivres en abondance, ainsi que beaucoup d'habits et d'armes de guerre d'un grand prix. Les Russes prirent 200 drapeaux durant le combat, et trouvèrent dans les camps turcs 24 pièces de canon. La flottille ottomane, et tous les bâtiments de transport chargés de vivres et de munitions pour le ravitaillement de Routschouk, tombèrent entre les mains des Russes.

Après la défaite et la dispersion de l'armée de secours qui devait faire lever le siége de Routschouk, les Russes avaient lieu d'espérer que cette place ne tarderait pas à se rendre.

Ne voulant rien entreprendre avant la reddition de Routschouk, le chef de l'armée moscovite revint au siége avec toutes ses troupes victorieuses, à l'exception du corps du général Saint-Priest, qui fut chargé de recueillir les fruits de la victoire de Battin, et de s'emparer de toutes les places voisines. Saint-Priest se rendit maître de la ville de Sistova. Il allait prendre possession de la place de Nicopolis lorsqu'il fut rappelé à la grande armée par un ordre du général en chef.

Pendant les mouvements qui ont précédé la bataille de Battin, le général Langeron, ayant poussé avec la plus grande activité les opérations du siége de Routschouk, avait constamment battu et fait rentrer dans la place les nombreuses sorties de la garnison. S'étant emparé d'une île qui est située devant Giurgiova, il y avait

fait construire une redoute et une tête de pont, afin d'intercepter les communications entre cette ville et Routschouk.

N'ayant plus d'assistance à espérer, et désirant savoir quelle capitulation le vainqueur de Battin voudrait bien lui accorder, Bosniac-Aga envoya un de ses officiers au quartier général russe pour proposer des échanges de prisonniers.

Le comte Kaminsky reçut avec hauteur l'envoyé du gouverneur de Routschouk, et lui dit d'un ton sévère qu'il traiterait à l'avenir comme prisonniers de guerre tous les officiers turcs qui, sortant de la place, ne viendraient pas pour lui en offrir les clefs. — Cette réponse hautaine irrita Bosniac-Aga, qui se décida à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Les affaires d'Europe commençaient alors à s'obscurcir dans le nord. — Les relations amicales qui s'étaient établies entre la France et la Russie après le traité de Tilsitt, et les entrevues des deux empereurs à Erfurth, avaient éprouvé un grand refroidissement vers l'été de 1810. — Le cabinet de Saint-Pétersbourg désirait, à cette époque, être délivré de l'embarras de sa guerre de Turquie, et du fardeau de l'entretien d'une armée nombreuse près des rives du Danube.

Dans ces circonstances, le comte Kaminsky crut devoir prendre un ton moins impérieux et plus conciliant avec Bosniac-Aga, et faire en même temps auprès du grand-visir quelques démarches adroites et prudentes qui pussent servir d'acheminement à la paix.

Bosniac-Aga, quoiqu'il sentît que sa place ne pouvait pas tenir long-temps à cause du manque de vivres, se montra fier et exigeant à son tour. — Le grand-visir, à qui des officiers russes furent envoyés pour lui remettre

des soldats turcs pris dans les derniers combats, répondit d'une manière froide et évasive. — Il fit circuler adroitement dans la place de Choumla et dans les environs le bruit qu'un katty-chérif récent du sultan Mahmoud appelait tous les musulmans à concourir à la guerre sainte contre les infidèles sous les ordres directs du monarque ottoman.

Cette fausse nouvelle avait excité l'enthousiasme général des militaires et des populations de la Bulgarie. — Les derniers désastres étaient déjà oubliés; on ne parlait plus que de l'expulsion ou de la destruction entière des armées russes.

Les officiers russes quittèrent le camp turc de Choumla avec la conviction intime que la nouvelle répandue de toutes parts était vraie, et que l'armée russe aurait bientôt à combattre des forces considérables dirigées par le sultan en personne, et animées par la vue du sandgiak-chérif du Prophète. Ils firent partager leur crainte au général en chef comte Kaminsky, qui, sans s'assurer si cette nouvelle avait quelque fondement, renouvela ses instances auprès de Bosniac-Aga, en lui offrant des conditions extrêmement modérées. Il. ordonna en même temps la concentration de ses forces devant Routschouk.

Ce fut alors que le général Saint-Priest, qui venait de prendre Sistova, et qui se préparait à marcher sur Nicopolis, reçut l'ordre de détruire la première de ces deux places, et de se réunir au grand quartier-général.

La ville de Sistova, qui contenait une population de 16 à 20 mille âmes, fut détruite. Ses habitants furent dispersés; on les vit long-temps errer dans les campagnes sans trouver d'asile. Les pigeons seuls, qu'on voit en si grand nombre dans toutes les villes turques, où ils sont respectés, restèrent au milieu des décombres.

Le comte de Langeron, chargé de négocier la reddition de Routschouk, parvint à conclure, le 26 septembre, avec Bosniac-Aga, un arrangement par lequel la place devait être remise aux Russes à condition que les troupes de la garnison et les habitants ne seraient pas traités comme prisonniers de guerre; qu'ils pourraient emporter tout leur avoir; que quatorze jours leur seraient accordés pour opérer l'évacuation, et qu'un nombre suffisant de voitures serait mis à leur disposition pour les transporter avec leurs familles à Ternova et dans les autres villes voisines.

On acquit bientôt la certitude que la nouvelle de la prochaine arrivée du sultan Mahmoud et de son katty-chérif impérial qui appelait tous les musulmans à la guerre était fausse. On regretta beaucoup alors d'y avoir cru, d'avoir mis tant de précipitation à conclure la capitulation de Routschouk, si favorable à Bosniac-Aga et à sa garnison, d'avoir abandonné tant de positions importantes, d'avoir fait détruire la ville de Sistova, dont on aurait pu tirer un parti avantageux, et enfin d'avoir ordonné la concentration générale des troupes russes autour d'une place ruinée par la guerre.

On avait perdu un temps précieux; les pluies d'automne commençaient à tomber; le froid et toutes les intempéries de l'arrière-saison se faisaient déjà sentir. Il fallut renoncer à toute entreprise offensive et penser à prendre des quartiers d'hiver.

Le comte Kaminsky, s'occupant déjà des opérations qu'il devait entreprendre au commencement de la campagne de 1811, résolut de rentrer en Valachie par Nicopolis, et de conserver cette place après l'avoir prise, afin de s'en servir au printemps suivant pour se rendre maî-

tre des principales villes de la Bulgarie occidentale, et pour pénétrer dans la Thrace par des routes assez praticables et par les défilés les plus abordables des Balkans.

Ce projet était sage; mais, pour l'exécuter avec succès, le comte Kaminsky avait besoin d'un corps beaucoup plus nombreux que celui qu'il avait à sa disposition à la fin de la campagne de 1810.

Après avoir laissé une division à Routschouk, l'armée russe se mit en marche vers Nicopolis le 21 octobre. Elle arriva sur les ruines de Sistova le 25 du même mois, et se présenta le 26 devant Nicopolis. Cette ville n'avait pour défense qu'un mauvais château et une enceinte basse, avec un fossé à demi comblé.

Le pacha qui commandait Nicopolis et la garnison de cette ville obtinrent la permission de sortir avec armes et bagages. La forteresse de Turnowo, composée d'un grand pentagone irrégulier, flanqué de cinq tours bastionnées, s'était rendue deux jours auparavant au prince Wassemsky. — Placée sur la rive gauche du Danube, vis-à-vis Nicopolis, la forteresse de Turnowo devenait une excellente tête de pont.

Des Cosaques avaient pénétré jusqu'aux villes de Pleven ou Plevena, de Lofcha, de Vrazza et de Selby, situées dans des vallées du versant septentrional des Balkans. Le général Woronzoff y fut envoyé avec un fort détachement; il avait l'ordre d'en expulser les troupes musulmanes et d'y prendre tout ce qui serait utile aux subsistances de l'armée russe.

Woronzoff se rendit maître le 29 octobre de Plevena et entra le 3 novembre à Lofcha. Cette dernière ville est assez considérable. Neuf canons et beaucoup de prisonniers y tombèrent entre les mains des Russes.

L'ordre de retourner au grand quartier général fut envoyé au général Woronzoff au moment où il se préparait à se diriger sur Ternova.

Trois divisions restèrent sur la rive droite du Danube et furent réparties entre les trois places de Routschouk, Nicopolis et Silistria. Elles communiquaient entre elles sous la protection d'une chaîne d'avant-postes occupés par des Cosaques.

Le général Essen, qui commandait ces trois divisions, s'établit, dans une position intermédiaire, à Routschouk, presque à égale distance de Nicopolis et de Silistria.

Le reste de l'armée russe fut réparti en Valachie, en Moldavie et en Bessarabie. Le général en chef comte Kaminsky se plaça à Bukarest, où il rentra le 23 novembre.

Le général Zass quitta la Servie et prit ses cantonnements d'hiver dans la Petite-Valachie. — Crayova fut le lieu de sa résidence personnelle.

Bosniac-Aga n'avait pas été admis avec ses troupes à Ternova, parce qu'on y craignait sa présence. On prit pour prétexte de ce refus d'admission l'existence du firman lancé autrefois contre lui au nom du Grand-Seigneur par les ministres ennemis de Baïractar. Ce firman n'avait pas été révoqué, quoique les services de Bosniac-Aga comme commandant de Routschouk eussent été agréés par le divan ottoman. Ce brave et énergique gouverneur n'eut d'autre ressources que de se jeter dans Plevena, que la retraite du comte Woronzoff avait laissé vide de troupes russes.

Les fils d'Ali-Pacha, qui s'étaient déshonorés à la bataille de Battin, allèrent se réfugier plus au sud, à Vrazza, qui se trouve à trois lieues au nord de Sophia, sur la route directe de Belgrade à Andrinople.

De nouvelles tentatives furent faites à cette époque pour engager les Turcs à conclure la paix. — Mais, loin d'y condescendre, les ministres ottomans allèrent jusqu'à demander la restitution des conquêtes que les Russes avaient faites dans les guerres précédentes.

Le comte Kaminsky fit repasser le Danube par le comte de Saint-Priest vers le commencement de janvier 1811, et le chargea de prendre de nouveau les bourgades de Plevena, de Lofscha, de Selby et de Wrazza, et de ne donner aucun repos aux troupes turques qui s'y trouvaient cantonnées. Il espérait par ce moyen entretenir dans le cœur des Turcs des sentiments de terreur qui leur feraient désirer la paix.

Mais le but que le comte Kaminsky s'était proposé fut manqué. Le mal partiel causé dans cette partie de la Bulgarie n'eut aucune influence sur le divan de Constantinople, qui continua à repousser les propositions pacifiques des Russes.

Comme les relations de la France avec la Russie avaient déjà pris au commencement de 1811 un caractère évidemment hostile, le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui craignait un mouvement du côté de la Pologne, rappela quatre de ses divisions de la Turquie, et réduisit, par cet affaiblissement, le comte Kaminsky à renoncer à tous ses projets, et à se borner à une simple défensive sur le Danube.

Mais, attaqué par une maladie grave qui prit bientôt un caractère dangereux, ce général mourut à Bukarest au commencement de 1811, à la fin d'une campagne qui avait eu pour lui de grandes alternatives de revers et de succès, et dans laquelle il s'était montré savant stratégiste, bon administrateur, mais ingénieur peu éclairé et négociateur inhabile.

Le général comte Kutusof, qui succéda au comte Kaminsky dans le commandement de l'armée russe de Turquie, fut chargé de diriger les opérations de la campagne de 1811.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE 1811. — TRAITÉ DE BUKAREST.

Après le rappel d'une grande partie de l'armée russe de Turquie, celle-ci se trouva réduite à quatre divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie. On en fit quatre corps distincts.

De nouveaux ordres du cabinet de Saint-Pétersbourg exigèrent que les villes de Nicopolis et de Silistria fussent rasées de fond en comble, comme Sistova l'avait été auparavant; la place de Routschouk ne fut conservée que comme devant servir de tête de pont. Doit-on s'étonner, d'après ces actes de destruction, que les habitants de la Bulgarie, musulmans ou chrétiens, soient généralemen tennemis des Russes?Mais, dégarnie de ses places fortes la Bulgarie, était plus facile à envahir.

Le général Kutusof prit en mars 1811 le commandement en chef de l'armée russe. Obligé de se tenir sur la défensive, il distribua le long et près de la rive gauche du Danube ses quatre petits corps d'armée.

Le général Langeron, qui commandait le plus considérable de ces corps, formait le centre. L'aile droite, sous les ordres du général Zass, alla occuper la Petite-Valachie et s'établit près de Crajova. L'aile gauche, confiée au général Voïnoff, se plaça dans la Valachie

orientale, et étendit ses avant-postes jusqu'à Akerman. Les Cosaques, appuyés par quelques régiments de cavalerie de ligne, formèrent une ligne continue de postes le long du Danube.

Le général Essen conserva le commandement du quatrième corps, qui avait passé l'hiver à Routschouk. Ce corps resta dans cette position centrale.

Trois mille hommes sous les ordres du général major Orurk furent envoyés dans la Servie pour servir d'appui et de direction aux troupes serviennes.

Ahmed-Pacha, le valeureux défenseur d'Ibraïlow, venait d'être nommé grand-visir. Ses efforts zélés, ses promesses, ses rigueurs, et encore plus sa haute réputation militaire, avaient attiré auprès de lui une armée de 60 000 hommes, à laquelle 68 bouches à feu bien attelées et bien servies avaient été attachées.

A la tête de ce grand rassemblement le nouveau grand-visir se mit en mouvement au commencement de juin. Il se dirigea sur Routschouk, et prit position entre cette dernière place et Rasgrad, au village de Pisancy.

S'empressant de se porter en personne sur Giurgiova avec le corps du général Langeron, Kutusof y établit le 22 juin son quartier général.

Voïnof fut détaché de l'autre côté du Danube avec un corps de caualerie pour observer et suivre les mouvements du grand-visir.

De Pisancy Ahmet-Pacha s'avança avec son armée jusqu'à Cadi-Keuy, à deux lieues et demie de Routschouk, et s'y retrancha. C'est de ce point qu'Ismael-Pacha fut détaché par lui avec environ 10 000 hommes sur Viddin, pour menacer et contenir les Ser viens.

Comme la garnison russe laissée à Routschouk n'était pas assez forte pour défendre la vaste enceinte de cette place contre l'armée nombreuse qui la menaçait, le général en chef Kutusof passa le Danube le 1er juillet, et rangea son armée en bataille à une lieue en avant sur la route de Rasgrad. Il avait eu l'attention de laisser à Routschouk une garnison de 4000 hommes.

Le général Essen commandait l'aile droite de l'armée russe; la gauche était sous les ordres du général Langeron; le général en chef lui-même se tenait au centre. Le général Voïnoff dirigeait toute la cavalerie de l'armée.

Les Turcs s'étant approchés de Routschouk, le 2 juillet, un combat très chaud de cavalerie eut lieu. Obligés de céder au nombre, les cavaliers russes durent se retirer en désordre; mais, soutenus à temps par l'infanterie, ils rétablirent le combat et repoussèrent l'ennemi. Une action générale eut lieu entre les deux armées dans la matinée du 4 juillet.

Voulant écraser l'aile gauche des Russes, afin de pénétrer derrière elle jusqu'à Roustchouk, le grand-visir sut cacher habilement ses intentions. Quarante pièces de canon furent dirigées vers le centre des Russes et le mitraillèrent par un feu très vif et très meurtrier. Pendant cette canonnade terrible les spahis, lancés avec la fougue impétueuse qui les distingue, se jetèrent sur l'aile droite des Russes, laquelle, appuyée par les ravins escarpés de la rivière de Lomm, soutint la charge et parvint à repousser les assaillants.

Ce fut au moment critique où l'attention générale des Russes était dirigée sur leur centre et sur leur aile droite, qui étaient attaqués avec tant de vigueur, que le grand-visir porta sur l'aile gauche de ses ennemis tout

le gros de sa cavalerie et ses masses profondes d'infanterie. Arrivés avec la rapidité de l'éclair, les cavaliers turcs prirent les cavaliers russes en flanc et les rejetèrent en arrière. Le régiment de dragons de Kimburn, celui des hussards de la Russie-Blanche, deux régiments de Cosaques, furent rompus et mis en fuite.

Tournée par les Turcs, l'aile gauche des Russes courait un grand danger. Mais dans ces moments extrêmement critiques les carrés de l'infanterie russe ne furent pas ébranlés; leur feu croisé causa une grande perte dans la masse épaisse et confuse des cavaliers ottomans. Ceux-ci s'arrêtèrent au pied des hauteurs qui les séparaient de Routschouk, et sur lesquelles quelques régiments de chasseurs russes les attendaient.

Chargés à leur tour avec une très grande vigueur par des régiments de cavalerie russe qui n'avaient pas encore pris part à l'action, et par les fuyards que le général Voïnoff était parvenu à rallier, les Turcs se retirèrent en désordre et perdirent beaucoup de monde en repassant une seconde fois sous le feu des carrés de l'infanterie ennemie.

Après cette grande bataille, si chaude et si long-temps disputée, le grand-visir rentra dans son camp retranché de Cadi-Keuy.

Mais la difficulté de tenir tête pendant long-temps avec un corps de 15 à 20 mille hommes contre une armée ennemie trois fois plus nombreuse, et les dangers que les troupes russes avaient courus pendant la bataille de Cadi-Keuy, firent sentir au général Kutusof la nécessité de quitter alors entièrement la rive droite du Danube, et d'évacuer la place de Routschouk.

Le lendemain même de la bataille, les Russes abandonnèrent Routschouk et se portèrent sur la rive gauche

du Danube, après y avoir fait transporter l'artillerie de la place et les vivres des magasins. L'évacuation de Routschouk fut faite avec la plus grande précipitation. Les Russes ne pensèrent pas à faire sauter les murailles, quoiqu'elles continssent des magasins remplis de poudre. Mais ils n'oublièrent pas d'incendier les maisons, qui furent presque toutes entièrement détruites.

L'intrépide Bosniac-Aga, impatient de rentrer dans son gouvernement, pénétra dans Routschouk et en parcourut les remparts avant même que l'arrière-garde des Russes se fût embarquée pour passer sur l'autre rive du Danube.

Les Turcs s'établirent sur les hauteurs et dans les vignes autour de Routschouk. Le général Kutusof, plaça son quartier général à Giurgiova et s'y concentra avec ses troupes, après avoir envoyé deux détachements, l'un vis-à-vis Turtu-Keuy, et l'autre vis-à-vis Silistria, pour observer ces deux places. Elles avaient été complétement démantelées, mais leurs décombres étaient déjà occupées par des soldats turcs qui travaillaient avec zèle à rétablir leurs remparts.

Exaltés par les résultats de la bataille de Cadi-Keuy, lesquels avaient produit l'évacuation de Routschouk, les Turcs, au lieu de se contenter d'avoir purgé la Bulgarie de la présence des Russes, résolurent de passer le Danube et d'aller attaquer leurs ennemis en Valachie pour les rejeter au delà du Pruth.

L'actif grand-visir fit préparer en peu de temps tous les moyens de transport nécessaires pour passer sur la rive gauche avec son armée. Dans la nuit du 8 au 9 septembre un débarquement partiel fut fait à une lieue au dessus de Giurgiova. Les Russes se portèrent sur ce point en masse, afin de rejeter les Turcs dans le Danube. Mais

ce débarquement n'était que simulé. Pendant que l'attention du général Kutusof était concentrée sur la partie de la rive gauche où les Turcs venaient de mettre pied à terre, le grand-visir avait fait passer le fleuve au gros de son armée à trois quarts de lieue plus haut. Un retranchement qu'il avait ordonné sur ce dernier point fut exécuté avec une extrême célérité, et ne tarda pas à être achevé et à recevoir un armement de six pièces de canon.

Le général major Balatof fut envoyé sur ce point pour attaquer et expulser les Turcs, mais il échoua dans la première attaque, et, quoique recevant de nouveaux renforts, il fut complétement repoussé dans deux tentatives successives, avec une perte assez considérable.

Cependant le général Sabanef avait reconnu une localité favorable pour battre avec avantage le camp des Turcs et y avait fait placer quelques canons. Incommodés dans leur nouvelle position, les Turcs ne pouvaient pas, sans courir les plus grands dangers, aller chercher dans le Danube l'eau dont ils manquaient, et dont, dans ces temps de chaleur, ils avaient un besoin urgent.

Il ne s'agissait plus que de profiter des avantages obtenus par le général Sabanef, et de tomber en masse sur les Turcs débarqués avant la descente de toute l'armée du grand-visir.

Loin d'être secondé, Sabanef reçut l'ordre d'abandonner sa position avantageuse pour prendre part à de nouvelles mesures. — Le corps du général Langeron fut placé en observation devant les retranchements ennemis, et celui du général Essen fut rappelé au grand quartier général. L'ordre fut envoyé en même temps aux deux divisions et aux six régiments de Cosaques qui, détachés un mois auparavant de l'armée de Turquie,

avaient été laissés en observation sur les bords du Pruth, de se rendre avec la plus grande célérité à Giurgiova, et de porter secours à leurs compatriotes.

Pendant ce temps plusieurs grands retranchements avaient été construits par les Turcs. Trente mille hommes et 50 pièces de canon s'y trouvaient réunis.

Si, profitant de sa supériorité numérique, le grand-visir, au lieu de perdre un temps précieux à l'érection d'ouvrages défensifs, dont, avec sa force actuelle, il n'avait pas besoin, s'était porté avec ses masses contre les Russes, en menaçant leurs derrières et en occupant leur ligne directe de communications avec Bukarest, il aurait pu réussir à obliger l'ennemi à quitter Giurgiova, et à évacuer toute la Valachie.

Mais les deux divisions et les six régiments de Cosaques stationnés sur le Pruth arrivèrent à marches forcées. Le grand-visir perdit ainsi l'occasion qu'il avait eue de reconquérir la Valachie, et de rejeter les Russes au delà du Pruth.

Le chef de l'armée ottomane aurait dû dès lors renoncer à l'offensive, abandonner la rive gauche du Danube, et reprendre sa position autour de Routschouk.— Devant sa réputation militaire à la manière énergique avec laquelle il avait défendu Ibraïlow et d'autres places confiées à sa bravoure, le grand-visir Ahmed-Pacha n'entendait rien à la stratégie, et ne savait ni avancer ni reculer à propos. Il s'obstina à rester dans sa position actuelle, et à défendre son camp sur la rive gauche du Danube.

Du 10 septembre au 22 du même mois, les Turcs ne s'occupèrent que d'étendre et de perfectionner leurs retranchements. La longueur de leur camp, adossé au fleuve, était d'environ 2000 mètres.

Les Russes, qui connaissaient la bravoure et la te-

nacité des Turcs derrière des retranchements, les laissèrent travailler sans beaucoup les inquiéter. Ils se contentèrent de construire des ouvrages défensifs vis-à-vis ceux des Turcs, surtout du côté de leur droite, qui avait souffert plusieurs fois par les sorties brusques et impétueuses des Osmanlis.

Le grand-visir ayant fait des dispositions qui annonçaient le projet d'attaquer et de prendre le village de Malka, où les Russes avaient réuni une partie de leurs approvisionnements, le général en chef Kutusof y fit construire dans une seule nuit quatre grandes redoutes qui le garantirent de toute attaque.

Les deux armées, qui se menaçaient mutuellement, présentaient alors le bizarre spectacle de se fortifier l'une contre l'autre, sans chercher à s'aborder.

Cette attitude passive ne tarda pas à changer. Ayant appris que le camp turc près de Routschouk ne contenait qu'un très petit nombre de troupes, le général Kutusof résolut de faire passer sur la rive droite un corps de 8000 hommes pour enlever Routschouk, et pour couper par ce moyen au grand-visir toutes ses communications.

Le général Markof fut chargé de diriger cette opération audacieuse, dans laquelle il devait être secondé par la flottille. Mais celle-ci mit de la lenteur dans ses mouvements, ainsi que dans l'embarquement et le débarquement des troupes.

Ce ne fut que dans la matinée du 13 octobre que Markof put opérer son débarquement sur la rive droite. — L'apparition inattendue des Russes, et leur attaque immédiate du camp turc voisin de Routschouk, y firent naître à l'instant la plus grande confusion. Les uns se retirèrent vers Rasgrad; les autres se jetèrent précipitamment dans Routschouk. Les canons, les magasins du

camp, et une partie de la chancellerie du grand-visir, tombèrent entre les mains des Russes.

Les bouches à feu du camp turc de la rive droite du Danube furent tournées à l'instant par les Russes contre le camp ottoman de la rive gauche, et y causèrent beaucoup de désordre. La flottille russe qui avait été stationnée à Turnowo, vis-à-vis Nicopolis, vint se réunir à celle qui était mouillée près de Routschouk.

Tous ces mouvements, qui auraient pu être prévenus et arrêtés dans leur exécution, échappèrent entièrement à la connaissance du grand-visir. Ce généralissime, quoiqu'au milieu d'une population amie, n'avait pas pris les dispositions nécessaires ni su employer les moyens d'espionnage de manière à être instruit à temps de toutes les opérations des Russes.

La position des Turcs sur la rive gauche du Danube, au lieu d'être menaçante, était devenue déplorable. Ayant toutes leurs communications coupées, la faim ne pouvait pas tarder à les livrer au désespoir.

Cependant le grand-visir, qui avait proposé un armistice, en assurant qu'il serait suivi immédiatement de la paix, trouva le moyen d'échapper à la surveillance imparfaite de la flottille russe, et passa de sa personne sur la rive droite.

Devenu le successeur du grand-visir dans le commandement des camps turcs de la rive gauche, le pacha Tchapan-Oglou (1) tint ferme dans ce poste périlleux : rien ne put ébranler son courage.

(1) Ce pacha Tchapan-Oglou appartenait à la puissante famille féodale qui, par droit héréditaire, gouvernait depuis plusieurs siècles une grande partie du bassin des Kizil-Irmak, autrefois Halys, dans l'Asie-Mineure.

Le camp retranché des Turcs sur la rive gauche était foudroyé nuit et jour par 200 pièces d'artillerie placées sur les deux rives du fleuve, et par la flottille. — Les provisions y furent bientôt épuisées. Les soldats turcs n'avaient plus d'autre nourriture que de la chair de cheval, qu'il leur fallait le plus souvent manger dans un état de crudité absolue, à cause du manque de bois pour la faire cuire.

Mais un armistice conclu le 28 octobre pour traiter de la paix mit un terme aux horribles souffrances des défenseurs de ce camp. Le pain et le bois y affluèrent. Le comte Kutusof y envoya des chirurgiens russes pour soigner les malades et les blessés.

D'après une nouvelle convention du 8 novembre entre le comte Kutusof et le grand-visir, la garnison turque du camp retranché fut autorisée à en sortir avec ses bagages, mais sans armes. Répartis en Valachie, et mis en quartiers d'hiver dans plusieurs villages près des bords de l'Aluta, les soldats turcs devaient être traités comme prisonniers de guerre si la paix n'était pas conclue. Ils avaient le droit, au contraire, de réclamer et de reprendre leurs armes et leur artillerie si un traité définitif mettait fin à toutes les hostilités.

Galip-Effendi, alors kiaya-bey ou lieutenant du grand-visir, fut envoyé par ce premier ministre, avec l'aga et le juge des janissaires, auprès du comte Kutusof, à Giurgiova, pour y discuter les conditions de la paix. Démétrius Morousi, fils d'un des derniers hospodars de la Moldavie, était chargé de prendre part aux délibérations comme drogman de la Porte.

Le comte Kutusof, M. Italinsky, précédemment ambassadeur à Constantinople, et le conseiller d'état Fon-

ton, agirent comme négociateurs du côté de la Russie.

Avant l'ouverture des négociations, et jusqu'à ce que le nouvel armistice pût être notifié à toutes les troupes russes et ottomanes, les hostilités avaient continué sur plusieurs points éloignés.

Le général Zass, du côté de la Petite-Valachie, s'était défendu avec courage et avait manœuvré avec beaucoup d'habileté. Quoiqu'il n'eût qu'une poignée d'hommes pour résister aux attaques répétées de 20 mille Turcs commandés par Ismaël-Bey, il avait su tenir les ennemis en échec et conserver ses positions.

Ayant reçu l'ordre, à cause de sa position dangereuse, de quitter la Petite-Valachie, et de se replier sur Giurgiova, auprès du comte Kutusof, le général Zass avait mieux aimé lutter contre Ismaël-Bey. Il avait paralysé ainsi l'action de 20 000 Turcs, qui auraient été d'une grande assistance au grand-visir, s'ils avaient pu faire leur jonction avec lui.

Envoyés en partisans sur la rive droite du Danube, le général Hamper et le colonel Greckor prirent une redoute nouvellement construite sur les ruines de Silistria, chassèrent les Turcs de Turtukeuy, et étendirent leurs courses jusqu'à Rasgrad.

L'ouverture des négociations mit fin à toutes ces hostilités. Les troupes des deux nations prirent enfin leurs quartiers d'hiver. Le comte Kutusof se transporta à Bukarest, où les plénipotentiaires turcs le suivirent.

Les négociations pour la paix traînèrent en longueur. Les propositions des Russes étaient très modérées, en comparaison de celles que le comte Kaminsky avait présentées durant la campagne de 1810. Le comte Kutusof, qui, ayant été ambassadeur de Russie à Constantinople,

connaissait très bien le caractère turc, mit dans ses relations avec les négociateurs ottomans, non le caractère hautain de son prédécesseur, mais des manières affables et pleines en même temps de fermeté et de dignité.

La Porte aurait voulu conserver toutes les possessions qu'elle avait avant la guerre. Elle avait même commencé la lutte avec l'espoir de reprendre le Kouban et la Crimée.

Napoléon s'était définitivement déclaré contre la Russie. Ayant obligé l'Autriche et la Prusse à lui fournir des corps auxiliaires pour prendre part à son projet d'invasion de l'empire russe, il allait faire, par ses attaques du côté de la Pologne, une grande et utile diversion en faveur des Turcs.

Le monarque ottoman et le divan de Constantinople espéraient que les opérations militaires des Français procureraient aux Turcs les occasions de prendre leur revanche. Ils désiraient par conséquent prolonger les négociations et ils avaient donné des ordres dans les provinces de faire des préparatifs pour une nouvelle campagne.

Mais les négociateurs turcs qui se trouvaient à Bukarest étaient fortement influencés par le sentiment de la terreur que leur avaient inspirée leurs derniers revers.

Le grand-visir regardait la paix comme le seul moyen de se conserver la vie. Galib-Effendi, autrefois réis-effendi, s'était toujours montré peu favorable à la France. L'aga et le grand juge des janissaires regardaient les Français comme les auteurs et les partisans du système des nizam-gedittes. Démétrius Morousi appartenait à cette famille hospodorale qui s'était montrée dans tous les temps entièrement dévouée à la Russie. Le père de ce

drogman de la Porte avait été destitué et renvoyé de la principauté de Moldavie en 1806, par suite de la demande formelle du général Sébastiani. Nous avons vu plus haut que cette destitution et celle d'Hipsilantis avaient été la première cause de la guerre actuelle.

Tous ces négociateurs, mal disposés pour la France, travaillaient à éviter une nouvelle rupture qui aurait mis le gouvernement ottoman sous la dépendance de l'empereur Napoléon et qui aurait fait triompher leurs ennemis personnels. Le divan de Constantinople poussait à la guerre.

Les réponses des négociateurs turcs aux négociateurs russes durent se ressentir de ce conflit. Reçues d'abord avec patience, elles finirent par amener une interruption dans les conférences. Déjà le comte Kutusof avait signifié aux diplomates turcs de quitter Bukarest. Ceux-ci s'humilièrent bassement pour obtenir la permission de continuer la négociation.

Après avoir exigé la cession des deux provinces de Valachie et de Moldavie, les Russes, à qui la paix était beaucoup plus nécessaire qu'aux Turcs, consentirent à se restreindre et finirent par ne demander dans la Moldavie que la partie, généralement marécageuse, mais boisée, qui se trouve à l'est du Pruth. Ils ne voulaient pas terminer la guerre sans avoir le mérite d'avoir fait une conquête.

De nouveaux débats eurent lieu sur ces nouvelles conditions. La majorité dans le divan de Constantinople exigeait l'évacuation totale de la Moldavie et manifestait même l'intention d'obtenir bientôt la libération prochaine de tout l'ancien territoire ottoman par la puissante protection de l'empereur des Français. Les négociateurs turcs du congrès de Bukarest et leurs amis à Constanti-

nople, entre autres les principaux officiers des janissaires, ne manquaient pas de représenter que les intérêts de l'empire ottoman ne devaient pas être subordonnés aux vues ambitieuses de l'empereur Napoléon, et rappelaient que ce monarque, après beaucoup de promesses illusoires faites aux Turcs en 1807, avait consenti, en 1809, à abandonner aux Russes les deux provinces transdanubiennes en totalité.

Le peu d'élan qui se manifestait dans la population musulmane pour une nouvelle guerre, la dispersion et la démoralisation de ses armées, le doute sur la sincérité des promesses de l'empereur des Français, et la fermeté du comte Kutusof, finirent par produire des dispositions favorables à la conclusion de la paix.

Cette paix, que les circonstances ont rendue si importante par ses résultats aux intérêts politiques de l'Europe, fut signée à Bukarest le 28 mai 1812, et fut ratifiée par l'empereur Alexandre à Vilna le 23 juin suivant, au moment même où Napoléon passait le Niémen pour envahir la Russie.

On se remua beaucoup à Constantinople pour engager le sultan Mahmoud à ne pas ratifier les conditions acceptées par les négociateurs turcs à Bukarest. Mais les janissaires de Constantinople, excités par les lettres de leurs chefs qui avaient pris part à la négociation de Bukarest, menaçaient la Porte d'un mouvement insurrectionnel de leur part, si la paix n'était pas ratifiée. La peur changea les dispositions belliqueuses de plusieurs membres du divan. Des moyens corrupteurs furent employés pour obtenir l'assentiment de ceux qui, en apparence ou en réalité, voulaient la continuation de la guerre.

Après une assez courte résistance, la majorité du divan de Constantinople se déclara pour la paix. Le sultan

Mahmoud fut obligé de vaincre ses répugnances, céda aux instances de ses ministres, et finit par ratifier le fatal traité. Mais cette circonstance augmenta sa haine contre les janissaires. Il punit plus tard tous les négociateurs de la paix de Bukarest.

Les Russes acquirent par ce traité toutes les places fortes situées sur la rive gauche du Danube, entre Galatz et la mer Noire, ainsi que les principales bouches de ce grand fleuve.

Le comte Kutusof, ayant été invité par une lettre flatteuse de l'empereur Alexandre à se rendre à Saint-Pétersbourg, pour y recevoir les témoignages publics de la reconnaissance de son souverain, partit dans les premiers jours de mai.

Ce fut l'amiral Tchitchakof, son successeur, qui recueillit le fruit de ses victoires et de ses travaux diplomatiques et qui eut l'honneur de signer le traité de Bukarest.

CHAPITRE XII.

INVASION DE LA RUSSIE PAR LES FRANÇAIS. CAMPAGNE DE 1812.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, menacé par l'armée formidable que l'empereur Napoléon conduisait en personne à travers la Pologne, avait imaginé de faire une diversion vers le Danube.

Les Russes comptaient sur l'assistance des Serviens, sans considérer que Czerni-Georges, était trop prudent pour s'aventurer alors dans une guerre contre la

France. Ils espéraient que la coopération de la faible peuplade des Monténégrins leur serait utile. Mais le maréchal Marmont, qui commandait en chef l'armée française des provinces illyriennes et de la Dalmatie, avait fortifié avec soin toutes les places susceptibles de défense, et avait pris d'excellentes dispositions pour repousser l'agression des Russes.

L'amiral Tchitchakof, qui devait commander l'armée russe destinée à agir contre la Dalmatie, avait reçu le pouvoir de diriger, non seulement les mouvements par terre, mais encore les opérations de la flotte russe, qui était stationnée alors dans la mer Adriatique. Ce double commandement flattait l'amour-propre de ce général, que ses nombreux amis à la cour (1) représentaient comme un excellent officier sur terre et sur mer.

Obéissant avec empressement aux ordres de son gouvernement, Tchitchakof avait déjà dirigé une partie de ses troupes vers les frontières de la Dalmatie. Le général Orurk, qui commandait son avant-garde, s'était avancé jusqu'à Nizza.

Mais ce projet bizarre, qui, même en cas de succès, ne pouvait avoir aucune influence utile sur l'armée de 400 000 hommes avec laquelle Napoléon s'avançait vers le centre de la Russie, ne tarda pas à être abandonné. Le général Langeron, convaincu avec raison que, dans un temps de véritable danger, lorsque le sort d'un empire est menacé dans son existence, il est indispensable d'opposer en masse à l'orage toutes les forces et tous les moyens défensifs dont il est possible de disposer, envoya sur ce sujet un long mémoire à l'empereur de Russie. Il dé-

(1) L'amiral Tchitchakof jouissait de la confiance particulière de l'empereur Alexandre.

montrait dans cet écrit le danger et l'inutilité de l'expédition de Dalmatie et faisait valoir les avantages qui devraient résulter de la jonction de l'armée du Danube avec les autres armées russes chargées de défendre le sol de la patrie.

Ce rapport, parfaitement raisonné, fut goûté par l'empereur Alexandre. Ce prince s'empressa d'envoyer à l'instant à l'amiral Tchitchakof l'ordre de renoncer à l'expédition de Dalmatie, d'abandonner les provinces valaques et moldaves, et de se porter à marches forcées vers l'armée russe de l'Ouest, pour faire sa jonction avec elle.

On sait combien l'arrivée de l'armée de Tchitchakof sur les bords de la Bérésina au moment où l'armée française, se retirant de Moscou, était parvenue sur cet affluent du Borysthène, contribua aux grands résultats de la campagne de 1812.

Cette grande expédition, qui devait étendre et affermir la domination de Napoléon sur tout le continent européen, et qui, par son dénoûment, dû en grande partie aux intempéries des saisons, a été la principale cause de la chute de ce puissant monarque, a donné lieu à une foule d'hypothèses et de commentaires sur la nature et le but des opérations militaires et sur les motifs et la conduite politique du chef de cette hasardeuse entreprise.

Ayant à combattre une puissance colossale, et ne voulant pas s'affaiblir en disséminant ses forces, Napoléon avait agi sagement en passant le Niémen sur un même point avec une armée de près de 400 000 hommes. Une telle masse devait tout balayer devant elle.

De grandes difficultés devaient nécessairement entraver la marche de l'armée française sous le rapport des

approvisionnements; mais des préparatifs immenses avaient été faits en moyens de transport et en magasins nombreux pour assurer les subsistances des troupes envahissantes. Des sommes très considérables, destinées à ce service important, avaient été amassées avec une prévoyante économie, et avaient été tenues en réserve dans les caves du château des Tuileries, pour faire face à toutes les nécessités.

Les troupes françaises, en entrant sur le territoire russe, avaient à traverser des provinces naguère polonaises, qui frémissaient encore du joug étranger qu'on leur avait imposé. Pleins de confiance dans l'ancienne amitié des Français, les Polonais les attendaient impatiemment comme des libérateurs.

Le premier devoir de Napoléon était d'appeler les Polonais à la liberté et de proclamer leur indépendance nationale. Il n'en fit rien, et les laissa dans leur état de servitude, pour ne pas mécontenter la cour de Vienne, à laquelle il venait de s'attacher par un funeste mariage.

Au lieu d'organiser en Pologne une armée de 150 à 200 mille hommes valeureux et dévoués, qui auraient augmenté considérablement ses forces et qui auraient été un excellent appui pour ses derrières et ses communications, il osa se porter en avant jusqu'à Moscou et eut l'imprudence de se fier entièrement aux cabinets de Vienne et de Berlin. Ces nouveaux alliés, suspects et récalcitrants, étaient bien loin de valoir une réunion considérable de soldats polonais, dont la valeur était connue de Napoléon et dont la fidélité lui était assurée.

Son génie pénétrant n'avait pu manquer de lui faire sentir que les Russes, en reculant, en lui abandonnant de vastes déserts et en se concentrant, acquerraient une

plus grande force, tandis que l'armée française s'affaiblissait et perdait une partie considérable de ses ressources à mesure qu'elle s'avançait vers le centre de la Russie.

Les Russes pouvaient être battus; mais leur soumission aux volontés du conquérant ne devait avoir lieu que par suite d'échecs qui auraient compromis leur existence politique. Une armée d'invasion, qui s'affaiblissait par ses succès, et qui, en s'avançant, se trouvait enveloppée de toutes parts par des ennemis nombreux et par des déserts, n'était pas en état de mettre en danger la Russie et ses armées. Après de vaines négociations, Napoléon, qui resta trop long-temps à Moscou, reconnut son erreur; mais c'était trop tard. Il fallait battre en retraite au moment même où l'hiver de Russie commençait à exercer ses rigueurs.

Revenant par la même route qu'elle avait suivie en avançant, l'armée française rencontra au passage de la Bérésina les troupes moscovites que l'amiral Tchitchakof amenait des bords du Danube. Des circonstances heureuses, l'habileté de Napoléon, l'inhabileté de l'amiral russe, la sauvèrent; mais ce fut alors que des pertes nombreuses, l'accroissement du froid et le manque de vivres, portèrent un entier découragement parmi les soldats français.

Dans cette longue et malheureuse retraite, le mal fut plus grand pour les Français dans les anciennes provinces polonaises que durant tout le reste de cette marche rétrograde. Le dénoûment aurait été bien différent si, placée en seconde ligne entre Vilna et Smolensk, une armée polonaise avait servi à secourir et à appuyer les troupes de Napoléon.

Avant d'entreprendre une expédition qui embrassait

une si grande échelle, Napoléon et ses alliés n'avaient pensé à faire une diversion que du côté des frontières de la Gallicie, et cette opération avait été confiée exclusivement à une armée autrichienne commandée par le prince de Schwartzemberg. Les Autrichiens, au lieu d'agir offensivement, de manière à effrayer les Russes et à détourner en partie leur attention de la grande armée française qui traversait le centre de la Russie, gardèrent presque constamment l'attitude d'un corps d'observation et n'inspirèrent aucune inquiétude au gouvernement de Saint-Pétersbourg.

Plusieurs habiles politiques ont pensé que, puisque Napoléon avait conçu avant la fin de 1811 le projet d'attaquer et d'envahir la Russie, il aurait dû chercher des coopérateurs utiles parmi les peuples et les gouvernements intéressés à son triomphe, et non parmi des puissances pour qui ses victoires devaient être une calamité. La Pologne, ressuscitée par ses appels, assistée utilement par des secours pécuniaires, se serait présentée en première ligne pour seconder cette grande expédition.

La Turquie, qui, depuis 1807, soutenait avec persévérance une guerre pénible avec la Russie, avait eu de puissants motifs d'être mécontente de Napoléon, qui n'avait rien fait pour elle au traité de Tilsitt, et qui l'avait abandonnée au congrès d'Erfurth, en permettant à l'empereur Alexandre d'annexer la Valachie et la Moldavie à ses vastes états. Mais elle aurait bientôt oublié tous ses ressentiments si l'empereur des Français, avant la fin de 1811, lui avait offert de l'argent et l'assistance d'une armée auxiliaire, tant pour passer le Danube, le Pruth, le Dniester et le Borystène, que pour entreprendre une guerre d'invasion sur le territoire russe. — C'était par de telles offres positives et réelles, et non par de simples notes diplo-

matiques, dont les Turcs ont coutume de faire peu de cas, que la France aurait obtenu, dans ces circonstances importantes, un allié d'autant plus sûr qu'il aurait agi pour ses plus chers intérêts, et dans l'espoir de reprendre ses anciennes possessions, et de se venger des vieux et des nouveaux outrages qu'il avait reçus de la Russie.

Une armée française partant de la Dalmatie et des provinces illyriennes, qui appartenaient alors à la France, aurait pu arriver auprès des armées ottomanes sur le Danube dans les premiers mois de 1812. Favorisé par des secours de tout genre, et enthousiasmé par la perspective de reprendre, au delà du Danube, les provinces que les Russes avaient enlevées à la Turquie, le sultan Mahmoud aurait fait de grands et utiles efforts pour doubler le personnel de ses armées.

Pressée de front et menacée sur ses flancs par des forces très supérieures, l'armée russe du Danube aurait été obligée d'évacuer rapidement le territoire turc, et de prendre position dans ses provinces méridionales, ci-devant polonaises, où l'ancien esprit polonais était bien loin d'être éteint. — Les Tartares de la Crimée de la Bassarabie et du Kouban auraient pu être réveillés à la voix de leurs coreligionnaires mahométans, et auraient fourni une excellente cavalerie légère aux troupes gallo-turques.

Ayant à craindre à la fois pour ses provinces méridionales et pour le centre de son empire, le cabinet de Saint-Pétersbourg se serait trouvé menacé dans son existence politique. Il est assez probable que, dans sa position dangereuse, il aurait prêté alors une oreille attentive aux propositions de paix de l'empereur Napoléon.

Le triomphe du monarque français aurait été complet,

et sa domination en Europe, au lieu de souffrir, aurait été agrandie et solidement affermie.

On a lieu de croire que cette grande idée était entrée dans l'esprit pénétrant et profond de l'empereur Napoléon; mais que, cédant aux observations et aux instances du cabinet de Vienne, dans lequel il avait mis alors une confiance aveugle (1), il renonça à profiter des dispositions favorables des Turcs, et abandonna l'empire ottoman à son malheureux sort.

CHAPITRE XIII.

INSURRECTION DE LA SERVIE CONTRE LES TURCS. (CZERNY-GEORGE PÉTROVITCH.)

Dans le traité de paix de Bukarest, les Serviens, qui avaient compté sur la protection de la Russie pour obtenir leur complète indépendance, ne furent mentionnés que comme devant jouir de l'administration de leurs affaires intérieures, sans que la Porte eût le droit d'y intervenir. Ils avaient à payer au gouvernement ottoman un tribut annuel, et devaient lui livrer toutes leurs for-

(1) Sachant combien l'alliance matrimoniale de Napoléon avec la maison d'Autriche a été funeste à ce prince, et se rappelant qu'en 1787 la cour de Versailles, influencée par celle de Vienne, avait autorisé l'union politique de Joseph II avec l'impératrice Catherine de Russie contre l'empire ottoman, les hommes d'état à Constantinople aiment à se rappeler les paroles du sultan Sélim III au général Aubert-Dubayet, ambassadeur de la république française près la Sublime-Porte : « J'accepte avec plaisir, dit ce prince, les assurances d'amitié du directoire français; je peux y compter, car la république française n'épousera jamais une archiduchesse d'Autriche. »

teresses avec l'artillerie qui s'y trouvait. — Il était dit dans ce traité que des négociations ultérieures régleraient les affaires de détail.

Ces conditions étaient moins favorables à la Servie que celles que Courchid-Pacha avait offertes à Czerny-George en 1811, au nom de la Porte, et que ce chef servien avait rejetées pour rester fidèle à ses engagements avec le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Comme la Servie est parvenue à obtenir définitivement une existence politique plus indépendante et plus avantageuse que celle des Valaques et des Moldaves, nous allons présenter un précis historique des événements qui ont fait naître l'insurrection des Serviens contre la Porte, et qui, après une lutte pénible, mais glorieuse, ont assuré leur triomphe et leur liberté.

Les tribus slaves qui attaquèrent l'empire romain d'Orient dans les temps de sa décadence semblaient destinées à l'abattre et à le partager, comme avaient fait les peuples germaniques à l'égard de l'empire d'Occident. Mais les rivalités et les divisions qui régnaient entre elles les empêchèrent d'arriver à ce résultat. Maîtres de la Bulgarie, de la Servie, de la Bosnie, de l'Epire, de la Macédoine, et d'une partie même de l'antique Hellade, les Slaves enveloppaient de toutes parts l'empire d'Orient. Plusieurs fois ils s'étaient mis en marche contre Constantinople. Mais les rivalités des chefs et des tribus avaient promptement mis un terme à ces confédérations hétérogènes, et avaient produit leur dispersion.

L'empire d'Orient se trouva dans le plus grand danger vers le milieu du 14e siècle, lorsque Etienne Duschan, roi des Serviens et des Bulgares, parvint à réunir sous son sceptre la Bosnie, la Macédoine et l'Etolie. Ayant

pris le titre d'empereur et roi, et portant déjà sur ses drapeaux l'aigle à deux têtes, Etienne avait annoncé hautement son projet de s'emparer de Constantinople. Il avait réuni pour cette grande entreprise une armée de 80 000 hommes. Mais sa mort subite, arrivée quand il allait se mettre en marche, détruisit le lien qui unissait les peuples slaves de cette partie de l'Europe, et sauva alors l'empire d'Orient.

Le fils de ce grand monarque ne conserva pas l'influence et l'autorité de son père. Faible et pusillanime, il fut méprisé par les chefs des diverses tribus, qui refusèrent de lui obéir. Ces désunions eurent lieu à l'époque où les Slaves avaient besoin de former un seul faisceau pour résister aux attaques formidables des Turcs, qui, sous les ordres du sultan Amurath Ier, venaient de pénétrer et de s'établir en Europe. — Ce fut vingt-cinq ans après la mort du grand Etienne Duschan que les Serviens, unis aux Bulgares et aux Bosniaques, perdirent leur liberté et leur indépendance dans la sanglante et décisive bataille de Cassovie.

La plupart des Serviens et des Bulgares restèrent chrétiens, et furent traités comme rayas par le peuple vainqueur. La presque-totalité de la noblesse de la Bosnie embrassa l'islamisme, et entraîna par son exemple la majorité de la population de cette province.

Les Turcs traitèrent avec faveur les nobles de la Bosnie et leur accordèrent de très grands priviléges. Les gouvernements des arrondissements et des districts de cette grande et fertile province leur furent assurés avec des droits de succession héréditaire. Leurs descendants en jouissent encore en ce moment.

Des faveurs semblables furent accordées aux habitants de l'Herzégovine, qui est une dépendance de la Bosnie.

Les fiers et valeureux habitants du Monténégro surent défendre dans tous les temps leur religion, leurs coutumes, leurs lois, leur territoire. Repoussant constamment l'autorité de la Porte et de ses délégués, ils n'ont jamais connu d'autre gouvernement que celui de leur évêque ou d'un membre de la puissante famille de Rodowitsch.

Beaucoup de Slaves d'origine servienne passèrent à cette époque en Autriche. Habitant les vastes plaines de Carlstadt et de Varasdin, qu'ils ont défrichées, ils obtinrent l'honneur, qu'ils ont encore, d'être représentés à la diète de Hongrie. Leurs descendants forment la plus grande partie de ces colonies militaires qui gardent actuellement les frontières de la monarchie autrichienne du côté de la Turquie.

Les chrétiens slaves qui restèrent dans la Servie eurent un sort beaucoup plus malheureux. Au nombre d'environ 800 mille, ils vivaient au milieu des Turcs, sous le joug de leurs maîtres, sans priviléges, sans franchises et sans noblesse héréditaire. Outre le dixième des revenus, ils payaient le karadge et quelques redevances particulières.

Suivant la coutume des Turcs, les terres de la Servie avaient été divisées en timars ou fiefs après la conquête. Une grande partie de ces timars avait été accordée aux spahis ou cavaliers pour servir à leur entretien. Les janissaires, qui, par la nature de leur institution, étaient payés par le trésor public et ne pouvaient prétendre à aucun timar, se montraient les rivaux des spahis et devenaient quelquefois les protecteurs des rayas serviens.

Vers le commencement du 17e siècle, ce régime s'adoucit. Les rayas de la Servie furent alors délivrés du joug cruel qui leur imposait l'obligation de fournir le

cinquième de leurs enfants mâles pour entrer dans le corps des Itch-oglans et ensuite dans celui des janissaires.

Mais, plus heureux que les paysans de la Pologne et de la Russie, les Serviens, ainsi que les autres rayas de la Porte, n'étaient pas attachés à la glèbe. Ayant la propriété réelle de leurs terres, ils pouvaient les cultiver à leur guise. Après le paiement des contributions et des autres redevances, ils disposaient librement de leurs récoltes. Aucune entrave ne les attachait au sol, et ils pouvaient voyager et exercer leur industrie dans toute l'étendue de l'empire ottoman. L'action des Turcs sur les Serviens était plus mortifiante que tyrannique. Il était défendu à tout raya d'entrer à cheval dans les villes. Lorsqu'un Servien chrétien rencontrait un Turc, il devait s'arrêter, lui céder le pas et cacher ses armes. Aucun ordre du souverain n'avait établi ces usages; ils n'avaient pour appui qu'une coutume abusive, basée sur l'orgueil et l'insolence du vainqueur.

Mais l'homme dont l'amour-propre est outragé est souvent plus irrité que celui qui est dépouillé dans son avoir. Telle était la principale cause du ressentiment profond et de la haine violente que les rayas renfermaient dans le fond de leur cœur, et qui n'attendaient que les occasions favorables pour se manifester.

Chaque village servien élisait et élit encore son maire ou knèse, et ses adjoints, qui sont chargés de conserver l'ordre public et de répartir les impôts. Lorsqu'un meurtre avait été commis par un membre d'une commune et que la famille du décédé consentait à recevoir le prix du sang, la composition était payée par tous les habitants du lieu.

Le clergé n'a pas chez les Serviens l'influence qu'on

pourrait lui supposer au milieu de tant de barbarie. Les popes ou prêtres, à qui les fonctions ecclésiastiques sont peu favorables, vivent et travaillent les terres comme les autres paysans. Les moines sont un peu plus estimés ; mais, dépendants des communes pour leur subsistance, au lieu de maîtriser les opinions populaires, ils sont souvent entraînés par elles.

On trouvait et on trouve encore dans les montagnes et dans les forêts de la Servie des troupes assez nombreuses de bandits connus sous le nom de heiduques. — C'était dans ces corps anti-sociaux que les Serviens accusés d'un crime cherchaient un refuge contre la poursuite des lois. Ces heiduques vivaient dans les bois pendant l'été, et étaient admis et même accueillis pendant l'hiver dans les villages chrétiens, qui ne voyaient en eux que les ennemis des Turcs. Ces bandits ont coopéré utilement aux efforts de leurs compatriotes pour conquérir la liberté.

Dans les derniers temps, l'accroissement rapide de la population chrétienne avait obligé les Turcs à s'établir pour leur propre sûreté dans les villes et les gros bourgs, et à laisser la campagne et tous les villages entre les mains des chrétiens.

Depuis que l'indiscipline des janissaires était devenue plus grande, la division régnait parmi les Turcs de la Servie. — Le pacha de Belgrade et tous ses agents dans les douze districts de cette province redoutaient les janissaires; ceux-ci étaient continuellement en guerre avec les spahis.

Pendant la dernière guerre de l'Autriche contre le gouvernement ottoman, laquelle fut terminée en 1791 par le traité de Sistova, les Serviens sujets de la Porte passèrent en grand nombre dans la Hongrie, et s'enrô-

lèrent dans des corps spéciaux que les Hongrois d'origine servienne avaient formés contre les Turcs.

Ce fut dans un de ces corps que George Petrowitch, si célèbre depuis sous le nom de Cara-George ou Czerny-George (1), commença sa carrière militaire, et s'éleva au grade de sous-officier.

N'ayant plus à combattre les Autrichiens, le nouveau pacha de Belgrade, Ebet-Bekir, reprit ses anciens sentiments de haine contre les janissaires. — Aidé des spahis et des Serviens révoltés qui étaient passés en Autriche pendant la guerre, et dont il avait obtenu le pardon, il parvint à chasser les janissaires de toute la province. Cette expulsion, motivée par la haine et la jalousie, était une grande faute de la part des Turcs, puisqu'elle affaiblissait leur nombre et qu'elle accoutumait les rayas à combattre et à vaincre leurs anciens maîtres.

Les janissaires chassés de la Servie trouvèrent un refuge à Viddin, auprès de Passavan-Oglou. Enrôlés sous ses drapeaux, ils combattirent contre les troupes ottomanes envoyées pour soumettre ce rebelle audacieux.

Dans les dernières années du 18e siècle, il s'était formé dans les montagnes de la Bulgarie et de la Macédoine des bandes de brigands mercenaires qui, accoutumés au métier des armes, vendaient leurs services tantôt aux pachas révoltés contre la Porte, et tantôt aux provinces soulevées contre les pachas. Elles faisaient aussi la guerre pour leur propre compte et dévastaient le pays. C'était un ramas de guerriers de toutes nations, chrétiens et mahométans. On les distinguait sous le nom de Kredchalis.

Le jeune Passavan-Oglou se trouvait alors à Viddin. Désirant venger la mort de son père, ancien ayan de la

(1) Ou George le Noir, à cause de son teint basané.

ville, lequel avait été mis à mort par ordre du séraskier, il se rendit auprès des chefs de ces troupes mercenaires, les engagea à le suivre, et leur promit la conquête et le pillage du riche sandjiakat de Viddin.

Aidé des Kredchialis, Passavan-Oglou réussit dans son projet ; il détruisit ses ennemis personnels et livra à la dévastation sa ville et sa province natales.

Ses forces furent augmentées par l'arrivée des janissaires de la Servie. Pouvant en disposer beaucoup mieux que des brigands insubordonnés avec lesquels il était entré dans Viddin, Passavan-Oglou composa sa garde personnelle avec les janissaires serviens et résolut d'envahir avec eux la Servie.

Le pacha de Belgrade (Hadgi-Moustapha), n'ayant pas alors sous ses ordres des troupes suffisamment nombreuses pour repousser Passavan-Oglou, n'hésita pas à armer les rayas contre ce dangereux voisin.

Passavan-Oglou fut arrêté dans sa marche. Battu et enveloppé par les Serviens, il serait tombé entre leurs mains, s'il ne s'était empressé de rentrer à Viddin.

Le sultan Sélim avait été trompé par des rapports mensongers sur l'état réel de ses provinces. Ses ministres, corrompus par des présents, représentèrent Passavan-Oglou comme un guerrier puissant qu'il fallait ménager.

La Porte traita avec ce rebelle et légitima son usurpation. Les janissaires de la Servie eurent la permission de retourner dans leur province.

Regardant leur retour comme un triomphe, ces janissaires satisfirent leur vengeance, et se livrèrent à tous les excès possibles contre les rayas.

Secondés par Passavan-Oglou, qui ne tarda pas à se déclarer de nouveau contre la Porte, les janissaires de la

Servie allèrent attaquer le pacha dans Belgrade, et s'emparèrent de cette ville par le moyen de la trahison. Le pacha de Belgrade (Hadgi-Moustapha) fut mis à mort. Vertueux, généreux et très humain, il excita des regrets universels.

Les janissaires, qui prirent alors le nom de dahis, s'emparèrent du gouvernement. Leurs principaux chefs, au nombre de quatre, se partagèrent le pouvoir souverain et laissèrent sans autorité et sans influence le nouveau pacha (Hassan) envoyé par la Porte.

Maîtres de toute la Servie, et renforcés par de nouvelles bandes de mercenaires accourus de la Bosnie et de l'Albanie, les janissaires serviens pillèrent les campagnes, et placèrent dans chaque village des commandants particuliers. Ceux-ci, foulant aux pieds les lois et tous les anciens usages, exercèrent la plus cruelle tyrannie.

Fatigués de cette oppression, les spahis et les rayas, dirigés par les conseils de Hassan-Bey, ancien serviteur du dernier pacha de Belgrade, s'entendirent pour secouer le joug. Mais leur projet fut découvert. La rage des janissaires devint extrême. Ils se livrèrent à tous les excès possibles, et résolurent d'anéantir toute la population chrétienne de la Servie.

Les massacres des chrétiens dévoués à la mort commencèrent dans le mois de février 1804. Beaucoup d'hommes recommandables par leurs vertus, leurs richesses et leurs talents, périrent dans cette occasion. Mais la plupart des chrétiens qui avaient de la force et du courage se réfugièrent dans les montagnes et ne tardèrent pas à y former des réunions assez nombreuses pour attaquer et vaincre leurs oppresseurs.

Trois chefs serviens, George Petrowitch, Yanko-Kalitch, et Vassa Tcharpitch, se trouvaient alors dans la

forêt de Chumadia, au milieu de la réunion la plus nombreuse des chrétiens échappés au fer des janissaires. C'est là que la résolution fut prise, d'après la proposition de ces trois hommes, de produire un soulèvement général, d'attaquer avec audace et de poursuivre avec acharnement les tyrans actuels de la Servie.

La voix de ces trois chefs retentit dans toutes les montagnes et fut écoutée. Le peuple chrétien se souleva en masse. En peu de jours les Turcs se virent contraints à se réfugier dans les forteresses et laissèrent la campagne à la libre et entière disposition de leurs ennemis.

Sentant le besoin d'avoir un commandant en chef pour centraliser et diriger leurs opérations militaires, les Serviens choisirent à l'unanimité, pour exercer le commandement suprême, George Petrowitch, qui, après quelques hésitations, consentit à se charger de ces pénibles et dangereuses fonctions. Nous avons vu plus haut que ce général, sortant du service d'Autriche, avait été obligé, pour échapper aux persécutions des Turcs, de faire pendant quelque temps le métier d'heiduque.

Investi du commandement de l'armée, Czerny-George envoya Nénadowitz et Milovko pour attaquer, l'un la forteresse de Chabatz, et l'autre celle de Pocharavatz, et il alla lui-même avec le gros de ses troupes mettre le siége devant Belgrade. — Chabatz et Pocharavatz nè tardèrent pas à se rendre. La ville forte de Smérévédo suivit cet exemple. Toutes les forces des insurgés purent alors se réunir pour se porter devant la capitale de la province.

Hassan-Bey, ami de l'infortuné Hadgy-Moustapha-Pacha, avait su intéresser le grand-visir en faveur des Serviens, qu'il représentait comme les victimes malheureuses de la plus cruelle oppression. L'ordre fut donné

par les ministres de la Porte à Békir, pacha de Bosnie, d'aller au secours des Serviens, de rétablir la tranquillité dans cette province et d'en chasser les janissaires.

Aussitôt que le pacha de Bosnie se montra devant Belgrade, les janissaires effrayés s'enfuirent vers le Danube et emportèrent leurs trésors. La ville fut remise à Békir-Pacha par Kuschantz-Ali, chef des troupes mercenaires que les janissaires avaient prises à leur solde.

Sur la demande du pacha de Bosnie les janissaires réfugiés à Orsova furent mis à mort. Leurs têtes, envoyées à Belgrade, furent exposées sur les remparts de cette ville.

Tout paraissait terminé. Mais, invités par Békir-Pacha à retourner dans leurs villages pour y reprendre leurs travaux rustiques, les Serviens refusèrent de déposer les armes pour n'être pas exposés à retomber sous le joug dont ils venaient d'être délivrés.

Kuschantz-Ali, chef des mercenaires, en livrant Belgrade, avait gardé la citadelle, et refusait de l'évacuer à moins qu'on ne lui payât la solde arriérée de ses troupes. Dégoûté de toutes ces contrariétés, Békir-Pacha refusa de continuer à prendre part aux affaires des Serviens, et retourna dans sa province.

Les Serviens de leur côté cherchèrent à obtenir en leur faveur la médiation de la Russie, et envoyèrent au mois d'août 1804 un député à Saint-Pétersbourg.

Le député des Serviens auprès du cabinet russe revint en février 1805. La réponse de l'empereur Alexandre avait été que les Serviens devaient adresser leur demande au gouvernement de Constantinople, auprès duquel le ministre russe recevrait l'ordre de les appuyer.

Après une conférence à laquelle plusieurs Turcs,

choisis parmi les plus notables, assistèrent, une députation fut envoyée au divan ottoman. Elle devait demander que toutes les places fortes de la province fussent occupées par les Serviens, et qu'une indemnité de deux millions de piastres leur fût payée pour les dommages que le pays avait éprouvés dans les dernières luttes contre les Dahis.

La Porte s'était intéressée aux Serviens à cause des injustices qu'on leur avait faites; son dessein était de les délivrer des dangers d'une extermination totale dont ils étaient menacés. Mais la cession exigée par eux de toutes les places fortes de la Servie et leur demande d'une indemnité de deux millions de piastres furent regardées par les ministres turcs comme insolentes et comme étant une menace de se déclarer indépendants.

Les députés serviens furent arrêtés, et l'ordre fut envoyé à Hafis, pacha de Nissa, d'entrer en Servie et de désarmer tous les rayas de cette province. — Ayant pénétré dans la Servie avec un corps peu considérable, Hafis-Pacha fut attaqué de toutes parts par les hommes qu'il avait ordre de désarmer. Battu et ayant éprouvé de grandes pertes, Hafis s'empressa de fuir, et rentra à Nissa avec les débris de son armée.

Ces derniers événements mirent forcément les Serviens dans un état d'insurrection et de guerre contre la Sublime-Porte. Devant prendre des mesures pour résister à l'ennemi puissant qui allait marcher contre eux, ils formèrent un synode central pour gouverner la province, l'établirent à Semerevedo, et appelèrent tous les Serviens à la défense de la patrie.

L'ordre fut envoyé par la Sublime-Porte aux pachas de Bosnie et d'Albanie d'entrer dans la Servie pour châtier les rebelles. Les Serviens eurent quelques succès

dans les premières rencontres. Mais, accablés bientôt par le nombre, ils durent céder du terrain et se retirèrent en ordre vers les montagnes.

Animés par la fureur et par l'amour du pillage, les Turcs s'avançaient en mettant tout à feu et à sang. — La Servie se trouvait alors dans un grand danger.

Ce fut à cette époque que Czerny-George déploya pour la première fois le courage et les talents que la nature lui avait donnés. Avec moins de 15 000 hommes il marcha hardiment contre les Turcs, qui présentaient des masses isolées dont l'ensemble s'élevait à 40 000 combattants. Il les battit séparément, et les força à rétrograder jusque sous Chabatz.

Ayant reçu un renfort de 7000 soldats d'infanterie et 2000 chevaux, Czerny-George osa se présenter devant le camp retranché de Chabatz, où les Turces avaient réuni une armée de 42 000 hommes.

Fiers de leur nombre, et pleins de confiance dans leur position retranchée, les Turcs sommèrent Czerny-George de se soumettre et de rendre les armes. — « Venez les prendre », fut la réponse du général servien.

Sortis de leurs retranchements, les Turcs attaquèrent avec fureur, pendant deux jours consécutifs, Czerny-George dans sa position également fortifiée, et furent repoussés avec une très grande perte. Ayant reçu de nouveaux renforts, les Ottomans firent leurs préparatifs pour un troisième assaut, qui devait être décisif. C'était dans les premiers jours du mois d'août 1806.

Informé des intentions de l'ennemi, Czerny-George envoya une grande partie de sa cavalerie dans une forêt voisine, avec ordre d'y rester embusquée, et de n'attaquer les Turcs par derrière que lorsque le feu commencerait. — Il avait ordonné en même temps à ses

soldats de ne tirer sur les assaillants que lorsqu'ils seraient à bonne portée.

Le séraskier turc sortit de son camp au point du jour avec toutes ses forces. Les plus vaillants beys de la Bosnie marchaient en avant avec leurs drapeaux déployés; leurs soldats les suivaient en poussant des cris effroyables. — Calmes, silencieux, tenant leurs armes prêtes, les Serviens attendaient le signal de leur général pour commencer le feu.

Le signal est donné aussitôt que les Turcs sont arrivés à cent toises de distance du camp des Serviens. — Un feu terrible de mousqueterie et de mitraille éclaircit les rangs des Turcs; leurs drapeaux et les guides qui les portent sont renversés. Dans ce moment critique, la cavalerie servienne sort de la forêt et se jette précipitamment sur les derrières de l'armée ottomane. Czerny-George débouche en même temps de son camp avec toute son infanterie.

Pris entre deux feux, les Turcs s'arrêtent et tombent dans la plus grande confusion; leurs principaux officiers sont tués; le séraskier lui-même périt avec la fleur de ses guerriers.

Une partie de l'armée battue se jeta dans Chabatz, et le reste des fuyards s'empressa de passer la Drina pour se sauver dans la Bosnie.

Tout le butin de l'armée ottomane et son artillerie tombèrent entre les mains des Serviens. Les prisonniers que les Turcs conduisaient avec eux furent rendus à la liberté. La perte des Serviens dans cette bataille décisive fut presque nulle.

Ibrahim-Pacha, qui, sorti de l'Albanie avec 30 mille hommes, s'avançait sur Désigrad, s'empressa d'offrir la

paix aussitôt qu'il apprit que Czerny-George marchait contre lui avec son armée victorieuse.

Les hostilités furent suspendues à l'instant. Après être convenu de quelques articles préliminaires avec Ibrahim-Pacha, Czerny-George expédia deux négociateurs à Constantinople pour arrêter les conditions de la paix définitive.

Il convenait alors à la Sublime-Porte de faire la paix avec les Serviens, à cause de la guerre qui allait éclater entre elle et la Russie. Cette paix eut lieu à la fin d'octobre 1806. La Porte, par ce traité, laissait aux Serviens la possession et le gouvernement exclusif de leur pays, avec la seule réserve qu'un muhasil résiderait à Belgrade avec 150 Turcs. — Le tribut annuel imposé aux Serviens ne fut que de 800 000 francs.

Comme ce traité n'avait pas été ratifié et publié avec la solennité que les Turcs ont coutume de mettre dans tous les actes semblables qu'ils concluent avec les nations étrangères, les garnisons turques des places de la Servie refusèrent de se soumettre aux stipulations qui les concernaient.—Czerny-George se vit contraint d'employer la force, et parvint, par ruse, à se rendre maître de Belgrade, où il installa le muhasil envoyé par le sultan. Les garnisons turques de Chabatz et d'Oussizza furent contraintes à se rendre. Dès le mois de février 1807, les Serviens étaient devenus maîtres de la province, dont les Turcs se trouvaient complétement expulsés.

Après avoir délivré leur pays de leurs anciens oppresseurs, les Serviens avaient une tâche très difficile à remplir: c'était d'organiser un gouvernement qui fût assez éclairé pour chercher son principal appui dans les

lois, et qui possédât assez de force et de pouvoir pour étouffer toutes les factions, pour se faire respecter et chérir, et pour protéger les habitants tranquilles contre les vexations et la tyrannie des hommes que la guerre avait rendus puissants et avides.

Les Serviens, qui avaient réussi à délivrer leur patrie de la domination ottomane, échouèrent complétement dans le projet d'établir chez eux une administration régulière et un gouvernement central dont l'action protectrice se fît sentir dans toute la Servie.

Tous les Serviens étaient devenus soldats; le pouvoir des anciens knesses ou chefs civils était tombé; les spahis avaient été remplacés par des chefs militaires qui, sous le nom de vaivodes, s'étaient partagé entre eux les douze districts de la Servie. — Quelques uns de ces vaivodes, qui s'étaient arrogé le gouvernement des principaux districts, avaient pris le titre d'hospodar. — On distinguait dans ce dernier nombre Czerny-George, Jacques Nénadowitch, Luc Lazarowitch, Pierre Dobinitz, Milenko, Véliko et Miloch.

Czerny-George, quoique l'homme le plus distingué de la nation par ses talents militaires et par son influence personnelle, n'était réellement reconnu comme chef que dans son district particulier. Cependant il possédait Belgrade, et il disposait de l'artillerie et des principaux arsenaux militaires. Entouré d'un plus grand nombre de soldats dévoués, il était regardé par les étrangers comme le chef de la nation servienne; mais il n'avait aucun droit de commandement sur les autres hospodars, qui souvent, par jalousie ou par ambition, entravaient ses opérations, et se montraient ses rivaux, et parfois même ses ennemis.

Un sénat composé de douze membres avait été éta-

bli à Belgrade. Chargé du pouvoir législatif, il réglait les finances, organisait les tribunaux, dont il se réservait les appels, et créait une académie à Belgrade, et des écoles élémentaires dans tous les chefs-lieux de district. Mais il fut impuissant pour rétablir l'équilibre entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, et pour concilier, dans l'intérêt général, les prétentions des hospodars et celles des vaivodes.

Plusieurs hospodars refusèrent de reconnaître l'autorité du sénat et d'obéir à ses décisions législatives. Czerny-George, qui, par des ménagements adroits, aurait pu gagner ce corps, et dominer par ce moyen toute la nation servienne, eut la maladresse de se déclarer plusieurs fois contre les sénateurs, et de les menacer d'employer la force pour les asservir.

Il résulta de ces luttes trop souvent répétées que le sénat fut divisé comme les chefs militaires, et qu'on vit sortir de son sein la discorde, que la création de ce corps était destinée à prévenir.

Lorsque la guerre éclata en 1806 entre la Porte et la Russie, les Serviens s'allièrent au cabinet de Saint-Pétersbourg, et le prièrent de leur adresser un agent pour servir d'intermédiaire entre eux et leurs nouveaux alliés. — Rodofinikin, conseiller d'état en Russie, leur fut envoyé, comme étant Grec d'origine. Mais ce fut ce même titre de Grec originaire qui le rendit suspect et odieux aux chefs serviens.

On fit croire à Czerny-George que Rodofinikin, qui s'était lié dès son arrivée avec le métropolitain grec Léonti, travaillait à ériger la Servie en hospodarat en faveur d'un prince du Fanar de Constantinople.

La campagne de 1807 n'eut aucun résultat important pour les Serviens. L'ancien heiduque Véliko, devenu

hospodar, accrut les possessions des Serviens du côté des Monténégrins, et s'empara du fort de Podgoritza.

L'armistice conclu entre les Russes et les Turcs par suite du traité de Tilsitt avait fait également poser les armes aux Serviens; ceux-ci les reprirent avec les Russes en 1809.

Les Serviens commencèrent la campagne de 1809 par des incursions dans la Bosnie. Czerny-George franchit les montagnes, afin de se mettre en communication avec les Monténégrins. Il venait de battre les Turcs et de commencer le siége de Novi-Bazar, lorsqu'il apprit que les ennemis avaient remporté récemment un grand avantage devant Nissa, et qu'ils s'avançaient vers l'intérieur de la Servie.

Les succès des Turcs étaient dus à la division qui avait éclaté entre les deux hospodars Pierre Dobrinitz et Miloch. Malgré la célérité de sa marche, Czerny-George n'arriva pas assez vite pour sauver les districts serviens situés à l'est de la Morava.

La terreur devint générale; l'envoyé russe, Rodofinikin, naturellement pusillanime, ne se crut plus en sûreté à Belgrade et se retira au nord du Danube en compagnie de l'hospodar Pierre Dobrinitz, dont l'ambition et les intrigues, qui avaient divisé les guerriers serviens, étaient la cause de ces désastres.

Après le départ de Pierre Dobrinitz, les Serviens se réunirent à la vue du danger commun, et les Russes vinrent à leur secours. Les Bosniaques furent repoussés et rejetés au delà de la Colubara; les Turcs venus de la Thrace furent obligés de repasser les montagnes pour rentrer dans le bassin de la Maritza.

Après le danger, la discorde, au lieu de s'apaiser, de-

vint infiniment plus vive entre Czerny-George et ses rivaux. On reprochait à Czerny-George de s'être montré jaloux des Russes et d'avoir mécontenté Dobrinitz et Rodofinikin par divers actes, et surtout en confiant à Miloch le commandement supérieur dans la partie orientale de la Servie. Plus violent que les autres chefs, Jacques Nénadowitch déclara à haute voix qu'il ne reconnaissait plus l'autorité de George, et demanda à grands cris que les Serviens se donnassent au czar de Russie.

Czerny-George se trouvait alors absent de Belgrade. Entouré de nombreux partisans, Nénadowitch se fit nommer président du sénat, et choisit une députation pour aller offrir à l'empereur de Russie la souveraineté de la Servie.

Dans ce temps, Veliko et Milenko, qui commandaient des corps détachés, se mirent en révolte ouverte contre le commandant en chef. — Miloch imita bientôt leur exemple pernicieux.

Le quartier général du comte Kaminsky, qui commandait en chef à cette époque l'armée russe de Turquie, devint un foyer d'intrigues contre le général en chef des Serviens. Les ennemis de ce dernier firent courir le bruit que le commandant de l'armée russe exigeait la déposition de Czerny-George. Mais ce bruit fut bientôt démenti par une proclamation du comte Kaminsky. Ce dernier, considérant George comme le chef des Serviens, lui promit des secours contre les armées turques qui s'avançaient de nouveau contre l'intérieur de la Servie.

Arrivé à Nissa, Courchid-Pacha adressa à Czerny-George des propositions qui lui étaient personnellement favorables. Mais George les repoussa avec dédain.

Secourus par les Russes, les Serviens battirent complétement l'armée de Courchid, et forcèrent les Bosniaques à rentrer dans leur province.

Les hostilités cessèrent durant l'hiver de 1811 à 1812. Mais les intrigues des hospodars contre Czerny-George recommencèrent alors avec une nouvelle activité.

Les amis de George se donnèrent beaucoup de mouvement. Profitant de l'absence de quelques uns des hospodars, ils firent décréter par le sénat une constitution qui donnait au chef de leur parti un pouvoir presque monarchique. Les fonctions judiciaires furent séparées des fonctions administratives. Tous les vaivodes reçurent l'ordre de n'obéir qu'au gouvernement central; Czerny-George était déclaré chef de la nation.

Mais cette nouvelle constitution, pour devenir légale et pour obtenir de la consistance et de la durée, avait besoin d'être approuvée par le Grand-Seigneur. La Porte se montrait irritée contre Czerny-George et les Serviens, parce que, pour conserver leur alliance avec la Russie, ils avaient repoussé en 1811 les propositions favorables présentées par Courchid-Pacha.

Dans le traité de Bukarest, signé en mai 1812 entre les Russes et les Ottomans, les Serviens obtinrent des conditions infiniment moins avantageuses que celles qu'ils avaient déjà obtenues en 1807 avant leur alliance avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg, et dont Courchid-Pacha avait offert le renouvellement en 1811.

Les Russes avaient stipulé simplement, dans le traité de Bukarest, que les Serviens auraient l'administration de leurs affaires, mais qu'ils devaient rendre aux Turcs les places fortes et l'artillerie, et qu'ils seraient soumis à payer l'ancien tribut. Les affaires de détail devaient être réglées dans des négociations ultérieures.

Abandonnés par les Russes, les Serviens espéraient trouver un appui dans Molla-Pacha, qui avait succédé à Passavan-Oglou dans le gouvernement de Viddin. Ils comptaient aussi beaucoup sur le crédit du prince Morousi, qui, par son influence personnelle sur les négociateurs turcs, avait été le principal auteur du traité de Bukarest.

Mais Molla-Pacha, qui avait offert son alliance aux Serviens, fut battu par les Turcs dans ces circonstances. Fait prisonnier, il avait été immédiatement mis à mort.

Le prince Morousi, qui avait fortement déplu au sultan Mahmoud pour avoir fait conclure en faveur de la Russie le traité de Bukarest dans le moment le moins favorable aux intérêts de la Turquie, eut la tête tranchée par ordre de ce monarque, qui, depuis cette époque, avait juré sa perte.

Ayant perdu l'assistance qu'ils attendaient de Molla-Pacha et du prince Morousi, et réduits à leurs propres forces, les Serviens entrèrent en négociations sous de tristes auspices avec la Porte ottomane. Celle-ci pouvait disposer alors contre eux de toutes ses troupes, qui venaient de combattre les armées russes et qui n'avaient pas encore eu le temps de se disperser.

Les Turcs entrèrent en Servie au commencement de l'année 1813. Deux corps d'armée s'avançaient comme à l'ordinaire, l'un du côté de Nissa, et l'autre par les frontières de la Bosnie. Courchid-Pacha commandait le premier de ces deux corps.

Czerny-George, mal secondé par les hospodars, prit d'abord quelques bonnes dispositions pour résister à la terrible invasion des Ottomans. Il opposa aux Turcs qui venaient de la Bosnie et à ceux qui s'avançaient du côté de Nissa deux corps d'armée de 10000 hommes chacun.

— Véliko, ancien heiduque, qui par sa bravoure personnelle était regardé comme un des principaux boulevards de la Servie, fut chargé de protéger les forts du Danube avec 3 000 hommes.

Une réserve placée au centre était nécessaire pour secourir et renforcer, suivant les besoins, les corps qui opéraient activement contre les Turcs. — Czerny-George ne put pas réussir à la former; l'hospodar Miadin refusa d'y prendre part.

La mort de Véliko, tué d'un coup de canon, fit tomber la place de Yagotin, où ce héros avait été obligé de se renfermer. Le découragement devint alors général parmi les Serviens. Fuyant de toutes parts devant les Turcs, qui portaient avec eux la mort, le pillage et l'incendie, les chefs serviens avec leurs soldats se réunirent à Porotch, près des frontières des états autrichiens.

Le vaivode Sima, qui, posté du côté de la Bosnie, devait empêcher le passage de la Drina, ne fit rien pour arrêter l'ennemi et pour défendre les places attaquées, et se réfugia dans le camp de Chabatz.

Voyant tant de revers et de trahisons, et ne pouvant plus ranimer dans le cœur de ses compatriotes l'ardeur et le courage qu'ils avaient montrés dans les campagnes précédentes, Czerny-George se livra au désespoir, et resta immobile à Belgrade. Il ne se montra pas dans ces moments terribles le héros ferme et intrépide qui avait sauvé la Servie en 1806 et en 1809.

S'étant présenté un instant dans le camp de la Morava durant la journée du 1er octobre 1813, il franchit cette rivière le 2 du même mois, et s'enfuit le jour suivant au delà du Danube, sur le territoire autrichien.

Après la fuite du chef de la nation, l'armée servienne

du camp de Chabatz se dispersa ; les places de Belgrade et de Smeredevo, qu'on avait négligé d'approvisionner, ouvrirent leurs portes aux Turcs et se soumirent.

L'exemple de Czerny-George fut suivi par les principaux chefs des Serviens ; mais, en arrivant sur le territoire autrichien, tous, y compris Czerny-George, furent arrêtés et traités comme prisonniers d'état par un ordre de la cour de Vienne.

Cette conduite inhospitalière fit jeter le blâme sur la politique du cabinet autrichien. Mais, ennemi constant de toutes les insurrections, le gouvernement d'Autriche voulut donner, dans cette circonstance, à la Sublime-Porte, une preuve de son intérêt, et lui ôter pour l'avenir toute inquiétude, en faisant conduire et détenir dans ses prisons d'état les chefs de l'armée insurrectionnelle de la Servie.

CHAPITRE XIV.

SUITE DE L'INSURRECTION DE LA SERVIE. — MILOCH.

Un seul des vaivodes de l'armée servienne, Miloch Obrénowitch, refusa d'imiter ses collègues et de fuir au delà de la Save. Il se rendit chez lui à Brunizza, dans la partie méridionale de la Servie, et parvint à occuper la place d'Oussizza.

Mais, la garnison de cette forteresse s'étant dispersée à l'approche des Turcs, Miloch résolut d'accepter les offres du grand-visir, et déposa les armes. Sa soumission entraîna celle de toute la Servie.

Le grand-visir, enchanté des résultats heureux de

sa campagne de Servie, nomma Miloch kness ou seigneur de Rudnik. Le nouveau pacha de Belgrade, Soliman, eut les plus grands égards pour ce chef servien, qui avait été long-temps la terreur des Turcs.

Les spahis demandèrent et obtinrent leurs biens, dont ils avaient été dépossédés par les Serviens. Sans égards pour les vaincus, tout fut rétabli sur l'ancien pied. Quelques résistances entraînèrent des réactions terribles; l'oppression la plus cruelle pesa sur toutes les classes chrétiennes de la Servie.

Cette situation ne pouvait pas manquer de devenir intolérable aux Serviens, qui avaient goûté pendant plusieurs années les avantages de la liberté.

Une première émeute éclata, mais elle était intempestive et sans consistance. Miloch lui-même coopéra à la réprimer.

Mais la vengeance des Turcs devint atroce et s'étendit sur les innocents. Plusieurs chefs serviens furent décapités.

S'attendant au même sort, Miloch sortit de Belgrade, se rendit dans les montagnes de Rudnik, appela à lui ses partisans, et leva en 1815 l'étendard de la révolte contre la Sublime-Porte.

Né en 1780, Miloch avait gardé les troupeaux dans son enfance. Son frère, Milans, qui avait été un des premiers à se déclarer contre les Dahis, était devenu par sa valeur hospodar de Rudnik et gouverneur militaire de la place d'Oussizza; envoyé comme négociateur à Bukarest en 1811, il y mourut. Miloch devint son successeur.

Après la fuite de Czerny-George et au milieu des persécutions et des désastres causés par la tyrannie des Turcs en 1813 et 1814, tous les yeux des habitants de

la Servie se dirigèrent vers Miloch ; tous demandaient la guerre comme l'unique moyen de soulager leurs maux et de sauver la patrie.

Une réunion nombreuse de Serviens de toutes classes avait été convoquée dans l'église de Takovo pour le dimanche des Rameaux de l'année 1815. Miloch s'y présenta avec une armure brillante, tenant à la main le drapeau de l'indépendance nationale : « Guerre à nos tyrans ! s'écria-t-il d'une voix tonnante, je viens ici au milieu de vous pour sauver la patrie ou périr avec elle. »

Cette noble allocution fut accueillie par des acclamations générales. — Toutes les voix le déclarèrent chef de la nation. — Tous les chefs promirent de n'obéir qu'à ses ordres et de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sauver la nation et expulser les Turcs.

Mais les premiers corps conduits par Miloch éprouvèrent des défaites, parce que les soldats du nouveau chef de la Servie n'étaient pas assez nombreux pour combattre avec succès les troupes ottomanes, commandées par le kiaya ou lieutenant du pacha de Belgrade.

Loin de se décourager, Miloch tint ferme dans les montagnes du district de Rudnik et s'y retrancha.—Son camp ne tarda pas à devenir le refuge de tous les Serviens persécutés.

Plus constant dans ses résolutions, plus discret dans ses discours, plus attentif pour ses soldats et moins cruel envers ses ennemis que son prédécesseur Czerny-George, Miloch devint l'idole de sa nation et acquit des amis parmi les chefs turcs.

Sortant enfin du camp de Rudnik et prenant l'offensive, il donna une grande activité à tous les mouvements de ses compatriotes, dirigea ses attaques avec intelligence et battit Courchid-Pacha dans plusieurs rencon-

tres. Ne laissant aux Turcs aucun repos, il les réduisit à désirer la paix.

Appelé au camp de Courchid-Pacha pour arrêter les bases d'un accommodement définitif, Miloch eut la généreuse imprudence de se rendre à cette invitation. Le chef des delis, Ali-Aga, qui estimait et aimait Miloch, avait donné sa parole pour assurer la liberté personnelle et le retour du chef servien.

Malgré ses promesses solennelles, Courchid-Pacha se montrait disposé à retenir Miloch; mais Ali-Aga, indigné d'une telle perfidie, fit entourer le chef des Serviens par ses propres soldats et le ramena sain et sauf jusqu'au premier village de son commandement. Il lui dit en le quittant : « Miloch, ne te fie plus désormais à personne, pas même à moi. »

Ce dernier trait est admirable de la part d'un Turc à l'égard d'un chrétien, surtout durant la guerre.

Les députés envoyés par Miloch à Constantinople en revinrent un mois après avec une réponse favorable. Ils avaient trouvé un appui dans l'ambassadeur russe, qui invoquait l'exécution du traité de Bukarest.

D'après les nouveaux arrangements les Turcs devaient conserver les villes et les forts qui se trouvaient alors en leur possession. Les Serviens devaient avoir le reste du pays et jouir seuls du droit de percevoir les impôts.

La justice devait être administrée par un kness dans chaque chef-lieu de canton. Une grande chancellerie nationale, composée de douze membres nommés par les douze districts de la province, devait résider à Belgrade auprès du pacha turc. Cette chancellerie était chargée de prendre toutes les dispositions législatives nécessitées par les circonstances et par les intérêts du pays. Elle

servait en même temps de tribunal suprême de justice.

Ali-Aga, l'ami de Miloch, avait été le principal agent dans ces négociations. La Porte le nomma pacha de la Servie. Mais, désirant établir et consolider le bon ordre, le nouveau gouverneur manifesta l'intention de désarmer tous les chrétiens de sa province.

Ceux-ci s'y refusèrent. Ils craignaient avec raison qu'étant sans armes ils ne devinssent de nouveau les victimes de la tyrannie des Turcs.

La Porte, redoutant une nouvelle rupture, n'insista pas sur le désarmement; mais elle n'a jamais renoncé formellement au principe qui veut que tous ses rayas soient désarmés.

Les arrangements que nous venons d'exposer ont servi de base pendant vingt-cinq ans aux rapports qui existaient entre les Serviens et les Turcs. Né de la guerre, le gouvernement servien fut long-temps une oligarchie militaire, troublée sans cesse par des prétentions rivales.

Nommé en 1817 chef des Serviens par tous les knesses de cette province, Miloch rétablit en grande partie la constitution qui avait été donnée par Czerny-George, son prédécesseur.

Les knesses avaient pris la place des vaivodes. Ils réunissaient l'autorité civile à l'autorité militaire. Miloch avait seul le droit de les nommer et de les révoquer. Les knesses recevaient un traitement du gouvernement, afin de n'avoir aucun motif pour commettre des extorsions sur le peuple.

D'après de nouvelles dispositions, adoptées en 1820, la justice est administrée par des tribunaux serviens. La chancellerie de Belgrade a été remplacée par un tribunal suprême séant à Kragouiévatz.

On n'a pas encore établi en Servie un code de lois. L'ancienne coutume a toujours servi de règle pour les tribunaux.

Les knesses devaient se réunir chaque année en assemblée générale pour voter les impôts et pour délibérer sur les affaires de la nation.

Le tribut annuel que la Servie devait payer à la Sublime-Porte était versé par Miloch lui-même entre les mains du pacha de Belgrade.

Les spahis, qui ont été la cause des troubles de cette province, ne pouvaient plus toucher les dîmes attachées à leurs timars qu'avec le secours des autorités serviennes.

Le clergé servien n'a jamais possédé une grande influence. Les prêtres et les moines étaient justiciables des tribunaux ordinaires comme tous les autres habitants. Leur seul privilége était de recevoir des mains de quelqu'un de leur ordre les punitions corporelles lorsqu'ils y avaient été condamnés.

Tous les pouvoirs avaient été réunis dans la personne de Miloch. Toute la Servie ne pouvait être considérée que comme un camp dont ce prince était le général en chef. — Défendant son pouvoir avec une sévérité excessive contre les entreprises des ambitieux et des mécontents, il avait dans les commencements exercé la justice avec assez de douceur et d'impartialité.

Sa conduite lui avait acquis l'attachement de la majorité de la nation. C'est d'après ce sentiment que dans l'assemblée générale de 1827 tous les knesses, les juges et les chefs du clergé, envoyèrent une pétition au sultan Mahmoud pour lui demander la reconnaissance de Miloch-Obrénowitz comme prince héréditaire de la Servie. Dans une autre pétition ils priaient le Grand-Sei-

gneur de leur donner pour administrer leurs églises des métropolitains nés dans leur pays.

Avant de connaître la décision du sultan Mahmoud au sujet de la nomination de Miloch comme prince héréditaire, tous les membres de la même assemblée générale déclarèrent, par un acte spécial, qu'eux et la nation se soumettaient à jamais au prince Miloch et à ses descendants légitimes.

La Servie, placée au sud du Danube, intéresse la Sublime-Porte plus que les provinces de Valachie et de Moldavie qui sont situées de l'autre côté du fleuve. Depuis que les Turcs ont perdu les forteresses qu'ils possédaient sur la rive gauche du Danube, les deux provinces transdanubiennes, qui sont entièrement ouvertes du côté de la Russie et de l'Autriche, peuvent être considérées comme étant de fait démembrées de la Turquie. — Leur prompte et complète invasion, qui a toujours eu lieu dans les dernières guerres entre la Porte et ses deux puissants voisins, n'empêchait pas les armées turques de s'appuyer sur le Danube, qui est leur véritable ligne de défense.

Mais les hostilités entre le gouvernement turc et la Servie étaient pour les Ottomans le plus grand des inconvénients et une véritable calamité. La Servie coupait les communications entre la Bulgarie et la Bosnie ; elle procurait aux ennemis de la Porte un passage sûr et commode du Danube, et les plaçait immédiatement sur le flanc gauche des armées ottomanes.

Comme les dernières guerres avaient démontré qu'il était impossible de soumettre les Serviens à l'ancien joug qui pesait sur eux, il était de l'intérêt de la Porte de gagner par des faveurs l'affection de cette nation belliqueuse qui s'est montrée neutre et tranquille

pendant la guerre de 1828 entre les Ottomans et les Russes.

D'après les principes d'une saine politique, le sultan Mahmoud accorda aux Serviens, en 1833, par un katty-chérif revêtu du sceau de l'empire, non seulement tous les droits et les prérogatives qui leur avaient été concédés, mais encore de nouveaux avantages qui amélioraient leur sort politique et fixaient leur indépendance nationale.

Publié en Servie le 22 novembre 1833, ce katty-chérif porta la joie et fit naître la reconnaissance dans le cœur de tous les Serviens. Les habitants de toute classe se portèrent en foule dans les églises pour rendre grâce au Ciel d'être délivrés entièrement de l'esclavage et de pouvoir former enfin, sous la suzeraineté et la protection de la Porte, une nation libre et indépendante.

Les principales stipulations de ce katty-chérif consistaient 1° dans une nouvelle démarcation des frontières de la Servie et dans l'incorporation à cette province de tous les districts conquis par les Serviens pendant la guerre. Cette incorporation devait ajouter 200 lieues carrées à l'ancienne surface de la Servie, et augmentait de 220 000 âmes sa population primitive; 2° dans l'entier abandon à l'administration servienne de la levée des impôts de tout genre qui avaient été perçus jusque alors par les Turcs; 3° dans la fixation du tribut annuel, porté à la somme de 1 300 000 piastres turques; 4° dans l'obligation imposée à tous les Turcs de quitter, avant cinq ans, toutes les villes et les forteresses de la Servie. La ville de Belgrade était seule exceptée de cette mesure; les Turcs et les Serviens devaient à l'avenir l'occuper en commun; 5° dans la démolition de toutes les forteresses que les Turcs avaient élevées dans ces derniers temps;

Miloch, reconnu par la Porte prince héréditaire et gouverneur suprême sous le titre de kniaze de toute la Servie, put alors travailler avec zèle et succès à améliorer les anciennes institutions, et à faire naître la prospérité de son pays.

Nous allons présenter quelques détails sur les opérations politiques et administratives de Miloch depuis son installation dans la dignité de kniaze de la Servie et sur sa conduite personnelle, qui a produit en 1839 la destruction de son autorité souveraine, et l'a obligé de chercher un asile dans les pays étrangers.

Miloch montra assez de prudence, et évita durant les trois premières années de son règne de faire peser sur ses compatriotes le joug de sa puissance souveraine. Mais un firman arrivé à Belgrade en 1833 ordonna au pacha turc résidant dans cette ville de remettre au prince Miloch les douanes du Danube, et celles des autres frontières de la Servie.

Cette concession, sagement dirigée, aurait pu faire le bonheur de la Servie et accroître considérablement les ressources de cette principauté. Mais, né dans une des plus basses classes de la nation, Miloch aimait passionnément l'argent. Il était bien loin d'avoir pour ce métal l'indifférence que montrent les âmes nobles et élevées.

Au lieu de profiter de la cession administrative des douanes des frontières pour le seul intérêt de la prospérité nationale, Miloch ne vit dans cette disposition que les avantages que devait lui procurer personnellement l'établissement d'un monopole commercial.

Aussitôt qu'il fut entré (14 décembre 1833) en possession des douanes des frontières, Miloch s'empressa de frapper le commerce d'exportation de la Servie de

droits beaucoup plus forts que ceux qui existaient sous la domination ottomane. Ces entraves inaccoutumées provoquèrent des protestations nombreuses.

Les peuples de tous les districts à qui on avait promis depuis 1830 des institutions régulières demandèrent à grands cris la convocation d'une assemblée nationale (1). Miloch dut céder au vœu populaire.

Les députés de la nation servienne se réunirent le 1er fév. 1834 à Kragouïevatz. La garde de Miloch, composée d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, avait accompagné ce prince et entourait l'église où les délibérations devaient avoir lieu.

Dans le discours d'ouverture de cette session parlementaire, Miloch dit aux représentants de la Servie que, n'ayant pu les réunir depuis son avénement à l'exercice de l'autorité suprême, il lui était bien doux de se voir entouré en ce jour de sa chère famille, des vénérables évêques, des membres du grand tribunal, des capitaines des districts et des principaux knesses. » Il leur expliqua les nouvelles conventions conclues avec la Porte, dont les principales dispositions étaient la destruction des forteresses, l'expulsion générale des Turcs, qui ne pouvaient plus résider dans aucune ville de la principauté, excepté à Belgrade, la défense aux étrangers d'acheter des immeubles dans le pays. Il donnait à ces concessions illibérales, dont le but immédiat ne pouvait être que la prolongation de la barbarie des Serviens, le titre pompeux de droits avantageux acquis par le nouveau katty-chérif du sultan. Il terminait son allocution par des remercîments au sultan Mahmoud, leur clément empereur, et au czar de Russie,

(1) Skoupchtina, ou assemblée générale, dans le langage du pays.

leur zélé et puissant protecteur. Les ministres russes Nesselrode et Strogonoff, et les ambassadeurs Ribeaupierre et Boutenief, étaient mentionnés dans ce discours comme figurant au nombre des bienfaiteurs de la Servie.

« Puisque l'existence de la Servie est diplomatiquement reconnue, il nous reste, ajouta-t-il, à donner à l'état une organisation régulière. C'est dans ce but que vous avez été convoqués. Mais la difficulté de loger au milieu de l'hiver dans une petite ville comme Kragouïevatz une réunion nombreuse de députés, à la suite d'une mauvaise récolte, m'oblige à renvoyer à l'époque prochaine de la Saint-George, durant la belle saison, la grande assemblée des représentants de la nation. Ayant l'avantage de pouvoir camper alors en rase campagne et dans le voisinage de fertiles prairies convenables à la nourriture de leurs chevaux, nos législateurs pourront s'occuper librement, dans l'abondance et sans inquiétude, des grands intérêts des Serviens et de nos nouvelles institutions nécessaires au bonheur de la patrie. »

C'est par ces dernières paroles, qui partout ailleurs auraient été regardées comme une mystification et comme une défaite insultante pour la dignité nationale, que le prince Miloch mit fin brusquement et après une très courte session aux délibérations d'une assemblée appelée à donner aux Serviens une nouvelle constitution.

Ayant désigné lui-même l'époque et le lieu de la convocation, le prince Miloch pouvait-il ignorer que la ville de Kragouïevatz n'était pas assez grande pour loger les nombreux députés de la nation, et qu'au milieu de l'hiver, à la suite d'une mauvaise récolte, les vivres et les fourrages devaient nécessairement manquer aux législateurs et à leurs montures? Mais le peuple avait exigé

la réunion d'une skoupchtina nationale. Miloch avait dû obéir à ce vœu général ; il trouva le moyen de le rendre tout à fait illusoire.

Au lieu de manifester publiquement sa juste indignation, le peuple servien se soumit et attendit patiemment la nouvelle réunion promise, qui devait avoir lieu aux fêtes de la Saint-Georges.

Excité par une grande avidité, Miloch, qui n'osait pas encore fouler la nation par des extorsions illégales et révoltantes, porta toute son attention vers les profits qu'il pouvait obtenir par son monopole commercial. Parcourant chaque année les districts de sa principauté, dont la plus grande richesse consiste dans ses bestiaux, le prince régnant achetait partout à vil prix les plus belles pièces qu'il rencontrait dans les troupeaux et les envoyait à Belgrade et dans d'autres communes riveraines de la Save et du Danube, pour y paître et s'engraisser dans les pacages communaux dont il réclama et obtint bientôt par force la jouissance exclusive. Envoyés dans les marchés autrichiens, ces animaux y étaient vendus pour le compte du prince servien, et lui procuraient des profits considérables.

Ne voulant pas réunir à l'époque de la Saint-Georges l'assemblée générale, comme il l'avait solennellement promis, Miloch se contenta de convoquer pour le 1er juin à Kragouïevatz une petite diète qui devait décréter les impôts nécessaires.

Cette assemblée, étant entourée pendant ses séances par les gardes de Miloch, se montra aussi obséquieuse que la précédente. Ce fut par elle que furent décrétés la totalité des anciens impôts, et même le karadge, qui, d'après les lois musulmanes, ne devait être payé que par les seuls rayas, comme étant le rachat de leurs têtes. Cepen-

dant les corvées restreintes aux travaux champêtres éprouvèrent quelques modifications favorables aux habitants des campagnes.

Mais cette diète, qui aurait dû insister sur la convocation de la grande skoupchtina promise par Miloch, se contenta de lui déclarer dans une lettre de remercîments que, d'après les raisons données par le grand kniaze de la Servie, il n'aurait pas été convenable de convoquer pour l'époque de la Saint-Georges la grande réunion annoncée par lui, et que dans l'intérêt national il était nécessaire de renvoyer à un avenir plus heureux la réforme des institutions de la patrie.

Miloch s'était adjoint pour l'administration de sa principauté, surtout sous le rapport de son monopole commercial, ses deux frères Ephraïm et Youvan. Ephraïm seul savait lire et écrire; Youvan était complétement ignorant comme son frère Miloch.

Les riches étaient les principaux objets des persécutions de ces trois hommes; on prétend qu'ils en firent périr un grand nombre par le fer des assassins ou par des condamnations prétendues légales : leurs propriétés et leurs richesses tombaient au pouvoir de Miloch et de ses frères.

Les basses classes populaires étaient flattées par leur prince, qui, semblable aux terroristes de la Convention française, ne cessait de dire que sa sévérité sanguinaire envers les riches et les aristocrates n'avait pour but que l'intérêt du peuple, et était motivée par la nécessité de comprimer les hommes ambitieux qui avaient rêvé et conçu le projet d'établir la féodalité parmi les Serviens.

Plusieurs écrivains disent que Miloch était féroce par goût autant que par politique. Mais nous ne croyons pas, comme ils le prétendent, que dans une occasion, ayant

prononcé contre un homme la peine de mort, il prit part à l'office du bourreau; il avait trop de bon sens pour s'avilir à tel point aux yeux de sa nation : l'Europe civilisée l'aurait vu avec horreur.

Les ministres dont l'influence et les talents lui étaient nécessaires avaient sans cesse à redouter les explosions de sa fureur. Son ministre des affaires étrangères, Davidovich, qui, ayant séjourné long-temps à Vienne comme rédacteur d'un journal en langue slave, avait adopté les principes d'un libéralisme modéré, a été souvent maltraité par Miloch et jeté par ses ordres dans les prisons publiques. Le ministre de l'intérieur, Protetch, possesseur d'une grande fortune, avait à redouter plus que tout autre l'avidité insatiable de son prince : il fut condamné par lui à des peines corporelles, ainsi qu'à des confiscations et des amendes.

L'intrépide Voutchich, ministre de la guerre, ne se présentait jamais devant Miloch sans être couvert de pistolets et de yatagans; insensible aux menaces de son maître, il avait fini par inspirer à ce dernier une véritable frayeur.

Quelques mouvements insurrectionnels, entre autres celui du commandant du district de Smeredevo, ayant éclaté et n'ayant pas été soutenus par d'autres chefs, Miloch en profita pour accroître et affermir son autorité.

Ses craintes s'étant en partie dissipées, sa tyrannie devint plus active. On assure que, mauvais mari, il battait souvent sa femme; que, livré sans frein à la débauche, il déshonorait les filles de ses plus fidèles serviteurs; qu'avide de richesses, il abusait de son pouvoir pour accroître son trésor et ses propriétés.

Irrités avec raison, les principaux knesses s'entendirent

et se coalisèrent pour combattre le tyran. Quinze mille hommes, dirigés par les knesses Chadoïkovich et Milosar-Nessavatz et par le sénateur Pétronivitch, entrèrent à Kragouïevatz le 7 janvier 1835. Miloch, éperdu, avait pris la fuite en se dirigeant vers la Valachie. Les troupes qu'on avait envoyées contre les rebelles s'étaient déclarées en leur faveur.

Le ministre de la guerre Voutchitch, qui n'avait pas suivi Miloch dans sa fuite précipitée et qui était resté à Kragouïevatz sous le prétexte de préserver du pillage les archives du gouvernement et les caisses de l'état, ne tarda pas à se rendre dans le camp des insurgés. Ceux-ci se montraient disposés à le proclamer dictateur.

Les soldats de la garde de Miloch refusèrent de faire feu sur les insurgés, et sur le peuple, qui se déclarait en leur faveur.

A la suite d'un armistice bientôt conclu, tous les partis s'entendirent pour demander la prochaine réunion de la grande skoupchtina.

Sans attendre l'arrivée des députés des provinces, une déclaration signée par tous les knesses présents à Kragouïevatz annonça à la nation servienne que cette assemblée générale était déjà ouverte et allait commencer ses opérations. La presque-unanimité des voix demandait la déposition de Miloch.

Mais le ministre des affaires étrangères, Davidovitch, qui, dans l'intérêt de la paix, continuait à servir avec zèle ce prince ingrat, arriva le 19 janvier au camp national de Kragouïevatz. Il était porteur de plusieurs lettres, dans l'une desquelles l'empereur de Russie annonçait que dans toute circonstance il serait prêt à protéger et à défendre contre la rébellion le pouvoir légitime du prince Miloch. — Une des autres missives

contenait la promesse positive du kniaze servien d'accorder une amnistie entière à tous ceux qui s'étaient déclarés contre lui, et de donner au peuple toutes les libertés civiles demandées par les knesses.

Les promesses de Miloch, et surtout la crainte de l'intervention de la Russie, firent prendre aux chefs du camp national, après quelques hésitations, la résolution de rappeler le prince qu'ils avaient voulu déposséder.

Rentré sans appareil à Kragouïevatz, Miloch se présenta humblement devant les chefs du camp. Voutchich, devenu président de la diète, commença par lui adresser des reproches amers, auxquels le kniaze répondit par des expressions de repentir et par des sanglots.

Les knesses, ayant pris en pitié l'humiliation de leur prince, se contentèrent de lui demander une charte, et déclarèrent qu'ils viendraient la chercher dans le mois de février suivant.

Après leur départ, suivi d'une complète dispersion, tout rentra dans l'ordre accoutumé.

La grande skoupchtina se réunit à Kragouïevatz le 2 février 1835. Étant encore sous l'influence de la crainte que lui avait inspirée l'acte populaire de sa déposition, Miloch reçut avec les plus grands égards les députés de la nation.

Les ayant réunis le lendemain dans une vaste prairie située au dessous de la ville de Kragouïevatz, il leur annonça que, plein d'égards pour le vœu national, il avait fait rédiger sa nouvelle charte, qui avait pour but de faire disparaître tous les abus, et de rendre à la nation la jouissance de ses droits.

Appelé à faire connaître cet acte constitutionnel, dont il était le principal auteur, le ministre Davidovitch fit la lecture des nouvelles dispositions législatives et admi-

nistratives qui devaient servir de base à la conservation des libertés publiques, et régler la marche du gouvernement.

La charte n'entrait pas dans l'explication de la division et de l'action des pouvoirs. La forme actuelle de la constitution n'éprouvait aucune altération. Mais cet acte annonçait quelques corrections dans les codes civil et criminel, de manière que les Serviens, n'ayant plus à craindre l'arbitraire des juges, devaient se trouver exclusivement soumis aux stipulations invariables de la loi écrite.

Le karadge était aboli. Il en était de même des taxes relatives aux mariages, aux usages des moulins, à la fabrication et à la vente des eaux-de-vie, à la cueillette des glands, aux dîmes de l'avoine, du miel, du vin, et pour toutes les corvées.

Dans la fixation des impôts on avait pris pour règle de ne pas dépasser dans leur ensemble la somme de trois thalers ou 16 francs par tête pour chaque demi-année.

La répartition des impôts devait être faite uniquement par les staréchines ou collecteurs nommés par le peuple dans chaque localité. Le kniaze ni ses ministres ne pouvaient plus aliéner les forêts ni les pacages communaux.

La liberté des personnes, l'inviolabilité des propriétés, les droits et les devoirs du prince régnant et de ses agents de toute classe, ceux des citoyens, étaient définis d'une manière précise et garantis dans cet acte fondamental.

Après cette lecture, Miloch s'empressa de jurer de maintenir la nouvelle charte, *comme si c'était*, disait-il, *le saint Evangile*, et de ne permettre à personne d'y faire la moindre altération sans le consentement d'une

assemblée générale de la nation. — Les ministres étaient responsables de tous leurs actes devant cette assemblée générale.

Le serment de défendre la nouvelle charte constitutionnelle fut prêté solennellement devant le métropolite de la Servie. Tous les députés furent invités à signer cet acte. Le prince Miloch, ne sachant pas écrire, se fit remplacer par son frère Ephraïm, qui signa pour lui.

On ne tarda pas à reconnaître dans les premiers actes relatifs à l'accomplissement de la charte la fausseté du caractère de Miloch. Le ministre Davidovitch, principal auteur et rédacteur de cette pièce, tomba bientôt dans une disgrâce complète, et fut persécuté avec acharnement par le kniaze, dont il avait voulu régulariser le pouvoir et museler la tyrannie.

La présidence du conseil des ministres et le portefeuille des affaires étrangères lui furent ôtés. Réduit au rang de simple sénateur, il perdit bientôt cette dernière dignité pour avoir osé reprocher publiquement à Miloch son manque de fidélité et d'obéissance à la charte qu'il avait jurée.

Relégué à Smederevo par ordre de Miloch, cet ancien ministre y languit dans la misère jusqu'à sa mort, qui eut lieu dans le mois d'avril 1838. Estimé par les Serviens, Davidovitch emporta dans la tombe, à l'âge de 48 ans, les regrets de ses concitoyens de toute classe.

Un jeune intrigant nommé Ivanovitch fut choisi par Miloch pour remplacer Davidovitch. — Comme cet ancien ministre avait manifesté, durant sa vie et son administration, des idées libérales, son successeur se montra le partisan zélé d'un régime despotique.

Des lettres signées par Miloch et rédigées par Ivanovitch furent adressées au sultan, ainsi qu'aux empereurs

d'Autriche et de Russie, pour leur représenter que depuis la promulgation de la charte la Servie était devenue un volcan révolutionnaire, et qu'il était dangereux pour ces princes de laisser dans le voisinage de leurs états un tel foyer de désordres.

Craignant la propagation des idées révolutionnaires, les deux empereurs d'Autriche et de Russie ne virent pas dans la charte de Servie une simple répression du pouvoir arbitraire du prince. Ils permirent à celui-ci d'agir librement pour combattre et détruire la nouvelle constitution, quoique tout le peuple servien l'eût reçue avec enthousiasme.

Encouragé par cette autorisation, Miloch regarda la charte comme non avenue, et, malgré les remontrances de Voutchich, il fit parcourir par ses envoyés tous les villages de la Servie, afin de ramasser et de détruire tous les exemplaires imprimés de la nouvelle constitution.

Chassés du ministère et du sénat, les amis de Davidovitch et les partisans des derniers changements constitutionnels avaient été remplacés par des courtisans serviles. — Ayant à redouter la vengeance sanguinaire de Miloch, les ministres et les sénateurs expulsés ne virent pour eux d'autre salut que dans l'émigration en pays étranger.

Rien ne résistait à la volonté de Miloch; la nation servienne était retombée dans l'esclavage. Satisfait de ce résultat, le prince de Metternich envoya à Miloch plusieurs décorations autrichiennes. Mais la Russie se montra plus réservée et plus prudente, et ne donna au kniaze de Servie aucune preuve ostensible de sa satisfaction. La Porte elle-même, ayant égard aux observations de l'ambassadeur russe Boutenief, refusa à Miloch le firman qu'il sollicitait avec instance, et qui devait

l'autoriser à châtier les rebelles de 1835, c'est-à-dire les partisans de la nouvelle charte. La réponse du divan ottoman lui ordonnait, dans un style menaçant, de régner avec plus de justice.

La terreur s'empara alors du prince servien. Abandonné par la Russie, et comptant peu sur l'Autriche, il se tourna du côté de l'Angleterre. Il pria instamment l'ambassadeur britannique à Constantinople d'envoyer un consul anglais pour résider à Belgrade. Le choix tomba sur le colonel Hodges.

Ce nouvel agent de la Grande-Bretagne pensait que, dans leur état actuel, les Serviens ne pouvaient être gouvernés que militairement. Le représentant de l'Angleterre en Turquie, lord Ponsonby, crut devoir profiter des circonstances, et ordonna au colonel Hodges de travailler à conclure avec le gouvernement servien un traité de commerce sur des bases favorables aux intérêts britanniques. Le titre de consul général fut donné au colonel Hodges, afin de faciliter le succès de sa négociation.

Les négociations de Miloch avec l'Angleterre relativement à un traité de commerce déplurent beaucoup à la Russie. Elle lui retira sa protection, et résolut de l'abandonner à la vengeance nationale.

Le prince Dolgorouky fut envoyé, dans le mois d'octobre 1837, à Kragouïevatz, afin de constater les griefs des Serviens contre leur prince. La première entrevue de Miloch avec le prince Dolgorouky fut remplie de reproches amers que l'envoyé de la Russie crut devoir adresser au kniaze servien. Il l'accusait de tyrannie à l'égard de ses compatriotes, et d'ingratitude envers le czar de Moscovie.

Effrayé des discours du prince Dolgorouky, Miloch

eut recours à la flagornerie la plus vile, et protesta publiquement de son dévoûment absolu pour le souverain de la Russie. S'empressant de faire tout ce qui lui était demandé par le cabinet de Saint-Pétersbourg, il promit de gouverner son peuple avec sagesse et modération, conformément aux lois constitutionnelles, et publia un ordre pour amnistier les exilés et tous les émigrés volontaires. Cet acte d'amnistie fut suivi d'un oukase qui déclarait qu'à l'avenir toutes les propriétés seraient inviolables.

Séduit par les attentions obséquieuses de Miloch et se confiant à ses promesses solennelles, Dolgorouky quitta la Servie avec des intentions favorables au chef des Serviens.

Deux légistes nés en Hongrie, mais d'origine servienne, Lazarovitch et Haditch, avaient été appelés par Miloch à Belgrade en février 1837, afin de refondre les codes politique et civil dont l'ex-ministre Davidovitch avait été le rédacteur. Un nouveau statut organique avait été dressé par le ministre actuel Ivanovitch. Ce dernier travail fut approuvé par Lazarovitch, partisan de l'absolutisme; mais son collègue Haditch refusa d'y souscrire et proposa plusieurs amendements.

La commission constituante, dont Ephraïm, frère de Miloch, était le président, se divisa aussitôt en deux partis, dont un voulait le statut organique proposé par Miloch, et dont l'autre soutenait les amendements indiqués par Haditch.

Craignant que ces débats ne nuisissent à la conclusion du traité de commerce projeté entre la Grande-Bretagne et la Servie, le colonel Hodges engagea Miloch à dissoudre la commission constituante et à soumettre à la Sublime-Porte les divers projets de constitution. Des

envois d'argent adressés aux principaux membres du divan ottoman avaient pour but de les rendre favorables aux vues et aux intérêts de Miloch.

Mais le sultan Mahmoud, qui avait une très grande confiance dans Pétronivitch, chef des réfugiés serviens, exigea que cet ancien dignitaire fût du nombre des commissaires qui devaient lui être envoyés. Obligé de se soumettre à cette décision souveraine, Miloch adjoignit son zélé partisan Ivanovitch à cette commission, et choisit pour compléter le nombre des trois commissaires Spasitch, gouverneur de Smederevo, ancien soldat sans éducation et d'une intelligence très médiocre.

Connaissant les dispositions avides des ministres turcs, le peuple servien était inquiet. Une vive fermentation, précurseur de la tempête, irritait les esprits. Mais le prudent Voutchitch retint le peuple par sa puissante influence; son idée était qu'il convenait d'attendre l'issue des conférences de Constantinople.

Ephraïm, qui détestait son frère Miloch et qui espérait lui succéder en cas de déposition, offrit alors ses services personnels aux chefs des mécontents et fut admis parmi eux. Il consentit à signer le 12 novembre 1838 un acte secret, dans lequel tous s'engageaient à unir leurs efforts pour l'expulsion du tyran.

Devenu odieux à la majorité des Serviens et craignant l'issue des conférences portées devant le sultan Mahmoud, Miloch s'abandonna à la terreur. Il parlait déjà de rétablir la charte de Davidovitch.

Dégoûté du caractère irrésolu et des tergiversations du kniaze de la Servie, le consul anglais commença à se tenir à l'écart et résolut de se conduire de manière que sa cause ne fût pas confondue avec celle de ce prince servien.

Quoique surveillé constamment par ses deux collègues, Pétronivitch trouva le moyen d'obtenir plusieurs entretiens secrets avec le sultan Mahmoud. — Estimé par ce monarque et parlant la langue turque avec facilité, il fit percer la vérité aux yeux de ce prince et lui dévoila les intentions et les intrigues de ses deux collègues. Il prouva qu'Ivanovitch avait distribué 100 000 ducats de la part de Miloch parmi les membres du divan, afin de les rendre favorables à la cause de son maître.

Les projets de Miloch furent déjoués; Pétronivitch resta vainqueur.

Ce fut sur ces entrefaites que la France envoya en Servie un agent diplomatique, M. Duclos. Mais, basées sur les liaisons d'alliance et d'amitié qui régnaient alors entre la France et l'Angleterre, les instructions de l'agent français lui ordonnaient de se montrer favorable à Miloch et de s'entendre avec le consul britannique.

Le firman du divan ottoman, en réponse aux demandes de Miloch relativement à la charte de Servie, portait les dispositions suivantes :

1° La dignité de kniaze reste à Miloch et à sa famille conformément au bérat impérial qui a été précédemment accordé.

2° Le kniaze devra diriger avec loyauté l'administration intérieure du pays. La somme de 4000 bourses (1) est désignée pour couvrir chaque année ses dépenses particulières.

3° Le kniaze possédera exclusivement la nomination aux divers emplois de la province, il sera chargé de l'exécution des lois et de l'application des peines pro-

(1) Deux millions de piastres ou 5 à 600 000 francs suivant le change commercial.

noncées par les tribunaux, on lui accorde le droit de faire grâce, il aura le commandement en chef des forts, des postes militaires et des troupes, il dirigera la police du pays, il fixera et prélèvera l'impôt général et les taxes particulières après en avoir déclaré auparavant la quotité aux représentants de la nation.

4° Le kniaze devra choisir pour gouverner la Servie trois ministres, qui, sous ses ordres, dirigeront l'intérieur, les finances et la justice.

5° La chancellerie privée du prince veillera sur les relations de la principauté avec les puissances étrangères et délivrera les passe-ports.

6° Un sénat composé de dix-sept membres constituera la seconde branche de l'autorité suprême. Les sénateurs seront choisis par le kniaze, mais ils devront avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, être Serviens ou naturalisés Serviens et posséder des biens immeubles dans la principauté. Avant d'entrer en fonctions, chacun des sénateurs devra prêter, en présence du métropolite, le serment de ne jamais agir contre les intérêts de la nation servienne, contre les devoirs de sa charge et contre la volonté de l'empereur ottoman. La principale tâche du sénat sera de discuter les intérêts nationaux et d'assister le kniaze dans l'exercice de ses fonctions. Aucun règlement ne pourra être adopté et aucune nouvelle imposition ne sera prélevée sans l'approbation du sénat.

Ce corps aura une action décisive en matière de justice, d'impôt et de législation. Il fixera les appointements de tous les employés et pourra créer de nouveaux emplois, si le besoin s'en fait sentir. Il évaluera les dépenses annuelles de l'administration, et désignera le mode le plus avantageux de répartir et de percevoir les contributions. Le nombre, la solde et le service des

troupes composant la force armée, seront déterminés par le sénat. Ce corps aura le droit d'exiger des ministres un compte annuel et détaillé de leur administration.

Les sénateurs pourront, en corps, proposer au kniaze de la Servie les ordonnances qui leur paraîtront utiles aux intérêts de la principauté, pourvu que ces dispositions législatives ne portent aucune atteinte à la souveraineté de la Sublime-Porte, à qui le pays appartient.

Les membres du sénat recevront des appointements dont la valeur sera fixée par eux de concert avec le kniaze. Aucun d'eux ne pourra être destitué qu'en vertu d'un jugement ratifié par la Sublime-Porte.

Les trois ministres et le directeur de la chancellerie sont de droit sénateurs.

7° Un capi-kiaya, envoyé par les Serviens à Constantinople, résidera en permanence auprès de la Sublime-Porte. Il sera chargé de gérer les affaires de sa nation dans les relations de la Servie avec le divan ottoman. Sa présence et ses opérations devront avoir pour but principal de mettre un parfait accord entre les volontés du sultan et les institutions et immunités de la nation servienne.

Ce firman constitutif avait été soumis à la cour de Russie avant d'être adressé au pacha turc de Belgrade. Le cabinet de Saint-Pétersbourg avait consenti à l'approuver et avait chargé son consul Vachtchenko d'en surveiller l'exécution. Ce consul se trouva présent à Belgrade à l'époque où fut faite la lecture des statuts accordés par la Sublime-Porte. Ces statuts furent dès lors regardés par tous les Serviens comme étant la création de deux monarques étrangers qui avaient agi dans cette affaire importante sans consulter la nation servienne.

On blâmait Miloch d'avoir eu recours à l'intervention étrangère, au lieu de s'entendre en famille avec les députés de la Servie pour l'adoption des lois constitutionnelles de la principauté.

Miloch lui-même était très mécontent de cette constitution, qui le dépouillait d'une grande partie de ses pouvoirs et faisait entrer le sénat dans la participation de ses droits et de son autorité suprême. Retenu par la crainte, il garda le silence, mais il ne manqua pas de dire à ses intimes: « Je ne serais pas Miloch si je souffrais un tel outrage. Patience pour le moment, mais nous verrons par la suite. »

Au lieu d'admettre avec soumission et reconnaissance la nouvelle charte turco-russe, les députés serviens et surtout ceux des montagnes demandèrent à grands cris que cette constitution leur fût soumise. Réunis dans une des églises de Belgrade, ils avaient commencé à en discuter les articles. Les absolutistes ne manquèrent pas de dire à haute voix que c'était soumettre aux délibérations et à la sanction du peuple une charte octroyée par les deux empereurs de Russie et de Turquie, protecteurs de la Servie.

Mais, craignant le mécontentement et la colère de ces deux puissants monarques, les sénateurs et les personnages les plus influents se donnèrent des peines infinies pour calmer les députés, et pour les engager à approuver, au moins tacitement, la charte qui devait mettre un terme à la tyrannie oppressive du prince Miloch. Ces considérations, et la haine presque générale contre le kniaze conservé, firent prendre auxs députés mécontents le parti de quitter Belgrade et de retourner dans leurs foyers. Leur départ et leur silence furent représentés comme un acte d'approbation de la nouvelle charte.

Cependant le statut constitutif ne faisait aucune mention des assemblées générales dites skoupchtinas, comme pouvoir modérateur entre le kniaze et le sénat. Que deviendrait, disait-on, sans elles, la marche de l'administration, si le kniaze, suivant son droit constitutionnel, refusait de souscrire les décisions prises par le sénat.

La skoupchtina était en Servie une institution nationale et antique; elle avait été respectée par ses anciens rois. Elle avait servi comme base fondamentale de l'état sous l'administration de Czerny-George. Miloch lui-même en avait reconnu la légitimité.

L'omission de la skoupchtina dans le statut constitutionnel octroyé par les deux monarques protecteurs avait excité des murmures dans toutes les classes de la nation servienne. Le consul russe Vachtchenko ne manqua pas d'en faire part à sa cour et à la Sublime-Porte. Il fut autorisé par ces deux gouvernements à déclarer au sénat et à faire déclarer par celui-ci au peuple servien que ces deux monarques n'avaient jamais eu l'intention de gêner la liberté de la Servie, et que, si dans les statuts constitutifs la skoupchtina n'avait pas été mentionnée, ces princes avaient pensé que « dans aucun cas une institution aussi utile et aussi antique ne pouvait être abolie ».

Une déclaration du ministre de l'intérieur, George Protetch, annonça aux Serviens que les skoupchtinas étaient conservées, et qu'on convoquerait ces assemblées générales toutes les fois que le sénat le jugerait convenable.

La puissance législative et la puissance exécutrice étaient passées en grande partie entre les mains du sénat. Le choix du chef de ce corps était un acte important. Ephraïm, frère de Miloch, avait un caractère

faible et incertain ; il était regardé par tous les partis comme un homme à peu près nul. Cette nullité fut cause qu'on le choisit pour présider le sénat.

La lutte qu'on devait prévoir ne tarda pas à éclater entre Miloch et les sénateurs serviens.

Le kniaze ne pouvait faire aucun acte de souveraineté sans avoir obtenu l'assentiment du sénat. Mais le sénat ne pouvait publier aucune ordonnance qui eût force de loi sans la signature du kniaze.

Mécontent du sort qui lui avait été réservé, excité par la jalousie, et incapable de se contenir, Miloch abusa dès le commencement d'une manière scandaleuse de son droit de protestation. Le sénat se trouva pour ainsi dire interdit dans son action par cette obstination passionnée et imprudente du chef de l'état.

Le premier acte important du sénat fut de transférer à Belgrade le siége du gouvernement, qui, depuis plusieurs années, avait été établi à Kragouiévatz. — Les habitants de cette petite ville étaient dévoués à Miloch, qu'ils regardaient comme leur bienfaiteur. Cette translation était trop convenable pour être combattue avec succès. Miloch ne crut pas devoir s'y opposer.

Après leur installation à Belgrade, où le kniaze fut contraint de les suivre, les sénateurs, ayant trouvé vides ou à peu près vides les caisses du trésor public, demandèrent des comptes à Miloch, et le rendirent responsable du déficit.

La réponse du kniaze fut assez singulière. Il dit qu'ayant exercé en Servie un pouvoir absolu avant la dernière constitution, il avait été le représentant du peuple, et non son délégué, et qu'à ce titre il ne pouvait pas être accusé de concussion.

Les sénateurs répondirent qu'une usurpation non

sanctionnée par les libres suffrages du peuple ne pouvait pas donner légalement à Miloch le titre et les pouvoirs d'un maître absolu, et le constituer l'unique représentant de la nation. Ils insistèrent sur la proposition d'enquête.

Effrayé par ces menaces, et ne voulant pas rendre l'argent et les propriétés nationales qu'il s'était appropriées, Miloch en fit des ventes secrètes à plusieurs de ses amis. Mais ces ventes furent déclarées nulles par une décision du sénat.

Ce fut alors que Miloch rompit ouvertement avec les sénateurs, qu'il accusa d'être en état de rébellion contre leur prince et contre le statut constitutionnel octroyé par les deux empereurs. Ne voulant pas, disait-il, être prisonnier du sénat, il quitta le territoire servien, et alla se réfugier à Semlin.

La lutte paraissait devoir se terminer par une déclaration du sénat qui aurait prononcé la déchéance de Miloch et celle de la dynastie des Obrénovitch. La Servie allait tomber dans une anarchie complète. Les deux cours protectrices se seraient-elles déclarées en faveur du kniaze ou en faveur du sénat? Leur intervention directe par la force des armes aurait été une grande calamité pour la Servie.

La crainte de pareils malheurs disposa plusieurs des principaux personnages à aller trouver Miloch à Semlin, pour l'engager à retourner à Belgrade. Le consul russe, qui, d'après les instructions de sa cour, ne voulait pas que la question de la Servie devînt une cause de conflagration en Europe, fit une démarche semblable, se rendit à Semlin, et parvint, par ses sages représentations et ses promesses, à ramener Miloch à Belgrade.

Dans ses premiers mouvements de terreur, après son

arrivée à Semlin, Miloch avait prié l'empereur Nicolas de lui accorder un asyle en Russie. Le czar, satisfait de cette marque de confiance, l'avait autorisé à venir à Saint-Pétersbourg.

Mais, entraîné par sa duplicité naturelle et manquant de jugement, Miloch avait cru devoir adresser à la même époque une demande semblable à la cour de Vienne. Cette demande ne pouvait pas manquer de déplaire à l'empereur de Russie, qui, ayant accordé, de concert avec la Sublime-Porte, la nouvelle charte constitutionnelle, devait voir d'un œil jaloux l'intervention de l'Autriche.

Le sénat servien, vu alors d'un bon œil par la cour de Saint-Pétersbourg, crut ne devoir avoir aucun ménagement pour l'ancien tyran qui, ayant usurpé le pouvoir suprême, en avait abusé pour dépouiller la nation et ruiner les principales familles de la principauté. Il renouvela ses instances pour que Miloch rendît compte de sa gestion des deniers publics depuis dix ans, restituât les biens confisqués et réparât tous les dommages causés par lui-même ou par ses intendants aux particuliers.

Ces instances devaient inévitablement pousser à bout un tel prince, dont l'avarice égalait la tyrannie. Irrité contre le sénat, qui lui demandait la restitution de plusieurs millions, et mécontent de la charte, qui avait restreint considérablement ses pouvoirs, Miloch eut l'imprudence de rejeter le joug et prononça l'abolition des nouveaux statuts constitutionnels.

Son frère Yovan fut envoyé par lui dans les montagnes de Rudnik pour en soulever les paysans. Les troupes régulières furent invitées à venir délivrer leur an-

cien chef des entraves qui lui avaient été imposées par le sénat.

Les soldats et les sous-officiers des troupes régulières se déclarèrent pour Miloch. Mais la plupart des officiers restèrent fidèles à leurs devoirs.

Après s'être réunis aux garnisons des places voisines, les rebelles marchèrent ensemble sur Belgrade, en criant : *A bas la charte! Vive le prince absolu!*

Surpris de la nouvelle de cette révolte, les sénateurs entourèrent Miloch et l'obligèrent à se rendre avec eux dans la citadelle auprès du pacha turc. Interpellé par eux en présence de ce visir et du consul russe, Miloch protesta de son innocence. On l'obligea à en donner des preuves en envoyant auprès des rebelles deux de ses aides de camp avec une lettre dans laquelle il ordonnait aux chefs des troupes révoltées de retourner immédiatement dans leurs garnisons respectives.

Mais, avertis par des agents secrets, les rebelles n'eurent aucun égard aux injonctions écrites du généralissime. S'étant donné pour chef un sous-officier nommé Taditch, ils continuèrent leur marche vers Belgrade.

Dans ces moments dangereux, le sénat prit un parti sage et énergique. Ce fut de suspendre l'autorité de Miloch et de nommer un dictateur pour commander les troupes pendant la durée de l'insurrection. Voutchich fut honoré de ce choix. Il avait déjà rempli en 1835 des fonctions semblables, lorsque le peuple l'eut investi du titre et du pouvoir de dictateur.

Un appel adressé à tous les Serviens amis de leur patrie réunit bientôt auprès de Voutchich un corps de 15 000 volontaires. Les troupes rebelles, cernées de tou-

tes parts, furent réduites à se rendre prisonnières et à remettre leur sort à la décision du sénat.

Cédant au cri général, les sénateurs consentirent à la convocation de la skoupchtina. Réunie dans une plaine voisine de Belgrade, cette assemblée nationale était appelée à juger son prince parjure.

Sur l'observation que Miloch ne pouvait être jugé que par l'empereur de Russie et par le sultan Mahmoud, qui l'avaient constitué prince de Servie, le peuple s'emporta, et déclara que, si la compétence de la skoupchtina était déclinée, chaque Servien aurait le droit de prendre une pierre pour aller lapider le tyran.

« Ce n'est pas ainsi, répondirent Voutchich et l'évêque d'Ousizza, qu'un peuple libre doit exercer la justice ; attendez qu'une enquête judiciaire soit faite, et alors vous serez appelés pour décider cette question importante. »

Lorsque l'instruction fut achevée, les membres de la skoupchtina se réunirent en plein champ sous des platanes, près de Belgrade. Voutchich, qui était devenu simple citoyen après avoir abdiqué la dictature, fut élu président de l'assemblée.

La première séance commença par un discours du métropolite Péters, qui annonça qu'accablé de chagrins, par suite des terribles accusations dirigées contre lui, le kniaze avait résolu d'abdiquer, et de se retirer dans ses biens de Valachie pour le reste de ses jours.

Cette déclaration inattendue excita un murmure général. « Miloch emporterait donc en pays étranger, dirent plusieurs orateurs, le fruit de vingt ans de rapines et de meurtres commis par lui, et laisserait dans la misère la Servie et les familles qu'il a dépouillées. Il faut qu'après s'être avoué coupable et digne d'exil, il resti-

tue au trésor national et aux personnes ruinées par son avidité insatiable l'or de ses concussions (1). »

La reddition des comptes depuis que Miloch exerçait l'autorité suprême, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans, était regardée comme impossible, à cause des révolutions et des troubles qui avaient fait disparaître une grande partie de la comptabilité. Sur les représentations de Voutchich, qui parvint par ses discours modérés et par son adresse à calmer la fureur générale, l'assemblée décida que Miloch rendrait ses comptes à dater du jour où il avait juré, en 1835, la charte de la Servie.

La skoupchtina rassemblée à Belgrade avait besoin d'agir avec beaucoup de prudence et de modération, car elle avait à craindre, d'un côté, l'explosion et les désordres de l'anarchie, et, de l'autre, l'intervention et la vengeance des souverains de la Russie et de l'empire ottoman, qui avaient reconnu et installé Miloch.

Les chefs de l'assemblée générale apprécièrent ce double danger. Travaillant avec sagesse à calmer et à contenir la masse nombreuse des représentants de la nation servienne, ils s'efforcèrent de donner à leurs délibérations une direction convenable au repos public et aux intérêts nationaux.

Leur première démarche pour calmer l'irritation populaire fut de mettre Miloch aux arrêts, et de faire entendre par cette arrestation qu'il ne tarderait pas à être soumis à un jugement solennel.

Mais, en qualité de prince souverain nommé par la Porte et par la Russie, Miloch devait être traité avec des

(1) On assurait que dans cette province si pauvre Miloch avait trouvé le moyen d'obtenir la somme énorme de 7 à 8 millions de francs de numéraire qu'il avait placés dans plusieurs des grandes banques de l'Europe.

ménagements. Les deux cours protectrices auraient vu probablement avec un grand mécontentement un jugement qui aurait prononcé contre lui un châtiment corporel ou la dégradation.

Dans une réunion de ces chefs dont Voutchich était l'homme le plus influent, il fut décidé qu'on ferait évader Miloch. Les conseils du consul de Russie, et les larmes de la princesse Loubitsa, épouse de Miloch, eurent une grande part à cette résolution. En lui permettant de fuir on n'exigeait de lui aucune restitution. Quelle généreuse condescendance ! !

Afin d'éviter tous les inconvénients et les réclamations qui pouvaient naître plus tard d'un départ furtif, on invita Miloch à donner son abdication.

Fortement impressionné par la crainte de la fureur du peuple, Miloch se soumit à l'instant à cette invitation. Le lendemain matin, à dix heures, il remit à une députation de la diète l'acte de sa démission, ainsi conçu :

« Au sénat, aux différentes autorités, au clergé et à toute la nation servienne, je déclare que, ma santé, détruite par mes travaux et mes soucis, ne me permettant plus de continuer à consacrer mes soins au gouvernement de mon pays, j'ai résolu de me décharger volontairement de ma dignité de kniaze et des devoirs qui y sont attachés. C'est pourquoi j'abdique aujourd'hui solennellement, et pour toujours, en faveur de mon fils Milan, qui est mon héritier et mon successeur d'après les termes du katty-chérif concédé à la nation et du bérat octroyé à ma personne par le très clément sultan. Je quitte la Servie à jamais, et n'emporte dans mon cœur qu'une seule consolation, celle de laisser ma patrie libre,

calme, unie et prospère, à l'ombre d'une puissante protection.

» Ne sachant pas signer, j'ai fait écrire par mon plus jeune fils Michel mes nom et prénom dans cet acte, et j'y ai fait apposer mon sceau, afin de prouver qu'il émane de mon libre et plein consentement.

» *Donné à Belgrade*, 1er *juin* 1839.

» MILOCH-OBRÉNOVITCH,

» Kniaze des Serviens. »

Cette abdication était accompagnée d'un autre acte par lequel Miloch cédait le pouvoir à son fils Milan, en lui donnant de sages conseils qu'il s'était bien gardé de suivre lui-même pendant son règne.

Ces deux pièces furent lues à la diète, qui, enchantée d'être délivrée de la personne de Miloch, les approuva, sans manquer toutefois de témoigner sa répugnance de devoir céder à des considérations politiques, et de contrarier la volonté générale en laissant librement partir sans exiger de restitution l'homme qui, pendant vingt ans, avait tyrannisé et pillé la Servie.

L'ordre fut intimé à Miloch par la diète de quitter dès le lendemain le sol de la Servie. Des dispositions furent prises pour l'empêcher de se détourner de sa route vers la Valachie, et de se sauver de nouveau dans les états d'Autriche. On craignait les intrigues du cabinet de Vienne si Miloch se jetait entre les bras de cette puissance, et si, en lui confiant sa personne, il réclamait son assistance.

L'exemple de la conduite de Miloch et de sa chute

prouve combien il est dangereux pour une nation de se donner pour chef un homme sans éducation, sans lumières, sans principes d'honneur et de probité, et n'ayant pour tout mérite personnel qu'une grande valeur alimentée par l'ambition et l'avarice.

La révolte qui suivit la publication du statut turco-russe, et qui, excitée par Miloch, finit par produire sa chute et son expulsion, est une nouvelle preuve que, lorsque de grands changements ont été opérés dans les institutions d'un pays, et ont eu pour résultat de diminuer l'autorité du prince, il est extrêmement imprudent de laisser à celui-ci l'exercice du pouvoir. — L'histoire nous apprend que, dans de pareilles circonstances, tous les serments sont oubliés, et que le prince dont l'autorité a été constitutionnellement affaiblie ne manque presque jamais de faire des tentatives pour reprendre, dans toute sa plénitude, son ancien pouvoir, que son orgueil, son intérêt et ses courtisans, le disposent à regarder comme un droit inaliénable.

Miloch, qui s'était retiré en Valachie avec une fortune immense que son active avidité avait su arracher à une nation pauvre et malheureuse, aurait dû rester tranquille, tant pour le repos de sa dynastie que par reconnaissance pour la longanimité généreuse du peuple servien. Mais ses tentatives nombreuses pour ressaisir le pouvoir n'ont eu d'autre effet que de dégoûter de plus en plus les Serviens du gouvernement des Obrénovitch.

Milan, dont la constitution physique était très faible, s'était vu bientôt obligé d'abandonner les rênes du gouvernement, au grand regret de ses compatriotes. Mais Michel, son frère et son successeur, ayant été depuis sa première enfance en contact presque continuel avec son père Miloch, n'avait guère pu éviter d'être pénétré des

mêmes principes politiques et administratifs. — Il n'a rien fait pour adoucir l'irritation des nombreuses victimes de son père ni pour soulager leur infortune.

Moins disposé que son père à se procurer des amis par des libéralités généreuses, il n'a pas su capter par des dons l'affection intéressée des principaux personnages de la Servie, ni s'assurer des dispositions bienveillantes des ministres de la Porte.

Etant d'un caractère timide, faible et irrésolu, il resta sous l'influence de sa mère, Loubitza, princesse ambitieuse et hautaine, qui n'avait pas accompagné Miloch dans son exil.

La population guerrière de la Servie vit avec indignation la domination d'une femme de ce caractère, qui, semblable à son mari, travaillait sans cesse à entraver la marche et les prétentions du sénat.

Ennemie jurée des Turcs, la princesse Loubitza avait travaillé activement en 1841 à soulever les rayas de la Bulgarie contre eux et avait donné à la Porte dans toutes les occasions des preuves nombreuses de sa profonde aversion. Méprisant les ministres du divan ottoman, elle avait engagé son fils à ne leur témoigner aucune déférence, et à ne leur faire aucun présent aux fêtes solennelles, suivant les usages orientaux.

Tels ont été les motifs de la dernière révolution qui, commencée et dirigée par les principaux personnages de la Servie et appuyée par la Sublime-Porte, a eu pour résultat l'expulsion du kniaze Michel et de la famille Obrénovitch, et son remplacement par un descendant de Czerny-George, premier fondateur de la liberté servienne.

Ce changement a été approuvé et reconnu par l'Angleterre et la France. La cour de Vienne, toujours

réservée et prudente dans sa politique extérieure, hésita long-temps à faire connaître d'une manière précise ses intentions définitives. Mais l'empereur de Russie, qui n'avait pu voir sans mécontentement une révolution faite sans sa participation et malgré ses conseils, a montré beaucoup d'éloignement à approuver la déposition violente de Michel, l'expulsion de la dynastie Obrénovitch, à l'installation de laquelle il avait coopéré avec la Sublime-Porte, et le choix d'un nouveau kniase de Servie.

Alexandre Georgiovitch, le nouveau kniase, s'est trouvé par conséquent dans une position très précaire; il avait un parti puissant à combattre et il ne possédait pas les ressources pécuniaires de la famille Obrénovitch. Il était probable que, par suite du mécontentement de la Russie, il ne tarderait pas à être renversé du trône; mais le caractère incorrigible des Obrénovitch et la volonté bien prononcée des Serviens ont disposé le cabinet russe à condescendre au vœu national, en exigeant toutefois une nouvelle élection.

Alexandre Georgiovitch est actuellement le prince légal de la Servie, puisque, choisi par la nation servienne, il a été approuvé par la Sublime-Porte et reconnu par l'empereur de Russie.

La constitution turco-russe, qui continue à régir la Servie, porte avec elle des germes de rivalité et de divisions entre le kniase et le sénat; il est probable qu'elle occasionnera de nouvelles luttes qui entraîneront de nouveaux changements.

La liberté d'élection qui avait été laissée aux Serviens pour le choix primitif du prince destiné à les gouverner est regardée par beaucoup de sages observateurs comme une faute politique. La Grèce a été livrée pendant et

après son insurrection contre la Sublime-Porte aux divisions intestines, et quelquefois aux horreurs de l'anarchie, tant qu'elle a joui de la faculté de nommer ses chefs. Ceux-ci, nés dans le pays, excitaient par leur élévation la haine et la jalousie de leurs puissants et nombreux rivaux. Les Grecs n'ont connu le calme intérieur et le repos que depuis qu'un prince étranger au pays par sa naissance et son éducation leur a été désigné par les grandes puissances européennes pour occuper le trône de ce nouveau royaume, et a pu, étant parvenu à sa majorité, tenir et diriger lui-même les rênes du pouvoir.

La Servie, principauté administrativement indépendante, est une puissance encore bien faible sous les rapports de ses revenus publics et du nombre de ses troupes.

Les sommes produites par les impôts réguliers et versées dans les caisses nationales s'élèvent à peine, en totalité, à 20 millions de piastres turques, ou à 5 ou 6 millions de francs. Le tribut actuel payable annuellement à la Sublime-Porte monte à 2 300 000 piastres, et équivaut à 575 000 francs.

Son armée permanente, disciplinée à l'européenne, est d'environ 3000 hommes. La cavalerie servienne est bonne, à cause de la force, de l'ardeur et de la docilité des chevaux des montagnes de cette principauté. L'artillerie est imparfaitement organisée.

Les milices de cette principauté fourniraient aisément, en temps de guerre, 60 000 hommes braves et bien armés. Sans quitter leurs villages, les jeunes gens de la Servie sont obligés de faire une fois chaque semaine les exercices militaires. — Appelés au service et à la défense de l'état, les miliciens choisissent et proposent

eux-mêmes les capitaines et les officiers subalternes qui doivent les commander.

Les relations politiques qui existent entre la Turquie et la Servie procurent aux Serviens l'avantage d'écouler facilement leurs produits dans toute l'étendue de l'empire ottoman. Cette faveur est d'autant plus remarquable que les marchandises venues de Turquie sont soumises à payer à la frontière servienne un droit égal à celui que paient les marchandises d'Europe à leur arrivée dans les ports et sur les confins des états ottomans. Il est donc de l'intérêt de la Servie d'avoir les plus grands ménagements pour le gouvernement turc, qui la protége utilement et favorise ses relations commerciales.

CHAPITRE XV.

ALI, PACHA DE JANINA.

L'histoire de l'empire ottoman depuis l'établissement des Osmanlis en Europe nous présente plusieurs rébellions des pachas contre l'autorité souveraine du Grand-Seigneur. Ayant dans la province qu'ils gouvernaient les pouvoirs presque illimités du souverain, dont ils étaient l'image, étant chargés de la perception des impôts, exerçant la justice criminelle, pouvant seuls appliquer la peine de mort, organisant et soldant des corps militaires exclusivement attachés à leur personne, les pachas avaient entre leurs mains, surtout dans les grandes provinces, les moyens de devenir indépendants. Mais il leur fallait des soldats dévoués pour oser secouer

le joug, et ils ne pouvaient en réunir un grand nombre sans avoir acquis des richesses.

La sage mesure adoptée par le divan de Constantinople, depuis la formation de cet empire, de changer chaque année les pachas des provinces ou de les confirmer pour un an dans l'exercice de leurs fonctions, n'avàit pas donné le temps à la plupart de ces gouverneurs d'acquérir assez d'argent pour lever et entretenir des corps militaires. Les janissaires, tant que cette milice avait conservé son ancienne discipline et ses institutions primitives, avaient été une entrave à l'agrandissement des pachas, parce que, indépendants de ceux-ci et payés par le trésor de l'empire, ils rendaient compte de tout à leur chef supérieur, placé auprès du divan de Constantinople.

Mais, protégés par des ministres qu'ils avaient séduits par la voie de l'or, prétextant la nécessité d'étouffer quelques troubles locaux que souvent ils avaient excités eux-mêmes, et employant les mêmes moyens corrupteurs à l'égard des janissaires de la province, les pachas parvenaient assez souvent à former des corps armés qui ne connaissaient d'autre volonté que la leur.

Utiles d'abord à la Porte, dont leurs troupes particulières grossissaient la force, ils étaient chéris et souvent récompensés par l'accroissement territorial de leur gouvernement. Mais, devenus avides, insolents et prétentieux, en raison de l'accroissement de leurs richesses et de leur puissance, ils ne tardaient pas à se mettre en opposition avec la Porte, et finissaient par la combattre.

Les rébellions des pachas contre l'autorité du Grand-Seigneur ont été plus fréquentes et plus redoutables

durant le 18e siècle que dans les siècles précédents, parce que les sultans, devenus plus faibles, ne jouissaient plus de la haute considération qu'ils possédaient autrefois, que les ministres ne voyaient dans leurs fonctions temporaires que les moyens de s'enrichir, et que les janissaires, également faciles à séduire, n'avaient plus cette force d'ensemble et de patriotisme ardent qui, en centralisant le pouvoir à Constantinople, avait été une des principales causes de la grandeur et de la conservation de l'empire turc.

Dgezzar-Pacha, Passavan-Oglou, Tersenik-Oglou, Molla-Pacha, et plusieurs autres gouverneurs, ont osé, durant le dernier siècle, agir, dans plusieurs occasions, contre les volontés du divan de Constantinople, et quelquefois lever contre lui l'étendard de la révolte. Tous ont fini par succomber. Mais les pachas les plus redoutables ont été, dans ces derniers temps, Ali, pacha de Janina, et Méhémet-Ali, pacha d'Egypte.

Nous présenterons d'abord l'histoire et l'origine de l'agrandissement du pouvoir d'Ali-Pacha, de sa longue lutte contre la Sublime-Porte et de sa fin tragique, d'autant plus que la guerre soutenue par ce pacha a été une des principales causes de l'insurrection des Grecs et un appui utile pour eux dans les premières années, extrêmement difficiles, de ce grand mouvement insurrectionnel.

Ali, né à Tébélen, dans la Haute-Épire, appartenait à une des principales familles de l'Albanie. Mouctar, son grand-père, avait été employé comme baïractar ou porte-drapeau dans l'expédition que les Turcs entreprirent contre l'île de Corfou dans le commencement du 18e siècle. Tombé entre les mains du maréchal de Schullem-

bourg, qui commandait les troupes vénitiennes, Mouctar fut pendu par ordre de ce général rigoureux et inflexible.

Vély-Bey, fils de Mouctar, a été le père d'Ali. Persécuté par ses frères, Vély fut obligé de sortir de l'Épire et d'exercer pendant quelques années le métier de voleur de grand chemin.

Enrichi par ses brigandages et se trouvant à la tête d'hommes audacieux, Vély reparut à Tébélen et fit périr ses frères par les flammes dans une maison où ils s'étaient réfugiés. Devenu, par l'héritage de ses victimes et par ses vols nombreux, le plus riche aga de Tébélen, Vély épousa Khamco, fille du bey de Conizza. Ali et sa sœur Chaïnitza furent les fruits de ce mariage.

Né avec un caractère pétulant et ayant une activité infatigable, Ali, dans sa première jeunesse, n'avait pas de plus grand plaisir que de courir les montagnes et d'errer au milieu des neiges et des forêts. Ce fut avec difficulté qu'il apprit à lire et à écrire. Sa mère Khamco pouvait seule le maîtriser. Elle a conservé jusqu'au jour de sa mort son influence sur Ali.

Altière et ambitieuse, Khamco, devenue veuve, chercha querelle à tous ses voisins. Elle organisa à son service une troupe d'hommes dissolus, porta partout le ravage et acquit beaucoup de richesses. Mais, tombée dans une embuscade, elle fut prise par les Kardjkiotes avec ses enfants Ali et Chaïnitza, et resta dans la captivité jusqu'à ce qu'un Grec d'Argyro-Castron consentit à payer sa rançon.

Rendue à la liberté, Khamco devint moins hardie et moins entreprenante. Concentrant sur son fils toute son affection, elle s'occupa de façonner suivant ses idées l'esprit et le cœur d'Ali. Elle ne cessait de lui répéter ces

maximes généralement répandues parmi les Albanais, « que les biens et les richesses doivent appartenir à ceux qui sont les plus courageux et les plus forts, et que le succès légitime tout ».

Trois pachas, ceux de Janina, de Delvino et de Paramythia, gouvernaient alors l'Épire. Courd-Pacha, qu'on disait descendre du fameux Scanderbek, commandait dans la Moyenne et la Basse-Albanie. Les schypétars et les armatolis étaient sous ses ordres.

Les schypétars sont des guerriers mahométans dont la guerre est presque la seule profession. Les armatolis sont des guerriers chrétiens qui, d'après leurs premières institutions, sont spécialement chargés de la police du pays. Ils servent à contenir les schypétars mahométans.

Ali commença comme son père Vély. Quelques rapines et les économies de sa mère l'avaient mis en état de solder un corps d'aventuriers avec lequel il résolut d'attaquer et de piller la bourgade chrétienne de Cormovo. Mais cette entreprise n'eut aucun succès. Revenu précipitamment à Tébélen, Ali, qui avait manqué de courage dans l'attaque, fut mal accueilli par sa mère, qui lui offrit une quenouille en signe de mépris.

Voulant effacer sa honte et se rendre digne de l'estime de sa mère, Ali passa, avec 30 palicares dont il était le boulouk-bachy, dans l'île de Négrépont et dans la Thessalie. A l'exemple de son père, il se mit à guerroyer sur les grands chemins.

Enrichi par le pillage, Ali rentra à Tébélen, où, tendrement accueilli par sa mère, il obtint la considération générale. Ce succès l'encouragea de plus en plus à se livrer à la vie nomade des brigands qui infestent les routes. Mais ses excès de tout genre devinrent si grands, que Courd-Pacha se vit obligé d'envoyer des troupes

nombreuses pour le combattre. Fait prisonnier, il fut conduit à Bérat avec tous ses compagnons d'armes. Ces derniers furent immédiatement pendus. Ali devait subir le même sort; mais Courd-Pacha l'épargna, parce que des liens de parenté l'attachaient à Khamco.

Cédant aux supplications continuelles de cette mère affligée, Courd-Pacha lui rendit son fils en lui déclarant qu'il le ferait périr dans les plus affreux supplices s'il recommençait ses brigandages.

Effrayé par la captivité qu'il venait de subir et par les menaces de Courd-Pacha, Ali changea de conduite. Ses relations affectueuses et serviables avec les autres beys du pays lui acquirent leur reconnaissance et leur estime.

Ce fut alors qu'étant arrivé à l'âge d'être marié, il obtint la main de la belle et vertueuse Éminé, fille de Capelan, pacha de Delvino.

Capelan-Pacha, beau-père d'Ali, était un homme ambitieux qui avait conçu le projet de se rendre indépendant de la Porte; il avait communiqué ses intentions à Ali, dont il espérait tirer un utile parti.

Mais, en faisant semblant de favoriser les projets de son beau-père, Ali jouait le rôle perfide de dénonciateur et faisait connaître toutes les démarches criminelles de Capelan aux ministres de la Porte et au roumily-valicy ou gouverneur général des provinces de la Turquie d'Europe.

Appelé à Monastir, résidence habituelle des roumily-valy-cys, Capelan-Pacha eut l'imprudence de s'y rendre, et fut à l'instant décapité, par suite d'un firman impérial qui le condamnait à mort.

Ali espérait que, pour le récompenser de sa trahison, on lui donnerait le commandement militaire et la succession de son beau-père. Mais le sandgiakat de Conizza

fut confié à Ali, bey d'Argyro-Castron. Les biens avec l'argent de Capelan furent dévolus au fisc impérial.

Une rivalité dangereuse allait s'établir entre les deux familles puissantes d'Ali, bey d'Argyro-Castron, et d'Ali de Tébélen. Mais Khamco, fine et adroite, conjura l'orage, et parvint à faire épouser sa fille Chaïnitza par le bey d'Argyro-Castron.

Courd-Pacha mourut dans ces circonstances. Ali de Tébélen, quoique déjà marié à Eminé, avait espéré pouvoir obtenir pour seconde femme la fille unique de ce puissant seigneur; mais cette jeune personne avait été promise par son père à Ibrahïm, bey d'Avlona.

Trompé de nouveau dans son attente, Ali de Tébélen jura une haine éternelle à Ibrahïm d'Avlona, devenu pacha de la Moyenne-Albanie comme successeur de son beau-père.

Ali nourrissait dans son cœur une haine sourde contre son beau-frère d'Argyro-Castron. — Il avait engagé plusieurs fois sa sœur Chaïnitza à empoisonner son mari; mais cette jeune femme, qui aimait son époux et avait déjà eu deux enfants de lui, repoussa les propositions de son frère, en évitant soigneusement de dévoiler cet horrible secret.

Ne pouvant pas gagner sa sœur, Ali feignit de se repentir, et cacha ses intentions sous les dehors des prévenances les plus affectueuses pour son beau-frère; il avait déjà séduit le propre frère du pacha. — Ce monstre, nommé Soliman, avait consenti à se rendre coupable de fratricide sous la condition qu'il épouserait Chaïnitza et recevrait tout l'héritage de sa maison.

Le pacha fut tué par son frère d'un coup de pistolet en présence d'Ali de Tébélen, et Chaïnitza consentit à épouser l'assassin de son époux.

Ali fut encore trompé dans ses espérances. — La Porte donna à Sélim, bey de Coka, l'investiture du sandgiakat de Delvino.

Ali aurait dû devenir aux yeux de tout le monde un objet d'horreur et de mépris. — Mais dans la population albanaise les crimes les plus éclatants, au lieu d'exciter des sentiments d'horreur, sont souvent vus avec admiration.

Le nouveau pacha de Delvino aurait dû se tenir en garde contre l'astucieux Ali de Tébélen; mais, généreux et confiant, Sélim s'attacha à cet homme, dont les manières étaient séduisantes.

Mécontente des Grecs, qui d'après les conseils des Russes s'étaient insurgés en 1770 contre l'autorité du Grand-Seigneur, la Porte avait pris à leur égard des mesures sanguinaires qui avaient obligé plus de 100 mille chrétiens à chercher un refuge à Corfou et dans les autres villes ioniennes. Sélim-Pacha montra de la compassion pour ces malheureux et en sauva un grand nombre.

Mais sa conduite fut représentée au divan de Constantinople par le perfide Ali comme un acte de désobéissance et de trahison; un firman de mort contre le vertueux pacha fut adressé à son dénonciateur, qui fut chargé de le mettre lui-même à exécution.

Attiré dans un endroit écarté, Sélim-Pacha fut poignardé en présence d'Ali par des assassins apostés.

Les gardes du pacha accoururent pour punir les meurtriers; mais la vue du firman impérial, qu'Ali déploya aussitôt à leurs yeux, les fit reculer d'effroi. Les biens de Sélim furent confisqués, et sa tête, embaumée, fut envoyée à Constantinople pour être exposée, suivant l'usage, à une des grandes portes extérieures du sérail.

Après la mort de Sélim-Pacha, Ali de Tébélen n'obtint pas le sandgiakat de Delvino, qu'il convoitait depuis long-temps ; mais il reçut à la place celui de Thessalie, avec le titre de dervend-pacha ou grand-prévôt des routes.

Autorisé à lever un corps de 4000 Albanais pour nettoyer la vallée du Pénée de tous les voleurs qui l'infestaient, Ali remplit sa mission avec zèle, intelligence et succès ; il parvint à purger complétement des voleurs la province dont le gouvernement lui avait été confié.

Quelques mots sur l'insurrection des Grecs contre la Sublime-Porte en 1770 peuvent trouver ici leur place.

C'était pour faire une simple diversion en faveur des armées russes du Danube qu'Alexis Orloff et son frère Théodore avaient travaillé à exciter une insurrection parmi les Grecs du midi de la Turquie, et ils y étaient parvenus par les adroites intrigues de leurs émissaires Tamara et Papadapoulo.

Les Grecs qui se mirent à la tête du mouvement étaient Yanaky-Mavromicalis, bey de Maïna (1), et Benaki, un des primats de Calamata. Ayant reçu quelques avis sur ce complot, les Turcs eux-mêmes avaient hâté l'explosion en massacrant plusieurs marchands lacédémoniens qui se rendaient paisiblement à la foire de Patras. Le cri de vengeance retentit aussitôt dans toute la Morée. Les Maïnotes furieux se portèrent sur la ville de Mistra et firent main basse sur tous les musulmans qui s'y trouvaient.

La flotte russe, entrée au mois d'août 1770 dans la baie d'Etylos, fut accueillie avec transport par les Grecs. Le prince russe Dolgorouki parvint à se rendre maître

(1) Les Provençaux disent le Magne.

par surprise de la forteresse de Navarin, et commença le siége de Modon.

Mais, au lieu des forces imposantes qu'ils attendaient, les Grecs ne virent descendre à terre dans la baie d'Etylos que 1100 soldats russes et 2000 fusils. — Compromis par le massacre des musulmans de Mistra et ne pouvant plus reculer, les Grecs, conduits par les Maïnotes et n'ayant pour auxiliaires qu'une compagnie de grenadiers russes, osèrent marcher sur Tripolitza.

Toutefois ce mouvement offensif s'arrêta et se transforma en une retraite précipitée aussitôt qu'on eut appris que 20 000 schypétars mahométans venaient de passer l'isthme de Corinthe et de pénétrer dans la Morée.

Alexis Orloff se hâta de quitter la rade d'Etylos après une vive altercation avec Yanaki Mavromicalis. Dolgorouki leva en hâte le siége de Modon et laissa 40 pièces de canon devant cette place; évacuant aussitôt après la forteresse de Navarin, il abandonna dans l'île de Sphacterie une foule de Grecs qui y avaient cherché un refuge. — Aucun de ces malheureux n'échappa au fer des Turcs.

Livrée aux musulmans, la population chrétienne de la Morée éprouva tous les maux que la vengeance animée par le fanatisme religieux pouvait faire sentir aux vaincus. On assure que plus des deux cinquièmes des habitants chrétiens de cette péninsule périrent dans ces funestes circonstances.

Les Maïnotes seuls, retirés sur le Taygète avec leur chef Yanaki Mavromicalis, surent défendre leurs rochers et réussirent dans toutes les attaques à repouser leurs nombreux adversaires.

La bataille navale de Tchesmé, dans laquelle les vaisseaux moscovites parvinrent à incendier et à détruire

par des brûlots la flotte ottomane, qui s'était embossée sans ordre et sans précaution dans cette rade ouverte, répara en partie aux yeux de l'Europe la honte dont les Russes s'étaient couverts en Morée.

La Porte avait trouvé beaucoup de facilités à réunir un corps de 20 000 schypétars albanais en leur offrant pour perspective le pillage de la Morée. Mais lorsque, après le départ des Russes, elle intima à ces brigands l'ordre de quitter cette péninsule et de rentrer dans leurs montagnes, ils refusèrent d'obéir, à moins qu'on ne leur payât toute leur solde arriérée.

Ne pouvant rien obtenir des agents de la Porte, les schypétars albanais résolurent de se payer par leurs propres mains en pillant le pays. Ceux qui quittèrent la Morée traînaient à leur suite, comme esclaves, une foule de chrétiens qu'ils avaient ramassés dans les villages. Ceux qui s'obstinèrent à rester dans cette presqu'île s'emparèrent d'abord des meubles, des maisons et des terres des chrétiens. Ils commirent ensuite les mêmes violences contre les musulmans, quand ils ne trouvèrent plus de Grecs à opprimer.

Ces crimes continuèrent pendant neuf ans, et restèrent constamment impunis. Les populations musulmane et chrétienne de la Morée fuyaient de toutes parts, la péninsule allait devenir un désert, lorsque la Porte se décida à envoyer contre ces dévastateurs, qui ne connaissaient plus aucun frein, le célèbre Hassan, capitan-pacha, qui s'était distingué par sa bravoure personnelle au combat naval de Tchesmé.

Hassan attaqua, au mois de juin 1779, les rebelles albanais, qui s'étaient réunis et retranchés sous les murs de Tripolitza. — Leur résistance fut de courte durée. Enveloppés par des forces supérieures, et poussés avec

une valeur impétueuse, dont Hassan-Pacha donnait lui-même l'exemple, les révoltés furent mis dans une déroute complète et massacrés sans pitié.

Quatre mille têtes de ces brigands servirent à former une pyramide, dont on voit encore les tristes restes auprès de Tripolitza. Les fuyards, poursuivis à outrance, furent exterminés au fond d'une gorge boisée qui porte depuis ce temps le nom de *Défilé du Massacre*.

Les chrétiens qui, en fuyant les schypétars albanais, avaient réussi à sortir de la péninsule, n'avaient pas manqué de trouver un asyle hospitalier et inviolable parmi les Armatolis, chrétiens du Parnasse, des monts Agrapha et du Pinde. Ce fut contre ces Armatolis qu'Ali-Pacha eut à entrer en lice par la suite.

Lorsque ce nouveau gouverneur de la Thessalie entra en possession de son commandement, il trouva que Tricala et la plupart des bourgs et des villages de sa province avaient été brûlés ou pillés par les Albanais mahométans et par les janissaires de Larissa.

Mécontent des beys du pays, Ali-Pacha se déclara contre eux. N'ayant rien à craindre des chrétiens, il se fit leur protecteur. Cependant il défendit aux Armatolis de rester dans les plaines, et les obligea à rentrer dans leurs montagnes. Ses poursuites actives contre les brigands, sa sévérité inexorable à l'égard des malfaiteurs, ses persécutions contre les beys mahométans enrichis par le pillage, et dont il confisquait les biens après les avoir fait périr, ramenèrent en peu de temps l'ordre et la tranquillité dans toute la Thessalie.

Ce résultat justifia complétement l'idée favorable que l'on avait conçue de la capacité d'Ali-Pacha. Enrichi en détruisant les tyrans du peuple et les brigands, il eut beaucoup d'admirateurs. Il acquit des amis nom-

breux et puissants en se montrant généreux envers les ministres de la Porte et envers les personnes qui, par leur influence personnelle, pouvaient lui être utiles. On oublia ses anciens forfaits, et on ne pensa qu'à faire partout l'éloge de cet homme, qui, en peu de temps, avait réussi à ramener le bon ordre dans une des plus belles et des plus malheureuses provinces de l'empire.

Devenu assez riche pour acheter le sandgiakat de Janina, Ali-Pacha tourna ses vues vers son pays natal, tant pour se venger de ses ennemis personnels que pour régner en maître sur toutes les peuplades épirotes.

Le bey de Janina à cette époque était un homme sans énergie et sans pouvoir. Afin de le faire paraître encore plus incapable et plus faible aux yeux des ministres du divan de Constantinople, Ali-Pacha s'entendit avec Paléopoulo et Barco Valles, qui étaient les capitaines les plus influents parmi les Armatolis de la Grèce. Il les engagea à porter la mort et la dévastation dans toute l'Epire par le moyen des nombreux guerriers qui obéissaient à leurs ordres (1).

Dévastée par ces brigands, l'Epire devint une terre de désolation. La Thessalie, au contraire, rendue à l'ordre et à la paix par les efforts heureux d'Ali-Pacha, commençait à jouir d'une prospérité croissante. La Porte, trompée par ce contraste, crut qu'elle n'avait rien de mieux à faire que de confier à Ali-Pacha le gouvernement de l'Epire, avec l'obligation d'en chasser les brigands, comme il avait fait dans la Thessalie.

(1) Un rescrit du sultan Soliman le Magnifique avait divisé, dans le 16e siècle, la Grèce septentrionale en quatorze capitaneries d'Armatoles chrétien : cinq en Macédoine, six dans la Thessalie, et trois dans l'Étolie et l'Arcarnanie.

La mère d'Ali-Pacha, la vindicative Khamco, mourut dans ces circonstances. Son testament doit rendre à jamais sa mémoire exécrable. Elle recommanda à son fils, et à sa fille Chaïnitza, d'exterminer aussitôt qu'ils le pourraient les habitans de Cardiki et de Cormovo. — Les premiers l'avaient faite prisonnière, et l'avaient tenue captive avec ses enfants au commencement de la carrière aventureuse d'Ali de Tébélen. — Les seconds avaient vaincu Ali, et l'avaient forcé à fuir honteusement devant eux.

La nomination d'Ali déplut aux beys de l'Epire, qui, sous la faible administration des derniers gouverneurs, vivaient d'une manière indépendante et vexaient impunément leurs vassaux. Ces beys décidèrent à l'unanimité qu'Ali ne serait pas reçu.

Instruit de cette résolution, Ali commença à ravager les fermes et les villages qui appartenaient aux beys mécontents et à leurs partisans. — Le désir de sauver leurs propriétés, et la nécessité d'obéir aux firmans du Grand-Seigneur, obligèrent les adversaires du nouveau pacha à permettre son entrée et son installation dans la capitale de l'Epire.

Ce fut vers la fin de 1788 qu'Ali commença ses fonctions comme pacha de Janina. L'année suivante fut l'époque du commencement de la révolution française, et celle de la mort du sultan Abdul-Hamid, dont Sélim III, son neveu, fut le successeur, comme étant le plus âgé des princes vivants de la dynastie ottomane.

Ali-Pacha, convaincu que les beys épirotes deviendraient tranquilles et obéissants aussitôt qu'ils cesseraient d'être riches, les fit bannir de la province sous divers prétextes, sans jamais manquer de les dépouiller de leurs biens.

Les schypétars étaient dangereux et pouvaient lui être utiles; il les caressa et s'efforça de les gagner par des présents et des égards. Il crut devoir suivre la même marche envers les Armatolis chrétiens.

Musulman avec les Turcs, fanatique avec les derviches, chrétien avec les Grecs, avec ces derniers Ali buvait du vin et chantait les louanges de la Vierge Marie.

Son unique but était d'exciter la haine et la méfiance entre les partis, et de les balancer l'un par l'autre, afin d'affermir son autorité. — Connaissant la puissante influence de l'or dans tous les pays, et surtout dans les gouvernements despotiques, Ali se fit une règle constante, qu'il suivit jusqu'à sa chute, de payer avec une scrupuleuse exactitude les redevances annuelles dues à la Sublime-Porte, et de pensionner les principaux ministres et les personnes les plus influentes du sérail.

Voulant exécuter les ordres testamentaires de sa mère, Ali fit attaquer et parvint à prendre par surprise le village chrétien de Cormovo, dont il fit périr les habitants par le feu ou par les supplices. Cette expédition lui valut les cantons de Conitza et la ville de Libovo.

Comme ces conquêtes étaient un empiétement sur le sandgiakat de Bérat, Ibrahim, qui possédait ce gouvernement, réclama, et ne fut pas écouté. Il fit marcher alors un corps d'Albanais mahométans pour ravir au pacha de la Basse-Épire les cantons dont il venait de s'emparer.

Ali, qui avait déjà adopté l'adroite politique d'opposer des mahométans aux chrétiens et des chrétiens aux mahométans, appela à son secours les armatolis Paléopoulo et Canova, et Barco-Valles, qui s'empressèrent

de descendre des montagnes avec leurs bandes indomptées.

Des villages pillés ou brûlés, des paysans pendus, des troupeaux volés, furent les résultats de cette lutte, dont Ibrahim-Pacha fut bientôt ennuyé.

Ali-Pacha garda ses conquêtes; elles furent considérées comme devant servir de dot à la fille aînée d'Ibrahim, laquelle devint l'épouse de Mouctar, fils aîné du pacha de Janina. Les chefs des armatolis et leurs soldats chrétiens reçurent des esclaves et de l'argent, et se déclarèrent entièrement dévoués au maître généreux qui venait de les combler de bienfaits.

Vers le milieu de 1787 Catherine II, impératrice de Russie, avait entrepris un voyage en Crimée sous le prétexte de reconnaître ses nouvelles conquêtes. — Elle était accompagnée par l'empereur d'Allemagne, Joseph II, et par plusieurs ambassadeurs des grandes puissances, entre autres par M. le comte de Ségur, qui représentait auprès d'elle le gouvernement français.

On n'avait parlé durant ce voyage que de la gloire et de l'utilité qui résulteraient pour la Russie et pour les états autrichiens de l'expulsion des Turcs et de la conquête de Constantinople. — Un projet de guerre avait été résolu; l'empereur d'Allemagne avait promis d'assister la czarine par une puissante coopération.

L'exécution de cette entreprise devait changer l'état politique de l'Europe, et nuire principalement aux intérêts commerciaux de la France. Mais, subordonnée à l'influence de la cour de Vienne par suite du mariage de Louis XVI avec l'archiduchesse Marie-Antoinette, la cour de Versailles laissa un champ libre à Joseph II et à son alliée l'impératrice Catherine.

Cette dernière avait profité des circonstances avec son activité et son habileté ordinaires. Dès le 18 août 1787 elle avait déclaré la guerre et publié son manifeste contre la Sublime-Porte.

Les Russes espéraient qu'une insurrection générale des Grecs ne tarderait pas à éclater après le commencement des hostilités. Mais le souvenir des désastres de la Morée pendant la guerre précédente était encore trop récent pour que les Grecs fussent alors disposés à se déclarer en faveur d'une puissance qui les avait sacrifiés.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

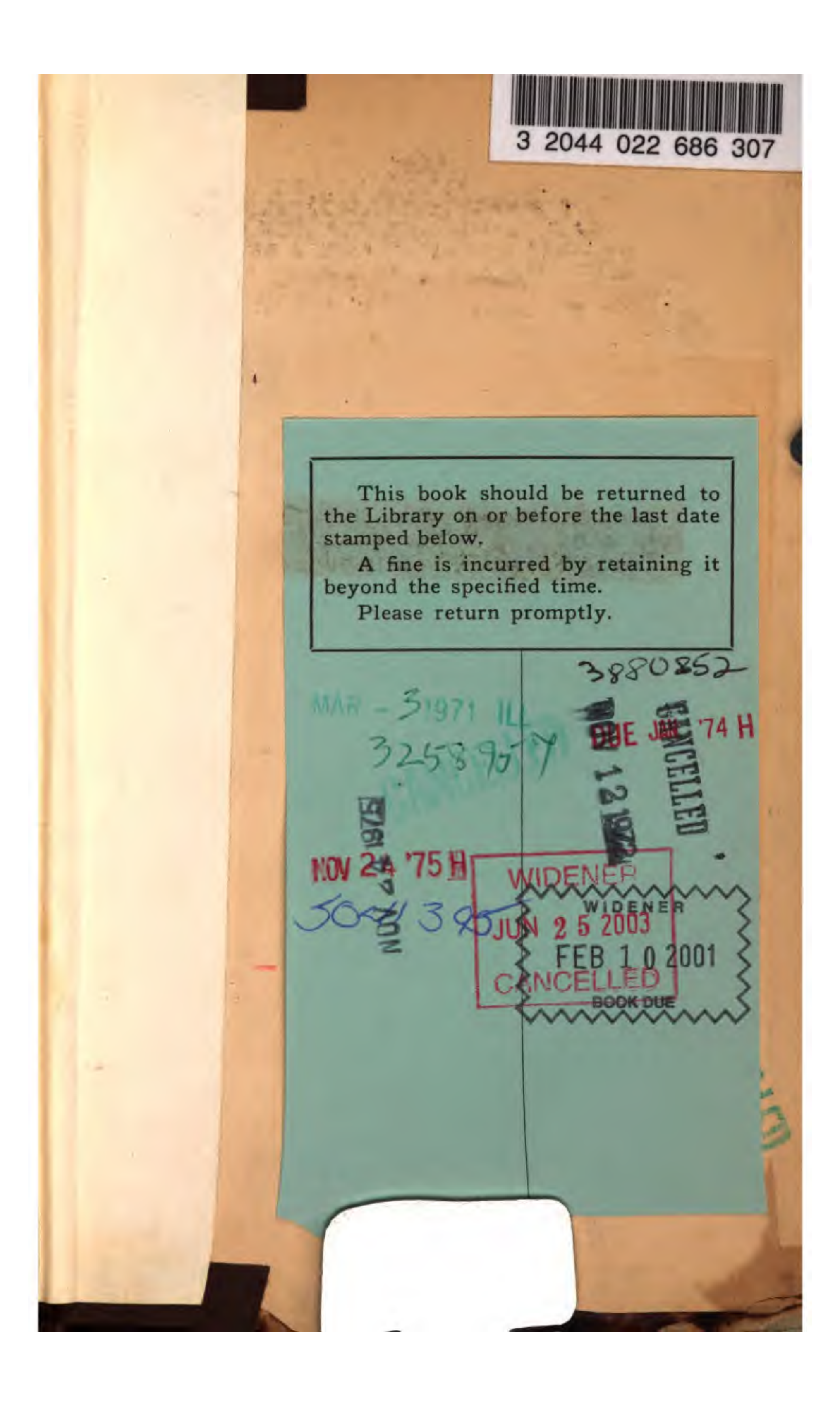
CONTENUES DANS LE TOME II.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

TROISIÈME PARTIE. — *POPULATION, GOUVERNEMENT.*

HISTOIRE.

FIN DE LA TABLE DU TOME II.


3 2044 022 686 307
This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.
A fine is incurred by retaining it beyond the specified time.
Please return promptly.
3880852
MAR - 3 1971 ILL
3258957
DUE JAN '74 H
CANCELLED
NOV 24 '75 H
5041395
WIDENER
WIDENER
JUN 2 5 2003
FEB 1 0 2001
CANCELLED
BOOK DUE

